

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) | [Partie 10](#) | [Partie 11](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 9

Quatrième section

Oradour-sur-Glane, village tranquille ?

V

LA VÉRITÉ SUR LE MEURTRE DES HOMMES DANS LES GRANGES

Une version incohérente

A Oradour-sur-Glane, nous avons vu que la population mâle avait été parquée, par petits groupes, dans six lieux différents (granges, garages et chai) et que celle-ci avait assisté au début des perquisitions domiciliaires.

Or, si les gradés SS étaient venus dans le village avec l'ordre de massacrer la population, ils auraient très certainement agi différemment. Tout d'abord, ils auraient procédé à l'exécution des hommes avant même que ne commence la fouille des maisons. Ainsi auraient-ils évité :

-- une possible révolte des prisonniers durant cette fouille ;

-- l'immobilisation temporaire d'une trentaine de soldats (cinq par groupe d'hommes environ) qui auraient alors pu perquisitionner avec les autres, permettant un gain de temps appréciable.

Ensuite, il aurait été plus cohérent de procéder comme toutes les armées au monde, c'est-à-dire d'aligner les hommes le long d'un mur et de les tuer à l'aide de deux ou trois mitrailleuses lourdes.

C'est d'ailleurs ainsi que les Américains procédèrent à Dachau lorsque, le 29 avril 1945, ils investirent le camp de concentration. Bouleversé par ce qu'il découvrit, leur chef, le lieutenant Jack Bushyhead, commit un crime de guerre en donnant l'ordre d'abattre sans jugement plus de 300 soldats allemands faits prisonniers dans les environs de Dachau. Ceux-ci n'étaient pas à proprement parler des gardiens

du camp mais des hommes appartenant à une unité allemande venue relever les gardiens d'origine. D'après un témoin américain présent sur les lieux du crime, les Allemands furent alignés contre le mur et assassinés à l'aide de deux mitrailleuses lourdes. L'exécution ne dura guère plus de quelques secondes et les blessés furent achevés au pistolet.

A Oradour-sur-Glane, la même procédure expéditive (logique d'un point de vue strictement militaire) aurait évité des pertes de temps notables (séparation des hommes en six groupes, conduites dans les granges...).

Le fait que les SS n'aient pas immédiatement fusillé les hommes mais qu'ils aient pris le temps de les séparer en petits groupes puis de les conduire dans des lieux préalablement répertoriés, démontre assez qu'à l'origine l'exécution de la population mâle n'entraînait pas dans les plans de l'occupant.

Dès lors, de graves questions se posent. Pourquoi, soudainement, alors que les perquisitions suivaient leur cours, les SS ont-ils ouvert le feu. Pourquoi ont-ils simultanément tiré dans toutes les granges ? Sur quel signal ?

Pour répondre à ces interrogations, une étude serrée des témoignages s'impose.

L'heure de la fusillade dans les granges

15 h 30 selon certains

Selon une version du drame qui circula dès 1944, le "massacre" des hommes dans les granges aurait débuté simultanément dans les six endroits vers 15 h 30.

P. Poitevin, par exemple, écrit :

Ce fut sur un ordre précis du commandant du détachement SS le signal général du massacre. Il était environ 15 h 30.

Des rafales de balles crépitèrent de toutes parts, dans les rues, dans les maisons, dans les granges, dans les étables, dans les champs et, plus tard, dans l'église. (1)

De même peut-on lire, sur l'acte d'accusation rédigé pour le procès de 1953 :

Il est 15 heures 30 -- Personne n'avait encore, semble-t-il, réalisé l'atroce décision des Allemands, malgré que les mitrailleuses étaient braquées ; mais soudain, à un signal donné [...] par le capitaine Kahn [...], les armes crachaient la mort sur les malheureux habitants écrasés les uns contre les autres [p. 6].

Aujourd'hui encore, certains auteurs adoptent cette thèse. A. Hyvernaud (2) en fait partie.

16 h en réalité

Pourtant, cette version peut être remise en cause. En effet, selon J. Darthout, dont le témoignage n'a jamais été contesté, les femmes et les enfants furent conduits à l'église vers 15 heures. (3) Puis eut lieu l'entretien entre Diekmann et le maire d'Oradour, qui dura 15 minutes environ. Lorsque ce dernier revint sur le Champ de Foire, quelques minutes s'écoulèrent encore durant lesquelles les SS

questionnèrent les hommes à propos d'un dépôt d'armes caché dans le village. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été formulée, les Allemands séparèrent les hommes en six groupes et les menèrent dans les granges. Tous ces événements ayant vraisemblablement duré un total de trente minutes, nous en concluons qu'il devait être environ 15 h 30 lorsque la population mâle se retrouva devant les lieux choisis pour être sa prison d'un moment.

Dès lors, pour croire que la fusillade aurait éclaté vers 15 h 30, il faudrait admettre que les otages pénétrèrent immédiatement dans les granges et que "*l'ordre précis du commandant du détachement SS*" fut donné quelques instants plus tard. Or, les témoignages des cinq hommes rescapés (MM. Hébras, Borie, Broussaudier, Darthout et Roby) nous assurent du contraire.

Ces cinq personnes avaient été enfermées dans la grange Laudy. Après le drame, toutes déclarèrent que, avant d'entrer dans la remise, quelques hommes avaient été désignés afin de dégager le local des charrettes et des bottes de foin qui y étaient entreposées. (4) Cette besogne terminée, les hommes avaient dû pénétrer dans le local pendant que les SS mettaient en batterie deux fusils mitrailleurs. Un face à face s'ensuivit durant lequel les SS étaient restés derrière leurs armes, l'un d'entre eux en profitant pour avaler "*de temps en temps un morceau de sucre*" alors que leur supérieur ne "*lâchait pas [les prisonniers] des yeux*". (5)

D'après Y. Roby, ce face à face ne dura que "*cinq minutes*" (6) puis la fusillade débuta. A supposer que le trajet jusqu'à la grange ait duré deux minutes, que la grange ait été débarrassée en cinq minutes, la fusillade aurait donc éclaté vers 15 h 40 : (15 h 30 + 2 min + 5 min + 5 min = 15 h 42).

Toutefois, Y. Roby est le seul à donner un laps de temps aussi court. En 1953, J. Darthout déclara :

L'attente a duré dix minutes, un quart d'heure. (7)

M. Borie, pour sa part, parla "*d'un quart d'heure d'attente angoissée*". (8). D'après son témoignage, la fusillade aurait éclaté vers : (15 h 30 + 2 min + 5 min + 15 min = 15 h 52) soit environ 15 h 50. En 1990, enfin, R. Hébras déclara à V. Reynouard que l'attente s'était prolongée 20 à 30 minutes à partir de 15 h 30 environ. Dès lors, on peut en conclure que la fusillade débuta vers 16 h. Dans sa brochure parue en 1992, R. Hébras écrit :

16 heures. Soudain, j'entendis une explosion, probablement celle d'une grenade.

A ce signal, les soldats allongés derrière les mitrailleuses ajustèrent leur position et tirèrent. (9)

De même, le touriste qui pénètre dans le "village-martyr" peut lire, gravé sur une plaque (figure 43)

15 HEURES 30

PRÈS DE 500 FEMMES ET ENFANTS

SONT ENFERMÉS DANS L'ÉGLISE

LES HOMMES DANS LES GRANGES

16 HEURES

UNE DÉTONATION,

LE MASSACRE COMMENCE.

Actuellement il semble donc admis que la tuerie dans les granges débuta non à 15 h 30, comme l'ont prétendu certains auteurs, mais bien vers 16 h.

Certains pourront s'interroger sur l'importance d'un décalage de trente minutes dans une aussi terrible tragédie. En fait, comme nous le verrons bientôt, il s'agit d'un point capital.

L'"ordre" du massacre

Contradictions entre les témoins

D'après les témoignages cités plus haut, un ordre aurait été donné aux SS pour qu'ils exécutent simultanément les hommes d'Oradour. En 1953, à Bordeaux, cet ordre fut très souvent évoqué. A l'audience du 19 janvier, l'accusé Daab précisa *"qu'au signal donné par Kahn, tous les pelotons [d'exécution avaient] tiré en même temps"*. (10)

Le lendemain, un autre accusé, G. Boos, confirma cette déposition. Il raconta que *"Kahn, ayant réuni les sous-officiers, [avait] ordonn[é] qu'à son signal chaque peloton devrait fusiller les hommes entassés dans les granges"*. (11)

Il semble donc acquis que l'ordre du massacre fut donné par le capitaine Kahn. Or, nous allons voir qu'il n'en est rien.

D'après certains, le signal du tir fut donné par Kahn qui tira une rafale de mitrailleuse. En 1944, M. Borie déclara :

Au bout d'un quart d'heure d'attente angoissée, du garage de M. Jacques Desourteaux part un coup de mitraille terrible. C'est le signal. (12)

A. Hyvernaud, pour sa part, écrit :

[...] il est 15 h 30. Presque aussitôt, un long coup de feu retentit : c'est l'adjoint du chef du détachement, le capitaine Kahn, qui, dans la rue principale, vient de tirer une rafale de son pistolet-mitrailleur. Alors, obéissant à ce signal, la mitrailleuse en batterie devant le groupe se met aussitôt à cracher [...]. (13)

Cette version des faits fut adoptée par plusieurs inculpés. Par exemple, en 1947, G. Boos affirma :

[...] je reçus l'ordre d'assister à une autre conférence [de sous-officiers] où Kahn me commanda d'exécuter les Français [enfermés dans les granges] sur un signe qui consisterait dans un coup de feu de sa mitraillette. (14)

Deux ans plus tard, l'inculpé allemand Herbert Daab déclara :

<http://www.abcc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOradour.htm>

23/10/99

[...] on nous avait dit que nous devrions tirer sur [les hommes] lorsque le capitaine Kahn donnerait le signal en tirant un coup de mitraillette. (15)

Entre-temps, F. Pfeufer avait dit :

Le capitaine Kahn nous a placés devant cette grange ouverte dans laquelle il y avait 15 à 20 hommes. A un moment donné on a tiré un coup de mitraillette en l'air [...]. [Kahn] avait dit que ce serait le signal pour tirer . (16)

Cette version n'est cependant pas la seule ; d'autres prétendent que l'ordre fut donné par un simple coup de feu. Fin 1945, A. Lohner déclara :

Nous attendions ainsi, prêts à faire feu, lorsque le Hauptsturmführer (capitaine) Kahn est arrivé pour nous dire : "Quand j'aurai tiré un coup de feu avec mon pistolet, en l'air, ce sera votre signal. Vous ouvrirez aussitôt le feu", puis il est reparti.

Très peu de temps après, nous avons entendu le départ du coup de feu annoncé par Kahn [...]. (17)

Trois ans plus tard, un autre inculpé raconta à peu près la même histoire :

Nous avons dû braquer nos mitrailleuses sur les hommes destinés à être fusillés et, en présence du capitaine Kahn, qui a donné le signal en tirant un coup de pistolet en l'air, nous avons fusillé ces hommes. (18)

En 1953, enfin, dans son réquisitoire, le procureur général de Bordeaux évoqua "*le geste de Kahn tirant le coup de feu qui devait être le signal de la tuerie générale*". (19)

Aujourd'hui, la version du simple coup de feu est reprise par J. Delarue (20) et par M. Lamaud, guide à Oradour.

On nous dira qu'une aussi faible divergence entre les témoignages ne saurait invalider ceux-ci. Admettons. Mais nous allons maintenant découvrir que d'autres divergences, autrement plus graves, rendent bien fragile la thèse invoquant un tir du capitaine Kahn.

G. Boos et J. Busch faisaient partie du groupe qui fusilla une vingtaine d'hommes parqués dans "*une grange*". En 1947, le premier déclara :

Je suis alors retourné à mon groupe et j'ai transmis l'ordre [donné par le capitaine Kahn de fusiller les hommes lorsqu'il aurait fait feu avec sa mitraillette]. Kahn était à cinq mètres de moi. Kahn a donné le signal et nous avons ouvert le feu. Personnellement, je n'ai pas tiré. (21)

Or, voici comment J. Busch a raconté le même épisode :

[Kahn] a donné ce signal et alors Boos nous a donné l'ordre de tirer. J'ai tiré, j'étais armé d'un fusil [...].

A ce moment-là, le capitaine Kahn n'était pas visible de l'endroit où nous étions, je ne sais pas où il était . (22)

C'est clair : d'après G. Boos, Kahn était à 5 mètres du groupe au moment du tir. Et pourtant, J. Busch prétend qu'il n'était pas là. Poursuivons.

F. Pfeufer et H. Frenzel faisaient partie d'un autre "peloton d'exécution", commandé par un certain Baier. En 1947, le premier raconta :

Le capitaine Kahn nous a emmenés devant une grange située dans la rue principale, à gauche en descendant. Cette grange était vers le milieu du village et n'était pas au coin d'une rue.

Le capitaine Kahn nous a placés devant cette grange ouverte dans laquelle il y avait 15 à 20 hommes. A un moment donné, on a tiré un coup de mitraillette en l'air, il était à quelques pas derrière nous. Il avait dit que ce serait le signal pour tirer . (23)

Avant d'aller plus loin, remarquons qu'il n'existe aucune grange (où auraient été fusillés les hommes) qui soit située "*dans la rue principale, à gauche en descendant*" et ailleurs qu' "*au coin d'une rue*".

Si l'on en croit le récit de F. Pfeufer, Kahn (qui était présent sur les lieux) n'aurait pas lui-même donné le signal de l'exécution en tirant une rafale de mitraillette. Or, voici en quels termes H. Frenzel a raconté le même épisode

Nous avons dû braquer nos mitrailleuses sur les hommes destinés à être fusillés et, en présence du capitaine Kahn, qui a donné le signal en tirant un coup de pistolet en l'air, nous avons fusillé ces hommes. (24)

La contradiction, ici, est double. H. Frenzel prétend non seulement que Kahn donna lui-même l'ordre d'exécution, mais aussi que ce signal consista en un coup de pistolet. Remarquons en outre que Kahn ne pouvait en même temps accompagner le groupe commandé par Boos et celui commandé par Baier.

Plus curieux encore. En 1948, l'inculpé Wilhelm Blaeschke affirma :

Au moment où le feu [sur les hommes] s'est déclenché, Kahn se trouvait à un mètre de moi, je n'ai pas remarqué s'il a tiré en l'air [...].

De l'endroit où je me trouvais et d'où je voyais Kahn, je ne voyais aucun peloton d'exécution, il n'y en avait pas à proximité . (25)

Si l'on accorde un quelconque crédit à ces déclarations, il faudrait croire que Kahn possédait un singulier don d'ubiquité qui lui aurait permis de se trouver simultanément en trois lieux différents. De façon évidente, les inculpés menaient la justice en bateau. D'ailleurs, aujourd'hui, la thèse du signal qui aurait consisté en un coup de pistolet ou en une rafale de mitraillette est officiellement abandonnée. Rappelons, en effet, qu'aux portes du village martyr a été apposée une stèle où l'on peut lire :

16 HEURES

UNE DÉTONATION, LE MASSACRE COMMENCE.

Une détonation...

Cette version n'est pas nouvelle. Dès 1944, deux rescapés de la grange Laudy, MM. Roby et Hébras, avaient respectivement déclaré :

Soudain, cinq minutes après notre entrée dans la grange, paraissant obéir à un signal donné par une forte détonation que j'ai déterminée comme provenant du Champ de Foire, [les SS] poussèrent de grands cris et ouvrirent lâchement le feu sur nous. (26)

J'entendis alors une violente détonation venant du bourg. On eût dit l'explosion d'une bombe. Les SS ouvrirent alors le feu sur nous avec toutes leurs armes [...]. (27)

Plus tard, R. Hébras se raviserait et prétendrait que cette détonation avait résulté non de l'explosion d'une bombe, mais de l'explosion d'une grenade. (28) Nous verrons que ce changement n'est pas innocent.

Toujours en 1944, l'inspecteur des Renseignements généraux chargé de l'enquête sur Oradour, écrit :

le commencement des mitraillades massives fut ordonné par une détonation servant de signal . (29)

En 1953, enfin, devant les juges du Tribunal de Bordeaux, les cinq rescapés de la grange Laudy furent unanimes : la fusillade dans les granges avait été immédiatement précédée d'une détonation. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypies du procès (audience du 22 janvier 1953) :

- - déposition de J. Darthout :

On a entendu un grand bruit à l'extérieur : soit l'éclatement d'une grenade, soit un autre bruit par une arme, mais autre qu'un fusil [p. 52].

-- déposition de R. Hébras :

[...] on discutait [dans la grange] avec des camarades quand il y a eu une forte détonation dans le bourg [p. 46].

-- déposition de M. Borie :

[Les SS] nous ont gardés un moment. Puis il y a eu une détonation dehors [p. 43].

- - déposition d'Y. Roby :

[...] tout à coup, l'on entendit une grande détonation. Elle semblait venir du centre du bourg... [p. 39].

- - déposition de C. Broussaudier :

Il y avait un moment qu'on était [dans les granges], on a entendu une grosse détonation. Je ne puis dire ce que c'était [p. 33].

Au cours des audiences, l'inculpé K. Lenz affirma également avoir entendu une détonation. Le président du tribunal s'était en effet étonné des divergences observées entre les récits des rescapés et ceux des prévenus. Soucieux d'y trouver une explication, il s'était alors tourné vers ces derniers en disant :

[Les inculpés] sont tous d'accord pour déclarer que les fusillades ont été déclenchées par une rafale de pistolet mitrailleur de Kahn. Or, jusqu'à présent, les témoins nous ont parlé d'une explosion et non pas d'une rafale. D'après les témoins, ce serait une explosion qui aurait déchaîné les fusillades. Alors, est-ce qu'ils peuvent nous dire quelque chose [*Ibid.*, pp. 41-42] ?

Question à laquelle K. Lenz répondit :

M. le président, j'avais seulement entendu une détonation [*Ibid.*, p. 42].

M. Nussy-de-Saint-Saëns n'insista pas et changea immédiatement de sujet.

En vérité, ces multiples témoignages convergents, provenant de personnes dont les intérêts étaient opposés, confirment la thèse (aujourd'hui admise officiellement) de la détonation qui aurait immédiatement précédé le mitraillage des hommes parqués dans les granges. Celle-ci est d'ailleurs reprise par P. Maysounave. (30)

... venue de la place de l'église

Une question capitale, cependant, subsiste : d'où vint cette explosion ? Cinq témoignages nous permettent d'apporter la réponse. Le premier émane de l'ancien SS Boos. Le 20 janvier 1953, à Bordeaux, ce dernier déclara au tribunal :

A un croisement de rues l'adjudant Topfer m'a dit qu'il fallait se mettre à l'abri avec les hommes car on allait faire sauter l'église. (31)

J'ai seulement entendu l'explosion et la fusillade [dans l'église] a commencé aussitôt . (32)

Selon Boos, l'événement qu'il décrit aurait eu lieu bien après le massacre des hommes dans les granges. Cette version des faits se heurte toutefois à une contradiction. En effet, nous avons vu que, d'après la version officielle établie à Bordeaux même, les SS auraient tout d'abord tenté de dynamiter l'église, puis ils auraient apporté une caisse à gaz et, enfin, ils auraient mitraillé le groupe réuni dans l'église.

Par conséquent, "*la fusillade*" dont parle Boos comme étant celle de l'église n'aurait pas pu se produire "*aussitôt*" après l'explosion de la dynamite.

Or, de façon surprenante, jamais le président du tribunal ne demanda à Boos de s'expliquer sur cette contradiction flagrante. Cette absence de curiosité est révélatrice : elle prouve que la version officielle bâtie à Bordeaux était mensongère et qu'elle se heurtait aux faits bruts lorsque ceux-ci étaient décrits par les témoins du drame.

En vérité, "*la fusillade*" que Boos évoque semble être celle qui éclata non dans l'église, mais dans les granges. Dès lors, il faudrait en conclure que jamais les SS ne tirèrent sur ordre de Kahn, mais qu'ils tirèrent lorsque, soudainement, une explosion inattendue se produisit *dans l'église*.

Notre interprétation pourrait sembler aventureuse, si quatre témoignages ne venaient la confirmer. Citons, tout d'abord, celui de Madame Lang :

Un bruit épouvantable éclate dans la direction de l'église qui était à quelques dizaines de mètres de nous. Détonations sur détonations se succèdent, suivies d'une immense clameur et de cris effrayants. Les mitrailleuses crépitent. (33)

C'est clair : le témoin entendit des rafales *en même temps* que des explosions se produisaient. Pour prétendre qu'il se soit agi des tirs de SS sur les femmes et les enfants, il faudrait admettre que l'église fut le siège de deux séries d'événements concomitants :

d'une part, les détonations qui secouent l'édifice et, d'autre part, les tirs des assassins qui s'y introduisent pour perpétrer leur oeuvre de mort. Point n'est besoin d'être artificier pour comprendre l'inanité de cette version. De façon évidente, la fusillade entendue par Madame Lang s'est produite ailleurs que dans l'église. De là à conclure qu'elle se produisit dans les granges, il n'y a qu'un pas que nous n'hésiterons pas à franchir.

Nous hésiterons d'autant moins qu'en 1990 M. Beaubreuil fit un aveu de taille à V. Reynouard. Il révéla qu'une "*très forte explosion venant de la place de l'église*" avait déclenché *toutes* les fusillades dans le village, notamment celles des granges. (34)

M. Beaubreuil ne fut cependant pas le seul à tenir de tels propos. Citons également le témoignage de Henri Weber, un inculpé. Le 19 avril 1945, celui-ci déclara à l'inspecteur qui l'interrogeait :

Lorsque nous étions en position de combat, derrière l'église, dans les champs, nous avons entendu, une heure plus tard, environ, le bruit d'une forte explosion, suivie de cris de douleur poussés par des femmes et enfants. Puis [...] les mitrailleuses légères ont tiré des rafales saccadées dans le village. (35)

De façon évidente, l'explosion eut lieu dans l'église (d'où les "*cris de douleur poussés par des femmes et enfants*") et les tirs que l'inculpé a entendus provenaient des granges ("*dans le village*").

En outre, en 1947, M me Rouffanche elle-même fit, devant la commission d'instruction de Bordeaux, une déclaration essentielle. A notre connaissance, celle-ci n'a jamais été publiée; en voici les termes :

Durant le temps que je suis restée dans l'église, je n'ai vu ni entendu aucune explosion. (36)

Cette précision est capitale. En effet, selon l'histoire officielle, le "massacre" de l'église aurait eu lieu *après* celui des granges. Par conséquent, M me Rouffanche aurait dû, pendant son attente, tout entendre, notamment la "*détonation*" qui donna aux SS le du tir. Le fait qu'elle n'ait rien entendu (ni détonation, ni rafales) (37) confirme :

-- que l'explosion mentionnée par les rescapés des granges eut lieu dans l'église ;

- - que les SS tirèrent sur les hommes dans les granges suite à cette explosion.

Certains auteurs, d'ailleurs, savent que les dénégations de M me Rouffanche à propos de la détonation et des fusillades consécutives dans les granges trahissent, à elles seules, tous les mensonges colportés depuis cinquante ans. Aussi n'hésitent-ils pas à prétendre que les femmes et les enfants ont tout entendu durant leur attente dans le sanctuaire. Dès 1944, P. Poitevin avait écrit :

[A l'église] Les bébés, dans leurs landaus et dans leurs poussettes, sont placés dans la chapelle de Sainte-Anne, sous sa sauvegarde.

Et cette foule, ignorante, sur laquelle plane une sombre anxiété, garde néanmoins une confiance ferme et inébranlable.

Des prières ferventes s'élèvent, grandissent, s'amplifient, demandant miséricorde, implorant l'aide divine pour tous les êtres chers qui, là-bas, sur la place, en rangs serrés, escortés par des guerriers redoutables, marchent maintenant vers leur destinée.

Le soleil filtre à travers les vitraux, projetant dans ses rayons d'or la lumière de l'espoir.

Cet espoir qui, malgré la crainte, s'accroche à tous les coeurs, ne peut abandonner ni ici, ni là-bas, ces femmes et ces hommes séparés mais unis dans le puissant instinct de vie.

Tout à coup, des bruits secs crépitent et déchirent l'air. Que se passe-t-il ? On tire dans le bourg, on tue des hommes, sans doute des otages ! Les femmes se regardent ; leurs traits se contractent. Certaines deviennent livides. Leurs yeux se comprennent. Les larmes coulent, les aveuglent. Mon Dieu ! Mon Dieu ! Les enfants, inquiets, veulent savoir. Déjà, ils tremblent. -- Dis, maman, maman, ils n'ont pas tué, au moins, mon papa ? -- Dis, maman, c'est pour nous faire peur ? Ils ne veulent pas nous faire de mal ? (38)

Mentionnons également P. Maysounave qui, dans son livre, écrit :

Entre 16 et 17 heures, les femmes et les enfants, dont certains s'étaient endormis, entendent le mitrailage des hommes, après que la détonation fatidique a retenti dans tout le bourg . (39)

Ces deux auteurs ne sont cependant pas les seuls. Dans sa brochure parue en 1992, un rescapé, R. Hébras, cite le témoignage de Marguerite Rouffanche en date du 30 novembre 1944. Soudainement, l'auteur intercale une phrase que jamais la rescapée de l'église n'a prononcée. Voici ce que l'on peut lire, à la page 25 de son opuscule (l'interpolation est en italique):

Vers 16 heures, des soldats, âgés d'une vingtaine d'années, placèrent dans la nef, près du chœur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle dépassaient des cordons qu'ils laissèrent traîner sur le sol.

Entre 16 et 17 heures, ces êtres ont dû vivre un calvaire effroyable car le vacarme intense des tirs, des explosions, de l'incendie leur parvenait sans aucun doute. Qu'ont-ils pu penser ?

Ces cordons ayant été allumés, le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion soudaine se produisit [...].

L'ajout de R. Hébras sert uniquement à tromper le lecteur en supprimant le lien de cause à effet entre l'explosion dans l'église et la fusillade dans les granges.

Cette altération est symptomatique ; elle prouve que les officiels connaissent la vérité et cherchent à l'occulter par tous les moyens.

Remarquons d'ailleurs que R. Hébras n'en est pas à son coup d'essai. Dans sa brochure, il évoque le cas du tramway qui, le 10 juin vers 19 heures, arriva aux abords d'Oradour, bondé de voyageurs. Les Allemands l'interceptèrent et firent descendre tous les habitants du bourg. Ces derniers attendirent deux heures environ, ignorant le destin qui leur serait réservé. Finalement les SS les relâchèrent. R. Hébras écrit :

[...] on leur annonça qu'ils étaient libres.

Un soldat [SS] leur cria alors :

- On vous laisse partir ! Vous pouvez dire que vous avez de la chance car [dans le village] nous les avons tous massacrés . (40)

Pour le lecteur non averti, cet aveu émanant d'un SS clot le débat.

Mais le témoignage que cite l'auteur émane de Mademoiselle Maria Gauthier. Celle-ci était dans le tramway intercepté par les Allemands. Or, voici ce que la demoiselle a réellement déclaré :

[...] on nous annonce que nous sommes libres.

Un autre voyageur qui faisait partie de ce même convoi a précisé qu'un interprète, à ce moment-là, s'est écrié : "On vous laisse partir ! Vous pouvez dire que vous avez de la chance !" . (41)

R. Hébras a donc tout simplement ajouté un morceau de phrase afin de rendre les propos du SS accusateurs. Qui sont les véritables "falsificateurs de l'histoire" ?

Les SS reçurent l'ordre de tirer après l'explosion du clocher

Revenons aux granges où le véritable signal de l'exécution fut donné par l'explosion de l'église. Certains pourront s'étonner du manque de sang-froid des SS ; cependant, un simple rappel du contexte

de l'époque permet de l'expliquer : à Oradour, les soldats évoluaient dans une région truffée de maquisards. Depuis des mois, des attentats étaient régulièrement commis notamment contre l'occupant, au point que les forces allemandes stationnées dans le secteur se terraient dans leurs garnisons et qu'aux carrefours des villes des blockhaus avaient été édifiés. (41a) La veille, un commandant allemand avait été enlevé et, à Tulle, plusieurs dizaines de soldats allemands tombés aux mains des maquisards avaient été retrouvés bestialement massacrés.

Ces simples rappels suffisent pour imaginer la tension qui devait régner dans le village, notamment devant les granges où la population mâle était entassée. Les SS craignaient une intervention du maquis. De façon probable, les gradés avaient décidé de fusiller les hommes au moindre signe suspect. Rappelons que, depuis le 3 janvier 1944, les gradés allemands avaient reçu des consignes très strictes de lutte contre les partisans, dénommées : "ordres Sperrle". Celles-ci avaient été édictées après que l'occupant eut été victime d'attentats perpétrés par des bandes armées insaisissables. L'article premier stipulait :

Nous ne sommes pas en pays occupé pour laisser nos troupes se faire abattre ou enlever impunément par des saboteurs. Les contre-mesures prises jusqu'à présent, malgré certains résultats indiscutables, ne changeront pas l'essentiel de la situation si, dans des cas d'agression et de révoltes, on n'a pas recours à la légitime défense . (41b)

Ces consignes imposaient aux gradés de prendre des mesures immédiates en cas d'attaque des maquisards. Elles se terminaient par le message suivant :

Pour apprécier le dynamisme des jeunes chefs de troupe, la détermination et la rapidité de décision sont à placer, en toutes circonstances, en première ligne. Ne sera puni sévèrement que le chef de troupe mou et indécis, parce qu'il met en péril, ce faisant, et la troupe sous ses ordres, et le respect dû à l'armée allemande.

La prise de mesures sévères ne peut, compte tenu de la situation présente, donner aucunement lieu à punition [*Id.*].

Or, l'explosion soudaine et inattendue de l'église fut sans doute assimilée à une attaque du maquis. Pour ceux qui dirigeaient l'opération, il ne pouvait être question de tergiverser ; les "ordres Sperrle" étaient clairs ; la vie de leurs hommes en dépendait ; sans réfléchir davantage, ils ordonnèrent le tir.

Remarquons d'ailleurs qu'à Bordeaux un rescapé, J. Darthout, déclara :

On a entendu un grand bruit à l'extérieur : soit l'éclatement d'une grenade, soit un autre bruit produit par une arme, mais autre qu'un fusil. Et après, un cri... peut-être un ordre (je n'ai pas compris). Puis ils se sont mis à nous fusiller . (42)

Ce cri entendu par le témoin ne fut-il pas, comme lui-même le suppose, cet ordre qui suivit l'explosion ?

Les falsifications découvertes et expliquées

Tous ces faits expliquent pourquoi certains auteurs ont prétendu que les tirs dans les granges avaient retenti vers 15 h 30. En effet, M me Rouffanche affirme que l'explosion de la "*caisse*" dans l'église eut

lieu "vers 16 heures". (43) Or, c'est précisément l'heure à laquelle les tirs dans les granges ont débuté. Dès lors, certains estimèrent plus prudent d'avancer, dans le temps, la tuerie des hommes, afin que personne ne puisse établir un lien entre celle-ci et l'explosion de l'église.

De même est-il possible d'expliquer les divergences constatées à propos du prétendu ordre qu'aurait lancé Kahn pour commander l'exécution des hommes. Certains ont allégué que les SS avaient ouvert le feu à la suite d'un coup de pistolet ou d'une rafale de mitrailleuse. Ce mensonge n'était pas innocent : il permettait d'occulter l'explosion qui précéda la tuerie des granges, ceci afin de ne pas éveiller l'attention du lecteur. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste militaire pour savoir que choisir ce genre de signal serait une vraie folie en zone d'opération où n'importe qui peut le déclencher.

Peu à peu toutefois, face à la convergence des témoignages très tôt publiés, la vérité s'est imposée. Aujourd'hui, les autorités d'Oradour admettent que le "massacre" débuta à 16 heures, suite à une "détonation" mais... à condition que cette détonation ne puisse être identifiée comme ayant été celle qui secoua le clocher. Voilà donc pourquoi :

- la voûte du clocher a été minutieusement reconstruite afin que personne ne puisse soupçonner qu'une explosion l'avait partiellement détruite ;

- R. Hébras, qui avait d'abord parlé de l'explosion d'une bombe, s'est ensuite ravisé et a parlé d'un bruit occasionné par une grenade.

Maintenant, une grave question se pose : qui, dans l'église, mit le feu aux poudres ?

Le dossier sur Oradour étant mis sous scellés jusqu'en 2053, seules des hypothèses pourront, sur ce point, être émises. Tel est l'objet du prochain chapitre.

NOTES

1 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 93. Voy. aussi *Ville Martyre...*, p. 18.

2 Voy. *Petite histoire ...*, p. 45 : "La cloche de l'église sonne : il est 15 h 30. Presque aussitôt [...] la mitrailleuse en batterie devant le groupe se met [...] à cracher, fauchant les hommes [...]".

3 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 32 : "Quand toute la population eut été réunie, les Allemands la divisèrent en deux groupes, l'un composé des femmes et des enfants, l'autre des hommes. Le premier, encadré par huit à dix SS [...], fut, vers 15 heures, conduit à l'église".

4 Voy. *Le drame...*, p. 20 (témoignage de R. Hébras) ; *Ville Martyre...*, p. 104 (déclaration de Mathieu Borie) ; *Le Monde*, 24 janvier 1953, p. 4, col. C (témoignage de Clément Broussaudier) ; *Oradour-sur-Glane...*, p. 35 (déposition de Yvon Roby).

5 Voy. *Le drame...*, p. 20. Voy. aussi. *Le Monde*, 24 janvier 1953, p. 4, col. C, déposition de C. Broussaudier.

6 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 35 : "Soudain, cinq minutes après notre entrée dans les granges [...] [les SS] poussèrent un grand cri et ouvrirent lâchement le feu sur nous".

7 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 51.

8 Voy. *Ville Martyre...*, p. 104 : "Au bout d'un quart d'heure d'attente angoissée [...]. Les armes claquent contre nous".

9 Voy. *Le drame...*, p. 21.

10 Voy. *Ouest-France*, 20 janvier 1953, p. 2, col. A.

11 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. C. Voy. aussi *Le Monde*, 28 janvier 1953, p. 4, col. B.

12 Voy. *Ville Martyre...*, p. 104.

13 Voy. *Petite histoire ...*, p. 45.

14 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de G. Boos en date du 21 avril 1947, p. 2.

15 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Daab en date du 27 juillet 1949, p. 4.

16 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de F. Pfeufer en date du 7 août 1947, p. 3.

17 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 6.

18 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire et de confrontation de Frenzel en date du 19 mai 1948, p.3.

19. Voy. *Le Monde*, 5 février 1953, p. 5, col. C.

20 Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1826, col. A et B : "[...] il était 15 h 30. Sur la place, le Hauptsturmführer Kahn leva son pistolet et tira en l'air".

21 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de G. Boos en date du 8 août 1947, p. 3.

22 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J. Busch en date du 26 août 1947, p. 3.

23 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de F. Pfeufer en date du 7 août 1947, p. 3.

24 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Frenzel en date du 19 mai 1948, p. 3.

25 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de W. Blaeschke en date du 30 juin 1948, p. 2.

26 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 35 (extrait du témoignage d'Yvon Roby).

27 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 197 (déclaration de R. Hébras à P. Poitevin).

28 Voy. sa déposition auprès de MM. Bois et Pignol, attachés aux Archives départementales (reproduite dans *Ville Martyre...*, pp. 108-110). Voy. aussi *Le drame...*, p. 21.

29 Voy. le rapport du 4 juillet 1944 in *La mémoire d'Oradour...*, p. 103, col. B. La détonation dont parle l'auteur est celle qu'ont entendue MM. Besson et Garraud. Or, ces deux témoins précisèrent qu'elle rententit "vers 16 heures", confirmant ainsi que les mitraillades ne débutèrent pas à 15 h 30 (*Ibid.*, p. 98, col. A).

30 Voy. *Plus près de la vérité...* page 221, l'auteur écrit : "Au signal convenu, une détonation ou une rafale, les SS se mettent à tirer". Page 223, toutefois, P. Maysounave ne parle plus que de "la détonation" ("A la détonation, et entendant le crépitement des mitrailleuses des autres groupes, Steger commande : "Laden ! Feuer !" ("Armez ! Feu !") au peloton placé à sa gauche"). Il en est de même p. 224, où il est écrit que : "Entre 16 et 17 heures, les femmes et les enfants [...] entendent le

mitraille des hommes, après la détonation fatidique qui a retenti dans tout le bourg".

31 Le lecteur se souviendra que nous avons déjà démontré l'ineptie de cette thèse.

32 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. C.

33 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 67.

34 Dans son ouvrage déjà cité, P. Maysounave parle également d'une "*détonation opérée par les SS sur la place de l'église*" (voy. p. 284, n. 6). L'auteur ne nous indique pas sa source, mais nous savons qu'il a rencontré Maurice Beaubreuil (voy. p. 285, n. 9 : "*M. Maurice Beaubreuil, lors d'une rencontre avec l'auteur [...]*").

35 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de Henri Weber en date du 19 avril 1948, p. 2. Dans le passage omis, H. Weber déclare que "*quelques minutes après*" l'explosion, il entendit "*un coup de feu*" à la suite duquel les mitrailleuses entrèrent en action. Le laps de temps donné par l'inculpé paraît long, mais il est vrai que, dans de tels moments, la perception des durées se trouve faussée. Voilà d'ailleurs pourquoi nous n'accusons pas M. Borie de mensonge lorsqu'il prétend que l'attente dans les granges a duré cinq minutes, alors qu'en vérité elle semble avoir duré vingt à trente minutes. Quant au "*coup de feu*", il n'est pas possible d'en découvrir la provenance, car nous verrons qu'une bataille eut vraisemblablement lieu dans l'église après l'explosion du clocher.

36 Voy. le procès-verbal de la déposition faite par M me Rouffanche en date du 7 juillet 1947, 1 p.

37 A supposer, en effet, qu'elle ait entendu des rafales venues de plusieurs points du village, M me Rouffanche en aurait certainement parlé dans l'un de ses témoignages. Or, on cherchera en vain, dans ses différentes dépositions, une quelconque mention relative à ces tirs...

38 Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 42-43.

39 Voy. *Plus près de la vérité...*, p. 224.

40 Voy. *Le drame...*, p. 27.

41 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 69. Voy. aussi *Ville Martyre...*, p. 29.

41a Voy. J.-R. Naux, *Au clocher de leur coeur*, p. 3 : "*Cinquante années après, il est bien difficile d'imaginer l'ampleur et l'intensité du harcèlement [...] dont est victime, dans le sud-ouest, l'armée germano-slave. Les forces du maintien de l'ordre fidèles au gouvernement de Vichy sont la cible favorite des maquis FTP, c'est-à-dire communistes. Dès avril 1944, la crainte des maquisards est telle que les Allemands et les Miliciens se terrent dans leur garnison. Aux carrefours des villes; des blockhaus ont même été édifiés*".

41b Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 27.

42 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 52.

43 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 49.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres
<http://www.aboc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOrad9.html>

23/10/99

chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;

(4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.>
Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>

Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>

Declaracion universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

| [Partie 1](#) | [Partie 8](#) | [Partie 9](#) | [Partie 10](#) | [Partie 11](#) |

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora9.html>

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | |
[Affaire Reynouard](#) | [A propos d'Oradour](#) |

<aaargh@abbc.com>

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 9](#) | [Partie 10](#) | [Partie 11](#) | [Partie 12](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 10

Quatrième section

Oradour-sur-Glane, village tranquille ?

VI

QUI PROVOQUA L'EXPLOSION DE L'ÉGLISE ?

L'établissement des responsabilités est capital au regard de l'Histoire. En attendant l'ouverture des archives officielles, nous devons nous contenter d'émettre quelques hypothèses plausibles puis de considérer dans quelle mesure elles rendent compte des éléments matériels, des documents et des témoignages à notre disposition.

Aujourd'hui, nous savons qu'Oradour-sur-Glane était un fief du maquis et les indices sont nombreux que les SS y trouvèrent des cadavres de soldats allemands et de nombreux dépôts d'armes.

Dès le début des opérations, il est logique de penser que le seul lieu stratégique du village, c'est-à-dire l'église, fut occupé par les maquisards qui y disposaient déjà d'une certaine logistique et notamment d'importants stocks de munitions sous les toits, dans le clocher et, peut-être, dans les caves. Par les ouvertures, ils purent suivre le déroulement des événements dans le village. Ils comprirent que les SS étaient déterminés non seulement à retrouver Kämpfe, mais aussi à éradiquer la Résistance présente dans la localité (en fusillant ses membres et en détruisant ou en saisissant ses dépôts).

Premières hypothèses

Les SS connaissaient les caches habituelles des maquisards. Il faut, en effet, savoir que les résistants utilisèrent très souvent les églises pour y cacher des munitions. Il y a quelques années, par exemple, les éditions Pierre Fanlac publièrent un livre de Guy Penaud intitulé : *Histoire de la Résistance en*

Périgord. Nous y apprenons, page 222, qu'à Siorac-en-Périgord les maquisards commandés par Charles Brouillet, dit le Bolchevique, avaient caché *le gros des armes sous le toit de l'église*. (1)

Le cas de Siorac-en-Périgord n'est pas unique. En décembre 1995, un petit mensuel régional, *Mon Pays/ Richesse et Protection du Patrimoine (cantons d'Airvault et de Saint-Loup)*, consacra un article aux clochers visibles dans différents villages. Page 3, un cliché montre celui que l'on peut encore voir dans la bourgade de Louin. La légende porte :

C'est le seul témoin qui subsiste de l'église ancienne détruite par un incendie en 1875 et reconstruite par la suite. Ce clocher a servi de cachette d'armes, en 1944, à la Résistance.

Cependant, les faits sont là, les soldats y enfermèrent les femmes et les enfants sans investigation préalable. C'est là une première interrogation. Que ce soit par respect du lieu saint ou par suite d'une négligence, cette faute du commandement donnait ainsi autant d'otages au maquis ; on pourra y voir l'origine des anomalies constatées dans la conduite du commandant Diekmann à son retour d'opération.

Dans ces circonstances, il est raisonnable d'imaginer que les résistants n'eurent plus qu'une pensée : sauver leur vie, c'est-à-dire fuir et, dans le même temps, empêcher que le dépôt de munitions (dont une partie était peut-être d'origine allemande) ne tombe aux mains des SS. Or, l'église offrait trois issues par lesquelles une fuite était réalisable :

- la porte du sous-sol de la sacristie qui donnait sur la sortie du bourg;
- les vitraux du mur est qui donnaient également sur la sortie du village;
- la porte de la chapelle Sainte-Anne qui donnait sur des jardins.

Toutefois, les maquisards devaient surmonter deux obstacles.

Pour atteindre l'une quelconque de ces issues, les hommes cachés dans le clocher devaient traverser la nef dans laquelle s'entassaient femmes et enfants. Dès lors, il fallait prévoir, à leur passage, l'éventualité d'un mouvement de foule incontrôlable appelant l'attention des SS.

Par la suite, même à supposer que les issues soient atteintes, encore fallait-il pouvoir fuir sans être abattu par les SS. Certains d'entre eux, en effet, gardaient les abords de l'église. Les maquisards ont-ils décidé de provoquer un désordre tel que les SS de garde, surpris, ne puissent réagir assez vite pour les stopper dans leur fuite ? Par exemple, en faisant sauter le dépôt de munitions installé sous les combles du sanctuaire, avec l'avantage supplémentaire de le soustraire aux assaillants. Il leur suffisait d'allumer des mèches de longueur calculée pour laisser le temps de rejoindre les issues. La seule inconnue résidait alors dans la réaction de la foule en proie à la panique. Mise au courant ou ayant compris l'imminence de la catastrophe, la foule rendue furieuse les a-t-elle agressés en désespoir de cause, freinant leur progression vers les sorties ? Ont-ils sous-estimé la longueur de la mèche ? Le résultat est là : un très petit nombre de rescapés.

On opposera sans doute que la mise à feu intentionnelle des munitions faisait bon marché de la vie des femmes et des enfants et, donc, qu'il n'aurait pas été pensable d'envisager une diversion aussi

criminelle. Ce n'est pas certain. En effet, il est probable que les assiégés ne purent prévoir les dégâts qu'allait entraîner la détonation. Sans doute crurent-ils que les voûtes résisteraient et que seuls les toits seraient soufflés. C'est d'ailleurs ce qui arriva au niveau de la nef dont les voûtes, rappelons-le, résistèrent au sinistre. En vérité, le drame eut pour origine l'explosion du clocher qui provoqua la destruction partielle de la voûte et la propagation d'une gigantesque flamme. Si le clocher avait résisté, gageons qu'il y aurait eu, parmi les femmes et les enfants, beaucoup moins de victimes, parce que la panique consécutive à l'effondrement qui interdisait l'issue principale dut compter pour beaucoup dans l'ampleur de la catastrophe.

Malgré tout, nous rejetons l'hypothèse selon laquelle les résistants auraient fait sauter l'église *pour en faire une sorte de fanal appelant au soulèvement populaire contre la puissance d'occupation allemande*, ou *pour attiser la haine contre les Allemands*. (2) Le 10 juin 1944, vers 16 heures, les maquisards songeaient davantage à sauver leur vie qu'à faire de la propagande. Peut-être, d'ailleurs, n'allumèrent-ils que les munitions qui se trouvaient au-dessus des voûtes, croyant que l'explosion en chaîne ne s'étendrait pas au clocher.

Une objection, toutefois, vient heurter cette première hypothèse. L'explosion des munitions stockées dans l'église allait fatalement appeler l'attention des SS présents dans le bourg. Dès lors, on ne peut croire que les maquisards aient voulu opérer une diversion qui, en réalité, produisait l'effet inverse. De plus, mettre à feu des explosifs entreposés dans un bâtiment dont on n'est pas sûr de pouvoir s'extraire rapidement paraît insensé.

Cette objection n'est pas insurmontable, tant é chappe à la logique le comporte ment d'êtres humains placés en situation critique, et, nous le répétons, ils ont pu croire que la confusion générale couvrirait leur départ de l'église.

On pourrait aussi supposer que, après plusieurs tentatives de fuite avortée, les maquisards se sont résolus à transformer l'église en camp retranché, prenant en quelque sorte les femmes et les enfants en otages. Le cas échéant, pour empêcher l'investissement de ce nouveau Fort-Chabrol, auraient-ils provoqué volontairement l'obstruction des issues principales, sans très bien en mesurer les conséquences ? Quoi qu'il en soit de la solidité de cette hypothèse, nous devons constater qu'elle rend compte des destructions matérielles qui affectent particulièrement les locaux comportant les issues.

Une seule certitude, les faits déjouèrent les prévisions. Les maquisards se heurtèrent aux SS qui se trouvaient à l'extérieur. Une bataille s'ensuivit. Les événements se précipitèrent alors : les munitions explosèrent ; dans l'église, beaucoup périrent ; la panique s'empara des survivants qui se précipitèrent vers les sorties, notamment la sacristie. Là eut lieu une autre détonation, résultant certainement de la bataille. Le plancher s'effondra. Des femmes et des enfants tombèrent dans les flammes...

Autre hypothèse

Parmi les femmes qui se trouvaient dans l'église, beaucoup devaient savoir que des maquisards étaient cachés sous les combles, près de leur dépôt de munitions. En outre, nous verrons plus loin que, ce samedi 10 juin 1944, le prêtre lorrain se trouvait très probablement au milieu des femmes et des enfants. Il ne pouvait ignorer le danger mortel, accumulé au-dessus des voûtes avec sa permission.

Or, rappelons qu'au même moment, dans les granges, les otages étaient gardés en respect. Beaucoup d'entre eux, certes, n'étaient pas des résistants. Mais ils risquaient, en cas de dénouement tragique, de payer pour les coupables. Dès lors, pour tenter de sauver ces hommes qui étaient leur mari, leur père

ou leurs parents, il est possible que, dans l'église, un fort mouvement de femmes se soit résolu à dénoncer les vrais responsables des exactions commises à Oradour. Le prêtre a-t-il intercédé en faveur des innocents et fait appel à un sursaut de conscience des maquisards ? On doit se souvenir que les républicains espagnols, fortement impliqués dans la Résistance, traînaient derrière eux un lourd passé de tueries d'ecclésiastiques par centaines, de profanations de cimetières et de destructions d'édifices religieux.

Que s'est-il alors passé ? On peut raisonnablement imaginer que, parmi les maquisards, certains aient choisi d'exercer un odieux chantage et menacé de faire sauter l'église, en cas de dénonciation. Le ton serait vite monté, appelant l'attention des SS. S'estimant découverts, peut-être divisés en deux camps ennemis, certains maquisards auraient alors perdu leur sang-froid et mis leur menace à exécution avant de tenter une impossible fuite...

Éléments en faveur de nos hypothèses

Certains reprocheront à ces différentes versions leur caractère de gratuité. Bien que nous ne le contestions pas, nous invoquerons, à l'appui de celles-ci, plusieurs constatations dans les ruines, bien tangibles, elles, ainsi que plusieurs témoignages.

Des bruits avant la détonation

Certains témoins ont fait état de bruits divers perçus avant qu'une grande détonation ne secoue l'église. Rappelons, par exemple, que, devant la commission d'instruction de Bordeaux, l'ancien SS Henri Weber déclara :

Nous avons entendu une rafale de mitraillette puis une détonation et des cris de femmes et d'enfants que nous entendions malgré la distance. (3)

Cette rafale a-t-elle été la conséquence d'une violente escarmouche qui se serait déroulée, au sein de l'église, entre les maquisards qui désiraient mettre leur terrible menace à exécution et ceux (femmes, prêtre, certains maquisards ou, même, des SS arrivés sur les lieux, attirés par les cris) qui tentaient d'empêcher l'irréparable ?

Les parties de l'église détruites

Notons que, excepté le clocher, les parties de l'église les plus gravement atteintes furent la chapelle Saint-Anne et la sacristie (sous-sol effondré et autel en pierre détruit). Or, comment ne pas remarquer que là se trouvaient précisément les portes qui offraient les meilleures chances de réussite dans la fuite ? La chapelle Saint-Joseph et les deux parties de la chapelle de la Vierge ne comprenaient, pour leur part, nulle issue. Or, elles ne furent que très peu touchées puisque l'autel en bois dans la première, le confessionnal et les draperies dans la seconde résistèrent au sinistre.

Cette première constatation renforce la thèse d'une violente bataille qui se serait déroulée dans la sacristie et dans la chapelle Sainte-Anne, pour la maîtrise des issues.

Elle explique aussi pourquoi les femmes et les enfants qui avaient survécu à l'explosion et n'étaient pas immobilisés n'ont pu fuir l'église : les issues étaient alors soit obstruées (porte principale sous le clocher) soit occupées par les maquisards aux prises avec les SS.

Les SS se ruent à l'église

A l'appui de nos versions, citons également plusieurs témoignages et tout d'abord la déposition que fit Marguerite Rouffanche en 1953. D'après celle-ci, des balles avaient été tirées de l'intérieur de l'église.

(4) Or, nous avons démontré qu'il n'avait pu s'agir de balles SS. Mentionnons ensuite A. Renaud. A Bordeaux, ce dernier déclara :

[...] il y a un officier qui a annoncé : Vers l'église. Des coups de feu ont été tirés et ça était la mitrailleuse aussitôt qui est entrée en action. (4a)

Cet épisode se situe exactement au moment où les fusillades dans les granges débutèrent, c'est-à-dire immédiatement après l'explosion du clocher. Le fait qu'un officier SS ait alors commandé à ses hommes de se rendre à l'église démontre qu'il y avait un besoin urgent de renfort dans ce lieu.

Quarante et un ans plus tard, enfin, A. Renaud apprit à V. Reynouard que des tirs avaient pu être entendus dans le sanctuaire pendant plus d'une heure. (5) Cette révélation nous paraît capitale. En effet, si l'on confronte la version officielle avec les propos de M. Renaud, il faudrait admettre que les SS, soldats d'élite, mitraillèrent pendant 60 minutes environ afin de tuer 500 femmes et enfants sans défense. N'importe quel être humain d'intelligence normale rejettera cette opinion absurde ! En vérité, les propos d'A. Renaud renforcent l'hypothèse d'après laquelle une bataille se livra à l'église, bataille qui dura bien plus que quelques minutes. Les guides d'Oradour, d'ailleurs, le savent parfaitement. Aussi préfèrent-ils ne jamais évoquer cette fusillade prolongée.

L'affaire des douilles allemandes dans l'église

Toutefois, et afin, sans doute, d'impressionner le touriste, il est très souvent question de centaines de douilles qui auraient été retrouvées dans l'église après la tragédie. (6) Déjà, dans son rapport du 24 juillet 1944, le général Bridoux, chargé des relations avec le commandement allemand, avait affirmé que *Le sol [de l'église] était jonché de douilles portant la marque de fabrication STKAM7*, qui est une marque allemande. Pour beaucoup, ce texte apporte la preuve que les SS, *et eux seuls*, ont tiré dans l'église. Méfions-nous cependant. En effet, rien ne prouve que ces quantités de douilles n'ont pas été apportées là après la tragédie. Il est possible aussi que des résistants aient disposé de stocks de munitions préalablement volés aux Allemands (rappelons que des munitions sortaient de la poudrerie de Bergerac pour être livrées aux maquisards). De plus, remarquons que, dans leur ouvrage, Masfrand et Pauchou ne parlent que d'une seule douille *portant l'inscription suivante : KAM St 42-5*, les autres portant des inscriptions différentes (WRA 9mm, hrn St 39-43, hrn St 40-43, hrn St 41-43, aso Stf 8-44) ou rendues illisibles *par le feu et l'oxydation*. . (8)

Notons que la marque W.R.A. 9M-M est d'origine américaine (8a) et qu'à l'époque ces douilles n'étaient utilisées, sur le territoire français, que par le maquis, notamment dans les mitraillettes STEN! On comprend pourquoi :

- - ces prétendues dizaines de douilles portant l'inscription STKAM ne sont exposées nulle part, à Oradour ;
- - dans l'ouvrage très officiel édité avec l'aide du Service de recherche des crimes de guerre ennemis

(Oradour-sur-Glane...), tout développement concernant les inscriptions sur les douilles a disparu.

Par conséquent, non seulement rien ne prouve que seuls les SS aient tiré aux alentours et à l'intérieur de l'église mais, au contraire, nous tenons une preuve qu'il y a eu combat entre les soldats et les résistants.

Des maquisards fuient à travers les vitraux

Venons-en maintenant aux vitraux du mur est. D'après l'histoire officielle, le plus grand d'entre eux, le vitrail central, aurait livré passage à M me Rouffanche. Elle aurait été suivie par une jeune mère qui lui aurait tendu son bébé. Alerté par les cris de celui-ci, un SS en faction aurait fait usage de son arme, tuant la jeune mère et son poupon et blessant M me Rouffanche.

La façon dont le grillage du vitrail central est tordu semble confirmer qu'une ou plusieurs personnes ont tenté de fuir par cette issue. S'agit-il de M me Rouffanche? L'étude des lieux nous persuade de répondre par la négative. En effet, la pente herbue située au bas dudit vitrail rend la réception difficile ; de plus, elle se termine par un abrupt de 2,50 m sur la route principale (figures 44 et 45). On le voit nettement sur le cliché publié par P. Poitevin à la page 49 de son ouvrage. De plus, on remarque que, tout comme aujourd'hui, aucune végétation (ronces, haie...) n'existait sur ce talus. Un homme en bonne condition physique spécialement entraîné pourrait peut-être sauter par l'emplacement du vitrail et parvenir à arrêter sa chute au prix d'un effort intense. Mais il paraît impossible que M me Rouffanche (qui avait quarante-sept ans au moment du drame) et M me Joyeux (qui portait vraisemblablement son bébé dans les bras) aient pu franchir sans dommages corporels ce dénivelé de presque dix mètres qui sépare le vitrail de la route. Par ailleurs, il faut remarquer que, dans sa déposition, M me Rouffanche parle de son *saut de plus de trois mètres*, mais n'explique jamais la méthode utilisée pour interrompre sa roulade intermédiaire.

Certains objecteront que le danger donne des ailes. Nous les renvoyons à un ouvrage vieux de quarante ans, écrit par un auteur, très officiel celui-là, qui s'est interrogé sur la façon dont notre héroïne avait arrêté sa chute. Cet auteur s'appelle Camille Mayran, et son livre *Larmes et Lumière à Oradour*. On lit, page 223 :

Comment, tombant de la fenêtre sur l'étroite corniche sans parapet qui contourne l'abside, n'était-elle pas tombée encore de cette corniche jusqu'à la route ? On s'en rend compte en examinant l'endroit : elle devait tomber sur la route d'une chute mortelle, qui l'eût livrée en tout cas au revolver d'un SS; (9)

Preuve que le récit de l'unique rescapée n'apparaît pas à tout le monde comme parfaitement limpide.

C. Mayran n'a toutefois pas eu le courage d'aller jusqu'au bout de son raisonnement. C'est bien dommage pour l'Histoire.

Pour nous qui n'avons pas les mêmes motifs d'esquiver le débat, notre conviction sort renforcée par le fait que les différents documents rendus publics se révèlent vagues et contradictoires. Ainsi, le 15 juin 1944, se fondant sur les dires de la rescapée, M. Freund-Valade écrivit dans son rapport

Au moment où le témoin parvenait à se hisser jusqu'au vitrail, les cris d'une mère qui voulait lui confier son enfant attirèrent l'attention d'une sentinelle placée au dehors qui fit feu sur la fugitive et la blessa grièvement. Elle ne dut la vie qu'en simulant la mort [p. 3].

Dans son livre, P. Poitevin, qui écouta M me Rouffanche quelques jours seulement après la tragédie, rendit compte de son récit dans les termes suivants :

Le vitrail se brise et, à travers les barreaux, le grillage se soulève, une tête [...] apparaît [...].

Un moment d'hésitation, puis un corps s'accroupit et s'élance dans le vide.

D'une chute de trois mètres, il tombe lourdement sur un remblai, entre les soubassements de l'édifice.

Déjà, à ces appels suppliants, deux bras se sont tendus. Dans un geste de désespoir, une maman jette par la fenêtre un bébé de quelques mois.

Hélas ! le chérubin gît maintenant, masse inerte, sur les pierres [Trente-neuf pages plus loin, P. Poitevin écrit : M me Rouffanche *se lamente de n'avoir pu [...] saisir dans ses bras l'enfant de M m e Joyeux*]. La mère saute à son tour. Elle reprend et étreint sa précieuse progéniture [...] et les deux femmes, malgré leurs contusions, leurs meurtrissures, longent la cure donnant sur un jardin surplombant la route.

[...] les Allemands veillent et épient leurs mouvements. Ils épaulent leurs armes, visent ces cibles mouvantes et font feu.

Une salve de détonation claque dans leur direction.

Après avoir escaladé une murette, [M me Rouffanche,] atteinte de plusieurs balles, s'affale dans un potager, au milieu de rames de petits pois, dont la voûte de verdure recouvre son corps.

A une vingtaine de mètres derrière elle, la jeune mère a voulu se réfugier dans les cabinets du jardin du presbytère. Elle s'effondre à son tour, frappée à mort. Son sang éclabousse le crépit de l'intérieur des latrines, rougit son corsage et, près d'elle, son ange chéri meurt, étendu, la tête fracassée . (10)

Voici maintenant comment, au mois de novembre 1944, Mme Rouffanche elle-même raconta sa fuite :

Le vitrail étant brisé, je me suis précipitée vers l'ouverture qui s'offrait à moi. J'ai fait un saut de plus de trois mètres.

Ayant levé les yeux, je me suis aperçue que j'avais été suivie dans mon escalade par une femme qui, du haut de la fenêtre, me tendait son bébé. Elle se laissa choir près de moi. Les Allemands, alertés par les cris de l'enfant, nous mitraillèrent. Ma compagne et le poupon furent tués. Je fus moi-même blessée en gagnant un jardin voisin. Dissimulée parmi des rangs de petits pois, j'attendis dans l'angoisse qu'on vienne à mon secours . (11)

En 1953, enfin, l'unique rescapée déclara devant les juges :

C'est pendant l'escalade [vers le vitrail] que j'ai été suivie et blessée. M me Hyvernaud m'a

suivie avec son bébé, mais elle a été tuée en sautant par le vitrail avec son bébé. C'est en fuyant que j'ai été blessée dans un carré de petits pois.

J'étais blessée de cinq balles et on ne m'a retrouvée que le dimanche soir . (12)

On notera les différences sensibles qui existent entre les différentes versions ci-dessus ainsi que les bizarreries qu'elles contiennent :

- L'unique rescapée prétend avoir fui, blessée, dans un jardin voisin. Comment expliquer qu'elle soit parvenue à échapper aux SS avec cinq balles dans le corps? Comment expliquer que les SS qui, nous dit-on, avaient l'ordre de supprimer tous les témoins, n'aient pas pris l'initiative d'aller vérifier si cette femme, qui avait tout vu, avait bien expiré? A ce sujet, citons une nouvelle fois C. Mayran qui, dans le même livre, exprime son incompréhension :

Comment avait-elle pu, de la corniche, se relever, courir sous les balles, disparaître aux yeux de ceux qui, la visant, l'avaient touchée cinq fois ? La pauvre Marguerite ne le sait pas. (13)

- - Henriette Joyeux (née Hyvernaud) a-t-elle lancé son enfant à M me Rouffanche ou a-t-elle sauté, elle aussi, d'une hauteur de trois mètres en le tenant dans ses bras ? En 1944, M me Rouffanche parla d'une mère qui lui tendit son poupon -- un poupon qu'elle n'aurait pu attraper -- et, neuf ans plus tard, tout changea lorsqu'on put entendre que M me Joyeux avait sauté *avec son bébé* ;

- - De plus, la jeune mère a-t-elle été tuée *en sautant par le vitrail* ainsi que l'a affirmé M me Rouffanche en 1953 ou est-elle parvenue au sol (*elle se laissa choir près de moi*) avant d'être, par la suite, tuée alors qu'elle tentait de fuir (version de 1944) ?

- - A supposer que H. Joyeux ait été tuée alors qu'elle fuyait, a-t-elle été tuée non loin de l'endroit où elle avait touché le sol (ainsi que le laissent croire les dépositions de M me Rouffanche en novembre 1944 et janvier 1953) ou a-t-elle été tuée dans les toilettes du presbytère (ainsi qu'on l'apprend dans le livre de P. Poitevin)?

Le mystère s'épaissit encore lorsqu'on observe, dans le livre édité par le Service de recherche des crimes de guerre ennemis, deux clichés montrant, dit-on, le corps du nourrisson. (14) Son aspect ne s'accorde pas avec la description qu'en a donnée M. Machefer. Celui-ci a parlé d'un bébé au *crâne largement ouvert* alors que, sur le cliché, on s'aperçoit que la tête entière manquait, ainsi que l'extrémité des membres inférieurs.

Notons enfin qu'en 1946 l'inculpé Graff a déclaré qu'à Oradour le SS Pakowski lui avait dit :

qu'il venait de tuer à coups de crosse une jeune femme et son bébé qu'il avait découverts dans les cabinets d'aisance situés près de l'église. (15)

Si ce témoignage est exact, celui de M me Rouffanche s'effondre car il n'est nullement question ici d'une fuyarde tuée à coups de fusil, mais d'une femme qui, s'étant cachée, a été tuée à coups de crosse. De plus, à supposer que le SS ait effectivement tué le jeune Hyvernaud et sa mère, on ne comprend pas pourquoi, si l'on en croit M. Machefer, seul le corps de la maman aurait été ramené dans le jardin du presbytère pour y être enterré.

Toutes ces ambiguïtés, ces incohérences et ces contradictions jettent le doute sur la thèse officielle qui concerne la fuite de M me Rouffanche, l'assassinat de H. Joyeux et de son bébé. Nous sommes persuadés que ni M me Rouffanche, ni H. Joyeux n'ont sauté par le vitrail central du mur est. On pourra objecter:

- - qu'au soir du drame une traînée de sang apparaissait au-dessous du vitrail central du mur est, prouvant qu'une personne avait bien été blessée en sautant par cette ouverture;

-- que le cadavre de H. Joyeux fut retrouvé hors de l'église, dans le jardin du presbytère, près du mur est de l'église.

Nous ne contestons pas ces faits qui ne contredisent nullement notre thèse.

Que H. Joyeux ait été retrouvée hors de l'église près du presbytère ne prouve pas qu'elle se soit échappée par le vitrail. Le rapport du docteur Bapt mentionne dix cadavres, huit d'enfants et deux de femmes, qui ont été retrouvés dans un *appentis sous le presbytère (Dans l'Enfer...*, p. 149). Or, personne ne prétend que ces dix personnes se soient échappées de l'église.

Quant à la traînée de sang, elle est mentionnée dans la brochure *Souviens-toi/Remember*, où un cliché, page 19, porte la légende suivante :

La fenêtre de l'église par où s'échappa M me Rouffanche. On voit la traînée claire du chlore de chaux que les secouristes répandirent sur les traces de sang de la pauvre jeune mère qui fut blessée en suivant M me Rouffanche et achevée plus loin.

Or, rien ne prouve que ce sang ait effectivement appartenu à H. Joyeux. Nous sommes même persuadés qu'il appartenait à des maquisards qui furent mitraillés par les SS alors qu'ils tentaient de fuir par ce vitrail.

Remarquons, en effet, que, d'après le rapport des Renseignements généraux en date du 4 juillet 1944

De nombreux points d'impact entourent également extérieurement la fenêtre de la sacristie. (16)

La fenêtre dont il est ici question est certainement celle du mur est (il en existe en effet deux autres sur le mur nord mais les clichés pris après la tragédie semblent ne montrer aucun impact. Nous ne possédons en revanche aucune photographie d'époque montrant la fenêtre du mur est). D'après l'histoire officielle, ces impacts auraient résulté des tirs effectués de l'extérieur par les SS afin de tuer les femmes qui s'étaient réfugiées dans la sacristie. Or, il faut savoir que non seulement cette fenêtre est très étroite, mais qu'elle est située à 3 m environ du sol extérieur. Si, vraiment, les SS avaient voulu tuer les femmes et les enfants réfugiés dans ce local, il aurait été beaucoup plus simple d'y pénétrer par la porte et de mitrailler à travers le plancher.

En réalité, de tels impacts sont parfaitement explicables si l'on considère que cette fenêtre était l'endroit idéal pour, de l'intérieur, tirer sur des sentinelles qui se seraient trouvées à l'extérieur de l'église. Il est dès lors possible d'imaginer qu'un maquisard s'était posté à cet endroit afin de couvrir ses camarades qui s'échappaient par les vitraux du mur est. Par la suite, les SS auraient voulu empêcher cette couverture en tirant sur cette fenêtre.

Un témoignage capital, d'ailleurs, confirme notre hypothèse. Il émane d'un inculpé alsacien qui, en 1945, déclara :

J'avais moi-même été commandé de me poster face à l'église, en contre-bas, sur la route, pour veiller à ce que personne ne s'échappe, et cela au moment même où les hommes avaient tenté de s'échapper par les vitraux. (17)

Les termes utilisés ici sont clairs : des *hommes* tentèrent de s'échapper par les vitraux de l'église ! Des hommes qui, selon l'Histoire officielle, ne s'y trouvaient pas ! Témoignage incongru ! Il est d'ailleurs à noter que plus jamais A. Lohner ne raconta cet épisode. Au procès de Bordeaux, les rédacteurs de l'acte d'accusation se contentèrent d'écrire :

Lohner reconnaît avoir fait le guet autour de l'église pour que personne ne s'échappe par les vitraux [...] [p. 18; voy. en annexe, Doc. 4.2.].

Voilà pourquoi aujourd'hui nous restons convaincus qu'une bataille opposa les SS aux maquisards qui, s'étant cachés dans l'église, tentèrent de fuir par la porte de la chapelle Sainte-Anne, par celle de la sacristie ainsi que par les vitraux du mur est.

On pourra objecter : supposons qu'une bataille se soit déroulée dans le sanctuaire entre soldats et maquisards ; dans ce cas, des femmes et des enfants -- notamment ceux qui s'étaient réfugiés dans les parties préservées -- auraient dû survivre au drame et des cadavres de résistants morts sous les balles allemandes ou carbonisés dans le sinistre auraient dû être retrouvés dans l'église.

C'est exact et rien ne prouve qu'il n'en a pas été ainsi, comme nous allons maintenant le démontrer...

VII

L'ÉGLISE MAQUILLÉE, LES TÉMOINS MUETS

L'église arrangée quelques heures après la tragédie

Au sujet des maquisards éventuellement morts au milieu des femmes et des enfants, nous savons aujourd'hui que, quelques heures seulement après la tragédie, l'église fut arrangée par des Français. Nous possédons sur cette question les déclarations d'une femme qui avait huit ans à l'époque et qui se souvient que, le dimanche 11 juin 1944 au petit matin, des inconnus étaient venus chercher Monsieur Bouby (du village du Repaire) pour qu'il aide à l'arrangement du lieu saint. (1) Gageons que ces terrassiers d'un jour ont sorti du sanctuaire les cadavres qui, pour élaborer la version officielle, ne devaient pas s'y trouver.

D'après notre informatrice, le drame d'Oradour devint tabou dans la famille Bouby et celui qu'on était venu chercher ne livra jamais -- même à ses proches -- les détails de cette aube du 11 juin 1944.

Ces mêmes terrassiers auront également fait disparaître :

- - les poutres des toits qui, projetées lors de la détonation, devaient se trouver sur le sol autour de l'église ;

-- les restes des poutres au niveau des toitures sud.

Ainsi fut effacée une preuve flagrante de l'explosion sous les combles.

Des femmes et des enfants rescapés

Quant aux femmes rescapées, rappelons tout d'abord l'étrange précipitation des autorités à déclarer qu'il n'y en avait qu'une et qu'elle s'appelait Marguerite Rouffanche. Un document, d'ailleurs, démontre que, sur cette question, la certitude affichée officiellement paraît téméraire. Il s'agit d'un texte de Marc Bernard qui fut d'abord publié par le *Centre Libre* du 24 août 1944 avant de paraître sous forme d'une brochure éditée par le Front national de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France.

L'auteur, qui vint sur les lieux une semaine après la tragédie, écrit :

Une femme au moins, plusieurs peut-être -- mais il ne semblerait pas que leur nombre dépasse trois ou quatre, parmi les quatre ou cinq cents personnes rassemblées [à l'église] -- parvinrent à briser le vitrail d'une fenêtre et à s'enfuir. (2)

Mais il y a plus. Le dossier Oradour contient la déclaration sous serment d'un Allemand, Eberhard Matthes. Ce dernier, alors officier de la Bundeswehr, visita Oradour-sur-Glane en uniforme de l'armée allemande, en décembre 1963. Un an plus tard, il revint sur les lieux, en privé cette fois. Sous la foi du serment, il déclara :

Sitôt après mon arrivée [en 1963], ma jeep fut entourée d'une nuée d'enfants mais aussi de gens, pour la plupart âgés, qui me saluèrent amicalement.

Quand les plus âgés -- en 1963, ils devaient avoir 50 à 60 ans -- me virent lire une des brochures [racontant la version officielle du drame], quelques-uns me suggérèrent de ne pas prendre ces récits à la lettre. Beaucoup de choses s'étaient passées tant soit peu autrement que la brochure ne les décrivait. Très surpris, je répondis aussitôt que c'était déjà assez grave si des soldats allemands avaient tiré sur des femmes et des enfants enfermés dans une église, par eux mise en flammes, ou sur ces mêmes femmes et enfants fuyant la fournaise.

La réponse sonna, claire et catégorique : *L'église n'a jamais été mise à feu par les Allemands. Au contraire, les Allemands, des Waffen SS, ont, certains au péril de leur vie, sauvé plusieurs femmes et enfants de la fournaise.* Deux femmes, parmi le groupe qui m'entourait, me confirmèrent même qu'elles avaient été sauvées par des soldats allemands, faute de quoi elles ne seraient pas là aujourd'hui [...]. (3)

Certains qualifieront E. Matthes de menteur ou de mythomane ; ils déclareront que si, vraiment, d'autres personnes que M me Rouffanche avaient réchappé au drame de l'église, celles-ci se seraient manifestées depuis bien longtemps.

Ce n'est pas certain. Dans sa déclaration, l'ancien officier poursuit :

Je trouvai, au cours de ma deuxième visite, privée cette fois, à Oradour, durant l'été 64, une nouvelle corroboration de ma description antérieure, quand un tenancier de buvette,

auprès duquel nous avons consommé quelques boissons, à une de nos questions sur les brochures répondit : Il existe encore une quantité de gens qui savent exactement ce qui s'est passé en 1944. Ces gens ne furent, ou bien pas entendus du tout pendant le procès [de Bordeaux en 1953], ou bien cantonnés dans des témoignages sans importance [...] [*Ibid.*, pp. 40-41].

En 1990, V. Reynouard rencontra une de ces personnes. Celle-ci refusa catégoriquement d'être enregistrée et de voir son identité divulguée. Au cours de son entretien, elle révéla que, peu avant le procès de Bordeaux où elle avait été convoquée en tant que témoin, des habitants d'Oradour l'avaient menacée de mort au cas où elle parlerait. *Si tu parles, lui avaient-ils dit, on te jettera dans la Garonne.* Aussi s'était-elle cantonnée dans un témoignage sans importance. Lorsque V. Reynouard lui parla de la déclaration rédigée par E. Matthes, ce témoin contraint de garder le silence ne fut aucunement surpris ; il déclara même que le tenancier de buvette mentionné par l'Allemand s'appelait Jean Bardet.

Cinquante ans après les faits, une atmosphère d'angoisse plane toujours sur le Limousin et notamment sur Oradour. En 1996, V. Reynouard rencontra un homme qui enquête sur les crimes commis à la Libération dans la région du Dorat (non loin du village martyr). Celui-ci affirma que sa tâche était rendue très difficile car, aujourd'hui encore, les haines nées en 1944-1945 subsistaient et la peur fermait bien des bouches. Il en est de même à Oradour-sur-Glane. Dans le nouveau village et dans les environs, beaucoup de gens refusent de parler, certains pour ne pas rouvrir des cicatrices, mais beaucoup d'autres par peur. Ainsi que l'a affirmé Henri Lewkowicz: l'attitude des gens d'Oradour ressemble davantage à celle d'un coupable qu'à celle d'une victime, d'un coupable qui craint la découverte d'indices compromettants. A Oradour, celui qui sort du flot des touristes pour regarder de plus près les ruines, observer un détail, le photographe, prendre des mesures, celui-là est immédiatement repéré (nous en avons fait plusieurs fois l'expérience). Le guide s'approche de lui : que cherchez-vous? Désirez-vous écrire un livre? De quelle région êtes-vous

Dès lors, on ne peut s'étonner que, dans cette affaire, les *témoins gênants*, et notamment les éventuels rescapés de l'église, préfèrent se taire. Le mensonge commande leur silence et les risques encourus en cas de désobéissance sont trop grands.

RÉCAPITULATION

Contrairement à ce que l'on prétend depuis maintenant plus de cinquante ans, Oradour-sur-Glane n'était pas une paisible bourgade située dans une zone exempte de maquis. Le village abritait un ou plusieurs réseaux de Résistance organisés. Ces réseaux étaient composés non seulement d'autochtones, mais également de réfugiés politiques en majorité espagnols. Ils avaient notamment aménagé des caches d'armes dans de nombreuses habitations. Certaines des munitions provenaient de la poudrerie de Bergerac.

Les SS, d'ailleurs, savaient que leur mission à Oradour comportait certains dangers. Aussi prirent-ils de multiples précautions non seulement en pénétrant dans le village (armes pointées vers les portes et les fenêtres) mais aussi tout au long de l'après-midi du 10 juin 1944 (patrouilles chargées de prévenir une éventuelle attaque du maquis).

Lorsqu'ils fouillèrent le village, ils découvrirent des cadavres de soldats allemands, dont certains pourrissaient là depuis plusieurs jours. Ils trouvèrent également des objets ayant appartenu à des

militaires allemands (lettres, cartes...). Après la guerre, ces objets furent présentés comme ayant été perdus par les SS venus le 10 juin 1944. ..

Soucieux de remplir leur mission le plus rapidement possible, les SS procédèrent avec méthode. Considérant que seule la population adulte mâle d'Oradour était concernée, les Allemands envoyèrent les femmes et les enfants dans l'église afin d'assurer leur sécurité. Puis, n'ayant pas obtenu des hommes les renseignements qu'ils désiraient -- l'endroit où était séquestré Kämpfe et la localisation des caches d'armes -- , ils les séparèrent en six groupes qu'ils parquèrent dans des lieux différents.

Une fouille de chaque maison débuta, il était environ 15 h 30. Vers 16 heures, l'église fut soudainement ébranlée par plusieurs détonations. De façon très probable, des maquisards cachés dans le clocher avaient mis le feu aux poudres afin d'opérer une diversion qui leur permettrait de fuir. Croyant en une attaque du maquis, les SS qui gardaient les hommes firent feu sur leurs prisonniers. D'autres se ruèrent vers l'église où une bataille s'engagea entre eux et les maquisards qui tentaient de fuir, certains par le vitrail central du mur est.

Bien que l'immense majorité des femmes et des enfants soient morts dans cette tragédie, certains survécurent. Des années après le drame, un officier allemand venu à Oradour en 1963 déclara sous serment que, dans le village, deux femmes s'étaient présentées à lui comme ayant été sauvées par des Waffen SS.

Plus tard, une femme révéla que, le dimanche 11 juin 1944 à l'aube, des inconnus étaient venus chercher M. Bouby pour déblayer l'église d'Oradour. Ces nettoyeurs ont également fait disparaître tout ce qui, dans l'église, aurait permis à des enquêteurs impartiaux de découvrir la vérité : cadavres de maquisards, munitions... En 1990, un rescapé déclara à V. Reynouard que, dans le village, tout le monde savait pourquoi les SS étaient venus le 10 juin 1944 mais que, par peur, personne n'osait le clamer tout haut. Lui-même aurait été menacé de mort au cas où il aurait parlé.

Tous ces faits démontrent que la version officielle du drame d'Oradour -- que ce soit au sujet des causes premières ou des circonstances de la mort des hommes, des femmes et des enfants -- n'est pas conforme à la vérité.

Heureusement pour l'histoire, certains documents permettent non de découvrir entièrement la vérité, mais -- dans un premier temps -- de démasquer les menteurs, puis de reconstituer certaines parties du puzzle.

Toutefois, notre travail serait incomplet si nous omettions d'étudier les événements qui suivirent le drame.

NOTES, section 4, VI

1 - Ah ! ah ! mon cher Jean-Pierre, s'exclamera gaiement Brouillet, Siorac compte deux mille habitants et sur ces deux mille habitants il y a deux mille résistants !

Il lui confia sur sa lancée que le gros des armes était caché dans le toit de l'église.

-- A l'église, tu vois, c'est sous la protection du Bon Dieu !

2 Voy. *Tulle et Oradour*..., p. 47.

3 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Weber, 6 février 1948, une page.

4 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 4 : M. LE PRÉSIDENT. -- [Au moment où vous êtes arrivée dans la sacristie] les SS sont venus vous mitrailler dans la sacristie, ils vous ont mitraillées en venant de l'extérieur ou de l'intérieur ? -- De l'intérieur.

4a Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, déposition de A. Renaud.

5 En 1994, Martial Brissaud, autre rescapé, déclara à V. Reynouard que, le 10 juin 1944, il avait entendu des tirs venant de tous les côtés pendant plus d'une demi-heure.

6 Voy. *Oradour-sur-Glane*..., p. 51 : Le rapport de l'évêché [...] précise que des centaines de douilles jonchaient le sol jusqu'au premier tiers de l'église.

7 Voy. *TMI*, XXXVII, p. 340, document F-673.

8 Voy. *Vision d'épouvante*..., p. 104.

8a Marque W.R.A. 9M-M, (1931-1944) de la fabrique d'armes Winchester Repeating Arms Co, Western Cartridge Co, New Haven, CT (USA).

9 Voy. Camille Mayran, *Larmes et Lumière à Oradour* (Éditions Plon, 1952, 252 p.).

10 Voy. *Dans l'Enfer*..., pp. 50-51.

11 Voy. *Vision d'épouvante*..., p. 59

12 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 2.

13 Voy. Camille Mayran, *Larmes et Lumière à Oradour*, p. 223-224.

14 Voy. *Oradour-sur-Glane*..., p. 61.

15 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de Graff en date du 10 octobre 1946, p. 2. En 1953, Graff raconta la même histoire. Voici ce que l'on peut lire dans les sténotypies du procès : GRAFF. -- [Pakowski] est descendu derrière l'église et m'a dit qu'il venait de tuer une femme et un enfant. M. le PRÉSIDENT. -- Où avait-il trouvé cette femme ? GRAFF. -- Dans les WC et les fosses d'aisance du presbytère. M. le PRÉSIDENT. -- Est-ce que vous pouvez nous dire comment Pakowski les avait exterminés ? GRAFF -- A coups de crosse de fusil (audience du 16 janvier 1953, p. 20).

16 Voy. *La mémoire d'Oradour*..., p. 103, col. A.

17 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 7. Voy. Annexes Doc. 4.1.

NOTES section 4, VII

1 Renseignement communiqué par G. D.

2 Voy. *Oradour-sur-Glane le village exterminé* (Éditions Pierre Fanlac, sans date, 7 p.), p. 4. Sur sa venue une semaine après la tragédie, voy. pp. 1-2 : Je suis allé visiter cette nécropole une semaine après le passage des hordes [...].

3 Déclaration sous serment parue, en version française, dans *Tulle et Oradour...*, p. 39.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means
<http://www.abbc.com/aaargh/fran/poipen/Oradour/CLCORA10.html> 23/10/99

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 10](#) | [Partie 11](#) | [Partie 12](#) | [Partie 13](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR

UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 11

Cinquième section

Après le drame

I

Prétendus efforts allemands pour masquer leur "crime"

Les allégations françaises, leur incohérence

Les autorités françaises prétendent que, le soir du drame, un groupe de SS resta dans le village et passa la nuit dans une maison qui avait été épargnée par l'incendie : la maison de M. Dupic. D'après les auteurs du livre intitulé *Oradour-sur-Glane* :

Il est hors de doute que cette maison [a] été, au cours de la nuit, le théâtre d'une véritable orgie. Dans les ruines, M. Moreau, maire-délégué d'Oradour, a pu retrouver les restes de 20 à 25 bouteilles de champagne ; et certains indices, malheureusement insuffisants pour constituer des preuves, suggèrent l'idée que d'autres scènes, facilement imaginables, durent accompagner cette beuverie. Il est regrettable qu'aucun des rescapés ne se soit trouvé assez près de la maison Dupic pour entendre les chants et les cris qui durent, à certain moment, y retentir. Certains bruits avaient couru, que les témoins n'ont pas confirmés (1).

On remarquera la faiblesse des indications permettant aux auteurs de décrire les SS comme des brutes qui auraient organisé une orgie sur les lieux mêmes de la tuerie. Ils évoquent, sans les révéler, "certains indices", "les cris qui durent [...] retentir", "d'autres scènes, facilement imaginables". Tout, ici, fait appel à l'imagination. Seul élément concret : "les restes de 20 à 25 bouteilles de champagne". Or, cet indice, d'une faiblesse extrême, ne permet pas de conclure à l'"orgie". Frank Delage, d'ailleurs, devait en être conscient ; c'est ainsi que, dans son livre, ces 20 à 25 bouteilles vides sont devenues : "plusieurs centaines de bouteilles de vins vieux et de champagne récemment vidées (2)".

Plus prudent, mais également soucieux de grossir les faits, Robert Hébras parle d'un "nombre impressionnant de bouteilles vides retrouvées dans les ruines (3)".

Ces exagérations démontrent que les découvertes dans la maison Dupic sont, en réalité, insignifiantes.

D'après MM. Pauchou et Masfrand, les SS restés sur place avaient eu pour mission de " détruire certains témoignages trop accablants du forfait " (4). "Il est à présumer, poursuivent-ils, qu'ils se sont employés à faire disparaître des cadavres imparfaitement consumés et à brûler ce qui ne l'avait pas été " (Id.).

La thèse des Allemands soucieux d'effacer les traces de leur crime est, prétend-on, confirmée par le fait que, le lundi 12 juin au matin, certains d'entre eux revinrent à Oradour afin d'y creuser des fosses et y enfouir des victimes. Dans un rapport français déjà cité, on lit :

Le lundi 12, de nouvelles troupes chargées de faire disparaître les corps sont arrivées à Oradour dans la matinée. Ces troupes se sont employées à creuser une fosse assez conséquente à proximité de l'église dans laquelle ont été déposés à la pelle tous les corps ou restes qui se trouvaient dans l'église et une autre dans le jardin Denis, à proximité de son garage, où ont été découverts 40 cadavres dont celui du maire. Dans les autres granges et garages, les corps n'avaient pas été enlevés (5).

L'existence des deux fosses est confirmée par le rapport du docteur Bapt, le médecin inspecteur de la Santé qui, à partir du 14 juin, supervisa les opérations de secours. On y apprend que, dès le premier jour, " un charnier près de l'église " (6) fut découvert. Ce dernier contenait " 10 cadavres et des débris humains correspondant à 15 personnes " (*Ibid.*, p. 149). Par la suite, deux fosses isolées, qui contenaient deux cadavres, furent découvertes dans le jardin du presbytère, ainsi qu'un nouveau charnier, contenant environ 25 corps d'hommes (et non 40 comme il est écrit dans le rapport de Gendarmerie), dans le jardin du chai Denis (*Id.*).

Selon MM. Pauchou et Masfrand, ces fosses auraient permis aux SS d'inhumer " les restes trop compromettants de leurs victimes " (7). P. Poitevin ajoute qu'ils aplanirent " la terre de tel le sorte qu'on puisse difficilement retrouver les endroits où [avaient] été enterrés tous ces débris humains " (8). R. Hébras, quant à lui, parle d'un " camouflage grossier " (9). Pour les auteurs français, donc, aucun doute ne saurait subsister : le retour des SS après le drame avait pour objectif l'effacement des traces du crime.

De qui se moque-t-on ? A supposer que les SS aient réellement brûlé puis mitraillé les femmes dans l'église, tout homme d'intelligence moyenne comprendra que l'enfouissement d'une quinzaine de cadavres (sur plusieurs centaines !) n'aurait pas suffi à effacer les traces du massacre. Un tel forfait ne peut être caché en quelques heures ; il aurait fallu des semaines d'un travail minutieux afin de maquiller les lieux.

On prétend que les SS voulaient faire disparaître les cadavres les plus compromettants. Mais alors, pourquoi avoir commis l'imprudence de les enfouir sur les lieux du crime ? Pourquoi ne pas les avoir chargés sur des camions pour les transporter, durant la nuit, à quelques kilomètres, et finalement les enterrer dans une forêt limousine ? Les SS auraient fait preuve d'une grande naïveté s'ils avaient cru que des cadavres, hâtivement enterrés, ne seraient jamais retrouvés.

Rappelons en effet qu'une soixantaine de corps, seulement, furent enterrés. Les hommes tués dans les granges Bouchoule, Milord, Laudy, dans le garage Desourteaux et dans la remise Beaulieu furent laissés sur place. Ces faits sont en total désaccord avec la thèse de la dissimulation, car il aurait alors fallu faire disparaître **tous** les macchabées.

Remarquons d'ailleurs que, depuis 1996, une nouvelle thèse existe. D'après celle-ci, les SS auraient creusé des fosses :

Non pour éliminer les traces de leur crime mais pour " effacer " les morts eux-mêmes et renforcer la frayeur des vivants. Empêchant l'identification et la reconnaissance des morts, ils entendaient contrarier le travail de deuil.

Le deuil est un processus complexe qui s'organise à partir d'un événement collectif (une cérémonie) au cours duquel le constat est un élément fondateur. En l'absence de ce constat, les morts ne sont pas reconnus par le groupe familial ou la collectivité ; et cette absence de reconnaissance freine ou parfois " interdit " le processus individuel de séparation. Que sont devenus les absents, ne les chercha-t-on pas durant plusieurs jours (10)?

Ainsi, cinquante-deux ans après le drame, des auteurs français rejettent la thèse fondée sur une volonté SS d'effacer les traces du (prétendu) crime. Quant à la nouvelle explication proposée, invoquant un désir d' " effacer " les morts " pour " renforcer la frayeur des vivants ", elle s'effondre lorsqu'on a compris que la mission de Diekmann n'avait pas pour objectif de terroriser les populations.

A supposer que des SS soient effectivement revenus à Oradour afin d'enfouir des corps, une simple minute de réflexion suffit pour comprendre qu'il s'agissait, pour eux, d'appliquer les premières mesures prophylactiques. Rappelons que le drame d'Oradour survint en juin, c'est-à-dire en été. Or, des cadavres abandonnés en cette saison pourrissent rapidement et deviennent des foyers possibles d'épidémie. Il fallait donc les enterrer au plus vite, en attendant qu'une sépulture décente leur soit donnée. Notons, d'ailleurs, que, le mercredi 14 juin, l'état-major allemand accepta "d'établir [...] un Ausweiss, valable dix jours seulement, autorisant les Français à prendre les mesures prophylactiques dont la nécessité s'impos[ait] (11)".

Preuve que l'occupant était conscient des mesures urgentes à prendre.

Quoi qu'il en soit, une question subsiste : à Oradour, y a-t-il eu présence de sentinelles SS dans la nuit du 10 au 11 juin puis venue de " nettoyeurs " le lundi suivant ? La certitude affichée par la plupart des auteurs français nous paraît téméraire.

L'affaire des sentinelles

L'affaire des sentinelles dans la maison Dupic semble trouver sa source dans le témoignage d'Armand Senon. Son premier récit est consigné dans un rapport du 4 juillet 1944 rédigé par les Renseignements généraux. Le jour du drame, A. Senon s'était caché dans un jardin ; il raconte :

Vers 19 heures, une sentinelle prit sa faction à quelques mètres de moi sans m'apercevoir et resta jusqu'à 5 heures du matin ; elle ne fut pas relevée par la suite. De temps en temps, elle échangeait au cours de la nuit, avec une lampe de poche, des signaux avec une

sentinelle voisine (12).

Interrogé plus tard par MM. Pauchou et Masfrand, le témoin déclara :

Dans le milieu de la nuit [du 10 au 11 juin, à Oradour], j'ai vu un point lumineux à côté de moi. C'était un Allemand resté en sentinelle qui paraissait faWire des signaux avec une torche électrique. Le dimanche matin [...], j'ai vu l'incendie reprendre du côté de la gare des trams. J'ai su par la suite qu'il s'agissait de la maison Dupic (13).

On notera tout d'abord les différences sensibles qui existent entre les deux versions. Dans la première, A. Senon parle d'un SS qui " échange " des signaux avec l'un de ses camarades. On en déduit que le destinataire effectuait également des signaux en réponse. Dans la deuxième, cependant, la " sentinelle voisine " a disparu ; le SS s'adresse à un inconnu qui, de surcroît, ne semble pas lui répondre.

Dans la première version, A. Senon affirme que les signaux se sont répétés au cours de la nuit (" De temps en temps "). Dans la deuxième, le témoin ne parle plus que d'un point lumineux qu'il aurait aperçu " dans le milieu de la nuit ".

Déjà ces différences éveillent notre suspicion. Mais il y a plus.

La présence d'un SS, esseulé, en pleine nuit, dans le village en flammes, effectuant des signaux à un destinataire inconnu, ne manque pas de surprendre. Dans le Limousin, les Allemands savaient qu'ils évoluaient au sein d'une région truffée de maquisards ; des maquisards qui, à Tulle, venaient de massacrer sauvagement plusieurs dizaines de soldats et qui, un peu partout, assassinaient les militaires isolés. Dès lors, comment croire qu'à Oradour l'occupant ait choisi de laisser, la nuit venue, une poignée d'hommes dans les ruines du village ? Ceux-ci auraient été à la merci des maquisards. Et même à supposer que les SS aient commis cette folle imprudence, comment croire que ces sentinelles se soient promenées, seules, parmi les bâtiments brûlés, effectuant, sans raison apparente, des signaux visibles de très loin ? De façon évidente, la thèse fondée sur la déposition d'A. Senon ne peut être retenue.

Faut-il en déduire que le témoin a tout inventé ? Certes, non. Des années après, un ancien maquisard du Limousin révéla que, le 10 juin 1944 au soir, lui et ses camarades s'étaient cachés non loin d'Oradour et qu'ils avaient vu les SS repartir (14). Ces propos démontrent que, dès le samedi soir, des résistants s'étaient trouvés tout près du village martyr. De plus, nous avons vu que, le dimanche à l'aube, des inconnus s'étaient activés dans l'église afin, certainement, de maquiller les lieux.

Par conséquent, la présence de maquisards à Oradour dans la nuit du samedi au dimanche nous paraît certaine. A. Senon a-t-il vu l'un d'entre eux (envoyé en éclaireur) effectuer des signaux lumineux à ses camarades ? L'a-t-il, par la suite, rebaptisé SS ? C'est possible (15).

Quant à la maison Dupic, qui aurait servi de P.C. aux prétendues sentinelles allemandes, les témoins et les auteurs affirment qu'elle a été mise à feu le dimanche seulement. Trois faits, toutefois, nous rendent méfiants. Nous savons que son propriétaire était un résistant, membre de l'A.S. ; que son cadavre fut retrouvé non dans une grange avec les autres hommes, mais dans son jardin et qu'il était " si superficiellement enterré que sa main n'était même pas recouverte "16. Qu'est-il donc arrivé à M. Dupic ? Pourquoi sa demeure ne fut-elle détruite que le dimanche, et qui donna l'ordre de l'incendier ? Autant de questions qui, aujourd'hui encore, n'ont pas reçu de vraies réponses.

L'affaire des " nettoyeurs "

Venons-en maintenant à l'arrivée présumée de " nettoyeurs " le lundi 12 juin. En 1953, à Bordeaux, le témoin J.H. Desourteaux fut interrogé par le président. Voici ce que l'on put alors entendre :

[M. DESOURTEAUX.] - Le dimanche soir [11 juin], je suis allé retrouver mes amis Renaud, et je suis revenu le lundi matin après le départ des Allemands. Parce que les Allemands étaient revenus, avaient mis des sentinelles autour d'Oradour. Ils sont venus le dimanche soir et le lundi matin.

M. LE PRÉSIDENT. - Quelle était la mission de ces sentinelles ?

[M. DESOURTEAUX]. - Je ne sais pas, mais j'ai été surpris, le lendemain, en revenant dans l'église, de ne plus trouver de corps. Le monceau de cadavres qui était là n'y était plus : il y avait des cendres, mais plus de cadavres.

M. LE PRÉSIDENT. - Alors, par conséquent, le monceau de cadavres était encore dans l'église le dimanche matin vers onze heures, et il avait été enlevé le lundi matin ? Donc, nous avons là une correspondance avec ce que nous a dit Boos : l'équipe d'enterrement est venue à Oradour le lundi matin de bonne heure, vers 4 heures du matin : elle a creusé une fosse autour de l'église et l'inhumation a été faite le lundi matin (17).

Les conclusions du président ne laissent pas de surprendre si l'on sait que G. Boos avait déclaré, le 21 avril 1947 :

Il faisait déjà presque nuit. Tout le village flambait. Puis la compagnie fut transportée par camion dans un autre village quelque 20 km plus loin, où on cantonna cette nuit. Le lendemain, je fus envoyé à Oradour avec Toepfer et toute la deuxième section et le peloton du chef de la section pour enterrer les cadavres qui étaient carbonisés dans l'intervalle. J'ai personnellement déblayé l'église sur l'ordre de Toepfer. Je portais des gants pour cette besogne. Je prenais des cadavres et les restes, les sortais de l'église et les mettais dans un tombeau creusé à cet effet. Pendant ce travail, une ligne de sentinelles était en position et, d'après ce que m'ont raconté mes camarades, tiraient sur les civils qui s'approchaient de la lisière de la forêt. Lorsque le travail fut terminé, nous partîmes (18).

Dans ce texte, " Le lendemain " signifie : le jour qui suivit le drame, c'est-à-dire le dimanche 11 juin 1944. Par conséquent, le président du tribunal n'avait nullement le droit de prétendre que, selon G. Boos, l'équipe chargée de l'inhumation des cadavres était venue le lundi à l'aube.

Certains répondront qu'à Bordeaux J.H. Desourteaux affirma que les Allemands étaient revenus à Oradour " le dimanche soir ". Cette précision, diront-ils, explique pourquoi G. Boos parla d'un retour " le lendemain " : il s'agissait du lendemain dimanche dans la soirée. Les " nettoyeurs " seraient donc arrivés le 11 au soir, ils auraient travaillé dans la nuit du 11 au 12 avant de repartir le lundi à l'aube.

Cette thèse, si elle était fondée, permettrait de justifier les propos tenus par le président du tribunal. Mais en réalité, elle heurte à la fois le bon sens et les déclarations de J. Busch. En 1946, celui-ci avait déclaré :

Nous sommes partis [d'Oradour] le même soir [10 juin], en camion, dans un village voisin, pour y passer la nuit dans une école. Le lendemain matin, plusieurs groupes, dont le mien, sont revenus à Oradour. Mon groupe était chargé d'enterrer les morts qui se trouvaient à l'église, et cela dans une fosse commune près dudit bâtiment (19).

C'est clair : J. Busch déclare que les SS sont revenus " le lendemain matin", et non le soir. Par conséquent, la version des faits exposée plus haut se trouve fragilisée. De plus, comment croire que les " nettoyeurs " aient travaillé entre le dimanche soir et le lundi matin. Il leur aurait fallu oeuvrer dans l'obscurité de la nuit (l'incendie ayant eu le temps de s'apaiser), dans un village qu'ils ne connaissaient guère ; rechercher les cadavres, creuser des fosses, faire de multiples va-et-vient à la simple lueur de lampes torches et à la merci des maquisards, ceux-ci pouvant aisément s'approcher et les abattre, dissimulés dans le noir.

De façon évidente, la thèse invoquant le retour des SS dans la nuit du dimanche au lundi n'est pas crédible.

En vérité, le président aurait pu invoquer les propos d'un autre inculpé, A. Lohner. Durant l'instruction, celui-ci avait en effet affirmé :

[...] le lundi matin 12 juin, nous sommes retournés à Oradour vers 4 heures [du matin] également, cette fois pour nettoyer l'église [...]. A environ 9 heures, nous sommes repartis [...] (20).

Pourquoi Nussy Saint-Saëns n'a-t-il pas invoqué cette déclaration? Pourquoi lui a-t-il préféré celle de G. Boos qui, pourtant, ne confirmait nullement ses allégations? La lecture attentive de l'interrogatoire d'A. Lohner permet de répondre à cette question. On découvre que, d'après l'inculpé alsacien, les SS seraient revenus une première fois le dimanche matin afin d'enterrer les hommes tombés à Oradour

Le dimanche 11 juin, lendemain du massacre, vers 4 heures, alors qu'il faisait encore nuit, le deuxième groupe de la deuxième section de la compagnie a reçu l'ordre de retourner à Oradour pour enterrer les morts, je dis les hommes tués dans les granges, hangars et garages [...]. Nous avons enterré dans cette matinée tous les hommes tués dans Oradour [...]. Moi-même j'ai fait partie d'un petit groupe ayant enterré des corps d'un local situé au milieu d'Oradour, situé entre l'église et la place du Champ de Foire, sur le côté gauche de la rue principale en partant de l'église. Nous avons jeté les cadavres dans une fosse faite dans le jardin derrière ledit immeuble. Vers onze heures, Len[z] a rassemblé les hommes et nous avons quitté Oradour [...] [*Ibid.*, pp. 9-10].

Trois faits démontrent le caractère mensonger de cette déclaration. Tout d'abord, rappelons que seuls les hommes tombés dans le chai Denis furent enterrés. Par conséquent, Lohner ne dit pas la vérité lorsqu'il prétend que les SS revinrent pour enfouir " les hommes tués dans les granges, hangars et garages ". Ensuite, notons que, d'après les indications fournies, l'inculpé aurait enterré les hommes exécutés soit dans la grange Milord, soit dans le garage Desourteaux. Nouvelle impossibilité puisque ceux-ci, répétons-le, furent laissés sur place. Enfin, signalons que deux témoins vinrent à Oradour le dimanche matin. Il s'agit de J.H. Desourteaux et de l'ingénieur de la SNCF auteur du rapport déjà mentionné. En 1953, le premier déclara être arrivé sur les lieux à onze heures (21). Or, nulle part le témoin ne mentionne la présence de SS, même sur le point de quitter le bourg. Quant à l'ingénieur, il affirme, dans son rapport, s'être dirigé vers Oradour le dimanche " au petit jour ", soit vers 7 heures

environ en été (22). A cette occasion il traversa " l'agglomération principale " " dans sa plus grande longueur ". Par conséquent, ce témoin aurait dû voir les " nettoyeurs " à l'oeuvre. Pourtant, on en cherchera en vain une quelconque mention dans son rapport.

Dès lors, la conclusion s'impose, nette : les déclarations d'A. Lohner sont mensongères. On comprend donc pourquoi, en 1953, le président leur préféra les allégations de G. Boos (plus crédibles) bien qu'elles infirmassent sa doctrine.

Une patrouille revenue sur les lieux le dimanche matin

Il est possible qu'une patrouille SS soit bien revenue sur les lieux le dimanche matin. En 1948, un ancien SS, W. Boehme, dit avoir accompagné Diekmann à Oradour " le lendemain du massacre " afin d'y " effectuer une reconnaissance "23. De son côté, l'ingénieur de la SNCF écrit que, le dimanche matin dans le bourg, il se heurta :

à une patrouille allemande dans laquelle [il a] reconnu quelques soldats de l'unité qui [les] avait, la veille, arrêtés à 4 km d'Oradour [Rapport déjà cité, pp. III-IV].

Les termes utilisés sont clairs ; il s'agissait d'une patrouille et non de fossoyeurs en action.

Moralité

Ainsi, nous pouvons affirmer que jamais, dans les heures qui suivirent le drame, les SS n'ont tenté d'effacer les traces de leur "crime". L'auraient-ils voulu qu'ils n'auraient pas eu le temps nécessaire à la mise en oeuvre. Le contexte de l'époque rend très improbable que les Allemands se soient décidés à enterrer eux-mêmes les morts. La confrontation des différents témoignages semble démontrer au contraire que, si l'on excepte une patrouille le dimanche matin, aucun SS ne resta ou ne vint sur les lieux après la tragédie. La disparition des cadavres, constatée le mardi matin, paraît mettre en cause non des Allemands mais, plus sûrement, des maquisards venus maquiller les lieux. Leur travail dans les ruines et notamment dans l'église devait effacer les indices qui auraient pu disculper l'occupant, principalement la trace de l'explosion des dépôts de munitions et les cadavres de résistants, incongrus dans une bourgade réputée paisible. On peut supposer que les maquisards morts et calcinés dans l'église furent déposés dans une fosse commune près du chai Denis, puisqu'il est avéré que seuls le sanctuaire et le local de M. Denis reçurent la visite de fossoyeurs24 dont la motivation était tout autre que prophylactique.

II

LES REACTIONS OFFICIELLES ALLEMANDES ET FRANÇAISES

Venons-en maintenant à l'étude des réactions officielles allemandes et françaises après le drame. Nous allons voir que ces dernières infirment la thèse selon laquelle le massacre d'Oradour aurait été prémédité par les SS.

Les réactions allemandes

Ignorance, regrets et promesse de sanctions

<http://www.aboc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOradour.htm>

20/10/99

Quatre services allemands s'étaient installés à Limoges pendant la guerre : la Kommandantur régionale, la censure, la Gestapo et le STO. Quelle fut leur réaction aux événements du 10 juin 1944 ? P.

Poitevin écrit :

Tous, à l'exception de la Gestapo, paraissaient " gênés " de cette " regrettable affaire " (1).

A la Gestapo, des :

agents de la police française, chargés de la garde de l'immeuble et de ses occupants, répondaient invariablement [aux familles venues prendre des nouvelles] : " On ne peut rien dire. On ne sait qu'une chose, tout le monde a péri " [Ibid., p. 12].

Le 12 juin, le général Gleiniger, alors commandant des forces d'occupation à Limoges, reçut en privé le préfet régional. Au cours de leur entretien, le haut gradé allemand " exprima sa réprobation " au sujet des événements d'Oradour (2). Cinq jours plus tard, le commandant Delestrée, au nom du général Gleiniger, rendit visite à Monseigneur Rastouil (évêque de Limoges), afin de lui "exprimer ses regrets et de [lui] dire combien il réprouvait avec [lui] le massacre d'Oradour (3)". De même, au sujet du responsable, avait-il promis au préfet qu'il "n'aurai[t] point de cesse qu'[il] n'aurai[t] réussi à lui faire appliquer, selon la loi des hommes, le châtement le plus sévère (4)".

Il fallut attendre le 19 juin pour que M. Sahm, responsable, à Limoges, du service de censure, prenne officiellement la parole. Devant les directeurs de journaux et les représentants de la censure française, ce dernier déclara :

[...] nous n'excusons pas ce qui s'est passé [à Oradour], et le ou les officiers de ce régiment seront punis, s'ils ne l'ont pas déjà été.

En ce qui concerne ce qui s'est passé à l'église, où les femmes et les enfants avaient été envoyés pour y être mis en sécurité, nous ne comprenons pas ce qui est arrivé, nous essayons de savoir [Ibid., p. 112].

Les termes employés étaient clairs ; l'autorité occupante :

- déclarait ignorer l'origine du drame de l'église ;
- présentait ses excuses pour la mort des femmes et des enfants ;
- informait les populations que des mesures seraient prises contre le gradé SS qui avait commandé les opérations à Oradour.

Est-ce là le comportement d'une puissance occupante qui organise une répression sauvage ? Certes, non. Plus haut, d'ailleurs, nous avons rappelé qu'une autorité qui, par le biais de son armée, désirait semer la terreur dans une contrée, revendiquait haut et fort ses opérations violentes. Or, l'exposé ci-dessus permet de conclure que jamais l'occupant ne tenta de justifier la mort des femmes et des enfants dans l'église (5). Son comportement après le 10 juin 1944 (gêne, excuses, aveu d'ignorance, promesse de sanctions) prouve que le martyre du village n'entraînait pas dans ses plans.

Diekmann passe devant le Conseil de guerre

Naturellement, certains pourront répondre que les excuses provenaient des services allemands et non de la SS. C'est exact. Toutefois, un fait démontre que les hauts commandants de la SS réprouvèrent également la mort d'innocents à Oradour. Dès le 10 juin au soir, le colonel Stadler demanda l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de la tragédie. Après que Diekmann eut rendu compte des résultats de l'opération :

Le chef de corps [Stadler] lui fit des remontrances sur sa conduite et parce qu'il n'avait pas exécuté les ordres donnés (faire des prisonniers) et parce qu'il s'était permis de procéder à des exécutions. Il lui dit qu'il se voyait dans l'obligation de signaler cet incident à la division. Diekmann devait se rendre compte qu'il portait, lui seul, la responsabilité de ses actions (6).

Stadler exposa les événements d'Oradour au général SS Lammerding qui lui promit une enquête " sitôt que la situation le permettra[it] " (*Id.*).

O. Weidinger écrit :

L'enquête [allemande] sur les événements d'Oradour commença aussitôt l'arrivée en Normandie. Diekmann, le commandant de compagnie Kahn, le capitaine Werner et plusieurs sous-officiers furent entendus devant le Conseil de guerre de la division [...].

L'enquête juridique ne put être terminée en Normandie, compte tenu du fait que Diekmann fut tué dès les premiers combats et que son bataillon subit des pertes s'élevant à 70-80 % de tués, blessés et disparus. En outre, le capitaine Kahn, grièvement blessé (amputation du bras), n'était plus là pour la continuation de l'enquête.

La procédure fut clôturée et remise en l'état à l'Administration centrale. Les minutes des investigations du tribunal divisionnaire ont été perdues pendant les combats ; des grosses ont été délivrées par le commandant de la division, l'officier-opérations de la division et l'officier de justice militaire (7).

Ces propos sont en totale conformité avec ceux que tint D. Okrent devant un notaire de Cologne, le 27 novembre 1952. Parlant sous la foi du serment, l'ancien juge militaire déclara :

Le soir [du 10 juin 1944], je fus appelé auprès du commandant de la division -- alors le Brigadeführer Lammerding -- qui, en sa qualité de chef judiciaire de la division, me donna l'ordre d'ouvrir une procédure judiciaire contre le Sturmbannführer Diekmann [...]. Le commandant de la division me déclara à ce sujet qu'il venait de recevoir un rapport, d'après lequel [...] Diekmann [...] avait fait fusiller un certain nombre de résistants français, bien qu'il ait été au courant de l'ordre de la division, selon lequel les résistants devaient être seulement faits prisonniers, mais ne devaient pas être fusillés ; Diekmann aurait donc volontairement transgressé un ordre qu'il connaissait.

Je me souviens que le chef du régiment "Der Führer" -- alors le Standartenführer Stadler -- a rapporté ce rapport sur Oradour au commandant de la division, et qu'il a énergiquement demandé l'ouverture d'une procédure contre Diekmann. Ce soir-là, on ne

disposait pas de détails précis sur les événements d'Oradour-sur-Glane.

Je ne pus commencer immédiatement l'enquête contre Diekmann [...].

Je n'arrivai [...] qu'après un certain temps sur le front de Normandie. J'appris là que Diekmann était tombé dès les premiers jours de l'engagement de son bataillon [...].

Diekmann étant mort, j'essayai d'abord de procéder à l'interrogatoire du chef de la 3ème compagnie "DF", le Hauptsturmführer Kahn. Je ne pus le faire qu'après plusieurs jours [...].

Les tentatives que j'entrepris d'interroger d'autres membres de la 3ème compagnie restèrent sans résultat, parce que la compagnie avait été entretemps jetée dans les plus rudes combats et presque totalement anéantie ; même les hommes du train étaient morts, blessés ou en captivité. A l'époque où je procédai à l'interrogatoire de Kahn, il ne restait plus à la 3ème compagnie un seul des hommes ayant participé à l'opération d'Oradour. Peu de temps après l'interrogatoire de Kahn, j'appris que ce dernier avait été très grièvement blessé et qu'il avait quitté l'unité. Je n'ai jamais su ensuite ce qu'il est devenu.

Peu de temps après [...] le camion sur lequel se trouvaient les dossiers d'instruction de l'affaire d'Oradour, ainsi que d'autres dossiers judiciaires, fut touché et incendié ; tous mes actes furent brûlés. [An. Doc 7.3.2]

Si, vraiment, les SS avaient voulu semer la terreur parmi les populations françaises, Diekmann aurait été félicité pour son action. En réalité, l'enquête décidée contre lui confirme que nul ordre d'exterminer la population n'avait été donné aux SS à leur départ de St-Junien.

Un général suspect

Depuis 1944, cependant, les tenants de la thèse officielle tentent de prouver le contraire. Ils s'appuient pour cela sur les réactions du général Gleiniger. Rappelons, en effet, que ce dernier réprouva les faits survenus à Oradour et présenta même des excuses auprès de l'autorité religieuse. Les auteurs français écrivent :

Les excuses présentées par le général Gleiniger à Mgr Rastouil, la " désapprobation " exprimée au préfet régional, suffiraient d'ailleurs à prouver que le massacre n'avait eu aucune raison valable (8).

Pourtant, certains faits ne peuvent manquer de surprendre. Les déclarations de M. Freund-Valade prouvent que très longtemps Gleiniger ne sut quasiment rien du drame d'Oradour. Retraçant l'entrevue qu'il eut le 11 juin 1944 avec le général allemand, le préfet affirma:

J'ai saisi cette occasion pour manifester au général Gleiniger mon inquiétude au sujet des bruits qui circulaient sur Oradour. Il n'était au courant de rien et interrogea, en ma présence, le colonel von Luppich. Celui-ci répondit : " Il paraît que..., puis, faisant de la main un geste niveleur, il prononça ces mots: "**Dem Erdboden gleichgemacht** " ("complètement rasé") et ajouta qu'il avait demandé des renseignements complémentaires. Le général mécontent lui reprocha de l'avoir laissé dans l'ignorance [...] (9).

Le lendemain, Gleiniger déclara au préfet qu'"il ne possédait sur l'affaire d'Oradour qu'un très bref rapport émanant d'une unité de passage [...]" [*Ibid.*, p. 3].

Le 15 juin, enfin, le général fut reçu par M. Freund-Valade. Un an plus tard, celui-ci déclara :

En présence du capitaine Schmitt, de son état-major, [Gleiniger] me dépeignit son état d'âme d'homme bouleversé aussi bien par mes démarches que par les résultats définitifs de mon enquête personnelle dont je l'avais tenu informé par l'intermédiaire du commandant Delestrée [*Id.*].

C'est clair : jusqu'au 12, le commandant de la place de Limoges n'avait presque rien su du drame d'Oradour. Par la suite, il fut informé uniquement par des sources françaises.

Dès lors, ne paraît-il pas étrange qu'un militaire aussi haut placé ait officiellement exprimé sa " réprobation " pour des événements dont il ne connaissait presque rien? Cette initiative nous paraît d'autant plus intempestive que, dès le 12 juin, Gleiniger avait appris la découverte, dans le village, du cadavre du major Plewhe. Par conséquent, il ne pouvait ignorer que l'affaire d'Oradour avait des dessous non encore dévoilés.

Quatre jours plus tard, enfin, Gleiniger surenchérit en déclarant que " la mort de centaines de femmes et d'enfants était imputable à une unité de la Waffen-SS " puis en affirmant que le " massacre " d'Oradour était :

déjà entré dans l'histoire comme le meurtre de Katyn et [qu'il avait] porté un préjudice irréparable à la cause allemande (10).

Or, à cette date (16 juin), l'enquête allemande sur la catastrophe de l'église n'avait pas même débuté. Les bruits les plus contradictoires circulaient. De plus, rappelons que, le 19 juin, M. Sahn évoqua le sort des civils qui, dit-il, après avoir été amenés dans l'église " pour y être mis en sécurité ", étaient morts dans des circonstances inconnues. Par conséquent, comment, dès le 16, se permettre d'accuser les Waffen-SS de meurtre ?

En vérité, ces citations démontrent que le général voulut immédiatement imputer le carnage aux membres de la compagnie *Der Führer*. Or, qui, dès le 10 juin, s'était fixé cet objectif ? La Résistance et plus particulièrement les FTP communistes. Voilà pourquoi aujourd'hui nous restons persuadés que Gleiniger fit partie de ces antinazis allemands qui, avec la défaite de plus en plus probable du Reich, s'entendirent avec la Résistance, allant même parfois jusqu'à servir sa cause.

Autre fait à charge contre lui: dans son rapport du 16 juin, Gleiniger imputa à ses compatriotes le massacre de Katyn. Or qui, depuis 1943, ne cessait d'accuser les Allemands de ce forfait ? Les Soviétiques et leurs alliés pro-communistes. En reprenant à son compte la propagande mensongère de l'URSS, ce général servit, de facto, la cause adverse.

C'est aujourd'hui une certitude, nous savons que Gleiniger passa un accord avec les résistants du Limousin, et plus particulièrement avec leur chef : Guingouin. Ce marché prévoyait la reddition des Allemands en échange de laquelle les officiers prisonniers, autorisés à conserver leurs armes, seraient emmenés dans un camp spécialement aménagé pour les recevoir (*Wo ist Kain...*, p. 333).

Quand on connaît la haine que les FTP vouaient à l'occupant, un accord d'une aussi haute bienveillance demeure incompréhensible mais renforce la thèse selon laquelle le commandant des forces d'occupation de Limoges s'entendait parfaitement avec les résistants des alentours.

Le général fut-il assez naïf pour croire que les FTP communistes respecteraient leurs promesses ? Il semble que non puisqu'il préféra se rendre au major britannique G.M. Staunton et au capitaine américain Charles E. Brown (11). Toutefois :

Dans la nuit du 20 au 21 [août], des troupes allemandes, ayant refusé cette reddition, réuss[irent] à prouver au général qu'il avait été grossièrement trompé sur l'importance de ces forces [celles des maquisards qui " encerclaient " la ville] [*Id.*].

D'après certains, Gleiniger fut enlevé puis " suicidé " par les SS (12). Selon d'autres, il se serait suicidé sans y avoir été contraint, à Saint-Léonard-de-Noblat (13). Quoi qu'il en soit, le comportement de ce général fut assez trouble (silence entretenu autour de la découverte du major Plewhe, entente avec les FTP, réprobation précipitée pour un drame dont il ne connaissait rien) pour que ces " excuses " ne soient pas considérées comme un élément à charge contre les SS.

Au terme de ces développements, nous pouvons affirmer que tout, dans le comportement des Allemands (excuses, promesse de sanctions, Diekmann convoqué devant le Conseil de guerre, réprobation trop rapide d'un général allié au maquis communiste...) infirme la thèse selon laquelle le massacre d'Oradour aurait été voulu par la puissance occupante.

Les carences révélatrices de Vichy

Le maréchal Pétain proteste auprès de Hitler...

Lorsqu'il fut informé du drame d'Oradour, le maréchal Pétain convoqua von Renth-Fink (délégué allemand) et lui déclara :

Vous brûlez les villages, vous massacrez les enfants, vous souillez les églises, vous couvrez notre pays de honte. Vous êtes une nation de sauvages (14).

Le délégué allemand protesta et répondit qu'à Oradour le feu n'avait pas été mis à l'église par les Allemands (15).

L'entretien terminé, le Maréchal dit à J. Tracou : " Je veux aller à Oradour dès demain. Préparez ce voyage " (*Ibid.*, p. 310). Toutefois, ce projet avorta, suite au refus allemand d'autoriser " tout déplacement en dehors de la ligne Vichy-Lonzat " (*Id.*). J. Tracou poursuit :

Nous ne [pûmes] même pas envoyer le colonel de Longueau porter un message de sympathie aux survivants du village martyr. Toutes les routes [étaient] coupées et il est certain qu'il ne [serait] pas [parvenu] à destination [*Id.*].

Finalement, le chef de l'Etat français rédigea une protestation officielle qu'il adressa au Führer. Renth-Fink ne l'ayant pas acceptée, celle-ci fut transmise au général von Neubronn qui, d'après J. Tracou, la donna au général von Kluge, ce dernier devant la faire parvenir à Hitler (16). Nous ignorons si cette protestation parvint à son destinataire. Quoi qu'il en soit, jamais le Maréchal ne reçut de réponse.

De son côté, la commission française d'armistice (sise à Wiesbaden) protesta également. Le 6 juillet 1944, le général d'armée Bérard envoya une lettre au général allemand Vogl. L'annexe II de cette lettre mentionnait la tragédie d'Oradour, affirmant que 500 personnes y avaient trouvé la mort (16a). Une nouvelle protestation fut envoyée le 8 août 1944 avec, parmi les pièces jointes, une copie du rapport rédigé par le général Bridoux (17).

Ce bref rappel démontre que le gouvernement de Vichy réagit lorsqu'il apprit la nouvelle. Le 21 juin 1944, au cimetière d'Oradour, le préfet régional de Limoges, Freund-Valade, prononça un discours dans lequel il déclara :

Quelles que soient les raisons invoquées, rien ne peut justifier le caractère effroyable de ce drame, contraire à la convention de La Haye, contraire aux lois françaises et allemandes.

Le sac d'Oradour-sur-Glane et le massacre de ses habitants révoltent la conscience qui demeure saisie d'épouvante.

La langue française ne connaît pas de mots assez forts pour qualifier cet acte ; mais celui qui s'y est livré a commis un crime, même contre sa propre patrie (17a).

Pourtant, et malgré ces protestations solennelles, plusieurs faits ne peuvent manquer de surprendre.

... mais ne prend aucune initiative concrète

Tout d'abord, notons qu'il fallut attendre l'arrivée de la division *Das Reich* sur le front de Normandie pour que le préfet régional porte plainte au sujet des événements d'Oradour (18). Dans son ouvrage, d'ailleurs, P. Poitevin regrette "l'absence et la carence totales de la justice du gouvernement de Vichy, qui n'ouvrit une enquête que plusieurs jours après [le drame] (19)".

Selon Maître Moser, le parquet de Limoges ouvrit " une première enquête " le 15 septembre 1945 seulement(20).

Ensuite, rappelons que, dès sa première conversation avec le Maréchal sur Oradour, Renne-Fink clama l'innocence des SS dans la tragédie de l'église. Le 19 juin, en outre, dans une déclaration officielle, M. Sahm affirma que les femmes et les enfants avaient été conduits dans le sanctuaire " pour y être mis en sécurité " ; c'était, une nouvelle fois, clamer l'innocence des membres de la division *Das Reich*. Par conséquent, les autorités de Vichy ne pouvaient ignorer que deux théories s'affronteraient dans cette affaire : la théorie française et la théorie allemande. Dès lors, n'était-il pas prudent de convoquer une commission de neutres, chargés d'établir impartialement les responsabilités dans la tragédie ? Or, jamais les autorités de Vichy ne tentèrent la moindre démarche afin de réunir une commission internationale (21).

Enfin, remarquons que l'Etat français s'abstint d'envoyer le service de l'identité judiciaire photographier des cadavres retrouvés à Oradour (22).

On nous dira que les autorités de Vichy n'étaient pas libres, qu'elles étaient prisonnières d'un occupant soucieux d'étouffer l'affaire. Cependant :

-- Lorsque, plus tard, le préfet de Limoges porta plainte, les Allemands occupaient encore le sol

national. Si, donc, ces derniers avaient refusé toute enquête, Freund-Valade aurait dû attendre la libération du territoire pour, enfin, avoir la liberté d'entreprendre une démarche judiciaire. Le fait qu'il ait pu porter plainte et que cette dernière ait été transmise au commandement supérieur allemand en France (23) manifeste que l'occupant n'avait pas l'intention d'étouffer l'affaire ;

-- Du 10 juin au 20 août, le Maréchal vit de nombreuses fois, en privé, les ambassadeurs de Suisse et du Vatican. Par conséquent, rien ne l'aurait empêché de réclamer la constitution d'une commission internationale ;

-- L'envoi du service de l'identité judiciaire sur les lieux d'une tragédie est une initiative normale qu'il aurait été difficile de frapper d'interdiction.

Ainsi, aujourd'hui, les carences du gouvernement de Vichy surprennent et paraissent condamnables.

Pétain a-t-il entrevu la vérité ?

Une attitude aussi ambiguë pourrait s'expliquer en admettant que le Maréchal ait rapidement entrevu la vérité sur le drame. Aurait-il choisi, par souci de l'unité nationale, de ménager la Résistance alors susceptible de rassembler une majorité de Français

Il faut en effet savoir qu'à l'automne 1944 le général De Gaulle ordonna, par décret, la mise sous scellés des rapports d'enquêtes menées, au sujet d'Oradour, par les services de Joseph Darnand (24). L'initiative gaulliste démontre non seulement que Vichy enquêta sur le drame, mais aussi que les résultats de l'enquête furent considérés comme gênants pour la coalition au pouvoir. Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous soupçonnons le Maréchal d'avoir entrevu la vérité sur cette affaire.

Examinons les objections suivantes :

-- Ph. Pétain ne désirait nullement " ménager la Résistance " ;

-- si, à Vichy, la vérité avait été connue, Philippe Henriot, dont les éditoriaux stigmatisaient très souvent les maquisards, n'aurait pas perdu cette occasion de clamer publiquement la responsabilité des résistants FTP dans la mort des femmes et des enfants ;

-- en 1945, après la condamnation du Maréchal, ses avocats (qui avaient dû recevoir ses confidences) auraient révélé la vérité. En effet, il faut savoir que, selon l'arrêt de la Haute Cour de justice qui vota la condamnation à mort de Pétain :

des populations entières de villes et de villages [avaient été] massacrées sans qu'aucune réaction publique se produisît de la part du gouvernement de Vichy (25).

Dès lors, nous dira-t-on, si vraiment Pétain avait connu la vérité, il l'aurait confiée à ses avocats qui, dans leur requête en révision, l'auraient révélée, permettant ainsi de faire tomber une très grave accusation portée contre leur client.

Pour répondre à ces trois arguments, il convient de préciser la position de Vichy à l'égard de la Résistance, parfaitement résumée par le Maréchal lorsque, s'adressant aux personnes chargées d'instruire son procès, il déclara :

Je n'ai jamais combattu la Résistance, j'ai toujours combattu le terrorisme (26).

Devant la Haute Cour, d'ailleurs, un de ses proches collaborateurs, M. Lavagne, déclara qu'en zone libre et jusqu'à son invasion en 1942 tous les " gaullistes " condamnés pour faits de Résistance virent leurs peines commuées:

Non seulement il n'y a jamais eu un seul condamné à mort, mais pour les autres condamnations voici quelle technique était habituellement suivie. Une condamnation était prononcée pour le principe, contre un gaulliste, à vingt ans de travaux forcés. Très peu de temps après, on commuait cette peine en dix années d'emprisonnement et, quand il avait fait six mois, on lui faisait remise du restant de sa peine (27).

Après l'envahissement de la zone libre, le Maréchal poursuivit ses efforts pour sauver les résistants condamnés à la peine capitale. C'est ainsi qu'en 1944, et sur son intervention, 231 condamnés à mort du camp de Natzweiler (dont le prince Xavier de Bourbon-Parme, condamné pour Résistance), virent leur peine commuée en déportation (28). Déjà, en 1943, le chef de l'Etat était parvenu à sauver 13 résistants alsaciens (dont le chef de la Résistance dans cette région) condamnés à être exécutés (29).

On pourra objecter que, si le Maréchal défendit les gaullistes, jamais il n'aurait accepté d'agir pour les communistes qu'il haïssait. Là encore, cependant, une rectification s'impose. Un soir, le préfet de la Seine conversait avec le chef de l'Etat, en présence de Charles Trochu, sur la mort de Gabriel Péri, communiste exécuté par l'occupant. Le préfet ayant vivement critiqué les communistes, le Maréchal tapant sa main sur la table déclara: "Les communistes, ce sont des Français, et les balles qui les tuent sont des balles allemandes " (30).

Ces quelques rappels prouvent que le chef de l'Etat français soutint la Résistance (lorsque celle-ci n'était pas du terrorisme masqué), même celle conduite par les communistes. Ce soutien en surprendra plus d'un. Cependant, il est parfaitement explicable. En effet, rappelons que Ph. Pétain fut élevé dans le culte de la Patrie. Or, en France, dans les années 1870-1920, ce culte était inséparable d'un sentiment de haine à l'égard de l'"ennemi héréditaire " de l'époque, c'est-à-dire l'Allemagne. On était, avant tout, "anti-boche ". A ce sujet, J. Tracou révèle une petite anecdote significative : un jour qu'un Allemand lui exposait la situation des combats en Normandie, un moucheron vint se poser sur la carte explicative. Le Maréchal l'écrasa alors en disant : " Tiens !... Un boche. Je le tue " (31). Pour Pétain, donc, tout ce qui était antiallemand (et notamment la Résistance, communiste ou non) ne pouvait que recevoir un bon accueil.

Venons-en maintenant au cas de Ph. Henriot. Tout d'abord, rappelons que sa nomination au secrétariat à l'Information et à la Propagande fut imposée par les Allemands. Durant l'automne 1943, ceux-ci avaient exigé l'entrée au gouvernement de Philippe Henriot, Joseph Darnand et Marcel Déat, trois hommes qu'ils pensaient susceptibles de servir leurs intérêts. D'accord avec Laval, le Maréchal s'était opposé à la nomination du dernier, qu'il estimait dangereux ; toutefois, et afin de ne pas heurter l'occupant, il avait cédé pour les deux premiers qu'il pensait pouvoir brider en les surveillant(32).

Dès lors, il paraît possible que, malgré ses bons rapports avec Ph. Henriot (33), le Maréchal n'ait pas voulu révéler la vérité à un homme qu'il n'avait pas lui-même choisi et qui, en la clamant dans ses éditoriaux, aurait servi les intérêts de l'occupant. Il faut en effet savoir que le Maréchal était très secret. C'est ainsi qu'il put, durant l'automne 1940 et par le biais de Louis Rougier, négocier avec l'Angleterre, à l'insu de Pierre Laval, alors second personnage de l'Etat (34).

Maintenant, supposons que Pétain (ou ses avocats) ait choisi de révéler cette vérité après la guerre. Un simple rappel du contexte politique suffit pour imaginer les conséquences possibles d'une telle initiative. A l'époque, les communistes, qui étaient à l'apogée de leur puissance, oeuvraient pour imposer leur idéologie. De Gaulle, au pouvoir mal assuré, gouvernait aux côtés de Thorez. A supposer que Pétain ait révélé la responsabilité des FTP dans le drame d'Oradour, sans doute l'affaire eût-elle été vite étouffée car, en admettant que des langues se fussent déliées, qu'une enquête administrative eût été ouverte, que des documents aujourd'hui cachés dans les archives militaires eussent été dévoilés, quelle aurait été la réaction des communistes? A l'époque, ils étaient en mesure de déclencher une véritable guerre civile sur le sol national. Or, Pétain, en patriote inconditionnel, a toujours voulu l'entente entre les Français. Il l'a souvent rappelé dans ses différentes allocutions et notamment dans la dernière, qu'il rédigea à la veille d'être enlevé par les Allemands. Sachant que sa mission était finie, le Maréchal laissa le message suivant :

Ceux qui m'ont obéi ont bien servi la France. Qu'ils s'unissent autour du chef le plus capable de les unir [...] ; je les confie à la sollicitude fraternelle de ceux qui me succèdent au pouvoir. De ceux-là qui furent mes officiers ou mes soldats, j'absous la désobéissance non pour le succès qui l'a couronnée mais pour le sentiment qui l'inspira. Je leur pardonne au nom de l'unité nationale, comme je l'ai condamnée jadis pour tenter de garder cette unité [...]. Qu'ils m'oublient s'il leur plaît ; mais au terme d'une période tragique, qu'ils se souviennent de l'exemple du roi Henri. Restaurateur de la paix intérieure, le héros de tant de combats voulut n'être, après les troubles, que le souverain de la concorde. Comme lui, soyez avare de notre beau sang. Comme lui, appelez tous les Français à refaire la FRANCE [...].

Je vais partir, ma tâche est finie. Recevez d'un coeur filial ma dernière adjuration paternelle. A tous les hommes de bonne volonté, donnez la paix sur la terre de France. Pour être douce à ceux qui vont rentrer, et que j'avais souhaité d'accueillir, elle n'a plus besoin de moi.

Elle a besoin de votre sagesse, elle a besoin de tous ses fils (35).

Cinq ans après la fin de la guerre, un aumônier raconta qu'en juin 1945 Pétain, qui venait d'apprendre la dégénérescence du pouvoir gaulliste, lui déclara :

Je ne puis me réjouir de cette nouvelle, car si De Gaulle ne réussit pas, que va devenir la France ? (36)

Ces différentes citations démontrent que le Maréchal s'est toujours soucié de l'union nationale. Par conséquent, même s'il connut la vérité sur Oradour, il préféra certainement la taire avant et après 1945, cela afin de ne pas commettre l'irréparable.

Aujourd'hui, nous restons persuadés que les carences de l'Etat français peuvent s'expliquer si l'on considère que, suite aux investigations menées par les services de J. Darnand, Pétain entrevit la vérité sur Oradour. Toutefois, ce dernier préféra la taire afin de préserver la France d'un plus grand malheur.

Poursuivons maintenant avec l'étude du comportement de Monseigneur Rastouil, évêque de Limoges (à 22 km seulement d'Oradour).

"Un prélat très réservé" (37)

Selon l'histoire officielle, les SS à Oradour ne se sont pas contentés de massacrer plusieurs centaines de femmes et d'enfants dans l'église. Dans un rapport de l'évêché, on apprend que "le tabernacle [a été] enfoncé devant et derrière " (38). Dès 1944, les SS furent rendus responsables de ce sacrilège. On les accusa de s'être emparés du ciboire et des hosties qu'il contenait (39).

Mais il y a plus.

Le 10 juin 1944, trois ecclésiastiques étaient présents à Oradour : l'abbé Jean-Baptiste Chapelle, âgé de soixante et onze ans qui desservait la paroisse depuis trente trois ans ; l'abbé Lorch, d'origine lorraine (qui remplaçait le vieux curé invalide), et un jeune séminariste, Emile François-Xavier Heumeyer (40). Or, d'après les auteurs de l'ouvrage intitulé *Oradour-sur-Glane*, "tous trois ont disparu sans laisser aucune trace " (p. 58). Selon P. Poitevin, les trois ecclésiastiques auraient été contraints de rester avec les hommes (41). En 1945, un ancien SS, A. Lohner, déclara que parmi les civils sous sa garde " se trouvait un vieux curé " (42). Il fallait en déduire que les ecclésiastiques avaient subi le sort des hommes dans les granges.

Or, malgré ces témoignages accablants, jamais l'évêque de Limoges ne protesta auprès des Allemands pour voies de fait sur la personne de clercs revêtus de l'habit ecclésiastique. Le 14 juin, il écrivit une lettre de protestation au général Gleiniger, lettre dans laquelle il s'indignait du fait que :

l'église d'Oradour-sur-Glane a[il] été souillée par l'exécution, dans ses murs, de centaines de femmes, de jeunes filles et d'enfants et profanée par la destruction du tabernacle et du ciboire consacré (43).

Nulle part il n'était question des trois ecclésiastiques ; Monseigneur Rastouil semblait avoir " oublié " leur assassinat !

Pourtant, l'évêque de Limoges avait le souci des personnes qui officiaient sous son autorité. Durant l'Occupation, il n'avait pas hésité à protester auprès de Gleiniger contre l'enlèvement d'un religieux dans l'exercice de ses fonctions (44). Par la suite, jamais l'évêque de Limoges ne tenta de découvrir ce qu'étaient devenus ces ecclésiastiques. Ce manque de curiosité est d'autant plus étrange que, dès juin 1944, deux documents avaient mentionné la présence d'un ou deux prêtres dans l'église. Dans son rapport du 15 juin 1944, J. d'Albis écrivit :

Dans l'église, on n'a pu identifier que 15 victimes dont les deux curés du village au pied de l'autel (45).

De son côté, un résistant qui avait visité Oradour le surlendemain de la tragédie affirma avoir vu, "sur l'autel, le curé [qui] sembl[ait] être plié en quatre (46)".

S'était-il trompé ? Cette question pouvait facilement être résolue ; dans le tract qu'il rédigea, le FFI mentionna également le corps de " l'institutrice [...] presque entièrement carbonisée [que] son fiancé devait [...] reconnaître le lendemain ". Or, il est dit que l'auteur du tract visita l'église le lundi 12 après-midi (47) et que les équipes de secours chargées de relever les cadavres n'arrivèrent que le mercredi 14 juin dans l'après-midi (48). Par conséquent, aucun cadavre -- encore présent dans l'église après le passage des terrassiers le dimanche à l'aube -- ne fut déplacé entre le lundi et le mardi soir et c'est ainsi

que le fiancé de l'institutrice n'aurait pas pu ne point voir le corps du prêtre s'il avait effectivement reposé là. Dès lors, il suffisait de l'interroger pour savoir si, oui ou non, l'auteur du tract s'était trompé en mentionnant la présence d'un curé dans l'église. Or, à notre connaissance, jamais ce dernier ne fut entendu. Une telle lacune, sur un point aussi important, trahit, une nouvelle fois, l'embarras des officiels.

Mais il y a plus. Dans un rapport qu'il rédigea après sa visite de l'église, P. Masfrand évoqua, lui aussi, la vision " d'une jeune institutrice [...] identifiée le lendemain par son fiancé " (49). Or, dans l'ouvrage rédigé en collaboration avec G. Pauchou, P. Masfrand cite son rapport page 100 mais prend soin de supprimer la phrase concernant l'identification de l'institutrice, le lendemain, par son fiancé. Par cette omission, l'auteur, qui connaissait certainement le tract émanant des Mouvements unis de Résistance, ne souhaitait-il pas éviter que certains esprits curieux n'aient l'idée de retrouver ce fiancé compromettant (50) ?

Quoi qu'il en soit, Monseigneur Rastouil ne put ignorer ces deux documents. Par conséquent, il aurait dû demander une enquête afin de découvrir les circonstances exactes de la mort des prêtres. Le fait qu'il s'en soit abstenu démontre qu'à Oradour un consensus général oeuvra pour la disparition des éléments gênant la thèse officielle.

Remarquons d'ailleurs que le silence de ce prélat fut certainement facile à obtenir. Monseigneur Rastouil, en effet, était du côté de ceux qui, moins d'un an plus tard, allaient sortir vainqueurs du conflit. Il le prouva lorsque, quelques semaines après le 10 juin 1944, il refusa l'organisation d'une célébration pour le repos de l'âme de Philippe Henriot, assassiné le 28 juin par la Résistance (50a).

La dérobade de 1953

Mais, en acceptant d'entrer dans le jeu officiel, l'évêque de Limoges cautionnait de facto un mensonge historique.

Le prélat dut en être conscient ; c'est certainement la raison pour laquelle, convoqué comme témoin au procès de Bordeaux en 1953, il refusa de venir déposer. En guise de justification, il invoqua " les nécessités de la charité chrétienne " (51). Qu'on nous permette cependant une autre explication : la théologie catholique interdit le mensonge, qu'il soit par action ou par omission. Mais, pour des raisons de politique intérieure, en 1953 (tout comme aujourd'hui), l'heure était davantage à la diplomatie qu'à la vérité : Mgr l'avait très bien compris. Un grand courage lui eût été nécessaire pour venir livrer au Tribunal les conclusions de son enquête épiscopale. Ne se sentant certainement pas capable d'affronter le consensus politico-judiciaire, Monseigneur Rastouil préféra se dérober pour ne pas risquer de commettre un faux témoignage sous la foi du serment (52).

Aujourd'hui, nous estimons que tout, dans le comportement de l'évêque au lendemain du drame (sa passivité, ses explications douteuses afin de la justifier, sa dérobade de 1953), renforce la conviction que la thèse officielle du drame d'Oradour repose sur une série de mensonges.

Moralité

Au terme de ces premiers développements, la conclusion s'impose : que ce soit du côté de la SS (enquête décidée contre Diekmann), des services allemands installés à Limoges (gêne, promesses de sanctions...), de Vichy (carences, refus de convoquer une commission de neutres), de l'Eglise (passivité et dérobade finale de l'évêque), tout démontre :

- que le massacre de la population d'Oradour ne fut pas prémédité par l'occupant ;
- qu'après le drame une conjuration se forma pour masquer la vérité.

+++++

NOTES, section 5, I Prétendus efforts allemands...

- 1 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 77. Voy aussi *Vision d'épouvante...*, p. 91.
- 2 Voy. *Ville Martyre...*, p. 29.
- 3 Voy. *Le drame...*, p. 28.
- 4 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 90.
- 5 Voy. le " Rapport Bord " du 28 septembre 1944, p. 3.
- 6 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 145.
- 7 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 93.
- 8 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 65.
- 9 Voy. *Le drame...*, p. 28.
- 10 Voy. *La mémoire d'Oradour...*, p. 17.
- 11 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 68. Dans son rapport, le docteur Bapt consacre un chapitre entier (ch. VIII) aux " Mesures de salubrité et de prophylaxie " (voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 153-154 ; *Vision d'épouvante...*, p. 117).
- 12 Voy. *La mémoire d'Oradour...*, fac-similé du rapport du 4 juillet 1944 reproduit p. 98, col. A.
- 13 Voy. le témoignage d'Armand Senon recueilli le 28 novembre 1944 par MM. Pauchou et Masfrand, p. 2 (document extrait du dossier d'instruction du procès de Bordeaux, reproduit également dans *Vision d'épouvante...*, pp. 91-93).
- 14 Confidance faite par L. J. à G. D. qui nous l'a répétée. Nous sommes désolés de ne pouvoir fournir au lecteur que des initiales. Mais nous soulignons à nouveau que la peur plane aujourd'hui encore sur le Limousin, fermant bien des bouches ou contraignant ceux qui osent parler en privé à vouloir garder l'anonymat.
- 15 Certains nous répondront que, le dimanche matin, Jean-Hubert Desourteaux vit des SS revenir d'Oradour en camion (voy. *Vision d'épouvante...*, p. 93 ; voy également les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 15). C'est vrai, mais rien ne prouve qu'il se soit agi de SS et non de maquisards rebaptisés ensuite SS pour les besoins de la cause.

16 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 58.

17 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 17.

18 Voy. la " Déposition volontaire du prisonnier de guerre Georg Boos" en date du 21 avril 1947 (Report N° VCIU/LDC/1566, liasse VI dans le dossier d'instruction du procès de Bordeaux), p. 2.

19 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire de J. Busch en date du 2 août 1946, p. 3.

20 Voy. le dossier d'instruction du procès de Bordeaux, liasse VII, procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 10.

21 Voy. les sténotypies du procès, audience du 22 janvier 1953, p. 15 : "M. LE PRESIDENT. - Vous êtes allé sur les lieux du massacre... A quelle heure... [J.-H. DESOURTEAUX]- Onze heures environ".

22 Voy. " Compte rendu des événements... ", p. III : " Le lendemain [du 10 juin], dès le petit jour, 5 ou 6 hommes dont j'étais se dirigèrent vers le bourg [...] ".

23 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de W. Boehme devant la commission d'instruction du Tribunal de Bordeaux (liasse VII), 22 juin 1948, p. 2: "J'ai accompagné le commandant Diekmann à Oradour, il y effectuait une reconnaissance " ; " je me souviens que nous avons traversé la localité [...], c'était le lendemain du massacre ".

24 On remarquera également que des ossements de femmes furent retrouvés dans le chai Denis (voy. le rapport du docteur Bapt in *Dans l'Enfer...*, p. 150 : " Chai de M. Denis : Ossements et débris calcinés de femmes et d'hommes "). D'où venaient ces cadavres féminins ? Mystère.

NOTES de la cinquième section, II Les réactions officielles...

1 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 107.

2 Voy. le rapport de M. Freund-Valade au Gouvernement de Vichy en date du 15 juin 1944, p. 3 : "Le lundi [12 juin], j'avais tenu à me rendre, à nouveau personnellement, auprès du général Gleiniger [...] [qui] en ma présence [...] m'exprima sa réprobation ".

3 Voy. *Ville Martyre...*, p. 74. Voy. aussi *Dans l'Enfer...*, p. 130 ; *Oradour-sur-Glane...*, p. 109.

4 Voy. le procès-verbal d'audition de M.Freund-Valade en date 21 juin 1945, p. 3.

5 M. Freund-Valade a d'ailleurs déclaré : " Le général Gleiniger n'a, à aucun moment, essayé de justifier le massacre d'Oradour " (Ibid., p. 4).

6 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de H. Werner en date du 20 novembre 1947, p. 3. O. Weidinger confirme cet épisode. D'après lui, Stadler aurait déclaré : " Diekmann, cela va vous coûter très cher " (voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'O. Weidinger en date du 4 mai 1949, p. 2). Voy aussi *Tulle et Oradour...*, p. 31 où on lit que Stadler aurait dit à Diekmann : " Cela peut vous coûter

cher. Je vais faire sur-le-champ un exposé des faits à la juridiction de la division, ce qui entraînera une enquête du Conseil de guerre. Je ne puis conserver ces faits au niveau du régiment ". O. Weidinger précise que, dans son premier rapport, Diekmann " tut [...] la mort des femmes et des enfants ". Par conséquent, les premières mesures prises contre le gradé n'étaient nullement dues au drame de l'église. Toutefois, la réaction de Stadler confirme qu'à Oradour les SS avaient pour mission de prendre des otages et non de massacrer des civils.

7 *Ibid.*, pp. 35-36. Le passage de Diekmann devant le Conseil de guerre est confirmé par R. Hébras (voy. *Le drame...*, p. 33 : " Après le massacre, il [Diekmann] fut traduit devant un conseil de guerre [...] "). A Nuremberg, le général Jodl déclara qu'une enquête sur l'affaire d'Oradour avait été ordonnée par le maréchal von Rundstedt lui-même (voy. les sténotypies du procès, t. XV, p. 434, audience du 3 juin 1946 : " ACCUSE JODL. - Ce n'est que bien des semaines plus tard que j'ai appris que le maréchal von Rundstedt avait ordonné une enquête [...] ").

8 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 111.

9 Voy. le procès-verbal d'audition de M. Freund-Valade en date 21 juin 1945, p. 2.

10 Voy. *L'Humanité*, 8 juillet 1994, p. 11, col. C.

11 Voy. Saint Paulien, *Histoire de la Collaboration*, op. cit., p. 446.

12 Voy. *L'Humanité*, 8 juillet 1994, p. 10, col A-B : "Quelques heures plus tard, ce chef de la Wehrmacht devait disparaître, "suicidé" d'une balle dans la tête. "Nous venions de signer la capitulation, se souvient Jean d'Albis, [...] nous sommes allés au siège de la garnison allemande pour vérifier la mise en oeuvre de la capitulation. Le départ des Allemands était presque terminé. Sur place, un capitaine allemand nous informa que le général Gleiniger et son chef d'état-major,[...], avaient été enlevés par les SS ".

13 Voy. Saint Paulien, op. cit. : "Contrairement à ce que l'on a écrit, Gleiniger ne fut pas exécuté par les SS. Il se suicida dans une villa proche de la gare de Saint-Léonard-de-Noblat " (p. 446).

14 Voy. Jean Tracou, *Le Maréchal aux Liens* (Editions André Bonne, 1949, 451 p.), p. 309.

15 Selon Tracou, Renthe-Fink répondit au Maréchal : " Je ne puis vous laisser continuer, M. le Maréchal [...]. A Oradour, nous n'avons pas mis le feu à l'église, mais au village et le feu a atteint l'église à cause du vent". Nous ignorons si cette explication puérile a effectivement été donnée par le délégué allemand. Nous ne connaissons pas le destin de Renthe-Fink après la capitulation allemande. Sauf erreur, cependant, jamais il n'a été entendu lors des procès d'après-guerre. Pourtant, il serait intéressant de connaître les sources d'information qui lui permirent de dégager la responsabilité des SS dans le drame de l'église.

Notons en outre que Marc Ferro, dans son ouvrage intitulé *Pétain* (Editions Fayard, 1987, 789 p.), cite J. Tracou à propos de l'altercation entre le Maréchal et le délégué allemand (voy. pp. 564-565). Toutefois, il passe prudemment sous silence la réponse que fit ce dernier. Il se contente d'écrire : "Renthe-Fink prétendit simplement que les maquisards torturaient les Allemands dans la région et qu'il s'agissait de représailles " (p. 565). Cette phrase laisse accroire que les Allemands auraient tenté de justifier la mort des femmes et des enfants dans l'église. Or, nous savons qu'il n'en fut rien. En la rédigeant, M. Ferro a donc, sciemment ou non, trompé son lecteur.

16 Voy. J. Tracou, *op. cit.*, p. 310. Selon M. Ferro, " On ne sait " si le général von Neubronn transmet effectivement la lettre au général von Kluge et si cette dernière parvint au Führer (p. 565). L'auteur ne cite cependant pas les sources qui lui permettent de formuler ces doutes.

16a Une copie de cette lettre est conservée aux Archives nationales (cote AJ41 880, document No· 48 114).

17 Une copie de ce document est conservée aux Archives nationales (cote AJ41 880, document No· 48 328).

17a Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 179.

18 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 31 : " Ce n'est que bien plus tard, pendant les durs combats défensifs en Normandie, qu'une plainte du préfet de Limoges, transmise par le commandement supérieur en France, arriva à la division, au sujet des incidents d'Oradour " .

19 Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 117-118.

20 Voy. André Moser, *De la Ferme au Prétoire...*, p. 94. Maître Moser défendit les Alsaciens à Bordeaux.

21 Dans son ouvrage, P. Poitevin regrette qu'une telle commission n'ait pas été réunie (voy. p. 67). L'auteur rappelle à ce propos " l'orchestration de la propagande allemande faite autour de la découverte des charniers de Katyn " .

22 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 118, note.

23 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 31.

24 Voy. *Wo ist Kain...*, p. 325.

25 Voy. Les sténotypies du procès Pétain, 20e fascicule, p. 386, col. A.

26 Voy. les sténotypies du procès Pétain, 17e fascicule, p. 318, col. C, déposition du général de Lannurien.

27 Voy. les sténotypies du procès Pétain, 17e fascicule, p. 306, col. A

28 Voy. les sténotypies du procès Pétain, 13e fascicule, p. 227, col. A, déposition du prince Xavier de Bourbon. " J'ai été moi-même condamné à mort au début de 1944, sous trois inculpations : Premièrement comme résistant [...]. Ensuite comme communiste [...]. Enfin, sous le soupçon d'être un agent de l'Angleterre [...]. Je voulais vous parler, Monsieur le premier président, de ce qui était arrivé dans les camps, notamment dans le camp de Natzweiler, où j'ai été transporté en premier lieu, où il y a tout de même eu 231 cas de personnes dont la condamnation à mort a été transformée en déportation. Et ceci sur l'intervention du Maréchal " .

29 Voy. les sténotypies du procès Pétain, 17e fascicule, p. 311, col. B-C, déposition de M. Bareiss: "Nous avons été condamnés -- treize camarades -- le 10 mars 1943. Immédiatement, nos amis se sont

portés à Vichy et sont intervenus auprès du Maréchal Pétain qui a immédiatement entrepris des démarches, et qui est arrivé, en faisant jouer toute son autorité personnelle, à obtenir, par l'intermédiaire de Ribbentrop et du chef d'état-major de l'armée allemande, le maréchal Keitel, le sursis à notre exécution, et je peux affirmer que seule l'intervention personnelle du Maréchal a pu nous sauver la vie [...] ".

30 Voy. les sténotypies du procès Pétain, p. 178, col. C, déposition de C. Trochu.

31 Voy. les sténotypies du procès Pétain, 16e fascicule, p. 296, col. B.

32 Voy. J. Tracou, *op. cit.*, pp. 26 à 33. Voy. aussi la déposition de celui-ci au procès du Maréchal (p. 296, col. A).

33 Voy. la déposition de M. de Brinon au procès du Maréchal (sténotypies du procès, p. 288, col. C). De Brinon déclara que les rapports entre les deux hommes étaient " bons ", " même excellents ".

34 Voy. Louis Rougier, *Mission Secrète à Londres* (A l'Enseigne du Cheval Ailé, 1946, 352 p.) et *Les Accords Secrets franco-britanniques (Histoire et imposture)* (Editions Grasset, 1954, 244 p.). En vérité, P. Laval glana certaines informations concernant Rougier. C'est ainsi que, le 19 janvier 1941, il déclara que Pétain était " en liaison avec l'agent anglais Rougier " (Voy. *Pétain et les Allemands* [Mémoire d'Abetz sur les rapports franco-allemands], Editions Gaucher, 1948, 203 p., p. 72). Toutefois, il ne semble pas que Laval ait connu l'ampleur de la mission Rougier.

35 Voy. Marc Ferro, *op. cit.*, pp. 595-596.

36 Voy. Rémy, *La Justice et l'Opprobre (suivie d'une note sur l'intolérance)* (Editions du Rocher, Monaco, 82 p.), p. 52.

37 Nous empruntons ce titre à Pierre Moreau (voy. *En écoutant crier les pierres*, p. 9).

38 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 51.

39 P. Poitevin, par exemple, prétend que, suite au massacre des femmes et des enfants et avant que l'église ne soit incendiée: " des mains sacrilèges fractur[er]ent le tabernacle et s'empar[er]ent du calice et du saint ciboire en or " (voy. *Dans l'Enfer...*, p. 52 ; voy. aussi le " Compte rendu des événements qui se sont déroulés le samedi 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane [Haute-Vienne] ", émanant du Gouvernement provisoire gaulliste [15 juin 1944]. Page 1, on lit : " [Les SS] profanèrent l'autel, forcèrent la porte du tabernacle et s'emparèrent des Saintes Espèces "). D'après le chanoine Duron, toutefois, ce vol eut lieu non pas le samedi 10 juin, mais quarante-huit heures plus tard, le lundi 12. Dans son rapport, en effet, on lit : " Je suis entré dans l'église pour recueillir la Sainte réserve. Le matin même, le tabernacle qui la contenait, épargné par l'incendie, avait été brisé et le ciboire emporté. Je n'ai pu savoir ce qu'étaient devenues les hosties qu'il renfermait " (voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 85).

40 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, pp. 57-58 et *Dans l'Enfer...*, p. 26.

41 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 26 : " Le vieux curé, M. Chapelle, qui exerce son sacerdoce depuis trente-trois ans dans la paroisse, l'abbé Lorch, prêtre lorrain, et un séminariste spiritain également lorrain, ne pourront pas offrir les secours de la religion à ces femmes et à ces enfants. On les oblige, en effet, à

rester avec les autres hommes ". Voy. également *Ville Martyre...*, p. 108 (déposition de M. Hébras) : " Les deux curés, un limousin et un lorrain, subirent le sort des hommes".

42 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 6.

43 Voy. *Ville Martyre...*, p. 73.

44 Voy. *Le Combat des Patriotes*, 28 octobre 1944. Interrogé par un journaliste, Mgr Rastouil avait déclaré : " Oui, j'avais déjà vu ce général [Gleiniger] pour protester contre l'enlèvement d'un vicaire en plein exercice de ses fonctions " (p. 2, col. B).

45 Rapport consultable aux Archives départementales de Haute-Vienne sous la cote 24 J 15 (Fonds d'Albis).

46 Voy. " Les Huns sont passés par là ", tract émanant des Mouvements Unis de Résistance et publié dans *Les Huns...*, p. 79.

47 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 86 et p. 83 : " Toutes les constatations officielles sont postérieures [au] second passage des Allemands ; arrivés le lundi matin au petit jour, ils repartirent avant la fin de la matinée ".

48 Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 142-143, rapport du docteur Bapt : " Nous nous rendîmes, le commandant de Praingy, le docteur Benech et moi, le 14 juin, dans l'après-midi, à Oradour-sur-Glane, accompagnés d'une vingtaine de secouristes appartenant à des équipes d'urgence de la Croix-Rouge ". En vérité, M. Bapt était venu une première fois sur les lieux le 13 juin, mais il s'agissait alors de faire le point de la situation. Aucun enlèvement de corps n'eut lieu ce jour-là (témoignage écrit de l'Abbé Schneider à V. Reynouard en date du 18 mars 1996. L'abbé Schneider accompagnait M. Bapt à Oradour).

49 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 83.

50 Aujourd'hui, d'ailleurs, nous sommes persuadés que P. Masfrand, lorsqu'il visita l'église, vit le corps du prêtre, mais qu'il s'abstint de le mentionner.

50a Voy. François-René Nans, *Philippe Henriot* (Editions Godefroy de Bouillon, 1996, 472 p.), p. 397: "Seuls, quelques évêques prudents ou déjà gauchisants restent à l'écart, en particulier Monseigneur Rastouil de Limoges qui refuse une célébration (ce qui lui vaudra quelques heures d'incarcération)".

51 Voy. *Ouest-France*, 31 janvier 1953, p. 3, col. A : " LE PRESIDENT.- [...] Nous avons d'ailleurs renoncé, sur sa demande, au témoignage d'un prélat éminent, Mgr Rastouil, évêque de Limoges, qui a invoqué les nécessités de la charité chrétienne, comprenant très bien ce drame [celui des familles d'Oradour et celui de l'Alsace] auquel nous faisons allusion ".

52 Cette conclusion est aussi celle de P. Moreau. Voy. *En écoutant...*, p. 10 : " Monseigneur connaissait sa théologie morale et il préféra fuir la tentation de commettre un faux témoignage sous la foi du serment. Reste l'omission, nous dira-t-on. C'est bien vrai, mais le parjure formel eut été le comble de l'abomination pour un évêque ".

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, <http://www.aboc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCora11.htm>

20/10/99

AAARGH

[| Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

[| Partie 1](#) | [Partie 11](#) | [Partie 12](#) | [Partie 13](#) | [Partie 14](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR

UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 12

Sixième section

Le Procès de 1953

I

Justice sereine ou raison d'Etat?

Après la guerre, certains SS ayant appartenu au régiment *Der Führer* furent retrouvés. Leur procès débuta le 12 janvier 1953, soit près de neuf ans après les faits. Il dura un mois. A cette époque, le drame d'Oradour demeurait fort enténébré. Dès lors, on était en droit d'espérer que la lumière jaillirait des audiences. Bien au contraire, nous allons montrer que tout, dans le procès, de l'instruction au verdict, trahit une volonté d'occulter la vérité.

Les officiers curieusement absents du banc des accusés

Soixante-cinq anciens SS furent jugés. Toutefois, quarante-quatre d'entre eux, alors "en fuite", le furent par contumace (1). Parmi les vingt et un autres figuraient quatorze Alsaciens.

Quels avaient été les grades des accusés présents physiquement au procès ? L'un d'entre eux, un Allemand, avait été adjudant ; deux autres (un Allemand et un Alsacien), sergents et un quatrième (Allemand) caporal (2). Parmi les dix-sept restants, on ne comptait que de simples soldats. Par conséquent, aucun officier ne comparut devant les juges de Bordeaux; fait d'autant plus surprenant que, en 1953, le général Lammerding, le capitaine Kahn, le colonel Stadler et le lieutenant Barth, tous qualifiés de responsables, étaient encore en vie.

Aujourd'hui, les tenants de la thèse officielle refusent de considérer cette absence comme le résultat d'une machination ourdie par les organisateurs du procès pour étouffer la vérité. En guise de preuve, ils rappellent que, durant les audiences, accusateurs, accusés et défenseurs ne cessèrent de réclamer la comparution des gradés. Le 31 janvier 1953, ainsi, après avoir entendu la déposition de Mme

Rouffanche, un prévenu, F. Pfeufer, lança :

[...] quand j'ai appris plus tard ce qui est arrivé aux femmes et aux enfants, j'en ai été indigné et troublé et j'ai compris que ces officiers avaient dépassé vulgairement l'autorité qu'ils avaient.

J'en ai honte pour eux et surtout du fait qu'ils n'ont pas le courage d'être ici pour en rendre compte aujourd'hui (3).

Quatre jours plus tard, l'avocat général, le lieutenant-colonel Gardon, reprocha au capitaine Kahn de ne pas s'être livré à la justice.

Je m'adresse [dit-il] à la presse qui a la noble mission d'informer l'opinion et la convie à démasquer et à faire connaître ce monstre. S'il se trouve un seul homme au monde et un seul gouvernement pour lui donner asile, il est à craindre que tous les efforts faits depuis 1945 pour faire régner la primauté du Droit l'aient été en vain (4).

Le 11 février, enfin, alors que le procès s'achevait, le président du tribunal, M. Nussy Saint-Saëns, déclara :

J'ai fait le nécessaire pour que l'on recherche tous les officiers responsables du massacre et pour les déférer devant la justice (5).

C'est là, disent les tenants de la thèse officielle, une preuve incontestable d'honnêteté. Peut-être mais bien tardive.

Nous allons démontrer que la crédibilité du procès n'en est pas sauvée pour autant.

Les lacunes de l'instruction

Le procès de Bordeaux ayant débuté neuf ans après les faits, les officiers instructeurs avaient disposé d'environ cent mois pour instruire l'affaire. Or, malgré ce délai extrêmement long, leur travail fut lacunaire. A l'audience du 29 janvier 1953, par exemple, le docteur Bapt, qui avait dirigé les opérations de sauvetage à Oradour, déclara n'avoir jamais été entendu avant ce jour (6). Le lendemain, la presse révéla que, "chaque jour", "une lettre parv[enait] au tribunal signalant l'existence d'un nouveau rescapé ignoré jusqu'à maintenant (7)".

On apprit également que le dossier de l'accusé Boos avait "partiellement disparu" (8).

Dans son compte rendu d'audience paru le 31 janvier, le correspondant du Monde parla des "incroyables lacunes d'une instruction de huit ans" (*Id.*). Ce dernier avait sans doute été frappé par les propos de Nussy Saint-Saëns qui, trois jours seulement après l'ouverture du procès, s'était écrié :

Si le code de justice militaire m'avait donné le pouvoir que le code d'instruction criminelle donne à un président de cour d'assises, j'aurais considéré comme un devoir de refaire toute l'information depuis A jusqu'à Z. Et c'est moi qui l'aurais faite ! Nous nous emploierons cependant très probablement à faire la lumière au cours de cette audience. Nous saurons toute la vérité, l'intégrale vérité, sans rien cacher sur l'affaire d'Oradour-sur-Glane (9).

Ces paroles trop lénifiantes suffiraient déjà à éveiller nos soupçons. En effet, on ne peut admettre qu'en neuf ans de recherches (qui auraient pu donner lieu à de multiples confrontations, reconstitutions et analyses d'experts) les instructeurs n'aient pas réussi à éclairer le drame d'Oradour. Il faut croire qu'en haut lieu des ordres avaient été donnés pour qu'aucune découverte compromettante ne soit réalisée.

Revenons au président du tribunal. Celui-ci promet la vérité au pays. Était-il sincère ou désirait-il uniquement jeter de la poudre aux yeux? Pour trancher la question, examinons les comptes rendus d'audience.

La déclaration préliminaire du président

Avant même que la première audience n'ait été déclarée ouverte, M. Nussy Saint-Saëns affirma :

Le véritable procès que nous jugeons ici est et demeure celui de l'hitlérisme (10).

Or, en 1953, il y avait sept ans que, par le biais des condamnations à mort prononcées à Nuremberg contre les principaux dignitaires du III^e Reich, le national-socialisme avait été condamné. De plus, comment prétendre porter un jugement objectif sur une idéologie qui embrassa des domaines aussi divers que la science, l'économie, l'éducation, la géopolitique ou l'art, en ne s'intéressant qu'à l'action d'une compagnie dans un espace et un temps limités ? A-t-on jamais condamné le communisme sur ses massacres (Katyn, Hongrie, Cambodge...) ? ou la démocratie américaine sur ses exactions (Oradour vietnamien de My Lai, génocide irakien...) ?

En vérité, les propos du président démontraient le caractère politique du procès qui allait s'ouvrir. Or, point n'est besoin d'être grand juriste pour savoir que jamais vérité ne ressortit de telles instances (11). A Bordeaux, celle-ci fut étouffée de différentes manières : on évita de s'intéresser aux détails techniques; on ne releva guère les contradictions dans les dépositions et, à la place, on parla d'autre chose.

Digressions superfétatoires

Nussy-Saint-Saëns disposait d'un mois pour réaliser un travail que les enquêteurs n'avaient pas mené à bien en cent mois. Par conséquent, toutes les audiences auraient dû être consacrées à l'étude des faits survenus les 9 et 10 juin à Oradour. Or, il n'en fut rien.

Développements sur la vie des accusés

Dès les premières audiences, la vie de certains accusés fut longuement exposée. Le 16 janvier, ainsi, le public put tout apprendre sur l'itinéraire de l'accusé Lenz : né en 1914, très tôt orphelin de mère, quitte l'école à quatorze ans, devient jardinier, puis chômeur. Entre chez les Casques d'acier en 1933, incorporé en 1935, s'engage dans l'aviation, participe aux opérations dans les Sudètes en 1938. Engagé sur le front russe en 1942, il est recruté en 1943 par la Waffen-SS qui manque d'hommes (12). Autant de détails qui, si intéressants soient-ils pour l'historien, ne contribuaient guère à l'établissement de la vérité sur Oradour.

Dans les jours qui suivirent, la vie des autres accusés fut également disséquée, plus ou moins longuement suivant les personnes. Dans la majorité des cas, cette dissection n'avait qu'un objectif : démontrer que les accusés s'étaient retrouvés dans la Waffen-SS non par idéal, mais sous la pression

des événements ou pour de basses raisons matérielles. L'Alsacien Paul Graff, par exemple, aurait été incorporé de force car sa taille, ses yeux et ses cheveux lui faisaient incarner, selon les recruteurs, "le type même du pur Aryen"¹³. Son compatriote Albert Daul, qui était "perméable aux propagandes", aurait subi l'influence d'un camarade (*Ibid.*, col. C). Louis Hoehlinger s'était retrouvé bloqué à Strasbourg suite à l'annexion, en 1940, de l'Alsace. Contraint d'entrer dans la SS, il aurait tenté de désertre le 26 juin et, après avoir été repris, y serait parvenu quatre jours plus tard¹⁴. Busch aurait été poussé par son père à entrer dans les Jeunesses hitlériennes. Ce dernier était lui-même entré dans les SA pour toucher des allocations familiales. Il avait contraint son fils "pour ne pas avoir d'histoires avec l'occupant qui était le plus fort". C'est ainsi que Busch devait, plus tard, devenir SS, avant de désertre le 1er juillet 1944 (*Ibid.*, rubrique "Dernières nouvelles"). Quant aux Allemands, deux exemples suffiront: Blaeschke déclara être devenu SS "avec espoir d'entrer dans la police" (15). Boehme, quant à lui, prétendit n'avoir jamais été volontaire ; des recruteurs seraient venus le chercher dans le camp où il travaillait (*Ibid.*, col. D).

Aujourd'hui, on reste stupéfait en pensant que de tels hommes auraient contribué à former une armée tant redoutée sur tous les fronts. En vérité, les juges de Bordeaux semblent avoir reçu l'ordre de forger une image négative de la Waffen-SS. Une telle manoeuvre de propagande servait l'intérêt des vainqueurs de 1945 mais pas du tout celui de la vérité.

Longs exposés sur la vie en Alsace-Lorraine occupée

Outre la vie des accusés, le destin de l'Alsace-Lorraine annexée fut largement évoqué durant les audiences. C'est ainsi que toute la journée du 31 janvier fut occupée à l'audition de MM. Georges Clément, Emile Cremer, Joseph Ray, Richard et Albert Martin. Tous racontèrent ce que le journaliste appela "le martyre de l'Alsace" (16). G. Clément dressa un historique des initiatives du Gauleiter Wagner : 1941, décret du STO ; 1942, recrutement (sans grand succès) de SA alsaciens ; août 1942, instauration de la conscription militaire pour les classes 1920-1924. Il évoqua la répression menée contre ceux qui se rebellaient (exécution capitale, internement...). Albert Martin se présenta comme un ancien incorporé de force dans la SS. Il expliqua qu'à l'époque "fuir était pratiquement impossible" (*Ibid.*, col. D). Pour ne pas devenir SS, une seule solution se présentait : se porter volontaire pour entrer dans la Luftwaffe ou dans la marine. Mais ses professeurs, invoquant l'effet qu'une telle initiative aurait après la guerre, l'en avaient dissuadé. C'est ainsi qu'il était devenu SS.

Dans les jours qui suivirent, d'autres témoins évoquèrent les années d'annexion. Un député du Haut-Rhin, ancien incorporé de force, évoqua les menaces qui pesaient sur la famille de celui qui désobéissait (17). L'ancien préfet du Bas-Rhin en 1945 déclara : "Ceux qui fuyaient signaient l'arrêt de mort de leurs parents"¹⁸. Le 4 février, une Alsacienne, qui avait perdu un frère et une soeur dans la tragédie d'Oradour, évoqua de nouveau le drame des incorporés de force ; l'internement au camp de Schirmeck des fuyards qui étaient repris et des parents de ceux qui réussissaient leur tentative.

Lorsque j'ai appris [dit-elle] qu'il y avait eu à Oradour des incorporés de force, j'en ai été profondément peinée, mais ma plus profonde réaction a été de les plaindre. Ils sont eux aussi des victimes du régime hitlérien, et je ne peux les considérer comme des responsables du crime (19).

Evocation d'autres "crimes" commis par la division Das Reich

Mais Oradour ne fut pas l'unique "crime" abordé lors des audiences. Le 16 janvier, Nussy-Saint-Saëns déclara que le trajet emprunté par la troisième compagnie du régiment *Der Führer* pour rejoindre le front de Normandie "se tradui[sait] par une traînée de sang" (20). Un journaliste écrit :

"Nous avons des meurtres à Gourdon", précise le président qui indique ensuite qu'une bicyclette volée dans cette ville sera retrouvée à Nieul, où la compagnie a cantonné. Il y a des exécutions sommaires de maquisards. En Dordogne, à Carlux et à Peyrilhac, notamment, des meurtres ont été commis et des incendies allumés [*Id.*].

Le lendemain, l'accusé Pfeufer affirma (21) que "de temps en temps, une colonne partait vers le Lot ou le Lot-et-Garonne pour mettre à feu et à sang quelques localités".

C'est ainsi que furent évoqués les événements de Frayssinet-le-Gélat (Lot) où, le 21 mai 1944 selon l'histoire officielle, un coup de feu aurait été tiré sur les SS de la troisième compagnie qui passaient dans le village, tuant un grenadier. En guise de représailles, ces derniers auraient pendu trois femmes et fusillé deux hommes (22). Dès le 15 janvier, Lenz fut questionné sur cette affaire (23). Puis ce fut au tour d'A. Daul (le 19 janvier) (24), d'A. Spaeth (le 20 janvier) (25), de L. Prestel et de W. Boehme (le 21 janvier) (26). Les réponses que firent les accusés à ces occasions n'apportèrent rien de nouveau. Mais, pendant que l'on glosait sur la mort -- certes regrettable -- de ces cinq civils français, le "massacre" d'Oradour n'était toujours pas abordé.

Ce bref exposé démontre qu'à Bordeaux, et dès le début du procès, le drame d'Oradour ne fut pas l'unique objet des débats.

Aujourd'hui, comment nier que toutes ces digressions eurent pour objectifs:

-- de ternir une nouvelle fois le blason du national-socialisme (présentation de la Waffen-SS comme un assemblage hétéroclite d'hommes contraints de s'engager, d'Allemands opportunistes et de sadiques (les volontaires et les gradés) ; description complaisante du "martyre" de l'Alsace-Lorraine annexée, offrant par là un exemple sensible de la réduction en esclavage des nations vaincues par l'Allemagne nationale-socialiste ;

-- de perdre du temps afin de pouvoir ensuite éluder les questions gênantes sur les événements d'Oradour ;

-- de mettre l'accent sur les (prétendus) crimes antérieurs de la division Das Reich afin que le public, persuadé qu'Oradour s'inscrivait dans une suite logique de massacres, admette sans discussion la version officielle des faits (27).

Certes, on objectera que toutes ces considérations sur la vie des inculpés (enfance, conditions d'entrée dans la SS, tentatives de désertion...) étaient importantes d'un point de vue juridique parce qu'elles constituaient autant de circonstances atténuantes qui pèseraient sur le verdict final. Peut-être, mais, auparavant, une question devait impérativement recevoir une réponse : y avait-il réellement eu crime ? Et c'est seulement en cas de réponse positive que le problème des circonstances atténuantes aurait dû être abordé.

Refus d'étudier la matérialité du crime

Or, jamais, à Bordeaux, la matérialité du crime ne fut sérieusement étudiée. Un fait, d'ailleurs, reste, à ce sujet, extrêmement révélateur: M. Brouillaud, alors président de l'Association nationale des victimes d'Oradour, assura Nussy Saint-Saëns que "si un transport de justice se faisait à Oradour-sur-Glane, il n'y aurait à craindre aucune manifestation..." (28) (audience du 17 janvier 1953).

C'était affirmer qu'une reconstitution du crime était possible. Celle-ci aurait été nécessaire afin, notamment, de contrôler les allégations de Mme Rouffanche concernant sa fuite par le vitrail. Or, le tribunal n'en profita pas. Pourtant, une telle reconstitution aurait été facilitée par l'état du bourg qui, dit-on, n'avait subi aucune modification depuis le soir du 10 juin 1944.

En réalité, le fait que les juges de Bordeaux n'aient pas commencé par le commencement, c'est-à-dire par l'étude matérielle du crime, et que les accusés n'aient pas protesté, démontre que le procès d'Oradour était truqué, dès le départ. Plusieurs éléments, d'ailleurs, viennent le confirmer. Ils font l'objet du prochain chapitre.

II

Un procès truqué

Rumeurs accusant le tribunal de "noyer le poisson"

Dès la première semaine d'audience, des bruits circulèrent selon lesquels le tribunal prolongeait inutilement les débats "pour "noyer le poisson"" et obéir à une "mystérieuse consigne" (1). Ces rumeurs démontrent que, malgré le conditionnement du public, tous n'étaient pas dupes.

Les juges acceptent les témoignages les plus délirants

D'après l'histoire officielle, seul un écolier d'Oradour survécut au drame. Il s'agit d'un réfugié lorrain, appelé Roger Godfrin. Celui-ci fréquentait l'école aménagée spécialement pour les enfants dont les parents étaient venus à Oradour du fait de la guerre. En 1944, P. Poitevin écrivit :

Dès qu'il entendit à l'entrée de la classe un Allemand demander que les enfants soient amenés sur la place, le petit Roger Godfrin, âgé de huit ans, disparut derrière ses camarades. Se faufilant dans la classe enfantine, il sortit seul par une porte dérobée et personne ne remarqua sa fuite.

Une fois dehors, il se cacha dans un carré de salades et, dès qu'il voyait une sentinelle s'éloigner, il rampait de quelques mètres, cherchant, sans bruit, à fuir le plus loin possible.

A un certain moment, croyant avoir été aperçu, il fit longtemps "le mort" pour reprendre aussitôt sa marche à cache-cache.

Arrivé à la Glane, il n'hésita pas à se jeter dans la rivière, peu profonde à cet endroit, et à la traverser.

Sur l'autre rive, il aborda un pré dont l'herbe n'était pas coupée. Il put ainsi se dissimuler plus facilement et gagner les bois voisins. Il était sauvé !

-- "Ah ! non, en Lorraine on les connaît trop, ces sales boches, pour se fier à eux", nous dira ce courageux petit gars (2).

Plus évasifs, MM. Pauchou et Masfrand écrivirent :

<http://www.avoc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCora12.mmm>

20/10/99

un jeune élève d'origine lorraine, Roger Godfrin, qui, avisant un de ses petits camarades, lui dit : "Ce sont les Allemands, je les connais, ils vont nous faire du mal, je vais tenter de me sauver". Il s'échappa effectivement par le jardin situé derrière l'école, se dissimula parmi les massifs de verdure et disparut dans les bois (3).

En 1953, R. Godfrin vint témoigner à Bordeaux. Devant les juges, il raconta sa fuite hors du village. Mais, en quelques années, celle-ci s'était transformée en une odyssée rocambolesque. Voici ce qu'on peut lire dans les sténotypies du procès :

Nous [les élèves] sommes allés dans la cour de récréation de l'école. Il y avait un chemin. Dans ma course, je perdus un soulier. Je n'ai pas retourné : il y avait tant d'Allemands, et des brutes pareilles n'auraient pas hésité à tirer sur moi. J'ai fait cent mètres à peu près [...].

Je suis venu ensuite près de la route des Bordes. Je me penchai sur la palissade qui bordait la route, et je vis un Allemand. L'Allemand a tiré sur moi. Par un hasard..., je ne comprends pas..., je me suis laissé tomber. L'Allemand est venu aussitôt près de moi... je faisais le mort [...].

Il m'a donné des coups de pied dans les reins... j'ai juré de dire la vérité, n'est-ce pas ? Bon... [...]. J'attendis que l'Allemand soit parti. Je me suis relevé, j'ai pris le chemin qui conduisait au cimetière. Je me suis rappelé la parole de ma mère : "Si tu vois le Boche, va te cacher dans le bois qui est derrière le cimetière".

Alors, je suis arrivé à 25 mètres de la porte du cimetière. Je courais pour aller me mettre derrière le cimetière. J'entends siffler. Je me suis subitement arrêté, et j'ai vu deux Allemands qui étaient derrière les deux colonnes de la porte. Ils se sont rejoints au milieu et m'ont fait signe de repartir. Ils n'ont pas tiré sur moi, mais, en outre, ils se sont revanchés sur M. Poutaraud qui passait sur le même chemin.

Alors, en vitesse, j'ai rebroussé chemin et j'ai trouvé M. Thomas, qui était le patron de mon père et boulanger de sa profession. Je suis allé me cacher derrière une haie. Il y avait Mme Octavie, sa nièce et moi [...]. Il doit s'en souvenir, n'est-ce pas, M. Graff? [Graff, d'après l'histoire officielle, aurait fait partie du groupe de trois SS qui tuèrent M. Thomas ainsi que les deux femmes]. Graff aurait bien tiré sur moi, mais ma petite taille ne lui permettait pas beaucoup [...].

Alors, je suis parti. J'étais tellement effrayé que je courais n'importe où. Je suis arrivé à proximité de la route des Bordes. Là, il y avait un petit jardin et, au fond de ce jardin, il y avait une cabane (vous savez, où les jardiniers mettent leurs outils), et j'ai vu une chenillette qui s'avancait vers moi. La chenillette s'est arrêtée ; un Allemand est venu, a ouvert la porte, n'a vu personne. Il a contourné la petite baraque, j'ai contourné avec, mais heureusement, ceux qui étaient sur la route des Bordes ne m'ont pas aperçu, autrement, encore une fois, c'était la mort.

Ensuite, quand l'Allemand est remonté dans la chenillette et que la chenillette est partie, je suis parti moi aussi.

C'était au mois de juin ; au mois de juin il y a du blé, il y a des [mot illisible] ; je me suis caché dans un champ de [mot illisible], et je pensais que mes parents rassemblés sur le Champ de Foire devaient s'inquiéter de moi, devaient m'appeler ; comme ils voyaient que je n'étais pas là, ils pleuraient en silence, comme beaucoup le faisaient.

Alors, à Oradour, naturellement, les Allemands comme les Alsaciens, se faisaient des signaux. C'est alors que j'ai vu une espèce de balle enflammée qui montait en l'air [...]. C'étaient des signaux. Alors, effrayé par cette balle, je me suis enfui.

C'est alors la fameuse course qui s'est produite : six Allemands, deux par deux (ils étaient toujours deux par deux)... J'étais dans des herbes plus hautes que moi ; ils tiraient sur moi, ils ne m'ont pas eu, heureusement. Alors, un petit chien, qui était effrayé lui aussi, courait en direction de la Glane. Je ne savais pas que c'était la Glane : je courais, éperdu : j'étais tellement effrayé !... Les Allemands tiraient toujours sur moi. Je suis arrivé devant la Glane. Si j'hésitais à sauter dans la Glane, les autres m'attrapaient, n'est-ce pas ? Alors, je suis plongé dans la Glane, et le petit chien est resté de l'autre côté. Moi, je suis monté, il y avait un grand chêne, je me suis planqué derrière ; et par la rage que les Alsaciens avaient eue au coeur de ne pas m'avoir eu, ils ont tué le petit chien (4).

Nous ne nous attarderons pas à démontrer le caractère extravagant de ce récit. R. Godfrin avait huit ans le 10 juin 1944 et on peut admettre sans peine, chez cet adolescent de dix-sept ans au moment du procès, une tendance naturelle à la fabulation. La réaction du président du tribunal, après cette déposition, n'est pas moins étonnante et révélatrice : il félicita le jeune homme en disant :

Tu vas pouvoir te retirer, et je te dis au nom de tous mes assesseurs, qui sont des officiers, et ils ont tous des décorations qui montrent qu'ils ont bien fait leur devoir ; eh bien, quand on a fait preuve de telles qualités et de tant de courage, on se doit d'être un bon soldat pour la France et pour son pays [Ibid., p. 8].

Cette initiative, très surprenante, semblerait prouver qu'à Bordeaux les magis-trats avaient ordre de tout accepter des témoins à charge, même les récits les plus délirants. Mais il y a plus grave.

Les prévenus -- et leurs avocats -- jouent le jeu de l'accusation

Si l'on excepte les premières questions de droit qu'il fallut résoudre, le procès de Bordeaux débuta par l'interrogatoire des prévenus. Dans ses différents comptes rendus d'audience, le correspondant du *Monde* fit des remarques très intéressantes. Le 18 janvier 1953, alors que l'audition des anciens SS venait à peine de commencer, il écrivit :

M. Nussy-Saint-Saëns [...] n'obtient [des inculpés] que des réponses de ton égal. Les attitudes restent désespérément les mêmes. Déférentes, dociles, passives. On sent qu'un mur s'est formé, un mur d'inertie bien bâti sur une défense apprise par coeur (5).

Le surlendemain, après avoir remarqué que Daul avait raconté sa version des faits "comme un potache [aurait] ânonné] une page d'histoire" (6), ce même journaliste poursuivit :

L'affaire d'Oradour ne paraît plus être à leurs yeux que le texte d'une leçon plus ou moins bien apprise [Id.].

A. Lohner et le vieillard

Ces affirmations (qui ne furent jamais démenties malgré leur sévérité) semblent démontrer qu'à Bordeaux les prévenus ne disaient pas la vérité mais récitèrent une leçon. Naturellement, les autorités prétendirent que les anciens SS s'étaient rencontrés avant les débats pour échauffer, ensemble, une version des faits qui atténue leur responsabilité (7). Cette accusation, bien qu'elle ait été rejetée par les prévenus (8), renferme probablement une certaine part de vérité. Rappelons, en effet, le cas d'A. Lohner qui, au cours de l'instruction, modifia sensiblement ses déclarations afin de présenter une version des faits qui lui fût favorable. En 1945, il avait déclaré :

[Après le drame] Un vieillard qui s'était attardé à Oradour a été interpellé par Len[z]. J'ai dû lui demander ce qu'il faisait là et comment il avait pu s'échapper. Il a expliqué qu'il s'était caché dans son jardin, que son fils travaillait à Limoges pour le compte des Allemands. Len[z] m'a ordonné de le reconduire hors d'Oradour en contournant le pays. Je lui ai donné un pain militaire que j'ai tiré d'un camion et lui ai conseillé de ne plus revenir dans la commune avant notre départ et celui de notre troupe de cette région (9).

Deux ans plus tard, voici comment A. Lohner raconta cette même anecdote (voy. le procès-verbal d'interrogatoire du 26 août 1947) :

[...] notre troupe a rencontré un vieillard de 65 à 70 ans, que Lenz a interpellé. Sur l'ordre de Lenz, j'ai demandé à ce vieillard d'où il venait et ce qu'il faisait là. Ce vieillard a déclaré qu'il s'était caché dans son jardin et il a expliqué que son fils travaillait à Limoges dans une usine, pour le compte des Allemands. Je suppose qu'il a dit ceci parce qu'il avait peur. Le Rottenführer Goerke voulait le tuer, mais j'ai insisté pour qu'on laisse la vie sauve à ce vieillard et Lenz a accepté. Il m'a donné l'ordre de le conduire hors du village et de le renvoyer à travers les prés.

Dans sa version de 1947, ainsi, A. Lohner prétendait avoir sauvé la vie du vieillard qu'un SS (nullement cité en 1945) voulait tuer. Nous trouvons là un cas typique d'inculpé qui cherche à diminuer sa culpabilité en revendiquant une bonne action.

On aurait tort, toutefois, de croire que ces variations eurent simplement comme objectif une dilution des responsabilités. En réalité, l'étude des différents procès-verbaux d'interrogatoires démontre que les prévenus modifièrent leurs déclarations dans le sens, notamment, d'une meilleure concordance avec la version officielle des événements. A l'appui de cette affirmation, nous citerons trois exemples.

L. Hoehlinger perd la mémoire

Le 14 décembre 1944, L. Hoehlinger fut entendu par le commissaire Arnet (de la police judiciaire française). Par trois fois, il mentionna le cas du commandant Kämpfe :

Dans le courant de la matinée du samedi 10 juin, le bruit a[va]it couru parmi les camarades de compagnie que le chef du 3ème bataillon avait été enlevé et que "ça allait barder" (10).

Ledit samedi après-midi, nous avons été mis en route, toute la compagnie, sans savoir la direction que nous prendrions. Mais il avait été répété qu'il fallait rechercher le chef du

3ème bataillon enlevé dans des circonstances que j'ignore [*Ibid.*, p. 2].

Au départ de Saint-Junien pour aller à Oradour, on nous a fait croire que dans cette dernière localité le commandant du 3ème bataillon [...] avait été enlevé par le maquis, mais j'ignore si ce fait est exact, et s'il ne s'agissait pas plutôt d'un prétexte qu'autre chose [*Ibid.*, p. 3].

Bien que le doute transparaisse dans la dernière mention du cas Kämpfe, le propos était clair : au départ de Saint-Junien, les SS avaient été informés que leur mission consisterait à délivrer un commandant allemand fait prisonnier.

Or, le 27 juillet 1946, L. Hoehlinger fut entendu sur ordre de la commission d'instruction de Bordeaux. A la question : "Que savez-vous des causes du massacre ?", il répondit :

Rien. Monsieur Arnet [...] m'avait dit qu'il existait deux Oradour, que dans l'autre Oradour un officier allemand avait été enlevé et que c'était par mesure de représailles qu'Oradour avait été massacré (11).

Le mensonge est net: l'inculpé prétendait n'avoir rien su des causes du drame avant que M. Arnet ne lui relate le cas d'un officier allemand qui aurait été fait prisonnier à Oradour-sur-Vayres. Pourtant, la simple lecture du procès-verbal rédigé deux ans plus tôt démontre que, dès le 10 juin 1944, L. Hoehlinger avait appris qu'un commandant SS était retenu à Oradour-sur-Glane. Il semble que l'inculpé fut invité à "oublier" ce qui s'était dit, ce 10 juin 1944, au départ de Saint-Junien, afin de fournir un récit concordant avec la version française (version d'après laquelle aucun lien n'existait entre l'enlèvement de Kämpfe et la venue des SS à Oradour).

La citation tronquée de A. Lohner

Autre exemple : nous avons vu qu'en 1945 l'inculpé A. Lohner avait déclaré s'être trouvé, à Oradour-sur-Glane, posté :

face à l'église, en contrebas, sur la route, pour veiller à ce que personne ne s'échappe, cela même au moment où les hommes avaient tenté de s'échapper par les vitraux (12).

Ces propos, avons-nous écrit, confirmaient que des résistants s'étaient bel et bien trouvés dans l'église et avaient tenté de fuir par les issues de la façade est. Or, plus jamais l'inculpé ne mentionna cet épisode. Lorsque l'acte d'inculpation fut lu au début du procès de Bordeaux, A. Lohner put entendre qu'il avait reconnu :

avoir fait le guet autour de l'église pour que personne ne s'échappe pas [sic] par les vitraux [...] [p. 18].

Cette phrase était terriblement accusatrice, car elle présentait Lohner comme un monstre qui se serait rendu complice d'un abominable crime en empêchant les femmes et les enfants de fuir la fournaise. Or, ni lui, ni son défenseur ne précisèrent que, dans le procès-verbal d'interrogatoire, il s'agissait d'hommes.

Travestissement des faits

Rappelons enfin qu'au procès de Bordeaux les prévenus (excepté K. Lenz) furent unanimes pour affirmer que l'ordre de fusiller les hommes avait été donné par le tir d'une arme (pistolet ou arme automatique). Or, cette version -- qui servait l'accusation puisqu'elle permettait d'occulter l'explosion énigmatique ayant précédé les fusillades dans les granges -- cette version, disions-nous, est aujourd'hui abandonnée. Les autorités officielles admettent que le massacre débuta par une "détonation". Le fait que tous les anciens SS aient raconté le même récit mensonger, un récit qui, de plus, servait l'Histoire officielle, prouve que ceux-ci -- et leurs avocats -- choisirent de jouer le jeu de l'accusation.

Contrairement à ce qu'on peut croire, cette tactique n'était pas nouvelle. Depuis 1945, elle avait été adoptée par tous les inculpés traduits en justice pour crime de guerre ou crime contre l'humanité. Le professeur R. Faurisson affirme que les chambres à gaz homicides dans les camps nationaux-socialistes n'ont pas existé et que jamais Hitler n'a voulu exterminer le peuple juif. Dans un article de synthèse paru en 1990, il a écrit :

[...] depuis 1945 et jusqu'en 1987 avec le procès Barbie, je note que pas un seul avocat n'a osé [dans une affaire de crime contre l'humanité] prendre le taureau par les cornes. Pas un n'a exigé de l'accusation qu'elle prouve la réalité du génocide et des chambres à gaz. Tous les avocats ont adopté des méthodes dilatoires. Généralement, ils ont plaidé que leur client n'avait pas été personnellement impliqué dans un tel crime : leur client, disaient-ils, n'était pas sur les lieux du crime ou bien il en était trop éloigné pour en avoir eu une connaissance claire, ou bien il en avait tout ignoré. Même Jacques Vergès a plaidé que Klaus Barbie, selon la formule consacrée, "ne pouvait pas savoir". Cette formule alambiquée signifie que, pour Me Vergès, l'extermination des juifs a eu lieu à Auschwitz ou ailleurs en Pologne mais que le lieutenant Barbie, résidant à Lyon (France), ne pouvait pas savoir.

Wilhelm Stäglich, dans son livre sur *Le Mythe d'Auschwitz*, a décrit de façon convaincante comment au procès de Francfort (1963-1965) les avocats ont ainsi renforcé l'accusation ; ils ont cautionné le mythe de l'extermination. Les motifs de ce comportement peuvent être, soit l'intime conviction chez ces avocats, comme chez certains des accusés, que ce crime abominable avait vraiment existé, soit la peur de susciter le scandale par de simples demandes d'éclaircissement sur la réalité du crime. Pour la quasi-totalité des gens, il serait blasphématoire de réclamer dans le procès d'un "nazi" le respect des règles traditionnelles ; il doit être entendu qu'un "nazi" n'est pas un homme "comme un autre" et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de le juger "comme un autre" (13)

Acceptation de la version officielle, minimisation des rôles personnels

Les constatations effectuées par R. Faurisson s'appliquent parfaitement au procès de 1953. A Bordeaux, avocats et accusés furent paralysés, soit par leur conviction personnelle, soit par la peur de susciter le scandale en demandant des éclaircissements. Aucun d'entre eux ne remit en cause la version officielle du drame véhiculée depuis 1944 par les milieux résistancialistes. Tous se contentèrent de minimiser les rôles personnels.

D'après les déclarations entendues :

-- Dagenhardt ne serait jamais allé à Oradour. Le 6 juin, en effet, il avait été muté au service de réparation des voitures. Il aurait été "versé de nouveau dans une unité combattante" plus tard, "sur le

front de Normandie" (14) ;

-- Boehme ne serait passé dans Oradour que le soir, alors que la nuit était déjà tombée. Il convoyait le major Diekmann. Lors de son passage dans le bourg, il n'aurait vu aucun cadavre ; juste "l'incendie qui commençait à s'apaiser" (15) ;

-- Ochs, qui avait été blessé lors du rassemblement des villageois (voy. plus bas), serait resté tout l'après-midi dans les camions. Il aurait simplement vu "les incendies embraser le crépuscule" (*Ibid.*, col. B) ;

-- L'infirmier qui le soigna, Blaeschke, aurait juste aperçu des groupes d'hommes s'éloigner du Champ de Foire, encadrés par des SS. Par la suite, seules des salves de mitrailleuses lui seraient parvenues aux oreilles alors qu'il soignait Ochs. Vers 17 heures, enfin, il aurait soigné l'adjudant Gnug "qui gisait près de l'église assommé par une pierre tombée du clocher rongé par le feu et ébranlé par l'explosion" (16) ;

-- Giedinger et Spaeth n'auraient pas pénétré dans le village. Tout l'après-midi, celui-ci serait resté aux alentours et aurait vu, outre l'incendie d'une ferme, le meurtre d'une jeune fille (17) ;

-- Weber, Prestel et Niess seraient, eux aussi, restés à l'extérieur du bourg, avec l'ordre de ne laisser entrer ou sortir personne (18). Tout comme Ochs, ils auraient vu, dans la soirée, l'incendie des maisons ;

-- Hoehlinger serait tout d'abord resté dans un champ, "attendant trois heures qu'on lui dise ce que l'on v[oulait] de lui" (19). Soudain, ordre lui aurait été donné de pénétrer dans le bourg (qui brûlait) et d'aider à évacuer les vaches d'une étable en feu. Par la suite, il se serait retrouvé non loin de l'église. Là, il vit, outre "des soldats qui couraient en tous sens", "une fumée épaisse sortir du portail" (*Id.*). N'ayant pas voulu s' "attarder à ce spectacle", l'inculpé serait finalement "retourné vers les camions" (*Id.*) ;

- Lenz serait, dans un premier temps, resté à la sortie nord d'Oradour. Par la suite, il aurait vu, de loin, des SS alignés en position de tir devant une grange. Lorsqu'il se serait enfin approché, tout était terminé : "J'ai vu des cadavres, j'ignorais ce qui s'était passé et j'ai été fortement ému" (20). Peu après, il aurait rencontré le capitaine Kahn qui, lui ayant reproché sa tenue négligée, aurait décidé de le punir en lui ordonnant de... grimper dans un arbre (21) ;

-- Grienberger aurait participé à deux "pelotons d'exécution" (22) ;

-- Daab aurait tout d'abord été affecté à la surveillance "des abords de la Glane". Puis, il aurait assisté, en tant que "servant de la mitrailleuse" (il tenait la bande de balles), à l'exécution d'hommes qui avaient été parqués dans le garage Desourteaux (23) ;

-- Pfeufer et Frenzel auraient eu, comme première mission, de monter la garde à la sortie nord du village. Par la suite, ordre leur aurait été donné de pénétrer dans le bourg et de former un "peloton d'exécution" devant le garage de M. Poutaraud. "J'étais tireur, au premier rang, derrière une mitrailleuse", déclara Pfeufer (24). Kahn ayant donné l'ordre de feu, ils auraient tiré vraisemblablement "à la poitrine" (*Id.*). Après la fusillade, les hommes du peloton seraient revenus à la sortie nord du village (*Id.*) ;

-- Graff aurait patrouillé, avec deux camarades (un Allemand et un Russe), autour du village. Arrivés

dans un champ, ils auraient tué deux femmes et un homme qui se cachaient derrière une haie (25). Puis, Graff serait revenu, seul, dans le village. Là, ordre lui aurait été donné de porter des fagots dans l'église. "Il y avait déjà un gros tas, dans un coin, au fond, sur la gauche [...]. [J'ai entendu] des gémissements de femmes. Cela venait de sous les fagots" (Id.). Après être ressorti, l'inculpé aurait marché jusqu'à la Glane. C'est alors que le clocher se serait effondré "dans un bruit de pierres écroulées" (Id.) (26) ;

-- Daul et Elsaesser auraient monté la garde à la sortie ouest du village (le "chemin creux") avant de revenir dans le bourg et assister à la fusillade des hommes parqués dans la remise Beaulieu. "Ils essayaient tous de sortir [dit Elsaesser]. On les voyait brandir leur carte d'identité. Mais Kahn les a repoussés de la main et a commandé le feu. La mitrailleuse s'est mise à tirer. Ils sont tombés pêle-mêle" (Ibid., col. D) (27). Peu après, Elsaesser aurait reçu l'ordre de transporter des fagots sur les cadavres puis d'incendier, avec quelques autres, une maison (Ibid., col. D-E). Par la suite, tous les deux se seraient retrouvés place de l'église. Là, ils virent des SS qui "allaient et venaient, portant de la paille" (Ibid., col. C). Daul ayant reçu l'ordre de ne pas abandonner sa mitrailleuse, les deux prévenus n'auraient pas participé à cette besogne (Id.). Puis, prétend Elsaesser : "[Boos] remit à Kahn une charge d'explosifs et Kahn retourna seul dans la nef. On le vit ressortir en courant, et soudain l'église d'Oradour-sur-Glane commença à brûler" (Ibid., col. D) (28). Elsaesser aurait terminé sa journée juché dans un arbre afin de surveiller d'hypothétiques mouvements du maquis" (Id.) ;

-- Lohner, après avoir servi d'interprète sur la place du village, aurait fait partie du "peloton d'exécution" qui tua les hommes regroupés dans le chai Denis (29). Après avoir porté de la paille et des fagots sur les cadavres, il serait arrivé place de l'église. Là, ordre lui aurait été donné de transporter à nouveau de la paille et des fagots à l'intérieur du sanctuaire. "A deux reprises, j'ai donc dû me rendre, pour prendre de la paille, dans une grange qui se trouvait sur la place. Lorsque j'allais pénétrer pour la troisième fois, j'ai aperçu deux femmes qui s'étaient cachées là. Une minute de plus et j'aurais eu le temps de les avertir, de leur dire de disparaître ; mais c'était trop tard. Boos est arrivé, m'a dépassé et, sur le seuil de la grange, a exécuté les deux femmes à bout portant" (Ibid., col. D) (30). Par la suite, plusieurs sous-officiers (dont Boos et Steger) auraient lancé des grenades incendiaires dans l'église. Lohner, quant à lui, aurait terminé sa journée en enterrant des cadavres "du côté du chemin des Bordes" (Id.) ;

-- Busch, après avoir aidé au rassemblement des villageois sur le Champ de Foire, aurait participé à l'exécution des hommes qui avaient été parqués dans le garage Desourteaux ("Kahn avait ordonné de tirer simultanément à son coup de pistolet") (31). Puis, une fois achevé le recouvrement des corps avec des fagots, il serait descendu vers l'église où il aurait été "mis en faction" (Ibid., p. 3, col. A). "Nous avons vu deux femmes qui venaient chercher leurs enfants. Nous leur avons dit de rebrousser chemin ; sans cela, elles seraient fusillées. A ce moment, le sergent Boos est arrivé sur les lieux. Il était accompagné par un autre Allemand. Ils ont amené les deux femmes dans une grange, presque aussitôt après ils en sont ressortis seuls. A ce moment, on tirait partout, notamment dans l'église" (Id. ; rappelons que jamais Busch n'a cité ce fait au cours de l'instruction) ;

Si l'on résume toutes ces données, on obtient les résultats suivants :

Nombre total de prévenus -----20 (32)-----100 %

N'auraient pas pénétré dans le village-----7-----35 %

Auraient pénétré dans le village mais n'auraient tué personne-----3-----15 %

Auraient été membres de "pelotons d'exécution"----6----30 %

Auraient apporté des fagots dans l'église----2----10 %

Auraient vu le feu mis à l'église----4----20 %

Auraient entendu la fusillade dans l'église----1----5 %

Auraient participé à la fusillade dans l'église----0----0 %

Afin de mieux apprécier ces chiffres, rappelons que, selon l'histoire officielle admise à Bordeaux, les SS auraient tué les femmes et les enfants en les mitraillant puis en les brûlant au point d'en réduire une majorité en cendres. Sachant que 600 kg de bois, environ, sont nécessaires pour brûler un corps et que l'incendie aurait détruit l'église du sous-sol jusqu'au toit, point n'est besoin d'être physicien pour imaginer le volume de combustible qui aurait été nécessaire à cette opération gigantesque et les efforts qu'il aurait fallu déployer pour l'allumer (33). Par conséquent, la quasi-totalité de la compagnie aurait dû être réquisitionnée non seulement pour transporter les fagots dans le lieu saint mais aussi pour le mettre à feu. Notons d'ailleurs que, dans son réquisitoire, l'avocat général déclara

En ce qui concerne le drame de l'église, j'ai la conviction que, à l'exception de quelques sentinelles, toute la compagnie y a pris une part active. Les uns en y apportant les fagots, les autres en tirant par les ouvertures et en allumant l'incendie (34).

Le procureur se fondait probablement sur les déclarations de Graff d'après lesquelles, au moment où des fagots étaient amenés dans le sanctuaire, "presque toute la compagnie se trouvait près de l'église (35)".

Or, si nous étudions le tableau ci-dessus, nous découvrons que seuls 20% des inculpés présents à Bordeaux auraient vu le feu mis à l'église. Bien plus, 10%, seulement, auraient participé au transport du bois. Quant à la fusillade, nul autre que Busch ne l'aurait entendue ; pas même Daul qui, pourtant, gardait sa mitrailleuse non loin.

Face à l'incohérence de ces chiffres, le tribunal aurait dû accuser les prévenus de mensonge et demander de nouvelles confrontations. Or, de façon extrêmement révélatrice, les juges n'en firent rien. Certes, de temps à autre, Nussy-Saint-Saëns s'offusqua des divergences trop criantes qu'il remarquait dans les déclarations des prévenus (36). Mais aucune confrontation systématique des témoignages ne fut entreprise.

On peut objecter que, face à des accusés aussi peu bavards, toute prolongation des débats eût été inutile. Pourtant, la vérité semble être ailleurs : aujourd'hui, nous restons persuadés qu'avant même l'ouverture du procès défense et accusation s'étaient mises d'accord pour ne pas remettre en cause la version officielle du drame par une étude trop scrupuleuse des faits.

Tractations préliminaires entre les prévenus et les autorités

Dès lors, le marché suivant fut très probablement conclu entre les deux parties : les accusés ne contesteraient pas la version officielle des faits. Ils se contenteraient de minimiser leur responsabilité notamment dans le drame de l'église. Pour sauvegarder la crédibilité de leurs déclarations, quelques-

uns avoueraient avoir porté des fagots dans l'église ou tiré sur des hommes. En outre, les accusés absents, à commencer par les gradés, seraient chargés de tous les crimes.

Bien que l'orchestration de l'affaire ait dû être minutieusement préparée, quelques imprévus survinrent. Par exemple, les prévenus minimisèrent si bien leur responsabilité que, le 4 février 1953, le correspondant du *Monde* écrivit avec ironie :

De l'affaire, on connaît tous les aspects, tous les détails [...]. On sait tout... Sauf le rôle joué par chacun des accusés (37).

Il était donc publiquement reconnu que les "aveux" des accusés concernant leur participation aux meurtres des hommes ou à l'incendie de l'église n'étaient pas pris au sérieux.

Quoi qu'il en soit, les accusés jouèrent parfaitement leur rôle et le procès se termina sans incident notable.

Le verdict, son application

Le verdict fut rendu le 13 février. Les accusés furent condamnés aux peines suivantes (38) :

-- Accusés allemands :

Tous les contumax (sauf Nobbe)-----La mort

Lenz-----La mort

Pfeufer-----10 ans de travaux forcés

Frenzel-----10 ans de prison

Blaeschke-----12 ans de travaux forcés

Boehme-----10 ans de travaux forcés

Daab-----12 ans de travaux forcés

Dagenhardt-----Acquitté

-- Accusés français

Boos -----La mort

Graaf-----8 ans de prison

Daul-----8 ans de travaux forcés

Elsaesser-----6 ans de prison

Hoehlinger-----6 ans de prison

<http://www.abbc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORA12.html>

28/10/99

Ochs-----5 ans de travaux forcés
 Busch-----8 ans de travaux forcés
 Lohner-----7 ans de travaux forcés
 Giedinger-----8 ans de travaux forcés
 Spaeth-----5 ans de travaux forcés
 Prestel-----6 ans de travaux forcés
 Weber-----6 ans de prison
 Niess-----5 ans de travaux forcés

On remarquera que, comme un fait exprès, la quasi-totalité des condamnations à mort avait été votée contre les absents. Peut-être le tribunal voulait-il compenser la mansuétude dont il avait fait preuve à l'égard des autres accusés...

Mais il y a plus. Ce verdict, que certains trouvèrent trop clément, ne fut pas exécuté. Albert Hyvernaud écrit:

[...] dès la rentrée parlementaire, le 17 février [1953], le gouvernement, saisi d'une demande d'amnistie [en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies] déposée par des résistants, en accepta l'urgence, pensant que c'était la seule issue au drame que vivait le pays [...].

La discussion fut menée avec une célérité exceptionnelle. Le jeudi 19 février, à 2 heures du matin, l'Assemblée votait l'amnistie par 324 voix contre 216 et une cinquantaine d'abstentions. Le Conseil de la République, revenant sur la décision de sa commission de justice qui s'était prononcée contre le projet, la votait à son tour par 114 voix contre 79 (socialistes et communistes) [...] (39).

C'est ainsi que, le 21 février, tous les Alsaciens (excepté Boos) quittèrent "discrètement la prison en voiture en direction de l'Alsace" (*Ibid.*, p. 72).

Quant aux six Allemands condamnés à dix ou douze ans de détention, ils bénéficièrent de "plusieurs réductions de peine [et] furent relâchés quelques mois plus tard" (40).

Au mois de septembre 1954, les deux peines capitales furent commuées en réclusion à perpétuité. Cinq ans plus tard (1959), enfin, les deux condamnés à mort retrouvèrent la liberté (41).

Une grâce occulte

Seul le néophyte pourra être surpris de la disproportion entre l'horreur du "crime" reproché aux SS et la manière dont furent traités les condamnés. Pour qui connaît les dessous de l'affaire, l'explication s'impose: en récompense de leur coopération dans l'occultation de la vérité, les accusés bénéficièrent

d'une grâce analogue à la grâce régaliennne du chef de l'État. C'est ainsi que le verdict ne fut pas exécuté et que tous les anciens SS furent libérés le plus rapidement possible.

Dans un article publié en 1992, d'ailleurs, Carl-Georg Witte affirma que cette "grâce occulte" avait été promise avant même le début du procès:

Il était convenu [entre la France et la RFA] qu'aucun des jugements rendus dans le procès à grand spectacle ne pouvait être exécuté [...] (42).

Trois ans plus tard, un autre auteur allemand alléguait, lui aussi, l'existence de cet accord:

Entre la France et l'Allemagne, il fut convenu que les jugements rendus dans le procès [...] ne seraient pas exécutés et tous les condamnés [...] seraient bientôt libérés (43).

Un fait majeur corrobore l'existence de cet accord. C'est l'absence des officiers au procès de Bordeaux.

L'absence des officiers au procès de Bordeaux

Raisons expliquant cette absence

Nous avons vu qu'en 1953 plusieurs d'entre eux (et non des moindres) étaient encore en vie. Comment, dès lors, expliquer leur non-comparution ? La réponse à cette question est simple: le "massacre" d'Oradour ayant été qualifié de "plus monstrueux crime de la guerre" (44), tout officier ou sous-officier assis sur le banc des accusés ne pouvait échapper à une condamnation à mort ; en outre, cette condamnation aurait dû être exécutée sous peine de provoquer un tollé général et de révéler l'imposture. Par conséquent, la grâce occulte dont bénéficièrent les subalternes n'aurait pu être consentie au commandement. Or, les autorités n'étaient pas naïves au point de croire qu'un officier ou qu'un sous-officier aurait accepté d'être condamné à mort dans un vrai procès puis exécuté sans avoir, auparavant, clamé haut et fort la vérité. A ce sujet, rappelons le cas de Kaltenbrunner (ancien chef de l'Office supérieur pour la sécurité du Reich [RSHA]) qui, à Nuremberg, déclara:

Le colonel responsable de la prison londonienne dans laquelle je me trouvais m'a dit qu'on allait me pendre de toute façon, quelle que soit l'issue. Comme j'en ai pleinement conscience, tout ce que je veux, c'est éclaircir des choses fondamentales qui ne vont pas ici (45).

Dès lors, une seule solution s'offrait: oeuvrer pour qu'aucun haut gradé ne soit jugé.

Naturellement, certains nous rappelleront que, le 11 février 1953, Nussy-Saint-Saëns déclara: "J'ai fait le nécessaire pour que l'on recherche tous les officiers responsables du massacre et pour les déférer devant la justice" (46). C'est là, nous diront-ils, une preuve de la bonne foi des juges et, par conséquent, la réfutation de toutes nos thèses.

Pourtant, plusieurs faits démontrent que, malgré cette déclaration tapageuse, les autorités françaises ne désiraient pas faire comparaître les gradés.

Tout d'abord, notons que l'ordre lancé pour la recherche des officiers se révélait bien tardif. Il intervenait à la veille de la clôture des débats. Pourquoi ne pas l'avoir solennellement lancé un mois plus tôt ? Mais ce n'est pas tout.

Stadler ne fut jamais interrogé sur le drame

Le 12 février 1945, Me Schreckenber, le bâtonnier de Strasbourg qui défendait trois des accusés, produisit une lettre par laquelle il avait été informé que Stadler exerçait la profession d'électricien en Autriche, à Fohnsdorf (47). Ce document prouvait que l'ancien colonel ne se cachait point. Or, apprit-on le même jour, les autorités françaises en Autriche ne l'avaient "même pas interrogé une seule fois" (*Ibid.*, col. C). Comment expliquer une telle lacune ? Et comment expliquer que, dans les années qui suivirent, cet homme n'ait jamais été interrogé ?

La justice française refuse d'entendre Lammerding

Dans le même registre, le cas de Lammerding reste très intéressant. Dès le début, cet ancien général SS, qui, après 1945, vécut en Allemagne, fut considéré comme le principal responsable de la tragédie d'Oradour. Le 30 janvier 1953, la France formula une (bien tardive) demande d'extradition. Toutefois, nous explique-t-on, ce dernier vivait à Düsseldorf, en secteur anglais, c'est-à-dire sur un territoire où les autorités refusaient d'inscrire toute demande d'extradition de criminels de guerre (48). Après d'interminables discussions et rebondissements, le président du Conseil de l'époque promit d'évoquer cette affaire devant les ministres britanniques (49). Mais cette promesse venait le... 12 février, alors que les juges de Bordeaux délibéraient. Finalement, jamais Lammerding ne fut extradé. Ce dernier mourut paisiblement, en 1971 (50).

Aujourd'hui, les tenants de la thèse officielle se fondent sur ces péripéties juridiques pour accuser l'Angleterre d'avoir entravé l'action des juges français. Ce motif n'est cependant pas acceptable. Le 30 janvier 1953, le Foreign Office rappela que, "à sa connaissance, l'extradition du commandant de la division *Das Reich* n'a[vait] jamais été demandée, même avant 1950 (51)".

Certes, les autorités anglaises admettaient qu'"une requête française, normalement adressée à la haute commission britannique en Allemagne, aurait pu être ignorée à Londres si, comme on a des raisons de le croire, l'affaire n'a[vait] jamais été portée au niveau gouvernemental [Id.]".

Toutefois, comment croire que la France ait pu laisser se perdre, sans insister davantage, une demande d'extradition adressée contre le général responsable du "plus monstrueux crime de la guerre" ? En vérité, il semble que les autorités françaises aient rechigné à entendre les explications de Lammerding sur Oradour. Plusieurs faits, d'ailleurs, le confirment. Le 31 janvier, René Plevin révéla que l'ancien général figurait "sur les listes des criminels de guerre, non au titre d'Oradour, mais des massacres de Tulle" (52). Comment expliquer cette surprenante lacune ?

Surtout, il faut savoir que Lammerding n'a jamais refusé de s'expliquer sur cette affaire. O. Weidinger, par exemple, rappelle que, d'après :

des pièces (documents et bandes sonores) laissées par le général de division Lammerding, mort entre-temps, [...] ce dernier s'était mis personnellement à la disposition du Gouvernement allemand pour le procès de Bordeaux en 1953. Le Gouvernement, représenté par le Service de Protection juridique auprès du ministère des Affaires étrangères, déclina l'offre, cette fois, et à nouveau par la suite (53).

Ces propos sont confirmés par l'ex-général lui-même qui, dans son "testament", écrit :

Diekmann est mort. Il me revenait, à moi son supérieur, de répondre des morts d'Oradour. J'étais d'ailleurs disposé à le faire. C'était mon devoir de soldat. J'étais disposé à le faire, mais pas en France. Dans ce pays, en effet, les procès de ce genre se sont déroulés dans un climat passionnel et je pense que la justice doit, au contraire, se dérouler dans une atmosphère d'objectivité.

Il est impossible que la justice soit rendue par des personnes qui sont à la fois juge et partie. C'est ce qui s'est trop souvent passé dans beaucoup de procès relatifs aux crimes de guerre.

Me demander de me rendre devant un tribunal, c'était me demander de marcher à une mort certaine. Je serais même tenté de dire : à mon propre assassinat [...].

J'ai plusieurs fois proposé qu'un tribunal soit constitué en Suisse ou dans un pays neutre. J'étais prêt à me rendre devant ce tribunal. J'étais prêt à y être condamné si ma culpabilité avait été démontrée par une véritable enquête.

J'ai souvent déclaré qu'à ces conditions j'accepterais de paraître devant un tribunal. Mais la presse n'a jamais publié ma déclaration (54).

Les termes étaient clairs. Lammerding n'acceptait certes pas de venir comme accusé à Bordeaux, mais il acceptait de s'expliquer. Dès lors, pourquoi les juges français, qui prétendaient rechercher la vérité, n'ont-ils pas oeuvré pour obtenir sa déposition? Si, comme le prétendent certains, l'ancien général avait lui-même ordonné le massacre des femmes et des enfants (55), l'occasion de le confondre (56) et, par conséquent, de convaincre les autorités anglaises de l'extrader, aurait été excellente.

Mais il y a plus encore.

Des gradés SS relâchés avant le procès de Bordeaux

Selon Marcel Luthringer, secrétaire de l'ADEF (section de Soultz), quarante et un officiers ayant appartenu au régiment *Der Führer* furent acquittés le 19 juin 1951 par la justice française puis libérés selon l'article 93 du code de justice (57). Combien d'entre eux avaient été présents à Oradour? Nous l'ignorons, mais une réponse des autorités françaises serait fort intéressante. Parmi eux, d'ailleurs, se trouvait l'ancien lieutenant-colonel O. Weidinger. Deux ans plus tard, celui-ci demanda à être entendu par le Tribunal de Bordeaux, qui refusa. Ce refus est d'autant plus incompréhensible que, lors des audiences, les thèses d'O. Weidinger sur les causes du drame furent évoquées puis qualifiées de mensongères. Dès lors, pourquoi avoir refusé à l'ancien lieutenant-colonel le droit de répondre et de s'expliquer?

Cette volonté de ne pas juger les gradés (ce qui, avec l'obligation de les condamner à mort et l'impossibilité de réduire leur peine, aurait compromis toute la machinerie mise en place pour occulter la vérité) démontre que le procès de Bordeaux fut un procès truqué, un procès uniquement destiné à entériner une version controuvée du drame d'Oradour.

Promesse de silence et d'acceptation du jugement

Deux autres faits, enfin, confirment les tricheries de Bordeaux.

Acceptation du jugement par l'ancienne RFA

Selon l'auteur d'un article paru en 1994 dans le journal allemand *Der Freiwillige*, des informations laissent penser qu'en 1953 "le gouvernement d'alors en RFA se serait engagé à ne jamais remettre les jugements [de Bordeaux] en question" (58). Deux ans auparavant, déjà, un autre auteur, Carl-Georg Witte, avait écrit :

Il était convenu qu'aucun des jugements rendus dans le procès à grand spectacle ne pouvait être exécuté, tandis que la République fédérale d'Allemagne s'engageait à ne jamais remettre en question les constatations établies dans le jugement et à tenir secrets les documents s'y rapportant (59).

Ces informations sont capitales, car les autorités qui rendent un jugement juste et conforme à la vérité ne craignent pas qu'il soit, un jour, remis en cause.

Promesse de silence faite par les condamnés

En 1994, V. Reynouard demanda à Me Mingès l'autorisation de rencontrer les condamnés alsaciens. Ce dernier refusa ; en guise d'explication, il déclara qu'à Bordeaux les autorités avaient obtenu des anciens SS la promesse "de se faire oublier, de se retirer dans un petit coin de France et de ne jamais parler d'Oradour". L'existence d'une telle promesse de silence a été révélée par C.-G. Witte ainsi que par la *Deutsche National Zeitung* (60).

De fait, jamais, depuis 1953, les condamnés ne furent entendus lors d'une émission ou lors d'un reportage sur le drame d'Oradour. Or, si, vraiment, les SS avaient été coupables, cette promesse de silence aurait été inutile. En vérité, les autorités ont vraisemblablement craint qu'un jour l'un des condamnés ne soit contacté par des curieux qui, à force de questions, le poussent à révéler la vérité. Dès lors, la prudence exigeait d'obtenir d'eux une promesse de silence éternel.

Ainsi, aujourd'hui, le mutisme observé par les anciens membres du bataillon *Der Führer* constitue une preuve supplémentaire du mensonge régnant.

NOTES de la section 6, I, Justice sereine ou...

1 Voy. l'acte d'accusation, pp. 1-2, liste nominale commençant par Otto Kahn et se terminant par Woltmann.

2 L'adjudant s'appelait Karl Lenz, les sergents s'appelaient Wilhelm Blaeschke et Georges-René Boos, le caporal s'appelait Wilhelm Boehme.

3 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953, p. 8.

4 Voy. *Ouest-France*, 5 février 1953, p. 2, col. B.

5 Voy. *Ouest-France*, 12 janvier 1953, p. 1, col. A.

6 Voy. *Le Monde*, 30 janvier 1953, p. 5, col. D : "[...] en dépit d'une instruction qui a duré huit ans, des hommes comme M. Bapt n'ont jamais été entendus au cours de l'information".

7 Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col. B.

8 Voy. Jens Kruuse, *Oradour sur Glane*, p. 160.

9 Voy. *Le Monde*, 15 janvier 1953, rubrique "Dernières nouvelles".

10 Voy. *Le Monde*, 13 janvier 1953, p. 12.

11 Voy., par exemple, le procès Pétain. En 1948, l'historien américain William L. Langer écrit : "J'ai lu chaque mot de ce compte rendu [celui du procès Pétain] et j'ai peine à croire que quiconque, faisant de même, n'ait pas l'impression que la condamnation du Maréchal fut, au fond, un jugement politique" (voy. W. L. Langer, *Le Jeu Américain à Vichy*, Editions Plon, 1948, p. 400). Dans une excellente brochure récapitulative, le général Héring a rappelé que l'accusation s'était appuyée sur de multiples allégations reconnues fausses ou non fondées, allégations qui furent reprises dans l'arrêt final de la Cour (voy. Général Héring, *La Grande Iniquité*, Les Editions Nouvelles, 1948, 31 p.).

12 Voy. *Le Monde*, 17 janvier 1953, p. 5, col. A.

13 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. A.

14 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. A.

15 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. B.

16 Voy. *Le Monde*, 1er-2 février 1953, p. 4.

17 Voy. *Le Monde*, 3 février 1953, p. 4, col. C-D.

18 Voy. *Le Monde*, 4 février 1953, p. 4, col. A.

19 Voy. *Le Monde*, 5 février 1953, p. 4, col. A-B.

20 Voy. *Ouest-France*, 17-18 janvier 1953, p. 3, col. B.

21 Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, col. C.

22 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. D-E. Voy. aussi *Vision d'épouvante...*, p. 126. Se fondant sur les déclarations de Radio-Limoges en date du 18 septembre 1944, les auteurs prétendent que les SS auraient fusillé "une douzaine d'otages et brûlé un certain nombre d'habitations". Le massacre général n'aurait cependant pas eu lieu car "un contre-ordre [était] intervenu au dernier moment". Le fait que ces détails n'aient pas été repris à Bordeaux doit nous faire douter de leur véracité.

23 Voy. *Ouest-France*, 16 janvier 1953, p. 3, col. D.

24 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. C.

25 Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 3, col. C.

26 Voy. *Ouest-France*, 22 janvier, p. 1 col A-B et p. 3, col. B.

27 Dans leurs ouvrages, les auteurs modernes appellent également l'attention du lecteur sur les autres "massacres" commis (ou prétendument commis) par les Allemands (voy. P. Maysounave, *Plus près de la vérité...*, ch. II : "Oradour, crime unique ?" pp. 41-103 ; S. Farmer, *Arrêt sur Mémoire...*, ch. I : "Le massacre et son contexte", pp. 29-68).

28 Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, col. E.

NOTES de la section 6, II, Un procès truqué

1 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. A : "Au début de la sixième audience, samedi, le président Nussy-Saint-Saëns s'est élevé contre les bruits qui circulaient au sujet de l'affaire d'Oradour-sur-Glane. [...] on parlait d'une prolongation inutile des débats pour "noyer le poisson" et obéir à on ne sait quelle mystérieuse consigne".

2 Voy. *Dans l'Enfer...*, pp. 24-25.

3 Voy. *Vision d'épouvante...*, pp. 31-33.

4 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 28 janvier 1953, pp. 6-8. Voy. Annexes Doc. 5.3, 5.4 et 5.5.

5 Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, col. A.

6 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. D.

7 Voy. *Le Monde*, 18-19 février 1953, p. 4, col. C : le journaliste raconte l'épisode où le président du tribunal, s'adressant à l'Alsacien Lohner qui variait dans ses déclarations, lança : "Je me vois dans l'obligation de vous rappeler une scène extrêmement pénible qui s'est déroulée au commissariat de Strasbourg, où vous aviez été convoqué pour être entendu dans la présente affaire. Vous étiez là, avant de passer devant le cabinet de l'officier de police, avec plusieurs de vos co-accusés alsaciens, et tous ensemble vous avez décidé au cours d'une réunion de tromper la justice. Cela, nous le savons et nous en reparlerons". Dès le lendemain, en effet, le président revint sur cette affaire et accusa l'Alsacien Daul d'avoir "proposé à tous les autres de s'entendre pour dire d'une même voix qu'aucun d'entre eux n'avait tiré à Oradour-sur-Glane" (voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. D ; voy. aussi *Le Monde*, 25-26 janvier 1953, p. 4, col. B).

8 A. Daul contesta les faits en affirmant : "J'ai dit seulement que je ne pouvais déclarer avoir tiré si c'était faux" (*Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. D). Dès 1948, H. Weber avait également déclaré : "Je n'ai pas entendu qu'un de mes camarades ait dit, lors d'une confrontation à la police judiciaire, le 26 août dernier, qu'il ne fallait pas avouer qu'on avait tiré à Oradour. Mais je me souviens parfaitement

que Grienberger a reproché, ce jour-là, à Giedinger Fernand, de l'avoir dénoncé à notre ex-chef de compagnie Kahn, lorsqu'il était sur le point de désertre" (voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Weber, p. 2).

9 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'Auguste Lohner en date du 22 novembre 1945, 14 p., p. 9.

10 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 14 décembre 1944, p. 1.

11 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de L. Hoehlinger en date du 26 juillet 1946, p. 4.

12 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Lohner en date du 22 novembre 1945, p. 7.

13 Voy. les *Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 8, p. 24, article de R. Faurisson intitulé : "Mon expérience du révisionnisme (septembre 1983-septembre 1987)".

14 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. E. Voy. aussi le procès-verbal de son interrogatoire en date du 1er décembre 1948 : "Je dois vous dire qu'à ce moment-là [10 juin], je n'appartenais pas à la 3ème compagnie du régiment *Der Führer*, mais à la compagnie de réparation du bataillon [...]. J'avais subi cette mutation le 6 juin 1944, auparavant, j'étais à la 3ème compagnie" (p. 2). Lors de cet interrogatoire, l'inculpé avait toutefois reconnu être allé à Oradour, mais il y serait arrivé "tard dans la nuit, y ayant accompagné le commandant Diekmann. A ce moment-là, tout était terminé" (Ibid., p. 1). En vérité, Dagenhardt fut un témoin embrouillé dont on ne peut connaître le rôle exact qu'il joua à Oradour (voy. le procès-verbal de son interrogatoire en date du 24 mai 1949).

15 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. E. Voy. aussi le procès-verbal de son interrogatoire en date du 22 juin 1948 : "Je me souviens d'une localité où il y a eu un massacre total de la population suivi d'un incendie, je suis passé dans cette localité, tout était déjà détruit. Cependant, l'incendie durait encore, car il y avait de la fumée. J'ai accompagné le commandant Diekmann à Oradour, il y effectuait une reconnaissance" (pp. 1-2).

16 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. C. Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 30 juin 1948 : "Bien que vous me présentiez un plan sur lequel sont marqués les emplacements des exécutions, je persiste à dire que je n'ai rien vu [...]. J'ai chargé Knug [Gnug] sur un brancard et je l'ai transporté un peu plus avant dans la même rue [celle de l'église] près d'un mur [...]. Je nie formellement m'être rendu dans une grange d'Oradour pour examiner des cadavres, je n'ai vu aucun cadavre à Oradour. J'ai constaté que le village était en flammes, mais j'ignore qui a mis le feu" (p. 1).

17 Pour Giedinger, voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 3, col. C. Pour Spaeth, voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. E.

18 Voy. *Le Monde*, 23 janvier 1953, p. 4, col. B. Voy. également le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Weber en date du 1er septembre 1946 : "Une partie du régiment a été chargée d'encercler la localité, tandis que les autres sont restés dans la commune. Mon groupe a été placé dans les champs non loin de l'église. Nous avions pour mission de ne laisser sortir personne du village. Niess Jean se trouvait à mes côtés" (p. 2).

19 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. A. Voy. également son procès-verbal d'interrogatoire en date du 27 juillet 1946. Tout y est expliqué dans le détail. L'inculpé affirme que sa participation au

drame d'Oradour a été une "participation passive" (p. 2).

20 Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, col. B.

21 Voy. *Ouest-France*, 26 janvier 1953, p. 3, col. A-B et *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, col. B.

22 Voy. *Ouest-France*, 10 février 1953, p. 3, col. A.

23 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. A. Voy. également son procès-verbal d'interrogatoire en date du 27 juillet 1949 : "nous avons la mission de contourner la localité vers la gauche, c'est-à-dire vers le sud, et d'établir un barrage destiné à empêcher qu'il y ait d'entrer ou de sortir" (p. 3) ; "j'ai fait partie d'un peloton d'exécution" (p. 4).

24 Voy. *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4 col. B. Voy. aussi le procès-verbal d'interrogatoire de Frenzel en date du 19 mai 1948 : "Nous avons dû braquer nos mitrailleuses sur les hommes destinés à être fusillés" (p. 3).

25 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. C. Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 1er octobre 1946 : "[Dans un pré] le Russe [de son groupe] aperçut un homme couché à plat ventre. Il a tiré sur cet homme qui n'a pas bougé. Le Russe s'est avancé et nous a fait signe de venir le rejoindre. A ce moment, j'ai vu qu'il y avait deux femmes, également couchées à plat-ventre auprès de l'homme, l'une devant, l'autre derrière. Le Russe et l'Allemand ont immédiatement fait feu sur elles. L'une d'elles s'est levée et s'est mise à crier en tenant ses bras sur la poitrine. En voyant ce spectacle, j'ai été tellement affolé que j'ai à mon tour tiré un coup de fusil dans sa direction [...]. Je n'ai tiré qu'une seule fois" (p. 3).

26 Voy. également son procès-verbal d'interrogatoire en date du 10 octobre 1946 : "Le major Diekmann et le capitaine Kahn nous ont donné l'ordre de prendre des fagots qui se trouvaient à proximité de l'église et de les déposer à l'intérieur de cet édifice sur un tas de bancs. Derrière ces bancs, on percevait des plaintes et des gémissements [...]. Ensuite, je suis parti avec cinq Alsaciens et un Allemand sur le pont de la Glane, car nous voulions quitter ces lieux. Vingt minutes après environ, nous avons vu tomber l'église. Nous sommes restés là jusqu'à ce que le toit de l'église s'effondre, c'est-à-dire à peu près une demi-heure" (pp. 1-2).

27 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J.-P. Elsaesser en date du 24 septembre 1945 : "Les civils tendaient à s'expliquer en brandissant des papiers d'identité qu'ils voulaient à tout prix montrer à Kahn, vers lequel ils se ruaient en l'implorant de ne pas faire feu sur eux. Kahn paraissait intransigeant et il les repoussait vers l'intérieur du garage pour finalement s'écarter brusquement et commander le feu" (p. 3). Voy. également le procès-verbal d'interrogatoire d'A. Daul en date du 16 juillet 1946 : "Nous sommes, notre groupe, restés à cet emplacement jusqu'à 19 heures environ, [heure] où un agent de liaison a apporté l'ordre de rejoindre la compagnie à la sortie de la route de Limoges. En passant devant un garage devant lequel deux mitrailleuses étaient en batterie, j'ai vu un groupe de civils, une vingtaine environ, qui ont été conduits sous forte escorte de SS dans ce lieu indiqué. Le capitaine Kahn [...] repoussait dans le garage ces civils et a fait tirer les deux mitrailleuses placées devant sur les civils [...]" (pp. 2-3). On remarquera que Daul situe cet événement... cinq heures trop tard dans le temps.

28 Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 24 septembre 1945 : "J'ai vu venir le sous-officier Boos remettre au capitaine Kahn une charge d'explosifs. Kahn, accompagné de

quelques SS armés, est entré dans l'église. Aussitôt une explosion s'est produite et en quelques instants tout l'intérieur d'Île l'édifice était en flammes, la fumée s'échappant par les vitraux" (p. 5).

29 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. C. Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 22 novembre 1945. L'inculpé prétend avoir "tiré trois coups de feu à cette occasion, mais tous trois dans le fond du chai sur un tas de bois" (p. 6).

30 Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 22 novembre 1945 : "j'ai remarqué le Unterscharführer Boos qui s'est précipité sur deux femmes [...] qui sortaient d'une maison située en face de l'église [...]. Boos a refoulé les deux personnes en question vers la grange et a ouvert le feu sur elles, les abattant et les tuant net avec sa mitrailleuse" (p. 7).

31 Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 1, col. A-C. Voy. également le procès-verbal de son interrogatoire en date du 2 août 1946 : "Moi, j'étais armé d'un fusil. J'ai tiré environ 4 cartouches, mais je ne sais pas si j'ai blessé quelqu'un car j'avais tellement peur de voir cela que je voyais tout trouble devant mes yeux" (p. 2).

32 Nous reviendrons plus tard sur le cas du 21ème inculpé : G. Boos.

33 Ces efforts durent être d'autant plus pénibles que, nous le verrons plus loin, les accès à l'église étaient devenus difficilement praticables.

34 Voy. *Ouest-France*, 5 février 1953, p. 2, col. A.

35 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de P. Graff en date du 10 octobre 1946, p. 2. Voy. également *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. C.

36 Voy., par exemple, *Le Monde*, 18-19 janvier 1953, p. 4, paragraphe intitulé : "Les variantes de Lohner".

37 Voy. *Le Monde*, 5 février 1953, p. 4, col. A.

38 Voy. *Ouest-France*, 14-15 février 1953, p. 3, col. A-B.

39 Voy. *Petite histoire...*, pp. 71-72.

40 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 48.

41 Voy. *Petite histoire...*, p. 72 : "quelques mois plus tard, en septembre 1954, les deux condamnés à mort verront leur peine commuée en travaux forcés" ; *Tulle et Oradour...*, p. 48 : "Les deux condamnations à mort furent, peu après, commuées en réclusion à perpétuité, puis privation de liberté. Ils furent enfin libérés en 1959".

42 Voy. *Studiensammlung für Zeitgeschichte und Jugendforschung*, Juli 1992, article intitulé : "Les cas de Malmédy et Oradour".

43 Voy. *Deutsche National Zeitung*, 8 septembre 1995, p. 1 : "Comment sont inventés des crimes de guerre".

44 Voy. la couverture de l'ouvrage de P. Poitevin.

45 Voy. *Nouvelle Vision* n° 27, p. 34, article de Mark Weber intitulé : "Les procès de Nuremberg et l'Holocauste".

46 Voy. *Ouest-France*, 12 janvier 1953, p. 1, col. A.

47 Voy. *Le Monde*, 13 février 1953, p. 4, col. B : "[Me Schreckenber] a produit alors une lettre par laquelle il a été informé dernièrement qu'un nommé Stadler (c'est en effet le nom du colonel SS qui était à la tête du fameux régiment "Der Führer" au moment du massacre) habite actuellement en Autriche, où il exerce la profession d'électricien [...]. Ce Stadler, de nationalité autrichienne, a été SS. On sait à quelle date il l'est devenu. C'était à Munich, en 1934. On connaît également complètement ses états de service, ses campagnes, la façon dont il a conquis ses galons successifs. Mais on ne s'en est jamais inquiété. Les dirigeants français en Autriche ne l'ont même pas interrogé une seule fois".

48 Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col. C : "Intervenant au Conseil de la République dans la discussion sur la responsabilité collective, M. René Plevin [...] a rappelé que, dès août 1945, un accord était signé à Londres sur la recherche et la livraison des criminels de guerre : "J'ai dit à l'Assemblée nationale que depuis 1950 les autorités anglaises refusaient d'inscrire toutes les demandes d'extradition de criminels de guerre. Un loyal communiqué du Foreign Office l'a confirmé cet après-midi". De son côté, Me Moser parle d'anciens SS qui se sont réfugiés "dans les zones d'occupation américaine et anglaise qui se refusent de les rechercher et de les extraditer" (voy. De la Ferme au Prétoire..., p. 95).

49 Voy. *Le Monde*, 13 février 1953, p. 4, col. C : "Le président du Conseil évoquera au cours des conversations qu'il aura aujourd'hui et demain vendredi avec les ministres britanniques le cas du général SS Lammerding".

50 Voy., par exemple, *Le drame...*, p. 33.

51 Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 1, col. A.

52 Voy. *Le Monde*, 31 janvier 1953, p. 5, col. C., encart au bas de la page.

53 Voy. *Tulle et Oradour...*, p. 36.

54 Voy. "Le testament de Lammerding", document de 1972 détenu par l'ANEC.

55 Au sujet des personnes qui accusent l'ancien général d'avoir lui-même ordonné le massacre d'Oradour, voy. *Le drame...*, p. 33 : "L'ordre du massacre d'Oradour fut certainement donné par lui". Peu après la mort du général, en 1971, un ancien résistant déclara : "[...] il est impossible de croire que le major Diekmann, simple officier, ait pris seul la responsabilité du massacre. Connaissant le sens de la hiérarchie et de la discipline des armées d'élite allemandes, je dis que jamais un simple commandant n'aurait pris sur lui de tuer plus de six cents civils. Lammerding était à l'Hôtel Central, à Limoges. C'est là, j'en suis certain, que le plan des représailles a été établi" (voy. *Spécial Dernière*, 6 février 1971, p. 8).

56 Les exemples de témoins devenant accusés ne manquent pas dans l'histoire. Voy., par exemple, le <http://www.aboc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCora12.num>

cas de Marcel Peyrouthou au procès Pétain. Le témoin fut attaqué si violemment par les jurés (et notamment par M. Jean Pierre-Bloch) qu'il s'écria : "Est-ce que c'est mon procès, ou est-ce que je suis ici comme témoin ?" (voy. les sténotypies du procès Pétain, 14e fascicule, p. 244, col. B). Plus tard, il déclara : "C'est mon propre procès, monsieur le président" (*Ibid.*, p. 245, col. B).

57 Selon un document photocopié donné à l'ANEC par Maître Mingès.

58 Voy. *Der Freiwillige*, juillet-août 1994, p. 6.

59 Voy. *Studiensammlung für Zeitgeschichte und Jugendforschung*, n° 19, Juli 1992.

60 Voy. *Studiensammlung für Zeitgeschichte und Jugendforschung*, n° 19, Juli 1992 : "tous les condamnés ont été graciés par la partie française tandis que le côté allemand tient encore aujourd'hui sa promesse de garder le silence" ; voy. *Deutsche National Zeitung*, 8 septembre 1995, p. 1 : "Entre la France et l'Allemagne, il fut convenu que [...] tous les condamnés, après la promesse de garder un silence absolu, seraient bientôt libérés".

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader

<http://www.abbc.com/aaargh/iran/poipen/Oradour/CLCORA12.htm> 28/10/99

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 12](#) | [Partie 13](#) | [Partie 14](#) | [Partie 15](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 13

Sixième section

Le Procès de 1953

III

Incohérences, invraisemblances et contradictions non relevées

Le procès de Bordeaux ayant été truqué, on ne s'étonnera pas que les juges (et les avocats de la défense), soucieux de ne pas remettre en cause la version officielle des faits, n'aient pas relevé les incohérences, les invraisemblances et les contradictions des dépositions.

Le cas Roger Godfrin

Dans sa déclaration, R. Godfrin, on s'en souvient, avait clairement attaqué l'inculpé Graff. D'après les allégations du jeune garçon, l'ancien SS aurait voulu le tuer alors qu'il se trouvait dans un champ, en compagnie de M. Thomas, de Mme Octavie et d'une jeune femme (1).

La défense aurait dû en profiter pour relever certains éléments troublants. Le 1er octobre 1946, en effet, Graff avait reconnu sa présence dans le groupe de SS auteur du meurtre de M. Thomas et des deux femmes cachées avec ce dernier. Devant la commission d'instruction, il avait déclaré :

[Dans un pré non loin du cimetière], le Russe [un SS] aperçut un homme couché à plat ventre. Il a tiré sur cet homme qui n'a pas bougé. Le Russe s'est avancé et nous a fait signe de venir le rejoindre. A ce moment, j'ai vu qu'il y avait deux femmes, également couchées à plat ventre auprès de l'homme, l'une devant, l'autre derrière. Le Russe et l'Allemand ont immédiatement fait feu sur elles. L'une d'elles s'est levée et s'est mise à crier en tenant ses bras sur sa poitrine. En voyant ce spectacle, j'ai été tellement affolé que j'ai à mon tour tiré un coup de fusil dans sa direction (2).

La suite de ce récit contenait trois précisions importantes :

- au moment où Graff avait tiré, il s'était trouvé "à trois ou quatre mètres" de la femme ;
- une fois les trois civils tués, il s'était suffisamment approché des cadavres pour voir que la plus jeune des femmes "avait un filet de sang qui lui coulait de l'oreille" ;
- "Aussitôt après" le triple meurtre, les SS avaient reçu l'ordre de jeter les cadavres dans le feu : "A ce moment-là", précise Graff, "le village brûlait déjà" (*Ibid.*, p. 3).

Dès lors, comment expliquer que R. Godfrin, qui prétendait s'être trouvé avec les victimes, et donc à moins de quatre mètres des SS, ait pu être ni aperçu, ni même abattu alors qu'il s'enfuyait? De plus, sachant que les SS mirent le feu au village vers 16 heures, il faudrait croire que la fuite du jeune homme (qui avait débuté vers 14 h 30) avait duré plus d'une heure trente.

Face à de telles invraisemblances, la défense aurait dû exiger la reconstitution de la fuite du petit Lorrain. Le fait qu'elle s'en soit abstenue démontre qu'à Bordeaux l'établissement de la vérité n'était pas le mobile principal du procès.

De flagrantes contradictions et invraisemblances non relevées

Le 23 janvier 1953, un rescapé d'Oradour, Jean-Hubert Desourteaux, raconta que, dans sa fuite hors du village, il avait entendu "des balles siffl[er] à ses oreilles"³. "Elles venaient de la Glane" précisa-t-il (*Id.*). Dans son compte rendu journalier, le correspondant du *Monde* écrit :

Quand on sait que les accusés qui se trouvaient dans ce secteur ont juré n'avoir tiré à aucun moment, on s'étonne qu'aucune précision, aucune explication, ne leur ait été demandée [*Id.*].

Mais il est bien d'autres contradictions ou invraisemblances, beaucoup plus graves, que ni le journaliste ni le tribunal ne relevèrent.

Les erreurs de P. Graff

Quatre jours avant l'audition de M. Desourteaux, P. Graff prétendit avoir vu, dans l'église, Genari (l'un des accusés contumax) détruire "les confessionnaux" à "coups de pied" (4).

Or, non seulement l'église d'Oradour ne comprenait qu'un confessionnal, mais en outre, ce dernier, qui résista à l'incendie, reste, aujourd'hui encore, exposé en parfait état dans une des chapelles latérales. Notons d'ailleurs qu'une photographie le représentant fut publiée dès 1945 dans l'ouvrage officiel du Comité du Souvenir et de l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane (5). Par conséquent, les juges ne pouvaient ignorer que, sur ce point précis, P. Graff se trompait. Dès lors, pourquoi ne pas lui avoir demandé des éclaircissements ?

L'ordre de tir dans les granges

Tout d'abord, rappelons que, d'après l'histoire officielle, les SS venus à Oradour le 10 juin 1944 fusillèrent les hommes sur l'ordre du capitaine Kahn qui, pour donner le signal, aurait tiré en l'air avec

son pistolet. En 1953, à Bordeaux, la grande majorité des accusés prétendit confirmer cette version en apportant des témoignages concordants.

Or, il y a là une absurdité majeure qu'aucun tribunal digne de ce nom ne pouvait accepter. Qu'un officier ait choisi de faire dépendre la vie de centaines d'êtres humains d'un simple coup de pistolet, sur un théâtre d'opérations où des coups de feu risquent de se faire entendre à tout moment, dépasserait l'entendement. C'est pourquoi toutes les armées du monde possèdent un appareillage spécialisé servant à déclencher l'exécution d'un ordre. C'est, en général, une batterie de fusées éclairantes de couleurs différentes.

À Bordeaux, les juges, qui étaient tous des militaires, auraient dû sursauter lorsque les inculpés évoquèrent le prétendu signal donné par Kahn. Pourtant, tous ont écouté sans réagir...

Boos a-t-il commandé le feu au garage Desourteaux ?

En 1953, Busch accusa Boos d'avoir commandé le feu sur les hommes qui avaient été parqués dans le garage Desourteaux (6). Le 20 janvier 1953, cependant, ce dernier contesta les faits ; en guise d'alibi, il déclara que son peloton, qui avait pris en charge le dernier groupe des hommes, n'était pas allé au garage Desourteaux (7).

Qui, dans cette affaire, avait raison ? L'étude des différents procès-verbaux d'interrogatoire ainsi que du témoignage de R. Hébras (un rescapé de la grange Laudy) permet de répondre à cette question.

Au cours de l'instruction, G. Boos parla sans cesse d'une "grange" qui se serait située "dans la rue principale" (8). De son côté, J. Busch avait déclaré :

Cette grange se trouvait dans la rue principale au-dessous du Champ de Foire et sur le côté droit de la route en descendant vers l'église (9).

Si l'on consulte le plan d'Oradour où sont mentionnés les "lieux de supplice", on constate que dans la rue principale, à droite en descendant vers l'église, et sous le Champ de Foire, se trouvent le "garage Desourteaux" (fig. 47) ainsi que la "grange Milord" (figure 48). Or, il faut savoir que le garage en question ne ressemblait nullement à une grange ; il servait à ranger une voiture et se fermait par un rideau de fer.

Par conséquent, il nous paraît peu probable que les deux prévenus aient pu confondre, après coup, ces deux endroits. Voilà pourquoi nous restons persuadés que le groupe de Boos fut posté non au garage Desourteaux, mais dans la bâtisse ayant appartenu à M. Milord.

Un témoignage capital, d'ailleurs, vient confirmer notre hypothèse. Dans une brochure qu'il publia en 1992, R. Hébras écrivit :

Nous avons quitté le Champ de Foire les derniers pour emprunter la rue principale. Nous sommes passés devant le garage Desourteaux dans lequel plusieurs hommes avaient déjà pris place [...]. Nous venions tout juste de prendre le chemin du cimetière qu'un des soldats qui nous encadraient nous ordonna de rentrer dans la grange Laudy (10).

C'est clair : le dernier groupe d'hommes prit place dans la grange Laudy alors que le garage Desourteaux était déjà occupé. À notre connaissance, jamais ce détail n'a été contesté. Dès lors,

comment expliquer que les juges (qui devaient certainement le connaître) n'aient pas questionné Busch plus longuement ?

Mais il y a plus grave encore.

Boos a-t-il exécuté deux femmes sur la place de l'église ?

Lors de son interrogatoire, Lohner prétendit avoir vu Boos exécuter deux femmes qui s'étaient cachées dans une grange. La scène se passait sur la place de l'église alors qu'il venait chercher des fagots destinés à l'incendie du sanctuaire. Le prévenu déclara

A deux reprises, j'ai donc dû me rendre, pour prendre de la paille, dans une grange qui se trouvait sur la place [de l'église]. Lorsque j'allais pénétrer pour la troisième fois, j'ai aperçu deux femmes qui s'étaient cachées là. Une minute de plus et j'aurais eu le temps de les avertir, de leur dire de disparaître ; mais c'était trop tard. Boos est arrivé, m'a dépassé et, sur le seuil de la grange, a exécuté les deux femmes à bout portant (11).

Le même jour, Busch raconta que, sur la place de l'église :

deux femmes [...] venaient chercher leurs enfants. Nous leur avons dit de rebrousser chemin, sans cela elles seraient fusillées. A ce moment, le sergent Boos est arrivé sur les lieux. Il était accompagné par un autre Allemand. Ils ont amené les deux femmes dans une grange ; presque aussitôt après, ils en sont ressortis seuls. A ce moment, on tirait partout, notamment dans l'église (12).

A priori, les deux événements sont différents. Le lendemain, pourtant, une altercation eut lieu entre Boos, qui prétendait ne jamais s'être trouvé sur la place de l'église, et Lohner et Busch, qui affirmaient l'y avoir vu de leurs propres yeux. Or, à cet instant, il était question du meurtre de "deux femmes sur la place de l'église" (13); deux femmes et non quatre ! Par conséquent, les deux accusateurs parlaient du même événement. Dès lors, comment expliquer que ni les juges ni Boos n'aient profité de l'occasion pour demander à Busch et à Lohner les raisons des divergences constatées dans leurs récits ?

Cette absence totale de curiosité est d'autant plus inexplicable que les déclarations antérieures d'A. Lohner et de J. Busch rendent bien fragiles leurs témoignages.

Interrogé une première fois le 2 août 1945, ce dernier ne parla pas du double meurtre de G. Boos. Il affirma qu'après l'explosion de l'église Kahn avait chargé son groupe de conduire Gnug, blessé, à l'hôpital de Limoges (14). Entendu de nouveau le 26 août 1947, il fit à peu près le même récit. Puis, subitement, en fin d'interrogatoire, il revint en arrière et déclara qu'avant de conduire Gnug à l'hôpital de Limoges il avait été "envoyé quelque temps monter la garde un peu en-dessous de l'église" ; c'est à ce moment-là qu'il aurait vu son camarade tuer les deux femmes (p. 3). Il avait donc fallu attendre deux ans et la fin de la deuxième audition pour que, soudain, la mémoire revienne à l'inculpé.

Quant à A. Lohner, son récit en cours d'instruction diffère sensiblement de celui qu'il fit lors des audiences. En effet, le 22 novembre 1945, il avait déclaré :

Au moment où je tenais moi-même ma faction, j'ai remarqué [...] Boos qui s'est précipité sur deux femmes, une jeune fille et probablement la mère de celle-ci qui sortaient d'une maison située face à l'église [...]. Boos a refoulé les deux personnes en question vers la

grange et a ouvert le feu sur elles, les abattant et les tuant net avec sa mitrailleuse [p. 7].

On constate que dans ce récit :

-- l'inculpé ne transportait pas des fagots mais se tenait en faction ;

-- il n'a pas découvert ces deux femmes cachées dans une grange mais que celles-ci auraient été appréhendées par G. Boos alors qu'elles sortaient d'une maison.

Pourquoi n'a-t-on enregistré aucune réaction face à toutes ces bizarreries ?

L'affaire du tramway d'essai

Pour terminer, mentionnons une dernière invraisemblance que personne, à notre connaissance, n'a relevée jusqu'à présent. A Oradour, nous savons que, dans l'après-midi, un tramway d'essai arriva, piloté par une équipe de mécaniciens-réparateurs. D'après l'histoire officielle, celui-ci fut arrêté par les SS qui tuèrent l'un des membres de l'équipage avant de refouler l'engin sur Limoges. Voici, par exemple, ce qu'écrit P. Maysounave :

Entre-temps, vers 15 h 30-15 h 45, la locomotive d'essai n° 16 de la Compagnie départementale des tramways de la Haute-Vienne, venant de Limoges, se présente à l'entrée. Cet engin teste ses coussins de contact en bronze, qui étaient alors fabriqués à la main et nécessitaient des essais d'ajustage. Il est conduit par Martial Dauriat, accompagné de Tabaraud, graisseur, et de Chalard, monteur. La motrice est stoppée par les camions et véhicules blindés stationnés sur la voie, au milieu de nombreux Allemands [...]. Chalard, qui est descendu à terre, est obligé par les Allemands à se joindre à la colonne d'hommes et de femmes qu'ils conduisent vers Oradour. Se retournant vers la motrice au moment d'aborder le pont de la Glane, Chalard reçoit deux balles de fusil, s'appuie contre un pylône, et il est achevé de deux coups de feu dans la tête. Il tombe au milieu du pont, contre le parapet. Il sera plus tard jeté dans la Glane par les SS. Tarabaud et Dauriat, alors que la motrice est immobilisée par une coupure de courant, sont conduits par les Allemands au milieu du bourg, où ils sont présentés à un officier qui les renvoie "au pas de gymnastique, sans regarder ni à droite ni à gauche", après avoir examiné leurs papiers, libellés en français et en allemand [...].

Les deux cheminots voient, le long des maisons, des SS qui placent des boîtes en bois ou en carton, d'environ 30 cm de long sur 25 de large et 25 de haut, à l'intérieur des maisons. Ils ne voient aucun corps dans la rue. A leur départ, le village commence à flamber (15).

Par la suite, vers 19 h 30, un second tramway, régulier celui-là, arriva. En provenance de Limoges, il ramenait les habitants des environs qui avaient passé la journée en ville. Parmi eux se trouvaient des habitants d'Oradour (16). L'engin fut de nouveau stoppé puis renvoyé à Limoges après que ces derniers eurent reçu l'ordre d'en descendre.

Cette histoire donne lieu à de multiples interrogations. Pourquoi, par exemple, les SS ont-ils tué M. Chalard et lui seul ? Pourquoi ont-ils permis aux autres membres de l'équipe de repartir vers Limoges alors que ceux-ci avaient vu le village flamber ?

Bien plus, l'arrivée d'un deuxième tramway quelques heures plus tard semble indiquer qu'à Limoges

l'alerte n'avait pas été donnée et qu'ainsi un engin bondé de civils avait pu repartir vers un village où, manifestement, un drame se déroulait. Ce fait heurte la logique la plus élémentaire. MM. Tabaraud et Dauriat avaient vu leur collègue se faire assassiner par les SS ; d'après P. Maysounave, ils avaient également été témoins de l'incendie du bourg. Dès lors, comment croire qu'arrivés à Limoges ils se soient tus ou que, s'ils avaient donné l'alerte, les autorités aient cru devoir rester passives (17) ? De façon évidente, il y a ici quelque chose d'incompréhensible.

A Bordeaux, le président du tribunal avait promis la lumière. Par conséquent, il aurait dû, sur ce point, demander la comparution des cheminots et des autorités de Limoges. Or, seul Martial Dauriat comparut, et celui-ci fit face à un tribunal fort peu curieux. Sa déposition n'apporte aucune lumière. Son camarade Chalard, expliqua-t-il, avait été tué lorsque, arrivé sur le pont de la Glane, il avait "tourné la tête pour [lui] faire signe". Lui-même aurait été sauvé parce qu'il conduisait la motrice et qu'il "étai[t] tombé sur un bon officier" qui lui conseilla de s'éclipser (18). Aucune question pertinente ne lui fut posée et c'est ainsi que les causes exactes du meurtre de M. Chalard et les raisons pour lesquelles aucune alerte ne fut donnée restèrent inconnues.

Au terme de ces développements, nous pouvons affirmer qu'à Bordeaux le tribunal ne chercha pas à éclaircir les zones que l'instruction avait laissées dans l'ombre. Ce fait est révélateur ; il confirme que le tribunal présidé par Nussy Saint-Saëns n'avait pas pour mission de faire éclater la vérité.

Dès lors, on ne s'étonnera pas de l'orientation donnée au procès afin que de nombreux points obscurs restent en l'état, au mépris de l'Histoire.

IV

De graves lacunes

Aujourd'hui encore, l'affaire d'Oradour-sur-Glane suscite de nombreuses questions. Or, celles-ci auraient certainement pu trouver une réponse dans le cadre du procès de Bordeaux. Les juges possédaient alors un pouvoir suffisant pour interroger les témoins, les confronter et demander l'accès aux pièces nécessaires. Ils n'en ont pas usé, ainsi que nous allons le démontrer sur trois exemples.

L'affaire du convoi No 9644

Les conclusions d'une enquête allemande

Peu après le drame du 10 juin, les autorités militaires allemandes ouvrirent une enquête contre Diekmann. O. Weidinger rapporte ainsi les conclusions des enquêteurs

Le commandant Diekmann aurait trouvé, entre autres, à la sortie d'Oradour-sur-Glane, les restes d'un échelon sanitaire dont tous les éléments, blessés, conducteurs, chefs de voiture, avaient été attachés aux volants de direction et avaient manifestement été brûlés vivants (1).

Ces propos d'O. Weidinger sont confirmés par le juge Okrent qui écrit dans son rapport du 4 janvier 1945 :

[...] selon un message du S.D., une équipe sanitaire de l'armée d'un effectif d'environ 10 hommes avait été attaquée par surprise et massacrée [à Oradour].

Sept ans plus tard, devant un notaire de Cologne, D.Okrent avait répété que, d'après les déclarations de Kahn:

[...] une ambulance de l'armée, chargée de blessés, aurait été attaquée [...] à Oradour-sur-Glane et tous les occupants auraient été tués [voy. p. 407 la "Déclaration sous la foi du serment" de D. Okrent, déjà citée].

Réfutation des autorités françaises

Naturellement, les autorités françaises nient farouchement la réalité de ce meurtre.

En 1990, V. Reynouard, alors qu'il discutait avec un rescapé du village, R. Hébras, évoqua cette sombre affaire. Immédiatement, son interlocuteur s'écria : "C'est faux ! J'étais là le vendredi [9 juin]".

Deux ans auparavant, J. Sénamaud avait écrit :

[H. Barth] a en effet expliqué qu'avant de prendre à Saint-Junien la route d'Oradour ses chefs, pour "doper" les hommes, leur avaient fait part de l'attaque et la destruction d'un convoi sanitaire allemand par des maquisards qui avaient commis des atrocités abominables, notamment sur les chauffeurs du convoi ; cela venait de se passer près d'Oradour ; mais, là non plus, les restes des camions incendiés n'ont jamais été retrouvés. (Ce n'est pourtant pas facile à transporter, des carcasses de camions calcinés !) (2).

Un convoi porté officiellement disparu près de Bellac

De quel côté, allemand ou français, se trouve la vérité ? Deux indices troublants existent qui paraissent confirmer la thèse allemande.

Il y a quelques années, le correspondant pour la France du quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le baron von Münchhausen, parvint à se procurer des documents que le général Gleiniger destinait au service interne. Dans un article, il cita un extrait du journal du général, extrait selon lequel, la veille du drame d'Oradour, un transport sanitaire allemand avait été attaqué par des partisans. Les véhicules et les cadavres auraient ensuite été enlevés et conduits à proximité d'Oradour-sur-Glane. Le général Gleiniger citait même le nom d'une des victimes : "l'officier payeur Plehwe" (3). Cet article confirmait les conclusions de l'enquête menée par H. Taege. Aidé par le Service Allemand pour l'élucidation du sort des Soldats allemands disparus, celui-ci avait en effet apporté la preuve que le transport n° 9 644, composé de dix hommes et d'au moins deux ambulances (Sanitätskraftwagen), avait disparu près de Bellac, à environ 15 km d'Oradour. Or, ce transport, qui était parti de l'hôpital de campagne de L'Isle-Jourdain et qui se dirigeait vers Limoges, était commandé par... l'officier payeur Plehwe (*Ibid.*).

Certains diront que si, vraiment, le 10 juin 1944, les SS avaient découvert un convoi sanitaire aux abords d'Oradour-sur-Glane, ils n'auraient pas hésité à en parler plus tard afin de justifier leur action. Pourtant, il n'en fut jamais question, ni pendant l'instruction du procès de Bordeaux, ni au cours des audiences.

Cet argument pourra impressionner le néophyte. Mais il n'ébranlera pas celui qui connaît les dessous du procès organisé en 1953. Nous avons démontré qu'à Bordeaux les prévenus jouèrent le jeu de l'accusation en évitant, notamment, de détruire la légende selon laquelle Oradour était un village tranquille. Dès lors, leur silence pendant l'instruction et au cours des audiences ne peut surprendre. Bien plus, il réduit à néant les allégations d'H. Barth selon lesquelles l'attentat contre les ambulances aurait été inventé par les gradés SS afin de "doper" les hommes au départ de Saint-Junien. Lors de l'instruction, en effet, les inculpés furent interrogés sur les causes réelles ou supposées du "massacre" d'Oradour. A supposer exactes les allégations d'H. Barth, L. Hoehlinger, qui prétendit que ses supérieurs avaient tenté de trouver un "prétexte" à l'opération d'Oradour, n'aurait pas omis de mentionner le discours des gradés SS.

Le silence observé par les autorités françaises

Sur cette affaire, les autorités françaises observent, elles aussi, un silence coupable. Dans les ouvrages "officiels" traitant du drame d'Oradour, jamais l'attentat contre le convoi sanitaire allemand n'est évoqué, même pour réfutation. Il en fut de même au procès de Bordeaux ; bien que plusieurs témoins aient été cités afin d'éclairer le tribunal sur les événements immédiatement antérieurs au drame, personne n'évoqua le sort du personnel médical allemand.

Cet étrange silence est révélateur, surtout lorsqu'on sait que les prétextes prétendument invoqués par les Allemands (4) sont couramment cités et réfutés par les auteurs français. Si, vraiment, les conclusions des enquêteurs allemands étaient erronées, gageons que les autorités françaises n'auraient pas manqué de les démentir.

Toutefois, il est vrai qu'officiellement aucune carcasse de camion n'a été retrouvée à proximité d'Oradour. De même, aucune preuve matérielle n'existe qui confirmerait la découverte du cadavre de l'officier Plehwe dans le village.

Par conséquent, la question du convoi sanitaire reste posée. A Bordeaux, les juges auraient pu y répondre. Il leur aurait suffi d'exiger un supplément d'information, d'envoyer chercher le compte rendu d'enquête allemand et de convoquer O. Weidinger comme témoin.

Le fait qu'ils s'en soient abstenus renforce la thèse du procès truqué.

Les SS ont-ils été victimes d'une embuscade à l'entrée d'Oradour ?

Les premiers coups de feu à Oradour

La grande majorité des versions du drame survenu le 10 juin s'accorde sur le fait que des tirs furent entendus dès 14 heures. Dès 1944, A. Senon avait déclaré :

De 14 heures à 15 h 30 environ, les fusillades crépitèrent de tous les côtés [...] (4a)

En 1953, au procès de Bordeaux, le rescapé C. Broussaudier déclara :

Il y a eu des coups de feu aussitôt, presque, qu'ils [les SS] ont été montés [dans le village] ; dix minutes après au maximum (5).

Quelques jours plus tard, un autre témoin du drame, Madame Maledent, vint déposer. Le journaliste du *Monde* écrivit:

[Vers 14 h] Elle entendit encore des coups de feu, les cris des blessés touchés à mort. Elle vit les SS cerner le village (6).

Toujours à Bordeaux, R. Godfrin déclara :

Le 10 juin 1944, j'étais à l'école lorraine avec M. Goujon [...]. [L'école était bâtie avec des] matériaux très fins et cela ne pouvait pas nous protéger des balles. Notre instituteur, M. Goujon, nous a dit de nous mettre à plat ventre aussitôt, nous avons exécuté son ordre, mais cela ne nous protégeait pas des rafales de mitraillettes (car il n'y avait pas que des revolvers, il y avait des mitrailleuses, bien entendu) (7).

Il ressort de ces textes que des coups de feu furent tirés alors que les SS pénétraient dans le village.

Origine des premiers coups de feu selon les autorités françaises

Officiellement, on présente les premiers coups de feu comme des tirs qu'auraient effectués les SS au hasard, en l'air, sur les maisons, sur des animaux ou, même, sur ceux qui tentaient de fuir. Jens Kruuse, par exemple, écrit :

Au bout de la rue, les voitures [des SS] se sont arrêtées, et les hommes en ont bondi, tirant au hasard tout en s'éparpillant (8).

De son côté, J. Delarue prétend que :

vers 14 h 30, on s'aperçut que le village était encerclé et qu'il n'était plus possible d'en sortir. En même temps, on vit arriver les habitants des fermes d'alentour, poussés par les SS, cependant que les coups de feu claquaient de tous côtés.

Déjà les SS pénétraient dans le bourg et commençaient à fouiller les maisons pour en chasser les habitants. Bousculant ceux qui marchaient trop lentement, distribuant quelques coups de crosse, tirant de temps en temps en l'air pour activer l'évacuation [...] (9).

Au procès de Bordeaux, les rédacteurs de l'acte d'accusation écrivirent également que, pendant le rassemblement, les SS :

tiraient des coups de feu dans les fenêtres, pour [...] forcer [les habitants] à sortir [voy. l'acte d'accusation, p. 5].

A l'audience du 22 janvier, un rescapé, M. Borie, déclara avoir vu des soldats "enfonçant une porte à coups de crosse et à coups de feu" (10).

Voilà donc comment sont présentés, chez les officiels, les premiers tirs entendus dès l'arrivée des Allemands à Oradour.

Origine des premiers coups de feu selon la version allemande

<http://www.abcc.com/aaargn/raai/poipen/Oradour/CLCORA13.n.htm>

28/10/99

La version des SS est cependant tout autre. Selon elle, des maquisards avaient organisé une embuscade à l'entrée du bourg. Se fondant sur les conclusions d'H. Taege, P. Zind écrit :

[Les SS] placèrent des postes d'observation à environ un kilomètre autour de la localité, tandis que trois groupes de blindés lourds prenaient position dans la campagne en guise de couverture.

C'était vers 14 heures et le temps était magnifique.

Soudain, une vive fusillade éclata : les maquisards installés du côté de l'église venaient d'ouvrir le feu sur les camions allemands qui ripostèrent. Dans toutes les directions sifflaient les balles (11).

Cette version n'est pas nouvelle. Dès 1945, dans son rapport déjà cité, le juge SS D. Okrent avait écrit :

Dès l'approche [d'Oradour], la compagnie essuya le feu de fusils et de mitrailleuses, [rapport du 4 janvier 1945].

Dans le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Werner, on lit :

Tard dans la soirée [du 10 juin 1944], Diekmann rendit compte de l'expédition qu'il avait conduite sur Oradour, dans les termes suivants : Au cours de l'approche de la localité, il aurait reçu des coups de feu, à la suite desquels il a encerclé et attaqué le village de tous côtés (12).

Dans les années soixante, un jeune Français, Monsieur Pierre V..., fit la connaissance d'une Allemande dont le père, ancien Waffen-SS, s'était trouvé à Oradour le 10 juin tragique. Celui-ci lui confirma qu'à peine arrivés dans le village ils avaient essuyé des coups de feu venus notamment des toits (12a). Depuis, un autre ancien Waffen-SS allemand, M. Meyer, également présent à Oradour l'après-midi du drame, tint des propos semblables devant un témoin français (12b).

Cette première escarmouche entre maquisards et militaires permettrait d'expliquer pourquoi les SS auraient :

-- pénétré dans le village de tous les côtés : aucun ennemi ne devait s'échapper ;

-- tiré sur ceux qui voulaient s'enfuir : ceux-ci étaient certainement considérés comme des maquisards. Par exemple, en 1953, A. Renaud déclara qu'on lui avait tiré dessus alors qu'il tentait de s'enfuir (13). Dès 1944, un autre témoin, M. Joyeux, avait affirmé que :

les SS circulaient dans les champs et se cachaient dans les haies pour surprendre ceux qui tentaient de s'échapper. Les cultivateurs durent abandonner leurs travaux. Des coups de feu crépitaient. Plusieurs personnes furent abattues (14).

Elle expliquerait également pourquoi ils auraient :

-- enfoncé des portes à coups de crosse (il fallait déloger tous ceux qui pouvaient se cacher dans les

maisons fermées à clé).

Critique de la réfutation française

Dès 1944, P. Poitevin avait mentionné une rumeur selon laquelle :

A l'arrivée de cette même colonne de SS, des patriotes, en embuscade derrière le mur surplombant la route, devant l'église, auraient tiré sur le convoi allemand (15).

Toutefois, l'auteur s'empressait de lui dénier tout fondement en écrivant :

Il faudrait d'abord admettre qu'à ce moment précis, vers 14 heures, les patriotes, en nombre suffisant, aient connu le passage des Allemands, ce qui est invraisemblable, et [...] aussi ridicule de vouloir à coups de fusils tirer sur des hommes armés jusqu'aux dents [Id.].

Nous allons démontrer que cet argument ne tient pas.

Nous avons vu que, le matin du 10 juin, un "conseil de guerre" avait eu lieu à l'Hôtel de la Gare, à Saint-Junien, entre, notamment, des SS et des miliciens. Or, d'après certains, leur conversation fut "entendue par un des membres du personnel de l'Hôtel [...] et transmise séance tenante à un secrétaire de la sous-préfecture de Rochechouart (16)".

C'est ainsi que le maquis d'Oradour aurait été immédiatement averti "qu'une menace imminente p[rovenait] [esait] sur le village" (Id.).

On peut objecter que, alertés de la sorte, les résistants auraient dû fuir ou se cacher, et non pas préparer une embuscade vouée à l'échec et à une issue fatale. Ce n'est pas certain. En effet, de 1941 à 1944, l'histoire de France compte de multiples attentats inutiles qui furent commis par la Résistance et qui n'eurent d'autres effets que d'obliger l'occupant à exercer des représailles. Ainsi, le 5 février 1942, à Rouen, des coups de feu furent tirés sur une sentinelle allemande, la blessant grièvement. Peu après, le commandant en chef des forces d'occupation ordonna "la fusillade de personnes qui [avaient] prouvé une attitude antiallemande" (17).

Quelques semaines plus tard, le 16 avril 1942, à Moulth (Calvados), un rail de 12 mètres fut enlevé d'une voie ferrée. Un train de permissionnaires allemands qui revenaient d'outre-Rhin dérailla, provoquant la mort de plusieurs d'entre eux. Deux jours plus tard, l'occupant ordonna, outre la présence de civils français dans les trains de la Wehrmacht :

- la fusillade de "30 communistes, juifs ou d'autres personnes adhérant au milieu des malfaiteurs" ;
- "l'exécution de 80 et la déportation dans l'Est de 1 000 communistes, juifs ou d'autres sujets adhérant au milieu criminel" si les responsables de l'attentat n'étaient pas retrouvés dans les trois jours (18).

Avec la défaite de plus en plus probable de l'Axe, ce genre d'attentats, inutiles et meurtriers, redoubla. A chaque fois, le scénario était le même : les maquisards organisaient leur action afin de bénéficier de l'effet de surprise puis disparaissaient rapidement dans la nature, évitant ainsi d'affronter l'occupant dans un combat qui, certainement, leur aurait été fatal.

Par exemple, à Clermont au début de 1944, rue Montlosier, deux grenades furent lancées sur une colonne d'Allemands qui se rendaient tranquillement en chantant, le soir, au cinéma "Le Capitole". Ce fut un carnage effroyable : un civil français qui passait à vélo fut tué, ainsi que plusieurs soldats. D'autres gisaient au sol, mutilés ou blessés. Aussitôt, le quartier fut bouclé mais les assassins avaient déjà pris la fuite. Deux goupilles furent retrouvées devant un immeuble tout proche du lieu du drame. Les habitants de cette habitation et de celle qui la jouxtait furent emmenés dont certains restèrent prisonniers plusieurs semaines. Les deux maisons furent incendiées. Une femme qui était restée cachée à l'intérieur mourut brûlée vive (19). Cet attentat fut parfaitement inutile : l'occupant y perdit une vingtaine d'hommes, ce qui était sans effet sur le déroulement de la guerre.

Pire encore. A Murat, dans le Cantal, une colonne d'Allemands et de miliciens, qui faisait halte dans la ville, fut prise sous un déluge de feu tiré par les maquisards du haut d'une crête montagneuse qui surplombe la ville. Incapables de réagir, les assiégés eurent de nombreuses pertes. Des renforts allemands arrivant, les terroristes décampèrent dans les montagnes, laissant les civils se débrouiller avec les autorités d'occupation (20).

Le 8 juin, enfin, à Tulle, la section de SS commandée par W. Hoffmann avait été prise pour cible par des maquisards alors qu'elle traversait la ville pour aller bloquer la sortie nord en direction d'Uzerche. Les résistants avaient tiré du clocher dans lequel ils s'étaient cachés (21).

Lorsqu'on connaît tous ces faits, il n'est pas absurde de penser qu'à Oradour des maquisards, avertis de l'arrivée des SS, aient organisé une embuscade à l'entrée du village, non loin de l'église. L'effet de surprise dissipé, ils auront tenté de fuir par les jardins situés derrière le sanctuaire puis, pris dans la nasse par l'encerclement du village, se seraient réfugiés dans l'église.

Certains Français, d'ailleurs, en sont conscients. F. Delage par exemple, qui ne croit pas en la présence de résistants à Oradour, écrit :

S'il avait existé aux portes d'Oradour des groupes de maquis, ceux-ci seraient intervenus courageusement, auraient harcelé les SS sur toutes les lisières du bourg, et alors, sans doute, les choses auraient pris une autre tournure (22).

Quant à J. Sénamaud, il n'hésite pas à déclarer que :

S'il y avait eu des dépôts d'armes [à Oradour], il y aurait eu des résistants, qui n'auraient pas hésité à s'attaquer aux 120 SS du capitaine Kahn (23).

Par conséquent, nous pouvons écarter les arguments avancés par P. Poitevin. Naturellement, cela ne suffit pas pour affirmer que les premiers coups de feu entendus furent effectivement tirés par des maquisards embusqués et qu'un premier affrontement armé s'ensuivit. Cependant, l'étude de certains témoignages semble démontrer que, dès l'arrivée des SS, une première escarmouche eut bien lieu.

Des témoignages troublants

A Bordeaux, un autre témoin, Pierre Tarnaud, s'exprima en ces termes :

[Au moment où les SS ont investi le village,] J'étais chez moi, j'avais mal à la tête, aussi je me mets au lit. J'étais à peine monté dans ma chambre que ma femme m'appelle "Lève toi,

vite, les Allemands sont partout". Aussitôt d'un saut je me lève, et je descends à la cuisine et j'entends les coups de fusil qui tiraient de tous les côtés (24).

En 1994, un rescapé, interrogé par V. Reynouard, affirma avoir perçu, vers 14 heures, des tirs qui provenaient "de tous les côtés" (25).

C'est clair : l'arrivée des Allemands fut marquée par une fusillade généralisée. D'après la version française, rappelons-le, les SS auraient tiré notamment sur les fuyards et sur les maisons. Par conséquent, il faudrait croire que les fuyards se comptèrent par dizaines et que les SS tirèrent sur presque chaque maison. Cela ne concorde nullement avec l'image d'une population paisible qui n'a rien à se reprocher. D'ailleurs, que lisons-nous dans les documents officiels ? "[...] la population se rendit, confiante, au centre du bourg" écrit P. Poitevin (26). De son côté, R. Hébras note :

Je tiens à préciser que, durant [la réunion de la population sur le Champ de Foire], je n'ai relevé aucune animosité de la part des SS. Le prétexte du simple contrôle d'identité rassura presque tout le monde, même les plus méfiants. Le stratège allemand savait fort bien que l'ordre facilite les tâches et qu'il évite bien des débordements plus ou moins difficiles à maîtriser (27).

J. Darthout, pour sa part, déclare :

Les SS [...] pénétrèrent dans les maisons d'Oradour, se firent ouvrir toutes les portes et brutalement, sous la menace de leurs armes, obligèrent tout le monde, même les malades, à se rendre sur le lieu du rassemblement (28).

Nulle part il n'est question de fuyards en grand nombre et de SS tirant de tous les côtés. Certes, il paraît indéniable que certaines personnes, telles que MM. Redon, Darthout, Renaud, Machefer, Brissot et Desourteaux ont fui (ou tenté de fuir) hors du village et qu'elles ont, pour certaines d'entre elles, essuyé les tirs de SS. Toutefois, leur nombre reste faible (29) et ne peut expliquer une fusillade généralisée... Par conséquent, l'origine des coups de feu n'est probablement pas celle que l'on indique aujourd'hui.

Remarquons d'ailleurs que certains témoins rebaptisèrent "fuyards" des personnes qui, manifestement, appartenaient à la Résistance. En 1946, ainsi, l'inculpé Graff déclara que, le 10 juin 1944, il avait patrouillé autour du village en compagnie d'un Russe et d'un Allemand :

[Dans un pré non loin du cimetière, poursuivit-il], le Russe aperçut un homme couché à plat ventre. Il a tiré sur cet homme qui n'a pas bougé. Le Russe s'est avancé et nous a fait signe de venir le rejoindre. A ce moment, j'ai vu qu'il y avait deux femmes, également couchées à plat ventre auprès de l'homme, l'une devant, l'autre derrière. Le Russe et l'Allemand ont immédiatement fait feu sur elles. L'une d'elles s'est levée et s'est mise à crier en tenant ses bras sur sa poitrine. En voyant ce spectacle, j'ai été tellement affolé que j'ai à mon tour tiré un coup de fusil dans sa direction (30).

Ce récit n'est pas crédible. A supposer, en effet, que ces trois civils n'aient pas été armés, il aurait été facile de les capturer vivants. De plus, comment croire qu'un SS entraîné ait pu s'affoler à la simple vue d'une femme hurlant ?

En vérité, nous sommes enclins à penser que, le 10 juin 1944, Graff se heurta, dans un pré, à des

maquisards et qu'une bataille s'ensuivit au cours de laquelle ces derniers furent tués.

Une déclaration primordiale

Heureusement pour l'Histoire, un témoignage capital permet d'entrevoir la vérité à ce sujet. Au procès de 1953, P. Tarnaud raconta son aventure. Le 10 juin 1944, deux SS l'avaient sommé de se rendre sur le lieu de rassemblement :

A ce moment-là, il y avait une mitrailleuse qui tirait du côté [du hameau] des Bordes dans un petit bois qui était à 400 mètres de chez nous. J'ai profité de l'occasion, ils se sont avancés pour voir ce qui se passait ; comme il y avait des haies, on s'est enfui derrière le tournant. Et ils nous ont perdus de vue (31).

Cette déposition, bien oubliée aujourd'hui, n'a guère retenu l'attention des juges. Or, huit jours plus tôt, le prévenu P. Graff avait déclaré que, le 10 juin 1944, les SS en faction autour du village avaient ordre de tirer sur les habitants qui n'auraient pas obéi à leurs injonctions (32). Sachant que les SS avaient l'ordre de tirer, les "deux gardiens" de M. Tarnaud n'auraient pas dû être surpris d'entendre une mitrailleuse crépiter.

En fait, s'ils décidèrent d'abandonner leur prisonnier en hâte et d'interrompre, sans ordre, leur mission de rabattage, c'est certainement qu'ils avaient jugé la situation suspecte et assez grave pour devoir intervenir en renfort (33). Selon nous, ces deux SS avaient perçu le début d'une bataille.

Deux événements, d'ailleurs, viennent appuyer cette idée : rappelons que, selon le rescapé, les tirs étaient venus "du côté des Bordes". Or, un autre témoin, Madame Thomas, déclara avoir vu, dans ce hameau, "des corps un peu partout" (34). Quand on sait que les SS avaient ordre non de tuer la population mais de la rabattre vers le Champ de Foire, on peut raisonnablement penser que des échauffourées ont effectivement eu lieu dans ce hameau, entraînant la mort de plusieurs civils. Notons enfin qu'un troisième témoin n'hésita pas à parler de "combat". Il s'agit de M. Borie qui, dans son récit rédigé quelques semaines après le drame, a écrit :

Des coups de feu claquent de partout. Je me dis : "Il y en a qui ne veulent pas suivre [les SS sur le Champ de Foire] et qui engagent le combat (34a)".

Or, on ne peut croire que des hommes surpris dans leurs occupations par des soldats armés aient tenté de résister au point d'engager un combat. Par conséquent, les détonations entendues par M. Borie eurent une autre cause...

Aujourd'hui, donc, la question d'une éventuelle embuscade tendue par des maquisards le 10 juin 1944 reste posée. A Bordeaux, les juges auraient dû se livrer à une enquête approfondie ; ils auraient dû confronter les témoins, interroger beaucoup plus longuement M. Tarnaud ainsi que Mme Thomas, convoquer P. Poitevin et lui demander ses sources.

Une nouvelle fois, le fait qu'ils s'en soient abstenus renforce la thèse du procès truqué.

Les SS ont-ils découvert des maquisards cachés ?

La thèse française

D'après la version officielle de l'histoire, durant les perquisitions les SS auraient impitoyablement tué tous ceux qu'ils avaient découverts cachés dans leur maison. Dans l'ouvrage intitulé Oradour-sur-Glane, par exemple, on lit :

Au cours de ce pillage systématique, les Allemands tuaient tous ceux qu'ils découvraient encore. C'est alors que les rescapés de la première heure risquèrent le plus. La prospection des ruines devait révéler aux équipes de secours quantités d'assassinats isolés (35).

De son côté, R. Hébras écrit :

Le massacre terminé, une chasse à l'homme fut organisée. Tout témoin était systématiquement abattu sans procès. Il fut découvert des corps un peu partout dans le village : dans un puits de ferme, dans le four d'une boulangerie... (36)

Deux faits troublants

Deux faits renforcent nos soupçons.

Nous avons vu que des personnes, dont certaines (M. Litaud, les enfants Pinède...) étaient des témoins, avaient été épargnées par les SS. Par conséquent, le moins qu'on puisse dire est que R. Hébras s'écarte de la vérité lorsqu'il prétend que "tout témoin était systématiquement abattu".

D'autre part, selon certains, "un vieillard de plus de quatre-vingt ans" (M. Litaud certainement) affirma avoir entendu, dans le bourg, une "fusillade tout l'après-midi" du 10 juin (37). Il ne fut pas le seul. Le 28 novembre 1944, Armand Sénon, qui, le jour du massacre, s'était caché chez lui, déclara :

J'ai attendu sans bouger, la nuit, entouré des lueurs de &l'incendie et entendant toujours des coups de feu (38).

Quelques mois auparavant, MM. Besson et Garaud avaient affirmé que des fusillades s'étaient produites "de 14 h 30 à 21 h 30" (38a).

Neuf ans plus tard, au procès de Bordeaux, un témoin à charge, A. Renaud, confirma ces propos. A l'audience, il lança :

J'ai vu qu'ils ont mitraillé toute la soirée [...].

Ça a duré pendant trois heures de temps : des mitraillades, des fusillades. On ne pouvait pas distinguer ce que c'était ; ça a duré une partie de la nuit et, vers trois heures du matin, ça s'éteignait par intermittence. Il y a eu des coups de feu jusqu'à 4 heures du matin, quand on est sorti du bourg (39).

Les termes employés sont clairs : durant des heures (treize selon A. Renaud), des rafales retentirent (40). Tout cela ressemble plus à une série d'escarmouches (doublée de l'explosion des cartouches cachées dans les maisons incendiées) qu'à l'assassinat de quelques fuyards découverts dans les maisons.

Les résultats d'une enquête française

La lumière sur ces "assassinats isolés" semble avoir été faite par H. Taege. Dans la recension de son ouvrage, P. Zind écrit :

D'après les Services Secrets de Vichy, les Allemands auraient découvert à Oradour "partout des armes et des munitions [...] mais aussi des maquisards camouflés encore marqués par le récent combat et qui, après leur audition, étaient immédiatement abattus". De son côté, l'ancien chef de l'état-major de la 2^e P[anzer] D[ivision] "Das Reich", Stückler, signalait dans son rapport de janvier 1949 que les recherches de la justice militaire allemande permettaient de dire que [...] au moment de la perquisition domiciliaire, à nouveau, les maquisards avaient tiré sur les soldats (Taege, p. 322) (41).

Notons qu'en 1953, à Bordeaux, A. Renaud déclara avoir entendu, pendant les perquisitions, "un coup de feu tiré dans la cour de la boulangerie Bouchoule" (42).

La thèse défendue, documents à l'appui, par H. Taege suffirait à expliquer la "fusillade" que certains rescapés prétendent avoir entendue tout l'après-midi.

Naturellement, on pourra s'étonner qu'aucun SS n'ait été touché par les tirs des résistants. Nous savons qu'au moins l'un d'entre eux, Albert Ochs, fut blessé durant l'après-midi du 10 juin 1944. En 1953, cependant, devant les juges de Bordeaux, il s'empressa d'affirmer que ses blessures avaient été causées par... des balles allemandes. Résumant sa déposition, le correspondant du *Monde* écrit :

Ochs [...] se rappelle très bien que son chef de groupe, le sergent Steger, déclara à ses hommes avant même d'arriver au village : "On va faire sortir les femmes et les enfants des maisons [...]. Si vous y trouvez vieillards ou malades qui ne sont pas sortis, il faudra les tuer sur place dans leur lit !".

"Moi, dit Ochs, j'ai commencé à avoir la frousse".

Il l'eut bien davantage lorsqu'il vit dans une maison [...] un SS allemand houspiller une vieille femme qui marchait avec peine, appuyée sur deux cannes.

"Je lui ai dit : laisse-la donc, tu vois bien que c'est une infirme".

Mais le sergent Steger veillait, l'arme au poing. Il rabroua le soldat Ochs, le menaça de le faire fusiller et, furieux, tira à bout portant sur la vieille femme qui s'écroula. Deux balles ricochèrent contre un mur pour venir se loger dans un mollet et un genou d'Albert Ochs (43).

En 1994, Maître Mingès, avocat qui défendit les SS alsaciens à Bordeaux, révéla à V. Reynouard que cette histoire n'était pas vraie. Toutefois, il n'en dit pas davantage. Ochs fut-il blessé par des tirs ennemis ? C'est très possible...

Par conséquent, aujourd'hui, la question des maquisards qui auraient été découverts par les SS reste posée. A Bordeaux, les juges auraient dû interroger plus longuement A. Renaud. Ils auraient également dû demander l'accès aux archives des services secrets de Vichy.

Le fait qu'ils s'en soient abstenus renforce la thèse du procès truqué.

RÉCAPITULATION

Le procès de Bordeaux fut donc une vaste farce judiciaire. Les autorités françaises, qui connaissaient la vérité sur le drame, auraient certainement préféré l'éviter. Toutefois, certains anciens SS étaient détenus par la justice française depuis 1944-1945; d'autres (des "Malgré-nous" alsaciens) vivaient sans se cacher ; enfin, une instruction était en cours depuis neuf ans. Dès lors, il n'était plus possible de reculer. Un non-lieu accordé à tous les inculpés aurait provoqué un scandale ; les autorités furent donc obligées d'organiser ce procès.

De l'étude des documents, il ressort que, du début à la fin, les magistrats furent manipulés. Ordre leur avait été donné de ne pas faire éclater la vérité. L'instruction fut donc lacunaire, au point qu'à Bordeaux le président du tribunal s'en offusqua. Mais sans insister. Il disposait d'un mois pour dissiper les ténèbres. Or, durant les audiences, un temps considérable fut perdu en digressions inutiles : on disséqua la vie des accusés, le "martyre" de l'Alsace-Lorraine occupée ; on évoqua les crimes commis par la division *Das Reich* antérieurement au 10 juin tragique...

Lorsque le drame en lui-même vint à l'étude, le tribunal refusa d'étudier la matérialité du crime. Aucune reconstitution ne fut organisée. Bien plus, de flagrantes contradictions ou invraisemblances entendues lors de l'audition des témoins ou des prévenus ne furent pas relevées. De multiples questions capitales pour l'Histoire furent laissées en suspens. A plusieurs reprises, le président aurait pu user de ses pouvoirs pour convoquer d'autres témoins, demander un supplément d'information et organiser une reconstitution. Il ne l'a pas fait.

Des témoins allemands (tels que Gerlach, Werner, Weidinger) ne furent pas entendus, bien que certains d'entre eux eussent exprimé le souhait de venir déposer.

Plus grave, à Bordeaux, la plupart des prévenus présents sur le banc des accusés n'était, le jour du drame, que de simples soldats. Aucun haut gradé ne figurait parmi eux. Or, en 1953, Lammerding, Stadler, Kahn, Barth..., vivaient encore. Aujourd'hui, on affirme qu'il fut impossible d'obtenir leur extradition. En vérité, tout démontre qu'en 1953 les autorités françaises ne voulaient pas juger les gradés. Un tel état d'esprit ne doit pas surprendre ; en effet, à la différence des subalternes, avec eux intervenait une notion nouvelle : celle de l'honneur, qui rendait impossible leur complicité avec les autorités en échange de leur prompt libération après le procès. Si des hauts gradés avaient été présents sur le banc des accusés, il aurait fallu les condamner à mort et les exécuter. Or, personne n'était naïf au point de croire que Lammerding, Stadler ou Kahn auraient accepté la sentence de mort sans crier haut et fort la vérité. Il valait bien mieux que seuls les "seconds couteaux" fussent traînés devant la justice et condamnés avant d'être promptement relâchés suite à une loi d'amnistie votée à la hâte.

Le procès de Bordeaux tournait au fiasco, achevant de démontrer que ce qui fut qualifié de plus monstrueux crime de la guerre n'était, en réalité, qu'une fripouillerie.

Toutefois, il avait permis aux autorités d'obtenir des condamnés une promesse de silence éternel. Encore aujourd'hui, les anciens SS respectent leur promesse, rendant très difficile au libre chercheur la découverte de la vérité.

NOTES de la section 6, III, Incohérences, invraisemblances...

1 "j'ai rebroussé chemin et j'ai trouvé M. Thomas, qui était le patron de mon père et boulanger de sa profession. Je suis allé me cacher derrière une haie. Il y avait Mme Octavie, sa nièce et moi [...]. Il doit s'en souvenir, n'est-ce pas M. Graff ? Graff aurait bien tiré sur moi, mais ma petite taille ne lui permettait pas beaucoup [...]. Alors, je suis parti ."

2 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire du 1er octobre 1946, p. 2.

3 Voy. *Le Monde*, 24 janvier 1953, p. 4, col. A.

4 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 16 janvier 1953, p. 19 : "M. LE PRESIDENT. - [...] Quels étaient les sous-officiers qui étaient [à l'église] ? GRAFF. - Genari. M. LE PRESIDENT. - Que faisait Genari ? GRAFF. - Il détruisait les confessionnaux. M. LE PRESIDENT. - Comment les détruisait-il ? GRAFF. - A coups de pied". Sept ans auparavant, au cours d'un interrogatoire, P. Graff avait déjà prétendu avoir vu, dans le sanctuaire, "Genari briser les statues à coups de crosse et arracher les portes du confessionnal" (voy. le procès-verbal de son interrogatoire en date du 10 octobre 1946, p. 2).

5 Voy. *Vision d'épouvante...*, p. 61.

6 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. B : "Il semble bien établi en effet que c'est au garage Desourteaux que Boos commanda le feu. Son sous-ordre, Busch, qui fit partie de ce peloton d'exécution, l'a lui-même précisé".

7 Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 3, col. A : "BOOS. - [...] J'ai pris le dernier groupe qui restait sur le Champ de Foire". Voy. aussi *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. B : "[G. Boos] fut chargé avec ses hommes d'encadrer le dernier des groupes".

8 Voy. les procès-verbaux d'interrogatoire du 21 avril 1947, p. 2 ("Kahn m'ordonna d'escorter avec mon peloton environ 25 hommes dans une grange") et du 8 août 1947, p. 2 ("J'avais été placé avec mon groupe devant une grange située dans la rue principale").

9 Voy. le procès-verbal de son interrogatoire du 26 août 1947, p. 2.

10 Voy. *Le drame...*, p. 20. Les passages soulignés l'ont été par nous.

11 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. D.

12 Voy. *Ouest-France*, 21 janvier 1953, p. 3, col. A.

13 Voy. *Le Monde*, 22 janvier 1953, p. 5, col. C : "Mais Lohner [...] l'accable de nouveau. Il répète et confirme que Boos [...] poussa les deux femmes vers la grange pour les mitrailler [...]. Busch, autre Alsacien, l'a vu également et apporte de nouveaux détails".

14 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire de J. Busch en date du 2 août 1946 : "Nous sommes revenus ensuite près de l'église et, en arrivant, Kahn nous a dit de nous mettre à l'abri, car il allait faire sauter l'église [...]. [Gnug] a été blessé des suites de l'explosion. Kahn a alors chargé mon groupe de conduire

le blessé à l'hôpital de Limoges" (p. 2).

15 Voy. *Plus près de la vérité...*, pp. 223-224. Voy., également, *Le drame...*, p. 27 : "Dans le courant de l'après-midi, un tramway d'essai en provenance de Limoges, est arrivé. Seuls quelques employés de la compagnie y avaient pris place. L'un d'eux, Monsieur Chalard, en descendit. En franchissant le pont qui enjambe la Glane, il fut abattu et son cadavre jeté dans la rivière. Les SS refoulèrent ensuite le tramway et ses occupants vers Limoges". Dans son rapport, le Dr Bapt confirma la découverte du "cadavre de M. Chalard, employé de la C.D.H.-V." dans la Glane (Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 148).

16 Id. : "Un second tramway (le régulier), toujours en provenance de Limoges, arriva vers 19 h 30, mais cette fois-ci bondé de passagers". Voy. également *Vision d'épouvante...*, pp. 82-86.

17 Dans son ouvrage, P. Maysounave écrit que le deuxième tramway est arrivé à Oradour "malgré les mises en garde du jeune Darhout [...] faites au hameau de Laplaud, à environ trois kilomètres du village qui brûle" (Voy. *Plus près de la vérité...*, p. 236).

18 Voy. *Le Monde*, 27 janvier 1953, p. 5, col. B.

NOTES de la section 6, IV, De graves lacunes

1 *Tulle et Oradour...*, p. 36. A Nuremberg, Jodl confirma qu'une procédure judiciaire avait été ouverte contre Diekmann. Mais il déclara ignorer comment elle s'était terminée (voy. *TMI*, XV, pp. 434-435, audience du 5 juin 1946).

2 Voy. *Le Résistant Limousin*, No 74, déjà cité, p. 7, col. B.

3 Copie d'une lettre de H. Taege à un correspondant de Strasbourg en date du 27 juillet 1995. L'article du baron von Münchhausen a été confirmé en 1994 par un journaliste de *L'Humanité* qui, après avoir étudié les rapports de Gleiniger, écrit : "Le 16 juin, Gleiniger adresse à ses supérieurs un long rapport entièrement consacré aux "événements d'Oradour" [...]. Le général fait valoir la disparition d'un major payeur du nom de Plehwe, de l'hôpital de L'Isle-Jourdain, qui "aurait été abattu par une bande de maquisards"" (voy. *L'Humanité*, 8 juillet 1994, p. 10, col. C).

4 Voy., par exemple, *Dans l'Enfer...*, pp. 98 et suivantes, les chapitres intitulés : "Recherche des mobiles", "Autres hypothèses", "Version et opinion allemandes".

4a Voy. le rapport des Renseignements généraux en date du 4 juillet 1944 in *La mémoire d'Oradour...*, p. 98, col. A.

5 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 36.

6 Voy. *Le Monde*, 27 janvier 1953, p. 5, col. B.

7 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 28 janvier 1953, p. 5.

8 Voy. J. Kruuse, *Oradour-sur-Glane*, Éditions Fayard, 1970, 184 p., p. 50.

9 Voy. *Oradour, Tulle...*, p. 1824, col. A et B.

10 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, p. 42.

11 Voy. *Nouvelle Voix*, No 64, p. 4, col. C.

12 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire d'H. Werner en date du 20 novembre 1947, p. 2.

12a Révélation faite à V. Reynouard par Pierre V... lui-même, le 16 décembre 1996 .

12b Révélation faite à Vincent Reynouard par C. B. dans une lettre en date du 16 décembre 1996 : "Je me rends compte que j'ai omis de vous signaler que ce Monsieur Meyer, Allemand de la division *Das Reich*, avait dit au Monsieur de Haguenau que les partisans ont tiré sur eux quand ils sont arrivés devant Oradour ; il y eut de nombreux coups de feu du côté des partisans.

13 "M. RENAUD. - Alors, arrivé au coin d'un mur, j'ai voulu sauter. En même temps que j'ai voulu sauter, ils m'ont tiré dessus une balle. M. LE PRESIDENT. -- Il vous ont tiré dessus ? [M. RENAUD]-- Une rafale de mitraillette" (*Ibid.*, p. 22).

14 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 29.

15 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 103.

16 Voy. *L'Affaire (réelle) d'Oradour-sur-Glane*, écrit anonyme (signé R.T.N.), non publié, sans date, 27 p., p. 8. En juin 1944, l'auteur de cette brochure habitait Limoges, non loin d'Oradour (p. 3). Voy. aussi *Nouvelle Voix*, No 63, p. 4, col. B.

17 Voy. *le Bonhomme Normand*, livraison du 27 février 1942, p. 1.

18 Voy. *le Bonhomme Normand*, livraison du 24 avril 1942, p. 1.

19 Voy. Mauloy, *Les Nouveaux Saigneurs* (Éditions de la Balance, 1948, 279 p.), p. 161-163.

20 *Ibid.*, pp. 165-167.

21 Renseignement livré par G.D.

22 Voy. *Ville Martyre...*, p. 53.

23 Voy. *Le Résistant Limousin*, No 74, déjà cité, p. 6, col. A.

24 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 26 janvier 1953, p. 15.

25 Nous ne révélerons pas le nom de ce témoin qui a refusé d'être enregistré.

26 Voy. *Dans l'Enfer...*, p. 23.

27 Voy. *Le drame...*, p. 13.

28 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 29.

29 D'après J. Darthout, seuls "quelques rares habitants, surtout des jeunes" "se sont cachés [...] puis se sont enfuis" (voy. la déposition de J. Darthout recueillie par Guy Pauchou le 2 décembre 1944, p. 1). En réalité, comme nous le verrons plus loin, de multiples personnes se sont cachées dans les immeubles et n'ont pas fui.

30 Voy. le procès-verbal d'interrogatoire du 1er octobre 1946, p. 2.

31 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 26 janvier 1953, p. 16. Ce que le correspondant du *Monde* à Bordeaux résume comme suit : "les Allemands continuaient leur marche. Ils cernaient tout sur leur passage. M. Tarnaud devait donc tomber, lui aussi, entre leurs mains, mais une mitrailleuse se mit à tirer à ce moment du côté du hameau des Bordes, et ses deux gardiens se précipitèrent pour voir ce qui se passait. Il en profita pour leu@r fausser compagnie" (voy. *Le Monde*, 28 janvier 1953, p. 4, col. E).

32 Voy. *Le Monde*, 20 janvier 1953, p. 7, col. B. "Nous avons l'ordre d'empêcher quiconque d'entrer ou de sortir, et de tirer sur ceux qui n'obéiraient pas". Cet ordre paraît compréhensible car les gradés SS savaient qu'ils allaient en mission dans un haut lieu du maquis.

33 Certains répondront qu'une rafale de mitrailleuse n'est pas le signe d'un début de bataille. C'est exact. Toutefois, nous savons, grâce à une source que nous ne pouvons révéler, que M. Tarnaud altéra volontairement son témoignage au procès de Bordeaux.

34 Voy. *Le Monde*, 27 janvier 1953, p. 5, col. C.

34a Voy. *Paris-Match*, M 2533, 23 juin 1994, le témoignage inédit de Mathieu Borie, p. 60, col. A.

35 Voy. *Oradour-sur-Glane...*, p. 58.

36 Voy. *Le drame...*, p. 24.

37 Voy. "Compte rendu des événements d'Oradour-sur-Glane...", rapport de l'ingénieur de la SNCF, déjà cité, p. 4.

38 Voy. le témoignage d'A. Senon recueilli par G. Pauchou le 28 septembre 1944 (pièce présente dans le dossier de l'instruction du procès de Bordeaux).

38a Voy. leur témoignage consigné dans le rapport des Renseignements généraux en date du 4 juillet 1944 (in *La mémoire d'Oradour...*, p. 98, col. A).

39 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, pp. 24 (première phrase) et 27. En 1994, A. Renaud confirma devant V. Reynouard que des tirs avaient résonné partout dans le village de 15 heures à 3 heures du matin.

40 Certes, R. Hébras ne mentionne que "quelques coups de mitraillette". Toutefois, nous sommes persuadés que le témoin n'a pas tout dit. En effet, nous savons que, peu après la tragédie, il s'engagea dans les FTPF (renseignement donné par G.D.). Il connut donc les dessous de l'affaire, ce qui le convainquit de garder le silence sur certains faits gênants. Notons d'ailleurs que, dans son témoignage publié en 1992, toute mention à des rafales de mitraillette a disparu.

41 Voy. *Nouvelle Voix*, No 65, p. 7, col. C.

42 Voy. les sténotypies du procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953, pp. 23-24.

43 Voy. *Le Monde*, 21 janvier 1953, p. 7, col. B. Au cours de l'instruction, MM. Lohner et Elsaesser avaient déjà formulé un récit semblable.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est <aaargh@abbc.com>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is <aaargh@abbc.com>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 13](#) | [Partie 14](#) | [Partie 15](#) | [biblio](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 14

Septième section

LA PAILLE ET LA POUTRE

"Il n'y a pas de hiérarchie dans l'horreur du crime,
dans l'atrocité de la souffrance,
dans la façon de faire saigner la viande humaine."

Raymond Rageau

ORADOUR-SUR-GLANE :

CENTRE DE PROPAGANDE ANTIALLEMANDE

Oradour-sur-Glane est aujourd'hui visité par des milliers de touristes chaque année.

Dans le village martyr, un des guides, M. Lamaud, termine régulièrement son exposé en déclarant que le drame du 10 juin 1944 doit constituer, pour la jeunesse, une mise en garde contre tout embrigadement idéologique. P. Maysounave évoque la "symbolique globale" du village martyr et clame qu'Oradour est devenu le "symbole du refus de la guerre totale" (1). Pour Sarah Farmer, enfin, la construction future d'un "musée de la mémoire pour Oradour", sera:

un espace destiné aux expositions temporaires [qui] visera à "élargir et actualiser la problématique posée par le drame d'Oradour" en évoquant des conflits dans lesquels souffrent des populations civiles (2).

Toutes ces déclarations peuvent laisser croire que le village martyr est devenu un centre européen de réconciliation et de condamnation de toutes les guerres. Or, il suffit de gratter le vernis pour s'apercevoir qu'en réalité Oradour-sur-Glane reste, comme tous les autres lieux de "Mémoire", un site de propagande antiallemande sous couvert de la lutte contre un régime politique disparu depuis plus d'un demi-siècle.

Oradour et la haine

Dans le "village-martyr", les stèles commémoratives évoquent "la barbarie nazie" ; il en est de même dans le cimetière où des dizaines de plaques ont été déposées par diverses associations et plusieurs villes. L'une d'entre elles, datant de 1975, porte la mention :

A la mémoire des Martyrs

d'Oradour-sur-Glane

Victimes de la Bestialité Nazie

A la mémoire de tous les Français

Assassinés par l'Envahisseur Honni

de la part d'un trop faible nombre

de citoyens du canton de Charny (89)

Honte à l'Allemagne Criminelle du Passé

Mise en garde solennelle à l'Allemagne

d'aujourd'hui qui hélas laisse revivre

les formations pro-nazies et protège

les Anciens Monstres Hitlériens

De son côté, P. Maysounave affirme que le général De Gaulle connaissait "le niveau de criminalisation de l'armée allemande depuis la fin du XIXe siècle" (3). Dans un chapitre intitulé "Oradour, crime unique?", l'auteur mentionne des meurtres de masse commis (ou prétendument commis) par les Allemands en URSS, en Belgique (affaires de Stavelot et de Malmédy), en Tchécoslovaquie (affaire de Lidice), en Italie (affaires de Boves et de Marzabotto)... Plus loin, au chapitre III, il cite à deux reprises le faussaire Hermann Rauschning afin de prétendre que Hitler désirait éliminer des populations entières (4). De même R. Hébras termine-t-il sa brochure en écrivant :

Je ne peux pas terminer ce livre sans rappeler les noms d'autres villages qui ont subi la sauvagerie des nazis :

Lidice : 476 victimes [...]

<http://www.abbc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORA14.html>

28/10/99

Marzabotto : 1836 victimes [...] ;

Dismoton : 239 victimes [...] ;

Maillé : 126 victimes [...] (5).

Ainsi que l'a écrit Marcel Iffrig :

ceux-là mêmes qui brandissent sempiternellement le cas d'Oradour veulent en faire le type même de la "barbarie nazie" qui se serait tout naturellement reproduit à des centaines, voire à des milliers d'exemplaires [...]. Tout se passe, en effet, comme si les événements d'Oradour n'avaient ni tenants ni aboutissants que la volonté, présentée comme conaturelle, des membres de la Waffen-SS, de ravager, d'incendier, de tuer [...].

S'il s'agit de juger le comportement des soldats allemands durant cette guerre, et particulièrement ceux de la Waffen-SS, le seul nom d'Oradour suffit à clore le débat (6).

On cherchera en vain, dans les livres (même récents) consacrés à Oradour, une seule mention des crimes commis par les Alliés pendant et après la guerre. Pourtant, et au risque de choquer certains, nous rappellerons que, à partir de 1945 et dans les territoires germaniques, d'innombrables meurtres de masse abominables et gratuits furent commis par ceux qui, aujourd'hui, se permettent de juger les SS.

Combien d'Oradours dans les territoires germaniques ?

Les femmes crucifiées à Nemmersdorf [par les alliés soviétiques]

Citons, par exemple, le cas de Nemmersdorf, petite ville prise par les Russes en 1945 puis reprise par les Allemands. Un membre du Volkssturm, qui participa au nettoyage de la ville, raconte :

Avant d'y parvenir [à Nemmersdorf], nous rencontrâmes des voitures de fugitifs renversées, et des bagages dispersés. La colonne, composée par des réfugiés des régions d'Ebenrode et de Gumbinnen, emplissait la localité. Tous les véhicules avaient été détruits par les chars et gisaient dans les rues ou dans les fossés. Les bagages avaient été pillés. Ce qu'il en restait fut rassemblé par nous dans l'église. Nous ne découvrîmes aucune trace de la population civile.

En bordure du village, dans la direction de Sodehnen, il existe une grande auberge, "Weisser Krug", à gauche de la route conduisant aux fermes environnantes. A la première de ces fermes, nous découvrîmes une charrette à laquelle quatre femmes nues étaient crucifiées les mains clouées. Derrière la "Weisser Krug" en direction de Gumbinnen, il y a une place avec le monument aux morts, et, plus loin, une autre auberge, la "Roter Krug", avec une grange. Cette grange a deux portes. Sur chacune d'elles une femme était également crucifiée, également clouée par les mains. Dans les maisons au-delà, nous trouvâmes 72 cadavres de femmes, d'enfants, plus celui d'un vieillard de 74 ans, qui avaient été tués bestialement, à l'exception de quelques-uns qui avaient reçu une balle dans la nuque. Plusieurs enfants étaient encore au maillot... (7)

Massacre à Striegau

En Silésie, la ville de Striegau fut également prise par les Russes avant d'être reprise. Les endroits où furent retrouvés des cadavres ainsi que l'état de ces derniers furent soigneusement consignés dans un rapport dont voici quelques extraits :

Le long de la grande route vers Järischau : Plusieurs corps de vieillards (hommes et femmes), certains d'entre eux ayant des blessures de balles de pistolet derrière le cou.

Gräbenstrasse, entrée par la Promenade : Le corps d'une femme, d'à peu près 30 à 35 ans, l'abdomen mis à nu et couvert de sang ; près d'elle une femme plus vieille, les bras entourant le tronc d'un arbre, morte par balles.

Dans le fossé de protection contre les shrapnels, près de la Promenade devant la nurserie Teicher : Trois hommes, deux femmes, et un enfant d'environ deux ans, tous morts par balle.

Dans la propriété du dentiste, Dr. R. : Le cadavre du Dr. R. a été découvert couché sur une banquette de l'antichambre. Le corps avait une blessure de pistolet dans la poitrine juste sous l'épaule gauche. Le mort pressait dans sa main droite un coussin qui était recouvert d'une sorte de compresse. Il est probable que le Dr. R. mourut de sa perte de sang, aucune aide médicale ne pouvant être trouvée. Sur les marches conduisant à la porte principale de la maison, le corps du Regierungsrat (un officiel de haut rang) était couché [...].

N° 2, Pilgramshainerstrasse : Au lavoir, le corps d'un homme, avec une jambe artificielle ; à côté de lui sa femme et un enfant, tous morts par balle ; la femme était nue.

N° 12, Pilgramshainerstrasse : Trois femmes mortes, un enfant mort, asphyxiés par gaz, suicide. Devant la maison, plusieurs corps d'hommes, morts par balle.

Coin de la Wilhelmstrasse et de la Ziganstrasse (épicerie) : Trois femmes assez vieilles, leurs abdomens mis à nu, indices de viol, tuées par balle ; dans le grenier, un homme assez vieux, suspendu tête en bas à l'aide d'une corde [...].

N° 5, Ziganstrasse : Dans la cave, un couple âgé, tué par balles, leurs yeux arrachés. Dans le grenier, les unes à côté des autres, deux femmes plus âgées, une jeune femme, une jeune fille d'à peu près 20 ans, une autre fille âgée de 10 à 12 ans, toutes présentant des signes de viol.

Dans la chapelle appartenant au monastère de la Sainte Hostie, Wilhelmstrasse : 10 à 12 réfugiés allemands de Pologne, tous tués par balle, hommes et femmes. Toutes les femmes, parmi elles une de 84 ans, ont été violées et leurs abdomens sont mis à nu.

Sous l'église du monastère, près de la porte de la cave : Le corps nu d'une jeune fille, d'à peu près 14 ans, apparemment morte de faim après avoir été enfermée là.

Wilhelmstrasse, dans la propriété de l'instituteur Saddler Kretschmer : Le couple Kretschmer, mort suicidé par pendaison à la traverse d'une fenêtre. Dans la cave, le corps du marchand de cigares, R., et les corps de deux filles d'âge différent, tous s'étant suicidés

par pendaison.

N° 8, rue de la Gare : Dans l'appartement au premier étage, le corps d'une femme de 60 ans, pendue à la poignée d'une porte. Couchées au sol, les corps nus de deux femmes, âgées d'environ 30 et 50 ans, tuées par balles, présentant des signes de viol sadique ; sur le sofa, un garçon de 13 ans, tué par balle ; couché sur le lit, le corps nu d'une jeune fille de 16 ans, tuée par balles, violée avec sadisme, un manche à balai enfoncé dans son vagin.

Rue Haidauer, maison de repos de Conneil : Parsemés dans les chambres, des corps d'hommes et de femmes, tous tués par balle. Dans le passage de la cave, quatre vieilles femmes couchées sur leur lit, tuées par balles, leurs abdomens mis à nu. Un corps a une blessure béante à l'abdomen, apparemment causé par des coups de botte [...].

Kirchstrasse, église Sainte Barbara : Des corps de femmes de différents âges, traces de viols, toutes mortes par balles.

Rue de la gare : Dans l'appartement de Madame H. [...], les corps de Mme H. et de sa fille. Mme H. s'est coupé les veines des poignets mais a tué sa fille avant de mourir en l'étranglant avec une serviette dont elle a fait un noeud. Apparemment, Mme H. n'a pas pu supporter l'idée du viol de sa fille.

Rue Hohenfriedeberger (Maison Kolbe) : Deux corps de femmes, suicide au gaz.

Gräbenstrasse, la propriété n'a pas été nommée : Une femme assise à table avec sa fille, suicide au gaz.

N° 33, rue Schweidnitzer, propriété de Preuss : Dans le jardin, les corps de deux garçons âgés de 14 et 15 ans, tous les deux tués à la poitrine, les fils de Mme K. de la Wilhelmstrasse.

Découverte individuelle à Striegau (même source) :

N° 2, Thomasstrasse : Une vieille femme, tuée par balle.

Rue Hohenfriedeberger : Couché dans le caniveau, le corps d'un garçon âgé d'environ 14 ans, écrasé par des véhicules lourds, tué d'une balle dans la nuque [...].

Près de l'église évangélique : Le corps de SS, gorge tranchée.

Rue Pilgramshainer, la propriété n'a pas été nommée : Le corps d'une jeune fille nue, un bâton a été introduit dans son vagin.

Usine à gaz, dans l'appartement du responsable de pipeline : Etendue sur un sofa, une femme, en partie déshabillée, deux impacts de balles dans la bouche, son cerveau collé en partie au mur [...].

Usine à gaz, dans l'appartement du responsable du gaz, qui a été démoli par un obus : Sous les décombres est étendu le corps d'une femme à moitié nue, une blessure de balle dans la bouche. Ses seins et ses fesses ont été lacérés lors d'un assaut sexuel sadique [...].

Rue de la Gare, dans la propriété de Schultzik, propriétaire de la carrière : La tante du propriétaire, 72 ans, est étendue dans la cuisine, les yeux arrachés [...] (8).

Des Oradours par centaines

Des "Oradours" furent commis un peu partout dans ces territoires. A Gottesdorf-Glockenau (Silésie), par exemple, les Russes accusèrent les habitants d'avoir résisté à l'occupation de la ville. Une action punitive fut alors entreprise "d'une ampleur et d'une cruauté inimaginables, comme seules les nations slaves en sont capables" (*Ibid.*, p. 41). D'après un rapport :

environ 200 habitants des districts ruraux de Gottesdorf ont été tués par balle. Les Russes enrageaient surtout contre le village de Gottesdorf lui-même, où des familles entières furent liquidées jusqu'au plus jeune enfant. Les hommes qui étaient capables de travailler et aussi quelques femmes furent emmenés... en Russie [*Id.*].

Il en fut de même dans de multiples autres villes ou villages. Selon un témoin qui vivait à Eichthal (Silésie) :

Les Russes, parmi les atrocités et les crimes, ont tué, notamment dans les villages du voisinage, Rogau (environ 60 hommes), Gross-Schimmendorf (environ 10 personnes), et Boguschütz (section de Glockenau), où plus de 280 personnes, des hommes, des femmes, des filles, et des petits enfants ont été tués, souvent des familles entières, et, en tous les endroits, spécialement les prêtres catholiques avec une extrême cruauté, probablement sur ordres soviétiques venus de haut [*Ibid.*, p. 40].

En Yougoslavie :

Les liquidations massives eurent lieu presque toutes pendant la période anarchique qui précéda les lois du 21 novembre [1945] et furent le fait des organisations de la Résistance qui massacrèrent alors des villages entiers (9).

Dans le village de Sannad (région du Banat) :

Tous les hommes furent arrêtés le 20 octobre 1944, torturés par les partisans, puis tous fusillés le lendemain. Après les hommes, on s'empara ensuite des femmes. Un premier groupe fut fusillé sur-le-champ, après l'assassinat de leur mari ; le reste des femmes et des enfants fut transféré au mois de décembre 1944 au camp de Kikinda. Le 17 décembre 1944, 64 femmes du camp furent fusillées, seules cinq femmes de Sannad sont encore vivantes au camp de Kikinda [*Ibid.*, p. 39].

A Ruskodorf, où vivaient 120 familles allemandes, qui étaient presque tous journaliers agricoles, la population fut exterminée de la même manière ; les paysans de ce village furent particulièrement torturés. Au début de novembre 1944 un certain nombre d'entre eux furent pris par des partisans, mutilés avec des couteaux, et ensuite, pendant qu'ils étaient encore vivants, on leur coupa les bras et les pieds à coups de hache. Les femmes et les jeunes filles du village furent torturées, puis violées et massacrées sous les yeux de leurs parents [*Ibid.*, p. 42].

Visions de "fin du monde" à Neubrandenbourg

A Oradour, on a prononcé le mot "Enfer", on a imposé le terme de "vision d'épouvante". Mais alors, comment faut-il qualifier les atrocités commises par les alliés dans les territoires occupés par eux ? Francis Sampson, un Américain qui avait été enfermé dans un camp de prisonniers près de Neubrandenbourg pendant la guerre, visita cette ville quelques heures après sa "libération" par les Russes. Il écrit : "J'ai cru assister à la fin du monde ou au Jugement dernier" (10) :

A quelques mètres de notre camp, dans la forêt, nous sommes tombés sur un tableau que je n'oublierai jamais jusqu'à la fin de mes jours. Plusieurs jeunes filles allemandes avaient été violées, puis massacrées sur place. Quelques-unes étaient pendues par les pieds, éventrées. Des camarades m'avaient déjà raconté des choses semblables, mais j'avais refusé de les croire [...].

[Dans la ville] La plupart des maisons brûlaient encore et les rues étaient bloquées par les ruines des murs écroulés. Des Allemands, hommes, femmes et enfants, déblayaient la rue principale sous la surveillance d'un soldat russe. On ne s'occupait des cadavres, qui jonchaient un peu partout le sol, que s'ils étaient une gêne pour le trafic [*Ibid.*, pp. 360-361].

Dans ses mémoires, un ancien SS français raconte la retraite allemande en Russie, dans des lieux que les Soviétiques avaient déjà conquis. Il écrit :

C'est un spectacle de désolation immense que nous traversons [...].

Un car entièrement brûlé, avec sa grande croix rouge encore en partie visible, nous cache un spectacle digne du passage d'Attila et des Huns.

Une trentaine de corps de jeunes femmes, dans des positions grotesques, et pornographiques, à moitié nues, du sang coagulé sur les fesses de la plupart, les visages tuméfiés, gisent là, devant nous. Elles ont toutes les seins coupés ! et certaines, une bouteille dans le vagin, qu'elles tiennent à pleines mains.

Quelle sinistre mise en scène ! Les sodomisations répétées les ont littéralement défoncées et déchirées.

Les lambeaux de vêtements montrent qu'il s'agissait d'infirmières [...].

Plus loin, un soldat allemand mort, assis, adossé à un poteau, ses parties viriles, coupées, dans la bouche, tient lui aussi une bouteille en guise de pénis, l'autre main, soutenue par un morceau de bois, indiquant la direction du car... [...].

Le comble, nous le verrons à la prochaine ferme :

Des femmes nues, crucifiées sur les portes des granges, jambes écartées, un objet quelconque dans le vagin ou l'anus, selon la position de face ou de dos de la suppliciée, et une carotte ou un navet dans la bouche ! (11)

Dans son livre, K. F. Grau dresse le bilan des atrocités soviétiques dans 4.199 districts de Silésie. Des cas de meurtre (souvent de masse) ont été répertoriés pour 2.553 d'entre eux ; des cas de viol pour 2.626, des cas de kidnapping ou de déportation pour 3.183, des cas de suicide pour 1.077, des cas de mort diverse pour 1.249 (12).

Mais on aurait tort de croire que les Soviétiques (et plus particulièrement leurs troupes composées de Mongols) furent les seuls à commettre des atrocités. Certes, l'individu qui arrache les yeux d'un vieillard ou qui coupe les seins d'une femme provoque la répulsion et l'horreur ; on imagine aisément le soldat portant l'étoile rouge sur son uniforme, sali par des semaines de combat, rendu fou par la haine, parfois ivre, se jetant sur sa victime en hurlant. Toutefois, cet homme vaut-il moins que le pilote frais et impeccablement rasé qui, après avoir pris son bain puis son petit déjeuner en écoutant du jazz ou les Star Sisters, monte dans sa forteresse volante et, une fois au-dessus de la ville ennemie, presse tranquillement un bouton qui va entraîner la chute de plusieurs centaines de kilogrammes de bombes incendiaires? N'oublions pas, en effet, que bien avant le déferlement des hordes soviétiques, les Allemands, notamment, avaient connu les sinistres "bombardements de terreur" anglo-américains.

Les "bombardements de terreur" alliés sur l'Allemagne et le Japon

Tornade de feu sur l'Allemagne

Le premier d'entre eux avait eu lieu dans la nuit du 28 au 29 mars 1942, lorsque 234 bombardiers larguèrent 144 tonnes de bombes incendiaires et 160 tonnes de bombes explosives sur la ville de Lübeck (13), transformant cette ville en "un champ de ruines fumantes" (*Ibid.*, p. 83). Le 30 mai suivant, celui qui les organisait, A. Harris, réitéra contre Cologne avec un raid auquel participèrent "près de 900 avions" (14), nombre jamais atteint dans l'histoire. Ceux-ci lancèrent "1.457 tonnes de bombes dont les deux tiers étaient des bombes incendiaires" (*Id.*). Ainsi, en une nuit, 240 hectares de Cologne furent dévastés (*Ibid.*, p. 84).

Au terme de ces deux "essais", les bombardements de terreur étaient au point; ils allaient désormais se suivre sans relâche. Le 2 décembre 1942, Francfort-sur-le-Main fut la cible de la RAF, puis ce fut au tour de Essen, de Dortmund, de Düsseldorf, de Hambourg, de Hanovre, de Cassel, de Schweinfurt, de Nuremberg, de Munich, de Stuttgart, de Darmstadt, de Berlin, de Mannheim, de Brunswick, de Kiel, puis, enfin, de Dresde. Hors de l'Allemagne, d'autres villes, telles que Gênes, Turin, Milan, pour l'Italie (15), Lorient, St-Nazaire (16), Marseille, Rouen, Caen, St-Lô, Le Havre (17), pour la France, Knaben, pour la Norvège, furent également bombardées. Nous ne reviendrons pas sur ces bombardements criminels auxquels plusieurs livres ont été consacrés (voy. notamment les ouvrages de D. Irving).

400 Oradours en quelques heures

Un rapport américain publié après la guerre affirme que 305.000 Allemands trouvèrent la mort dans ces bombardements (18). Toutefois, d'après F.J.P. Veale, ce chiffre est "loin au-dessous de l'estimation aujourd'hui acceptée d'une manière générale"18a. L'auteur rappelle qu'en 1949, au procès du général von Manstein, le chiffre de 250.000 morts pour Dresde fut avancé (*Id.*)19. Encore en 1992, les autorités de la ville estimaient "réaliste un nombre de 250.000 à 300.000" (lettre à une citoyenne allemande dont nous possédons une copie) : environ 400 Oradours ! En 1961, le général Hans Rumpf, après une minutieuse étude, conclut qu'en Allemagne, entre 1940 et 1945, 600.000 personnes avaient été tuées et 800.000 blessées par les bombes anglo-américaines (20).

Tornado de feu sur le Japon

Le Japon, lui aussi, fut la cible de ces "bombardements de terreur". Le premier d'entre eux eut lieu dans la nuit du 9 au 10 mars 1945. Depuis longtemps, déjà, la capitale nipponne était considérée comme un objectif non seulement militaire, mais aussi :

psychologique très important. Une attaque efficace contre la capitale, résidence de l'empereur et centre de la machine de guerre japonaise, aurait des répercussions énormes sur la population (20a).

Dans le crépuscule du 9 mars, les bombardiers décollèrent. Les premiers emportaient avec eux 180 kg de bombes au napalm réglées pour exploser à trente mètres et destinées à provoquer "des incendies préparatoires" (*Objectif Tokyo* p. 134). "Les suivants transportaient chacun 24 bombes de 200 kg. Les chapelets, à 150 mètres, libéraient une pluie de bombes incendiaires M-69 de 3 kg" (*Id.*).

Dans la ville :

La plupart des enfants fréquentant les écoles avaient été évacués, sur décision du gouvernement, vers les campagnes environnantes. Mais dans les bas quartiers, les habitants ne pouvaient se permettre d'envoyer leurs enfants, leurs femmes et les vieillards à l'extérieur de la ville. Une grande partie de la population demeurait ainsi exposée à une attaque incendiaire [p. 143].

Certaines mesures de précaution avaient pourtant été prises : aménagement d'abris, baignoire ou tonneau rempli d'eau dans chaque maison, passages coupe-feu de 10 à 35 mètres de large pratiqués dans la ville, présence de 8.000 pompiers (souvent mal entraînés et mal équipés) au lieu de 2.000 en temps de paix (pp. 144-148). Mais elles se révélèrent dérisoires lorsque les milliers de bombes incendiaires eurent rapidement transformé la ville en un gigantesque brasier.

Les premières bombes tombèrent à minuit quinze (p. 184). Dans les rues, "la frayeur se mua en panique indescriptible" (p. 185). Très rapidement :

un mur de flammes balay[a] Tokyo. Ce n'[était] pas une colonne, ou une masse de feu, mais véritablement un raz-de-marée qui déferl[ait] sur la terre, dévorant tout sur son passage. Il laiss[ait] derrière lui des cendres, des ruines, la destruction totale et des corps calcinés et désintégrés par la chaleur délirante [p. 192].

La chaleur était telle que les bombardiers de soixante tonnes :

étaient balayés comme des allumettes ; à quinze cents mètres, des B-29 étaient soulevés en quelques secondes jusqu'à 2.500 et 3.000 mètres. Et ces forces thermiques firent autant de dégâts que la DCA [...].

Les pilotes de chasse japonais déclarèrent par la suite qu'il leur avait été impossible de conserver le contrôle de leurs légers appareils et qu'ils furent littéralement projetés dans le ciel sans pouvoir effectuer les évolutions qui leur eussent permis d'attaquer les B-29 [pp. 199-200].

Au sol :

Les abris dans lesquels des milliers de gens [avaient] pris place [étaient] en bois. La mort surgit en un éclair et la douleur [fut] brève. Les langues de feu, les boules de flammes jailliss[ai]ent dans les rues, les impasses, atteignant des groupes qui brûl[ai]ent en un instant, rôti[sai]ent comme des torches vivantes, dans des souffrances inouïes.

Le quartier de Asakuna compren[ait] un grand temple bouddhiste. Quand le sinistre commen[ça] à s'étendre dans les quartiers pauvres, des dizaines de milliers de personnes se souvi[nrent] qu'aux pires moments du tremblement de terre et des incendies de 1923 il [était resté] intact et [avait constitué] un refuge miraculeux pour ceux qui s'y [étaient réunis]. Ainsi, par milliers, les gens affolés se précipit[èrent] vers le temple et s'engouffr[èrent] dans l'immense construction. Au-dehors, une véritable marée humaine [vint] battre les murs. Des mères avec leurs enfants, des vieillards, tous ceux qui [pouvaient] se sauver, tent[èrent] d'en approcher.

Beaucoup de personnes port[ai]ent un manteau pour se protéger des flammes. Dès que leurs vêtements commen[ça]ient à fumer, ils s'en dé[faisaient] rapidement, exposant ainsi directement leur peau à la chaleur et se faisant d'horribles brûlures. Nombreux [furent] ceux qui ne par[vinrent] même pas jusqu'à ce refuge et qui tom[bèrent] alors au hasard des rues, où la population, en pleine panique, les abandonn[ait] à leur sort.

Le miracle ne se reprodui[sit] pas cette nuit : le temple ne sau[va] personne.

Les B-29 déver[sèrent] leurs chapelets de bombes [...].

En quelques minutes, le grand temple flamb[a] de toutes parts ; les toitures crevées s'abatt[irent] sur la foule au milieu des éclairs blancs aveuglants.

La panique s'empar[a] de tous ceux qui [s'étaient] entassés dans l'enceinte du temple ; les bombes éclat[èrent] dans cette masse humaine. Les gens recul[èrent] terrorisés et hurl[èrent] comme des fous. Il fa[llait] fuir, s'échapper. Mais, en un clin d'oeil, le temple [était] devenu un enfer. La foule, comme un monstre insensé, bondit et se débat[tit]. Des enfants, des femmes et des hommes, jeunes et vieux, [furent] piétinés [...].

La foule écras[ait] de ses chaussures des yeux, des visages, des corps dont les os craqu[ai]ent comme des allumettes. En quelques secondes, plusieurs centaines d'êtres humains [furent] massacrés [pp. 213-215].

Tokyo : 400 Oradours

Le lendemain, on découvrit que des milliers de personnes avaient littéralement bouilli :

Cela venait du fait que l'eau des canaux peu profonds dans lesquels un grand nombre de personnes s'étaient réfugiées s'était mise à bouillir sous l'effet de la chaleur intense des incendies environnants [p. 241].

Certains survivants :

restaient assis par terre ; d'autres se tenaient immobiles sans un geste, pareils à des statues. Ils gardaient les yeux fixés sur la plus terrible et monstrueuse des ruines qui remplaçait ce qui avait été leur ville [p. 25].

Ce premier raid fit officiellement 130.000 victimes (p. 242). Mais les autorités, "qui connaissaient mieux les bas quartiers", avancèrent le chiffre de 250.000 (p. 20) : env. 400 Oradours !(21)

Un mois plus tard, le 13 avril, 327 B-29, transportant avec eux 250 kg de bombes incendiaires, frappèrent de nouveau la capitale, au nord-ouest cette fois. Bien que l'objectif eût été purement militaire (il s'agissait de l'arsenal), "quelques bombes tombèrent dans la zone urbaine voisine de l'objectif, et les flammes s'étendirent et brûlèrent 18 kilomètres carrés de la ville" (pp. 245-246). Trente-six heures après, 754 tonnes de bombes incendiaires furent déversées sur le sud de Tokyo, dévastant 8 kilomètres carrés ainsi que le centre industriel Kawasaki (p. 246). Le 24 mai, 520 B-29 larguèrent 3.646 tonnes de bombes sur le centre et le sud de la cité impériale et, quarante-huit heures plus tard, 3.252 tonnes de bombes "s'écrasèrent au coeur même de la capitale : le quartier commercial de Ginza, celui des bâtiments officiels et des ambassades et celui qui entoure le palais impérial" (p. 247). M. Caidin écrit :

Tout nouveau bombardement sur Tokyo était désormais inutile. Au cours des sept attaques incendiaires menées contre elle, 2.041 superforteresses avaient lancé 11.836 tonnes de bombes, 90 kilomètres carrés étaient totalement détruits, correspondant à plus de la moitié de la superficie totale de la capitale. Mais cette moitié était précisément celle qui contenait tous les objectifs industriels importants [Id.].

Tokyo ne fut pas la seule ville dévastée par les Américains.

Autres villes rasées

Le 12 mars 1945, 286 bombardiers effectuèrent un raid sur Nagoya (troisième ville industrielle) et détruisirent 5 kilomètres carrés de la ville (p. 242). Plusieurs autres attaques furent ensuite dirigées contre la cité, si bien qu'à la fin "il n'y restait plus rien à bombarder" (p. 246).

Le 14 mars, Osaka (1er port du Japon) reçut 2.240 tonnes de bombes qui "transformèrent le coeur de cette ville en un immense brasier" (p. 242). Jusqu'à la capitulation japonaise, cette cité portuaire reçut 6.110 tonnes de bombes qui la rasèrent à plus de 35% (p. 248).

Le 17 mars, 2.300 tonnes de bombes furent larguées sur Kobe, noeud de communication ferroviaire et routier (pp. 242-243). Plus tard, une nouvelle attaque conduite à l'aide de 3.000 tonnes de bombes détruisit 56 % de la cité (p. 248).

La ville portuaire de Yokohama fut détruite en une seule fois à 85% (p. 248), et le record fut atteint à Toyama que les bombardiers encerclèrent "d'un rideau de flammes" et dont ils bombardèrent ensuite le centre ; 97% de la cité furent ainsi détruits en une seule fois (p. 249).

Au total, les B-29 américains bombardèrent 69 villes nipponnes, larguant plusieurs dizaines de milliers de tonnes de bombes incendiaires, détruisant 290 km² et affectant 21 millions de Japonais (*Id.*).

D'après les autorités du pays, 42 villes furent détruites à plus de 50%.

Quant aux pertes humaines, M. Caidin déclare qu'à partir du 10 mars 1945, en six mois:

les pertes japonaises en population civile atteignirent le double des pertes militaires au cours des quarante-cinq mois de guerre [p. 250].

Les Américains ne se contentèrent pas, toutefois, de détruire les villes japonaises à l'aide de bombes dites "traditionnelles". Le point culminant de leur oeuvre de mort survint en août 1945, lorsque deux bombes atomiques furent larguées sur Hiroshima et Nagasaki, causant la mort immédiate d'environ 175.000 personnes (99.685 environ à Hiroshima, 75.000 à Nagasaki) et celle d'environ 340.000 personnes à moyen terme (selon un rapport publié en 1985 par l'Académie Nationale des Sciences américaine, le nombre de morts jusqu'en octobre 1950 fut de 200.000 pour Hiroshima et de 140.000 pour Nagasaki) (21a).

A Oradour-sur-Glane, on évoque (à juste raison) les souffrances de ces femmes, de ces enfants, de ces bébés, déchiquetés et brûlés dans l'église. Le guide déclare : "Tuer des femmes et des enfants, ce n'est pas la guerre". Peut-être, mais en fut-il autrement à Hiroshima et à Nagasaki, là où personne n'a été jugé pour crime de guerre ? Certes, non.

L'effet le plus cruel d'une bombe atomique n'est pas dû à la radioactivité, mais au souffle et à la chaleur dégagés par la formidable explosion. A Hiroshima, les effets mécaniques du bombardement atomique furent terribles. Le souffle, notamment, fit voler en éclats les vitres des maisons même éloignées de la verticale du point d'explosion. Beaucoup d'habitants furent ainsi criblés d'éclats de verre projetés dans les pièces. Keiji Nakazawa, qui avait six ans lors des faits, raconte :

Inconsciemment, je me dirige vers ma maison. J'ai l'impression de ne pas avancer. Soudain, entre deux bouffées de fumée hideuse, j'aperçois des gens, des ombres, cinq ou six femmes, en haillons. En m'approchant d'elles pour leur parler, je vois leurs corps criblés de morceaux de verre. L'une d'entre elles, comme torturée, a le côté droit hérissé de sortes de fléchettes. Elle devait se trouver près d'une fenêtre. Une autre, le visage couvert de ces monstrueux projectiles, a les paupières clouées par des tessons tranchants. Aveugle, elle marche en tendant les bras devant elle.

Soudain, une femme aux cheveux possiéreux et défaits retient mon attention. Ses seins étrangement bleus émergent de ses vêtements déchirés. Je suis stupéfait. Je comprendrai plus tard que cette couleur épouvantable avait pour origine le verre qui avait pénétré sous la peau. Ces femmes perdent beaucoup de sang en marchant. A chacun de leur pas, j'entends le verre tinter [...].

A nouveau sur le boulevard du tramway, j'aperçois des formes humaines. Elles bougent. Une véritable procession de fantômes avance sans but ni raison. Tous sont nus, la peau en lambeaux lacérée par le verre. De chaque blessure suinte un sang grisâtre, desséché, cuit ! Quelques-uns avancent tels des animaux en tenant leur ventre d'où sortent leurs intestins, d'autres ont un oeil à demi arraché. Le globe blanchâtre pend sur la joue. Un à un, ils s'écroulent. J'en découvre d'autres accrochés aux arbres, transpercés par les branches cassées, pareils à des grenouilles ou des petits poissons capturés par des pies grièches. Voy. Keiji Nakazawa, *J'avais six ans à Hiroshima...*, pp. 45, 47-48.

Outre le souffle, l'explosion atomique dégagait une immense chaleur. A Hiroshima, la bombe projeta

sur la ville "un rayonnement instantané dont la température [dépassa] les 5.000 degrés" (*Ibid.*, p. 49). Des milliers de personnes furent ainsi atrocement brûlées. K. Nakazawa déclare :

Ces brûlures mutilent les visages et les corps des gens. Leur peau couverte de cloques est boursoufflée. Des poches d'eau sous-cutanées éclatent. Des lambeaux de peau brûlés pendent, mélangés à des haillons ou aux cheveux. La peau d'une épaule séparée de la chair emporte celle du bras. Ecorchés vifs, des gens errent, la peau des bras, arrêtée par les ongles, ballant jusqu'au sol [*Ibid.*, p. 50].

Un autre habitant de la ville se souvient, lui aussi, des premières heures qui suivirent l'explosion :

Il était presque impossible de reconnaître un homme d'une femme tant les visages étaient tuméfiés, fripés. Les yeux amincis comme des fils, les lèvres, véritables plaies enflammées, le corps souffrant de partout, nus, tout respirait d'une respiration d'insecte, étendus sur le sol, agonisant. A mesure que nous avançons, que nous passions devant eux, ces gens à l'aspect inexplicable qu'émandaient d'une petite voix douce : "De l'eau, s'il vous plaît, de l'eau...", ou encore nous suppliaient : "Faites quelque chose, sauvez-nous...". Presque partout ce n'étaient que plaintes (21b)

Plus loin, le témoin évoque de multiples visions tragiques : ce sont ces deux femmes dont les visages "enflés, tordus, horribles à voir" avaient "presque doublé de volume" et dont seuls les cheveux "emmêlés et brûlés indiquaient qu'il s'agissait de femmes" (*Ibid.*, p. 71) ; c'est cette jeune fille "brulée de partout [qui] se tordait de douleur sur le bord de la route" et à laquelle personne ne prêtait attention ; c'est cet homme de la protection civile "couché par terre, la tête horriblement enflée par les brûlures et posée sur une pierre, la bouche noircie, grande ouverte" qui appelait en vain à l'aide (*Ibid.*, p. 75) ; ce sont ces "cadavres [qui] fumaient encore" et sur lesquels on trébuchait à chaque pas (*Ibid.*, p. 74).

Les tentatives de justification alliées

Dans l'immédiat après-guerre, la propagande sur les "atrocités allemandes" rejeta dans l'ombre tous ces crimes. Peu à peu, cependant, certains documents furent publiés et, aujourd'hui, les crimes des Alliés ne sont plus contestables. Toutefois, ni à Dresde, ni à Tokyo, ni à Nemmersdorf des plaques ne mentionnent la "barbarie" anglaise, américaine ou soviétique. Lorsque, par hasard, ces noms sont cités avec Oradour, la réponse est toujours la même : "Ce n'est pas la même chose ; ne comparez pas ce qui n'est pas comparable". Suivent des contorsions intellectuelles et des raisonnements alambiqués destinés à prouver qu'un enfant d'Oradour brûlé dans l'église ne peut être comparé à l'enfant brûlé dans Dresde ou dans Tokyo ; qu'une femme d'Oradour écrasée par les pierres de l'église ne peut être comparée à une femme déchiquetée par les bombes dans Dresde ou Tokyo ou crucifiée sur une porte avec un manche à balai enfoncé dans le vagin.

Justification des atrocités soviétiques

Au sujet des atrocités soviétiques, on parle de vengeance naturelle suite aux crimes perpétrés par les Allemands en Ukraine et ailleurs après l'"agression" du 22 juin 1941.

Critique de la thèse justificative

Pourtant, une étude objective des faits démontre que jamais les troupes allemandes ne se sont

comportées avec autant de sadisme que les troupes soviéto-mongoles. Ramon Gliewe, une réfugiée de Poméranie, raconte que, dans le train où elle avait pris place pour fuir, un soldat allemand blessé déclara aux femmes qui se trouvaient là :

Soyez heureuses d'en sortir. Près de Rummelsburg, nous sommes entrés dans un village qu'Ivan [le Russe] venait de quitter. Je fais la guerre depuis le début, en Russie également, et j'ai vu beaucoup de choses. Je ne veux pas dire que nous sommes meilleurs que nous ne sommes. J'ai lutté contre les partisans. Nous avons brûlé des villages et fusillé des gars parce qu'on n'en avait jamais fini avec eux et que c'était eux ou nous. Mais je voudrais bien voir un seul soldat de chez nous qui ait traité des gens désarmés, sans défense, comme eux. Qu'on m'en montre un qui ait une fois violé une femme. Et s'il y en a eu, on peut les compter, et ils n'ont pas attendu longtemps leur punition (22).

De son côté, un ancien soldat allemand, fait prisonnier par les Russes et "converti" au communisme, enrôlé dans l'armée soviétique, raconte comment une habile propagande avait suscité la haine chez le soldat rouge :

Pendant trois ans, les émetteurs soviétiques avaient répété jusqu'à satiété : "A mort, les occupants fascistes allemands !" Pendant trois ans, tous les journaux, toutes les publications, s'étaient emplies des mêmes devises : "Frappez à mort les envahisseurs fascistes allemands !" Pendant trois ans, Ilya Ehrenbourg avait ouvertement promis les femmes allemandes aux soldats de l'Armée rouge [*Ibid.*, p. 84].

Voici en quels termes s'exprimait Ilya Ehrenbourg :

Nous ne disons plus bonjour ou bonne nuit ! Le matin, nous disons : "Tue l'Allemand !" : et le soir : "Tue l'Allemand !".

Ce qui importe maintenant, ce ne sont pas les livres, l'amour, les étoiles ; ce qui importe maintenant, c'est cette seule et unique pensée : tuer les Allemands. Les tuer tous. Les enterrer... Il n'y a rien de plus beau pour nous que des cadavres allemands. Abats l'Allemand ! C'est la prière que t'adresse ta vieille mère. Abats l'Allemand ! C'est ce que te demande cet enfant suppliant. Les Allemands ne sont pas des humains, les Allemands sont des animaux à deux pattes, des êtres repoussants, des bêtes féroces. Ils n'ont pas d'âme. Ce sont des protozoaires, des microbes sans âme équipés de machines, d'armes et de mortiers.

Quand tu as abattu un Allemand, abats-en un autre : il n'y a rien de plus réjouissant pour nous que des cadavres allemands! (23)

Ou bien :

Tuez, tuez ! Chez les Allemands, il n'existe personne d'innocent, ni parmi les vivants, ni parmi ceux à naître ! Exécutez les instructions du camarade Staline en écrasant pour toujours la bête fasciste dans son antre. Brisez par la violence l'orgueil racial des femmes germaniques. Prenez-les en butin légitime. Tuez, tuez, vaillants soldats de l'Armée rouge, dans votre assaut irrésistible! (24)

Par conséquent, on ne peut, dans le cas des hordes soviéto-mongoles, parler d'une haine "légitime",

d'un désir de vengeance "naturel" suite à de prétendues exactions allemandes. Notons, d'ailleurs, que les éléments asiatiques de l'Armée rouge vivaient dans des territoires qui n'avaient jamais été conquis par la Wehrmacht. En vérité, la haine contre le Germain a été suscitée par une propagande d'Etat et nous mettons au défi quiconque de prouver qu'une semblable propagande ait existé au sein des armées allemandes.

Justification des "bombardements de terreur" sur le Reich

Quant aux "bombardements de terreur" sur le Reich, on les justifie en prétendant qu'ils auraient été une réponse aux attaques aériennes allemandes sur l'Angleterre. Dans leur manuel intitulé *Histoire du Vingtième Siècle*, par exemple, Serge Bernstein et Pierre Milza écrivent :

Treize divisions d'élite allemandes sont massées dans les ports français de la Manche et les fonctionnaires SS ont déjà dressé la liste des personnalités à emprisonner ou à déporter après la conquête [de l'Angleterre] quand s'engage, le 13 août 1940, la "Bataille aérienne d'Angleterre", la plus grande de l'histoire ; mais, à la surprise générale, l'Angleterre fait face. Dispersant leurs efforts, les Allemands ne parviennent pas à venir à bout des défenses antiaériennes du sud du pays. Aux bombardiers du Reich, lents et vulnérables, les Anglais opposent leurs chasseurs modernes, plus rapides et mieux armés. Grâce au radar, innovation technique dont ils ont le monopole et qui permet de déceler l'arrivée des avions ennemis, ils peuvent plus aisément faire face aux attaques. Aussi, Goering, chef de l'aviation allemande, décide-t-il de lancer une "offensive de terreur". A partir du 7 septembre et pendant plusieurs semaines, Londres est bombardée toutes les nuits [...]

(25).

Critique de la thèse justificative

Cette version des faits se révèle, à l'étude, totalement erronée. En vérité, l'idée de bombardements de terreur contre les populations civiles sortit non d'un cerveau allemand mais d'un cerveau anglais, celui du maréchal de l'Air Sir Hugh Trenchard. Au début des années vingt, celui-ci "recommanda la construction de grands bombardiers à longue portée destinés aux attaques de la population civile ennemie" (26). Son slogan était : "L'objectif de l'armée est de défaire l'armée ennemie : notre objectif est de défaire la nation ennemie" (*Ibid.*, p. 193).

Après l'échec des négociations internationales sur le Désarmement (1932-1934), la course aux armements reprit. Le 19 août 1934, le gouvernement britannique annonça "son intention de créer 42 escadres aériennes nouvelles" (27). Un an plus tard, les thèses de Sir Trenchard, qui n'avaient certainement jamais été oubliées, furent reprises : une équipe d'experts britanniques débuta une étude sur les bombardements de masse. Ce fait fut révélé en 1944 par le Britannique J. M. Spaith qui était alors premier secrétaire du ministre de l'Air²⁸. J. M. Spaith affirma même que "la principale raison d'être du Bomber Command était de bombarder l'Allemagne si elle était notre ennemie" (*Id.*). L'homme qui, à partir de 1942, dirigea ces opérations meurtrières fut, nous l'avons vu, le maréchal de l'Air Sir Arthur Harris, surnommé "Bomber Harris". Dans son ouvrage intitulé *Bomber Offensive*, ce dernier confirme les affirmations de M. Spaith. Il écrit :

On a souvent dit et imprimé que je suis l'inventeur de cette tactique de bombardement par zone (*area bombing*) et que je l'imposais malgré la répugnance de la nation à approuver pareille méthode qui entraînait la mort de femmes et d'enfants. La réalité est différente. Des décisions de cet ordre ne sont pas le fait du commandant en chef, elles ressortissent

au cabinet de guerre et aux commissions spéciales. La décision de construire une grande force aérienne de bombardement en vue d'attaques stratégiques contre les industries et les communications de l'ennemi [et surtout, mais Sir Harris omet de l'écrire : contre les populations civiles] fut prise bien avant la guerre ; le prototype du bombardier quadrimoteur que nous utilisâmes contre l'Allemagne fut conçu en 1935, ce qui donne une idée du temps qu'il faut pour construire une arme nouvelle. La décision d'attaquer de larges centres industriels au lieu de "fabriques-clés" fut prise avant que je fusse nommé commandant en chef (29).

On ne saurait être plus clair : plusieurs années avant que la guerre n'éclate, un collègue d'Anglais réfléchissait déjà sur les bombardements de terreur.

Contrastant avec cette attitude, l'Allemagne n'avait cessé de réclamer la suppression des bombardiers. Malgré tous les refus essayés, Hitler, en 1939, restait encore fidèle à cet esprit. Le 1er septembre, dans un discours au Reichstag, il déclara :

[...] je ne veux pas mener la lutte contre des femmes et des enfants ! J'ai donné à mon aviation l'ordre de borner ses attaques aux objectifs militaires (30).

Le même jour, la "note verbale" suivante fut remise aux membres de l'Ambassade de Pologne qui s'apprêtaient à retourner dans leur pays :

Le ministère des Affaires étrangères a l'honneur de communiquer à l'Ambassade de Pologne ce qui suit :

Les forces aériennes allemandes ont reçu l'ordre de limiter leurs actions de combat à des objectifs militaires. Il est naturellement entendu que cet ordre peut uniquement être maintenu si les forces aériennes polonaises observent la même règle. Au cas contraire, des mesures de représailles de la dernière rigueur seront immédiatement appliquées (31).

Le 6 octobre 1939, devant le Reichstag, Hitler plaida de nouveau pour que la guerre soit conduite de la manière la plus humaine possible. Il déclara notamment :

De même que la Convention de Genève est arrivée jadis, du moins dans les Etats civilisés, à prohiber la mise à mort des blessés, les mauvais traitements à l'égard des prisonniers, les actes de guerre contre les non-combattants, etc., et de même qu'on a réussi au cours des temps à obtenir l'observation universelle de cette prohibition, de même l'on doit pouvoir aboutir à définir l'emploi de l'arme de l'air, celui des gaz, etc., des sous-marins et également les concepts de la contrebande, de telle manière que la guerre dépouille son odieux caractère de lutte contre les femmes et les enfants et, de façon générale, contre les non-combattants (32).

Une fois de plus, cependant, ces propositions ne furent pas prises en compte.

Certains pourront répondre que le Chancelier bluffait et que déjà, dans son esprit, mûrissait l'idée de bombardements massifs sur des villes entières. Cette objection n'est cependant pas recevable. En effet, d'après A. Harris lui-même, lors du "Blitz" contre l'Angleterre, les Allemands :

n'avaient pas d'avions de bombardement stratégique ; le gros millier de bombardiers qu'ils

possédaient était en effet destiné en premier lieu à appuyer les opérations terrestres des troupes. Ces avions étaient trop petits pour transporter de lourdes charges, et en plus ils n'étaient pas équipés pour voler de nuit (33).

Ce constat démontre qu'en Allemagne rien n'avait été prévu pour mener à bien des bombardements de terreur. Pour Hitler et ses généraux, le bombardement ne devait intervenir que sur le champ de bataille, afin d'épauler l'armée de terre.

Mais revenons à l'Angleterre.

Il serait faux de croire que, dès le début du conflit, la Grande-Bretagne ait pratiqué les bombardements de terreur. En 1939, les chefs militaires anglais interdisaient à la RAF d'effectuer des missions qui auraient pu causer des morts chez les civils (*Ibid.*, p. 21). Certes, vingt-quatre heures environ après la déclaration de guerre (le 4 septembre 1939), des bombardiers Blenheim et Wellington partirent en mission sur l'Allemagne et y attaquèrent Wilhemshaven et Brunsbüttel. Toutefois, il s'agissait de deux bases navales où mouillaient notamment le cuirassé de poche "Amiral Scheer" et le croiseur "Emden" (34). Si quelques bombes tombèrent dans les villes, on peut l'imputer aux erreurs commises par les pilotes.

Au cours du mois d'octobre 1939, la RAF survola de nombreuses fois la Belgique, la Hollande et le Danemark pour effectuer des vols d'observation sur l'Allemagne, mais sans lancer de bombes. La Luftwaffe, pour sa part, s'abstint de bombarder le territoire français ; les 16 et 17 octobre, elle bombarda des navires de guerre britanniques dans le Firth of Forth ainsi que la base navale de Scapa Flow (*Ibid.*, p. 126). Mais ces attaques cessèrent rapidement ; Hitler, en effet, "ne désirait pas attaquer directement l'Angleterre et préférait garder la Luftwaffe en réserve pour épauler l'offensive terrestre, maintenant imminente, sur le front de l'Ouest" (*Id.*).

Durant la Campagne de Norvège, la RAF et la Luftwaffe se contentèrent d'opérer sur des objectifs purement militaires. Puis vint la Campagne de France, et c'est alors que, subitement, tout changea : dans la nuit du 10 au 11 mai 1940, l'aviation anglaise bombarda Mönchengladbach, en territoire allemand (35), ville qui ne pouvait en aucun cas être qualifiée d'objectif militaire (étant considérés comme tels des objectifs présentant un intérêt majeur dans la conduite des opérations).

Contrairement à la légende, c'est donc bien l'Angleterre et non l'Allemagne qui fut la première à pratiquer des bombardements contre des civils.

A l'origine de ce changement tactique, un homme : Churchill.

Churchill devint premier ministre le 10 mai 1940, soit quelques heures seulement avant le bombardement de Mönchengladbach. Naturellement, il affirma que le conflit avec le Reich ne s'étendrait pas aux femmes et aux enfants. Mais où et quand a-t-on vu l'Angleterre avoir pitié des femmes et des enfants ? Lorsque, en 1798, les paysans irlandais se soulevèrent, l'ordre fut rétabli par Pitt et :

partout où l'ordre s'entendit, s'étendit l'anarchie la plus terrible qu'ait jamais vue le soleil. La torture sortit des cryptes de l'Inquisition et se montra au plein soleil des rues et des champs [...]. L'enlèvement devint un mode de gouvernement. Le viol des vierges devint un ordre permanent de police. Marqué encore du même terrible symbolisme, l'oeuvre du gouvernement anglais et des colons anglais sembla se résoudre en atrocités bestiales

contre les femmes et les filles d'une race distinguée par une pureté rare et détachée et d'une religion qui fait de l'Innocence la Mère de Dieu (36).

Entre 1914 et 1918, la guerre de l'embargo et du blocus continental fut une guerre étendue aux femmes et aux enfants, une guerre qui fit, selon les services anglais, environ 800 000 morts chez les Allemands (37). En outre, rappelons qu'entre 1901 et 1902, durant la guerre des Boers, environ 26 000 femmes et enfants, qui avaient été parqués par les Anglais dans des "camps de reconcentration", étaient morts de dépérissement (38).

Pour que les promesses de Churchill aient pu être crédibles, il aurait fallu que ce dernier rompe avec la longue tradition anglaise. Or, le futur premier ministre lui-même avait écrit en 1925 :

Peut-être s'agira-t-il, au cours de la prochaine guerre, de tuer des enfants, des femmes, des civils, et la déesse de la Victoire, épouvantée, couronnera finalement celui qui aura su le faire avec la plus grande ampleur [Irving, *op. cité*, p. 12].

Dix ans plus tard, selon Irving :

il alla encore plus loin, en demandant qu'en cas de conflit l'Allemagne fût bombardée dès l'"Heure 0", particulièrement les villes de la Ruhr [*Id.*].

Par conséquent, on ne peut croire que Churchill ait été sincère en formulant ses promesses d'épargner les femmes et les enfants. Un fait, d'ailleurs, confirme notre hypothèse : dès son arrivée au pouvoir, Churchill mit sa menace de 1935 à exécution : il décida que les bombardements aériens seraient dorénavant effectués sur des objectifs autres que ceux constitués par les "forces combattantes" (39). C'est ainsi que, dans la nuit du 10 au 11 mai 1940 fut bombardée la ville de Mönchengladbach.

Naturellement, le Gouvernement britannique d'alors redoutait la réaction de l'opinion publique apprenant que le pays avait adopté le terrorisme aveugle comme moyen de combat. C'est ainsi que, dans les journaux du lendemain, un simple entrefilet annonça que, dans la nuit du 10 mai : "dix-huit bombardiers Whitley [avaient] attaqué des installations de chemin de fer en Allemagne" (*Ibid.*, p. 169). Rien ne filtra sur la décision de Churchill en date du 10 mai.

Ces précisions effectuées, voyons comment se développa le terrorisme aérien à partir du 11 mai.

Durant l'été 1940, deux sujets d'inquiétude assaillirent Churchill.

Le premier concernait l'état d'esprit du peuple anglais quant à la poursuite de la lutte armée. Le 3 septembre 1939, en effet, les dirigeants français et anglais avaient déclaré la guerre au Reich pour, disaient-ils, défendre le droit à l'existence des petites nations et, plus particulièrement, celui de la Pologne à vivre indépendante. Or, non seulement les Alliés n'avaient rien fait pour tenter de sauver cette dernière, mais lorsque, le 17 septembre suivant, l'URSS l'envahit à son tour, ni la France, ni l'Angleterre ne déclarèrent la guerre à Staline. Le même scénario se répéta en mars 1940 lorsque l'URSS envahit la Finlande ; une nouvelle fois, la France et l'Angleterre s'abstinrent de toute déclaration de guerre. Dès lors, on comprend que, dans le peuple, certaines voix se soient élevées pour dénoncer cette lutte dont on ne connaissait plus les motivations exactes et dont on soupçonnait l'hypocrisie. Pour Churchill, il était donc nécessaire de redonner aux masses la volonté de combattre.

Le deuxième sujet d'inquiétude concernait la RAF. Bien que celle-ci fût parvenue à résister aux assauts

de la Luftwaffe, les pertes subies étaient sévères et "l'aviation de chasse britannique se rétrécissait sous les yeux de [son chef] Dowding, impuissant à maintenir sa capacité de combat" (40). Il fallait donc à tout prix détourner l'aviation allemande des aérodromes et des bases anglaises.

Pour cela, Churchill adopta le plan suivant : en août 1940, il ordonna à la RAF de bombarder des objectifs sur la Ruhr et d'effectuer une série de six raids sur Berlin. Il espérait qu'en représailles Hitler ordonnerait à son tour de bombarder Londres, détournant ainsi ses avions des objectifs militaires et causant une (légitime) révolte au sein du peuple britannique.

Pendant une semaine, à partir du 27 août, Berlin fut bombardée chaque nuit. Les premiers jours, Hitler ne réagit pas. Mais, le 4 septembre, dans un discours au Sportpalast, il s'écria :

Pendant trois mois, je me suis abstenu de riposter, pensant qu'ils [les Anglais] mettraient fin eux-mêmes à cette folie criminelle. M. Churchill y a vu un signe de faiblesse de notre part. Vous comprendrez que, maintenant, nous répondrons chaque nuit, et cela dans une mesure croissante. S'ils déclarent qu'ils soumettront nos villes à des attaques massives, nous leur répondrons que nous, nous rayerons leurs villes de la carte (41).

L'allégation du Chancelier selon laquelle, pendant trois mois, il n'aurait pas réagi pensant que "cette folie criminelle" cesserait n'était pas mensongère. Dans son ouvrage déjà cité, J.M. Spaith reconnaît que Hitler adopta à contre-cœur le bombardement des populations civiles ; il émet en outre l'opinion selon laquelle, après avoir commencé, le Führer aurait accepté à n'importe quel moment d'arrêter le massacre : "de façon certaine, Hitler ne voulait pas que le bombardement mutuel se poursuive" (42).

Quoi qu'il en soit, le 7 septembre, 300 bombardiers larguèrent leurs chargements sur Londres, incendiant les quartiers des docks, les réservoirs d'essence de Thameshaven et des dizaines d'habitations dans l'East End (43). Bien que cette attaque fût couronnée de succès, le vrai vainqueur était Churchill : son stratagème avait réussi, la Luftwaffe s'était détournée des objectifs militaires et les services de propagande anglais pouvaient maintenant exciter le peuple britannique contre le Reich. Dans ses *Mémoires*, d'ailleurs, l'ancien premier ministre, écrivit :

Pouvoir disposer de ces terrains [de chasse] importait beaucoup plus que de défendre Londres contre des attaques de terreur. Au cours de cette lutte, il ne s'agit jamais de défendre Londres [...] mais de savoir qui gagnerait la bataille aérienne [...].

Si l'ennemi avait continué à lancer de violentes attaques contre les secteurs voisins et endommagé leurs PC d'opération ou leurs lignes téléphoniques, toute l'organisation si complexe de l'aviation de chasse aurait pu être réduite à néant [...]. Cela aurait signifié la perte pour nous du contrôle absolu de notre propre espace aérien dans le secteur décisif [...]. Ce fut donc avec un sentiment de soulagement que l'aviation de chasse se rendit compte que, le 7 septembre, l'offensive allemande se déplaçait vers Londres (44).

Ce texte révèle le cynisme du premier ministre britannique et combien peu lui importait le sort des populations civiles, même anglaises. La suite, d'ailleurs, le démontrera plus encore. Le 12 novembre 1940, ainsi :

Churchill fut averti, par son service de renseignement, que l'aviation allemande préparait trois grands bombardements [...]. [Le premier] devait avoir lieu dans les deux jours, contre Coventry. Churchill le sut mais n'en fit rien, il ne renforça pas la DCA de Coventry

[*Ibid.*, pp. 19-20].

Lorsque l'on connaît le plan adopté par le premier ministre britannique, sa passivité ne saurait surprendre.

Aujourd'hui encore, de nombreux historiens prétendent que le raid aérien sur Coventry fut dirigé uniquement contre les populations civiles. Pourtant, A. Harris lui-même reconnaît que cette ville :

était une importante cité dont la plupart des habitants s'occupaient d'industries de guerre. Les petites industries mécaniques de la ville étaient presque indispensables à la production de bon nombre d'armes et d'instruments (45).

En tout cas, la presse anglaise, qui était restée très discrète sur les bombardements en territoire allemand, put enfin se déchaîner contre Hitler, coupable, selon elle, d'assassiner les femmes et les enfants.

Au soir du 14 novembre 1940, ainsi, Churchill était parvenu à ses fins :

- 1-) La Luftwaffe avait cessé d'attaquer en priorité des objectifs strictement militaires (bases, aérodromes...) ;
- 2-) Le peuple anglais, persuadé que Hitler était l'unique responsable des bombardements de terreur, avait retrouvé son ardeur belliqueuse.

Ces quelques rappels permettent de réfuter la légende selon laquelle les Allemands auraient été les premiers à pratiquer les bombardements de terreur.

Mais l'histoire du terrorisme aérien ne s'arrête pas ici.

Jusqu'en 1942, aucun "grand" bombardement de terreur ne fut organisé. Le 16 décembre 1940, 134 bombardiers effectuèrent un raid sur Mannheim (46). En 1941, Aix-la-Chapelle, Coblenz, Kreuznach, Francfort-sur-le-Main, Limbourg, Darmstadt, Trêves, Worms, Nuremberg, Bamberg, Bayreuth, Ratisbonne et Chemnitz furent, à leur tour, bombardées (47). Mais à chaque fois les dégâts occasionnés avaient été minces et vite réparés. Très rapidement, les Britanniques comprirent que l'efficacité de tels raids nécessitait une concentration importante de bombardiers.

C'est alors qu'intervint M. Lindemann.

Lindemann était un professeur de physique qui, après avoir gagné la confiance de Churchill, était devenu son conseiller personnel sur les questions scientifiques (48). En 1942, il soumit au premier ministre une étude dans laquelle :

étaient décrits, en termes quantitatifs, les effets sur l'Allemagne d'une offensive britannique de bombardements sur les dix-huit prochains mois (approximativement mars 1942-septembre 1943). Le document dictait une politique stratégique. Le bombardement devait être dirigé essentiellement contre les maisons de la classe ouvrière allemande. Les maisons des classes moyennes étaient trop espacées, ce qui entraînerait un gaspillage de bombes ; les usines et les "objectifs militaires" avaient depuis longtemps été oubliés, sauf dans les bulletins officiels, parce qu'ils étaient trop difficiles à trouver et à atteindre. Le

document prétendait que -- à la condition de concentrer entièrement son effort sur la production et l'utilisation des avions de bombardement -- il serait possible, dans toutes les plus grandes villes d'Allemagne (c'est-à-dire celles de plus de 50.000 habitants) de détruire 50% des maisons (49).

Bien que deux autres scientifiques, Tizard et Blackett, eussent affirmé que les estimations de Lindemann étaient cinq ou six fois trop élevées (*Ibid.*, p. 49), Churchill adopta ce plan et "parvint alors à vaincre la répugnance des maréchaux de l'Air à bombarder des quartiers résidentiels" (50).

"Désormais, écrivit-il à A. Harris qui venait de prendre ses fonctions, a-t-il été décidé que le moral de la population civile, particulièrement de la population ouvrière, constituera l'objectif primordial" (*Ibid.*, p. 24).

Ainsi purent débiter les "bombardements de terreur" sur l'Allemagne dont le point culminant fut celui de Dresde : 55 fois Oradour si l'on se borne à accepter les chiffres officiels (35.000 morts).

Dans le cadre de notre étude, une seule question importe : ces raids de terreur furent-ils moralement défendables ? Afin d'y répondre, tournons-nous vers le pays qui en fut l'initiateur, l'Angleterre.

Nous avons vu que, le 11 mai 1940, les autorités britanniques avaient caché au public leur décision d'étendre les attaques aériennes à des objectifs non militaires. Dans son livre déjà cité, cependant, J. M. Spaith écrit :

[...] nous avons reculé devant l'idée de donner à notre magnifique décision du 11 mai 1940 la publicité qu'elle méritait. Ce fut, certainement, une erreur. C'était là une splendide décision. Elle était aussi héroïque, aussi pleine d'abnégation que la décision russe d'adopter la politique de la terre brûlée. Elle nous donna Coventry et Birmingham, Sheffield et Southampton, le droit de regarder Kiev et Karkov, Stalingrad et Sébastopol en face. Nos alliés soviétiques auraient été moins critiques vis-à-vis de notre inaction en 1942 s'ils avaient compris ce que nous avons fait (51).

Pour J. M. Spaith, donc, l'adoption du terrorisme aérien fut une "splendide décision", "héroïque" et "pleine d'abnégation", dont l'Angleterre n'a pas à rougir.

Sir A. Harris, pour sa part, écrit :

On m'a souvent reproché la barbarie de nos méthodes de bombardement. Cela appelle quelques commentaires [...].

[...] pour démontrer le caractère inhumain de la méthode des bombardements, on souligne surtout le fait que ce sont les civils qui en sont les victimes. C'est exact, mais qu'on veuille bien réfléchir au fait que toutes les guerres ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile. C'est ainsi qu'après la guerre de 1914-1918 des rapports officiels consignés dans le *Livre blanc* britannique établissent que le blocus de l'Allemagne a causé la mort d'environ 800 000 Allemands.

Ceux-ci étaient évidemment en majorité des enfants, des femmes et des vieillards, car les besoins des troupes bénéficiaient de toutes les priorités.

Il n'est pas facile d'évaluer les pertes civiles causées par nos bombardements en

Allemagne, parce que les rapports allemands à ce sujet sont incomplets et peu sûrs. Les Américains ont proposé le chiffre de 305.000. Sur ce nombre, il est probable que les femmes et les enfants représentent une minorité car, dès les premiers bombardements, des évacuations massives des villes industrielles furent exécutées. Si d'autre part on se rapporte aux guerres du passé, on constatera que le siège des villes était particulièrement meurtrier pour la population civile, avec cette différence qu'une évacuation n'était même pas possible (52).

Plus loin, enfin, l'auteur ajoute :

Les combats entre grands navires de guerre modernes sont choses horribles, car souvent les navires atteints sont transformés en d'effroyables fournaies au milieu desquelles se débattent des centaines d'hommes ; quelques bombes sur les cuirassés allemands restés à quai mirent fin à pareille guerre [*Ibid.*, p. 234].

Portons tout d'abord notre attention sur les différentes "justifications" du sieur Harris.

L'ex-maréchal de l'Air ose invoquer le fait que les bombardements stratégiques auraient mis fin à une guerre horrible dans laquelle des "centaines d'hommes" mouraient au sein "d'effroyables fournaies". Comment ne pas être choqué par un tel cynisme ? Lorsqu'il écrivit cela, ce haut militaire ne pouvait ignorer que, dans la nuit du 14 février 1945, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants (et non "des centaines"), avaient péri carbonisés dans la ville de Dresde, une ville transformée en "effroyable fournaise" par les bombes au phosphore de la RAF. Ainsi que l'a écrit F. J. P. Veale :

Ce qui s'est passé [à Hiroshima] peut paraître moins "inquiétant" que ce qui se passa quelques mois plus tôt à Dresde, quand des foules de femmes et d'enfants réfugiés coururent en tout sens pendant des heures dans une ville qu'ils ne connaissaient pas, au milieu des bombes qui explosaient, du phosphore qui brûlait et des immeubles qui s'effondraient (53).

Rappelons également le cas de Tokyo, ville sur laquelle, le 10 mars 1945, des bombardiers américains effectuèrent un effroyable raid. Les bombes incendiaires déversées provoquèrent un gigantesque mur de flammes qui atteignit plus de 1000 degrés C.

Selon Martin Caidin : "La chaleur -- et non le feu -- abattit comme une faux géante les gens à des centaines de mètres" (54).

Par conséquent, on ne peut que rejeter la première justification avancée par celui qui dirigea les opérations de bombardement massif.

A. Harris affirme en outre que les rapports allemands au sujet des morts victimes des raids aériens sont "incomplets et peu sûrs". C'est là un argument d'autorité et une façon bien légère d'écarter les documents gênants. Nous aurions aimé que l'auteur nous cite quelques-uns de ces rapports (puisqu'ils existent) et nous explique en quoi ils sont peu sûrs. Quant au "chiffre de 305.000" proposé par les Américains (lesquels ? dans quels documents ? sur quelles bases ?), nous avons vu qu'il était bien en dessous de la réalité (55).

D'après l'ouvrage de M. Kurowski intitulé *Luftkrieg über Deutschland* (Heyme-Verlag), les chiffres officiels alliés sont les suivants : de 1942 à 1945, les Américains ont lancé 971.762 tonnes de bombes

sur l'Europe (sans compter les pourtours de la Méditerranée). De 1939 à 1945, la flotte aérienne britannique a lancé 955.044 tonnes de bombes et 47.307 mines. Sur ces 955.044 tonnes, 657.647 tombèrent sur l'Allemagne, 284.500 sur la France, la Belgique et les Pays-Bas, le reste étant tombé sur la Norvège, le Danemark ou des bateaux en mer. Du 1er janvier au 8 mai 1945, 180.000 tonnes de bombes (soit 20 % de la totalité) ont été lancées sur l'Allemagne. Dans les trente-six dernières heures de la guerre, 14.000 tonnes furent employées. Officiellement, ces bombardements firent 410.000 morts auxquels il faut ajouter des centaines de milliers de disparus (rappelons que les bombardements allemands sur l'Angleterre coûtèrent la vie à 60.000 personnes dont 30.000 Londoniens). Du 1er février au 8 mai 1945, 119.000 personnes périrent sous les bombes.

Par conséquent, on ne peut que rejeter la "justification" de Sir Harris qui repose sur le (prétendu faible) nombre de victimes résultant des attaques aériennes. De plus, notons que même si on admettait le chiffre de 305.000 repris par l'auteur, sa "justification" n'en serait pas plus acceptable. En effet, aucun assassin ne saurait être absous au motif qu'il aurait pu faire davantage de victimes.

A présent, supposons que les bombardements de terreur aient tout de même été considérés comme moralement défendables. Dans ce cas, pourquoi a-t-il fallu attendre 1961, et la parution du livre de C.P. Snow, pour que l'existence et l'adoption du plan Lindemann soient enfin révélées au monde entier? Pourquoi, de 1945 au début des années soixante, les gouvernants anglais ont-ils impitoyablement censuré tout ce qui pouvait y faire référence? Car il est indéniable que, durant toute la guerre et encore après, une consigne de silence absolu fut imposée par les autorités britanniques.

Ainsi, le 28 février 1943, Sir Archibald Sinclair, qui était alors secrétaire au ministère de l'Air, expliqua à Sir Charles Portal, chef du personnel de ce même ministère :

qu'il était nécessaire d'étouffer toute discussion publique sur le sujet parce que si, en réponse aux renseignements demandés par des politiciens ou des religieux influents, la vérité était révélée, elle serait inévitablement condamnée, ce qui pourrait porter atteinte au moral des équipages des bombardiers et, en conséquence, à leur aptitude à bombarder [*Ibid.*, p. 28].

La mise en garde d'A. Sinclair n'était pas inutile. Douze jours plus tard, en effet :

aux Communes, M. Montague, membre du parti travailliste, avait exprimé l'espoir que [les] raids sur l'Allemagne étaient toujours concentrés, comme il le croyait, sur des objectifs militaires et industriels. Le capitaine Harold Balfour, sous-secrétaire au ministère de l'Air, répondit qu'il pouvait donner aux Communes "l'assurance que nos objectifs dans les bombardements de l'ennemi étaient les industries, les transports et le potentiel de guerre. Nous n'avons pas bombardé des femmes et des enfants gratuitement, pour le plaisir de le faire. Nous ne devons pas faire marche arrière. Si des innocents, des femmes et des enfants souffrent de l'exécution de notre politique, le remède appartient aux hommes et aux femmes allemandes eux-mêmes" (*Hansard*, 12 mars 1943).

Le 30 mars 1943, en réponse à Richard Stokes, membre du parti travailliste, le secrétaire au ministère de l'Air, Sir Archibald Sinclair, rétorqua d'un ton légèrement narquois que : "les objectifs du Bomber Command sont toujours militaires mais que les bombardements de nuit sur des objectifs militaires impliquent le bombardement des régions dans lesquelles ces derniers sont situés" (*Hansard*, 31 mars 1943).

Le 9 février 1944, à la Chambre des Lords, Monseigneur Bell, évêque de Chichester, dans un mémorable discours, réclama une déclaration sur la politique du gouvernement "concernant le bombardement des villes ennemies, avec une mention spéciale sur l'effet de ces bombardements sur la vie des civils". Le vicomte Cranbourne, secrétaire d'Etat aux Dominions, répondit pour le gouvernement qu'il était "particulièrement prêt à donner l'assurance que l'objectif de nos attaques intensives sur les villes allemandes était d'entraver et, si possible, de paralyser la production de guerre ennemie et pas du tout de jeter des bombes afin d'étendre le dommage à la population. La RAF ne s'est jamais livrée à de purs raids de terreur" (*Hansard*, 10 février 1944).

Le dernier mais plus édifiant débat sur les bombardements de terreur intervint aux Communes le 6 mars 1945, trois semaines seulement après l'horrible raid de masse sur Dresde du 13 février 1945.

Le débat fut engagé par l'irrépressible Richard Stokes, qui demanda la vérité sur un rapport autorisé du correspondant de l'Associated Press au QG allié de Paris, rapport qui décrivait, d'un ton jubilatoire, "l'assaut sans précédent au grand jour d'une capitale bondée de réfugiés, fuyant l'avance russe à l'Est" et qui déclarait que cet assaut démontrait qu' "une décision longtemps attendue avait été prise d'adopter des bombardements de terreur sur les centres allemands peuplés comme un cruel expédient pour hâter la défaite de Hitler".

M. Stokes commença en lisant ce rapport qui, rappela-t-il, avait été largement publié aux USA et diffusé sur Radio-Paris. En Angleterre, le matin du 17 février, la censure le laissa passer mais, le soir, il fut interdit de publication, certainement à cause des protestations indignées qu'il avait suscitées.

M. Stokes insista pour qu'on [réponde à ses questions] : "Le bombardement de terreur fait-il maintenant partie de notre politique ? Pourquoi le peuple de ce pays, qui est supposé être responsable de ce qui arrive, est-il le seul peuple qui devrait ignorer ce qui se fait en son nom ? D'autre part, si le bombardement de terreur ne fait pas partie de notre politique, pourquoi ce rapport a-t-il été supprimé dans son intégralité ? Je crois que nous devons nous repentir du jour où nous avons commis cela, et que [ce raid sur Dresde] restera une tâche sur notre blason".

A cet instant, le vice-amiral Sir Murray Sueter, simple député, s'interposa en faisant l'observation stupide selon laquelle "toutes les cibles [étaient] très minutieusement planifiées par le Comité de bombardement. Le Comité examine chaque cible qui, étant d'importance militaire, nécessite un bombardement".

Puis le commandant Brabner, sous-secrétaire au ministère de l'Air, parla au nom du gouvernement. "Puis-je conclure avec un démenti ?" dit-il apologétiquement. "Ce rapport qui vient d'être lu affirme que les commandements alliés ont adopté une politique de bombardement de terreur. Ce n'est pas du tout vrai. Cela a été maintenant démenti par le GQG allié et j'aimerais saisir l'opportunité de le démentir ici. Nous ne gaspillons pas nos bombes ou notre temps en des tactiques de pure terreur. Notre métier est de détruire l'ennemi. Il est injuste que [M. Stokes] vienne dans cette Chambre tenter de suggérer qu'il y a ici de nombreux maréchaux de l'Air ou des pilotes ou quiconque qui essayent

d'imaginer combien de femmes et d'enfants ils peuvent tuer. Nous nous concentrons sur des cibles de guerre et nous voulons rester concentrés sur elles jusqu'à ce que l'Allemagne jette l'éponge".

Nullement décontenancé par ce démenti officiel, M. Stokes posa deux questions supplémentaires : "Si le rapport publié sous l'autorité du QG allié à Paris était mensonger, pourquoi n'a-t-on pas annoncé immédiatement qu'une protestation avait été élevée contre lui, et pourquoi a-t-on tout d'abord dit qu'il était impossible de censurer un rapport du QG allié concernant cette politique officielle, bien qu'il ait été supprimé tout de suite après?"

Sir Archibald Sinclair [...] avait, de manière significative, quitté la Chambre quand M. Stokes avait commencé à lire ce rapport si imprudemment approuvé par le GQG à Paris. Certainement connaissait-il déjà par coeur le contenu de ce document compromettant. Se rendant compte que les dérobades décousues du commandant Brabner, au lieu de clore le débat, allaient aiguïser la curiosité et, donc, entraîner de nouvelles questions, il choisit finalement de clore lui-même la discussion. "Ce rapport, déclara-t-il, est sans aucun doute mensonger. [M. Stokes] peut me croire. Comment a-t-il été manipulé, quels journaux l'ont-ils publié, et sa publication était-elle autorisée, sont des sujets pour lesquels [M. Stokes] ferait mieux de s'adresser au ministère de l'Information" (*Hansard*, 7 mars 1945) [*Ibid.*, pp. 19-22].

Après la capitulation allemande, il fallut attendre 1961 et la publication du livre de C.P. Snow pour que le mur du silence, enfin, se fissure. Dans notre étude, nous avons souvent cité l'ouvrage de celui qui mit en pratique les bombardements de terreur : Sir A. Harris. Mais il est important de noter que cet ouvrage, qui parut immédiatement après la fin de la guerre, respectait fidèlement les consignes de silence. On cherchera en vain, dans les 246 pages de ce livre, une seule mention explicite du plan Lindemann. En outre, s'il parle abondamment des raids allemands sur Londres, cet auteur omet de nous rappeler que ce sont les bombardements de Berlin (56) qui les ont provoqués. Il écrit que, durant le "Blitz", "des bombardements de représailles furent tout naturellement réclamés par le public et la presse", mais qu'il s'agissait là d' "une entreprise difficile en raison de l'éloignement qui limitait l'action des avions de reconnaissance" (*Ibid.*, p. 45). C'est insinuer qu'aucun bombardement terroriste n'avait été pratiqué sur l'Allemagne avant le 7 septembre 1940. Par conséquent, il n'est pas malhonnête d'affirmer que, dans ses "mémoires", Sir A. Harris reprend la thèse officielle anglaise selon laquelle les Allemands auraient été les initiateurs des bombardements de terreur. Quant aux bombardements des quartiers populaires tels que les prévoyait le plan Lindemann, l'auteur observe à leur propos un mutisme total. Tout au long de son livre, il n'est question que de "ville(s) industrielle(s)" (p. 77, 213), de "sérieux dommages industriels" (p. 156) (57)... Au sujet de Dresde, enfin, l'ancien maréchal de l'Air dégage sa responsabilité en écrivant :

je ne puis que répéter que l'attaque de Dresde était considérée comme une nécessité militaire par des personnalités plus haut placées que moi [p. 214].

Pour terminer, notons qu'après la guerre Sir A. Harris fut considéré, par les autorités anglaises, comme une personne encombrante. Selon F. J. P. Veale :

[il] ne fut pas anobli au titre de chef de guerre ayant, avec d'autres, remporté le plus de succès ; on ne lui décerna pas non plus de médaille spéciale pour les services rendus ; on lui refusa même d'utiliser les rapports officiels pour écrire le récit de ses campagnes. Conscient de ce désaveu officiel, moins d'un an après la fin de la guerre, il quitta

l'Angleterre pour prendre un poste commercial en Afrique du Sud (58).

Ce refus obstiné de dévoiler la vérité, ce mur du silence imposé jusqu'en 1961 et cette ingratitude vis-à-vis de l'homme qui commanda la flotte des bombardiers démontrent, sans contestation possible, que les bombardements de terreur furent considérés comme moralement indéfendables par les autorités anglaises.

Aujourd'hui, donc, nous pouvons affirmer que, de 1942 à 1945, les gouvernants et les militaires britanniques commirent, en toute conscience, une série de crimes de guerre, des crimes sans précédent dans l'histoire humaine.

Justification des bombardements sur le Japon

Il en est de même pour les bombardements américains sur le Japon. L'empire nippon n'ayant jamais largué une bombe sur les USA, la justification fondée sur une "riposte légitime" ne pouvait être invoquée. Après la guerre, les Américains justifièrent leur stratégie en affirmant que la destruction de l'industrie japonaise avait permis d'obtenir sans combat la reddition de l'Empire nippon, sauvant ainsi la vie de millions de soldats américains et japonais. Martin Caidin, par exemple, écrit :

En plein coeur de cette sombre époque, nos stratèges aériens reconnaissent que, faute de posséder [les B-29], la guerre contre le Japon supposerait des opérations longues, coûteuses et meurtrières -- ce qu'espéraient les Japonais. Mais s'il nous était possible de hâter la mise au point, la production, l'entraînement et le déploiement au-delà des mers [des B-29] alors l'issue de la guerre ne ferait plus de doute [...]. Nous ne serions pas contraints d'engager des millions de soldats dans de terribles opérations à terre contre le Japon [*op. cit.*, pp. 30-31].

[...] c'est parce que des hommes jouèrent leur sort et leur carrière sur ce projet [la mise au point des B-29], travaillèrent jour et nuit sans répit, et, pour certains d'entre eux, allèrent même jusqu'à donner leur vie, que ce rêve prit corps et que cette guerre, dont on prévoyait qu'elle durerait jusqu'en 1948, se termina trois ans plus tôt et permit d'épargner une quantité incalculable de vies humaines et des tonnages considérables de matériel [*Ibid.*, p. 48].

Critique de la thèse justificative

Cette justification n'est nullement acceptable. Certes, personne ne conteste que les bombardements massifs des villes aient contraint le Japon à capituler. Ainsi que le rappelle M. Caidin, l'Empire nippon, lorsqu'il déposa les armes :

possédait encore des millions de soldats bien équipés et entraînés et plus de dix mille avions prêts à se jeter dans une attaque suicide contre la flotte d'invasion. Aucun soldat ennemi n'avait foulé son sol [*Ibid.*, p. 27].

Toutefois, allons plus loin et opérons un retour en arrière, au VII^e siècle avant Jésus-Christ. A cette époque, le royaume d'Assyrie était très puissant. Les armées du roi Assurbanipal s'emparèrent de Tyr, Memphis, Thèbes, incendièrent Babylone, saccagèrent Suse. Le sort des prisonniers tombés entre leurs mains était terrible. Certains étaient écorchés vifs, à d'autres on arrachait le nez, les oreilles, les lèvres, la langue, on crevait les yeux (59). Il est indéniable qu'aujourd'hui la "conscience universelle"

condamnerait Assurbanipal pour de telles pratiques. Mais, imitant les Américains, il pourrait alors répondre : "Lorsque j'ai empalé, crevé les yeux, écorché vifs, brûlé et autrement torturé à mort mes prisonniers, la terreur provoquée par mon glorieux nom s'étendit à toutes les contrées environnantes. En conséquence, de précieuses vies humaines furent sauvées. Par la suite, lorsque je désirais prendre une cité, mes courageuses troupes n'avaient plus à l'emporter d'assaut, avec de nombreuses pertes, puisque les habitants venaient tout droit baiser la poussière sur mes pieds. C'est ainsi que les précieuses vies de mes braves soldats furent épargnées" (60).

Que dirait-on aujourd'hui si, le 10 mai 1940, Hitler, soucieux d'épargner la vie de milliers de soldats allemands, avait commandé la destruction des grandes villes industrielles et portuaires françaises telles que Lyon, Boulogne-Billancourt, Brest ou Marseille ?

Enfin, remarquons que cet argument justificatif, s'il reste accepté pour les Américains, fut refusé à Paul Touvier. Ce dernier, en effet, était accusé d'avoir, le 29 juin 1944, ordonné l'assassinat de sept juifs en représailles du meurtre commis la veille sur Philippe Henriot, ministre de la Propagande de Vichy. Devant ses juges, le prévenu affirma que les Allemands désiraient tout d'abord fusiller une centaine de juifs, que ce nombre avait été une première fois réduit à trente et que, par son action, il avait finalement été réduit à sept. Par conséquent, P. Touvier déclarait avoir, dans cette affaire, sauvé vingt-trois otages (61). Le 21 octobre 1993, cependant, les juges rejetèrent cet argument au motif qu'il n'était "pas possible de décider si les vies sauvegardées représentaient un intérêt supérieur (62)".

Lorsqu'ils rendirent cet arrêt, les juges, sans le savoir, condamnaient les militaires américains qui ordonnèrent les bombardements incendiaires sur le Japon afin de préserver la vie des soldats. Mais il est vrai que ces militaires n'étaient pas dans le box des accusés. Les vainqueurs échappent à la justice. Ainsi que l'a écrit J.-R. Naux :

En temps de guerre, on n'a pas le droit de tuer des civils, sauf d'une altitude de 5 000 mètres [...] (63).

En vérité, la "justification" avancée depuis cinquante ans par les Américains est une porte ouverte aux raids terroristes contre les populations civiles. Au Japon, la raison invoquée fut que de nombreuses maisons ou immeubles abritaient une usine travaillant à la production de guerre (64); vingt ans plus tard, au Vietnam, l'objectif fut de réduire les armées et les maquisards vietnamiens soutenus par la population en déversant 100.000 tonnes d'herbicides à destination militaire et 10.000 tonnes de substance toxique au CS sur 80.000 kilomètres carrés du pays (65). Depuis les années quatre-vingt, au Proche-Orient, il s'agit de détruire les "positions" des "terroristes" anti-israéliens.

L'atomisation du Japon

Mais l'impudence américaine ne s'arrête pas là. Le point culminant de l'offensive américaine sur le Japon survint en août 1945, lorsque deux bombes atomiques furent larguées, l'une sur Hiroshima et l'autre sur Nagasaki (66).

A cette époque, l'industrie nipponne était d'ores et déjà anéantie. Par conséquent, on ne saurait "justifier" ces deux bombardements en invoquant des nécessités militaro-industrielles. Mais on aurait tort de croire que les Alliés n'ont rien trouvé afin de se disculper. Dans un manuel d'histoire à l'usage des classes terminales, on lit :

Le 6 et le 9 août 1945, après que le Japon eut ignoré un dernier ultimatum lancé le 26

juillet, les deux villes d'Hiroshima et Nagasaki sont rayées de la carte (67).

Le message ici délivré est clair : la décision de larguer deux bombes atomiques aurait eu pour cause le refus obstiné du Japon de capituler.

M. Caidin soutient une thèse semblable lorsqu'il écrit que ces deux bombes "ne contribuèrent que pour 3% à la destruction des cités industrielles" mais :

donnèrent aux Japonais, si soucieux de sauver la face, une excuse et une justification pour en terminer avec une guerre longue et vaine, en sauvegardant leur honneur [*op. cit.*, pp. 37-38].

En irradiant une partie du territoire nippon, les Américains auraient donc rendu un immense service aux Japonais qui, trop fiers, ne savaient pas comment capituler. Le cynisme de M. Caidin dépasse toute mesure. En réalité, l'étude attentive des faits démontre que, dès le début 1945, le Japon avait accepté la capitulation.

Dès le 2 février 1945, Roosevelt avait reçu du général MacArthur "un message de quarante pages" qui transmettait :

une offre de capitulation japonaise, offre si large qu'elle comprenait la reddition des forces nippones, l'occupation de toutes les îles, l'abandon de la Mandchourie, de la Corée, de Formose, le contrôle de l'industrie et la livraison de ceux que les Américains pourraient considérer comme des criminels de guerre. Une seule demande était formulée : que l'empereur gardât son trône (68).

Pourtant, F. Roosevelt avait repoussé l'offre en disant simplement : "MacArthur est notre plus grand général et notre plus piètre politicien" (*Id.*).

Deux jours plus tard, la conférence de Yalta s'ouvrit. C'est alors que Roosevelt demanda à Staline de bien vouloir entrer en guerre contre le Japon. En échange, il accordait à l'URSS la Mandchourie (qu'il avait en même temps promise à Tchang Kai-Chek), les Kouriles, la partie sud de Sakhaline, "l'internationalisation" du port de Dairen et la cession à bail de Port-Arthur (*Ibid.*, p. 228). Staline accepta d'autant plus facilement que les Américains lui avaient promis "l'essence, des moyens de transport, l'équipement de douze cent cinquante mille hommes, 3.000 chars et 5.000 avions" (*Id.*).

Le 14 février 1945, cependant :

l'empereur Hiro Hito [marqua] au prince Konoye sa détermination de mettre bas les armes, à la condition que le principe monarchique fût sauvegardé par le vainqueur. Peu après, le ministre des Affaires étrangères Hirota amor[ça] des conversations préliminaires avec Malik, ambassadeur de l'Union soviétique. Ce dernier reçut de Moscou des instructions très nettes : faire traîner les choses, demander en contre-partie des bons offices de l'URSS les Kouriles, Sakhaline, Dairen, Port-Arthur et les chemins de fer mandchous [...].

[...] l'empereur penchait vers un compromis. Il chargea Sato, l'ambassadeur du Japon à Moscou, d'entreprendre à son tour des démarches. Staline s'arrangea pour rester invisible. Quant à Molotov, il fut "de glace" (69).

Staline, qui envisageait les substantiels bénéfices territoriaux qu'une guerre contre le Japon allait lui apporter, ne désirait nullement servir de médiateur en vue d'une paix entre l'empire nippon et les Etats-Unis. Le 27 mai 1945, d'ailleurs, il se contentera de dire à Hopkins (conseiller du président Roosevelt) que des "ouvertures de paix étaient faites par certains éléments au Japon" (70), sans préciser que ces "éléments" étaient rien moins que l'ambassadeur nippon à Moscou et le ministre des Affaires étrangères.

En mars 1945, l'empereur du Japon décida de dissoudre son cabinet et mit "à la tête de son gouvernement un pacifiste notoire, l'amiral Suzuki" (71).

Herbert Hoover, ancien président des Etats-Unis et ami personnel de Suzuki, adressa un message non équivoque au président. Mais ni Roosevelt, mourant, ni plus tard son successeur Truman ne réagirent [*Id.*].

J. de Launay poursuit :

Le 7 juillet, l'Empereur décida d'en finir ; il demanda aux Russes de recevoir le prince Konoye dans la capitale soviétique. Celui-ci prendrait contact avec l'ambassadeur américain Averell Harriman ; il était autorisé à accepter même une reddition inconditionnelle et immédiate.

Ce message consterna le Kremlin. Allait-on, à la veille de la conférence de Potsdam, être privé de tous les bénéfices d'une intervention en Extrême-Orient ? Il n'y avait qu'une parade possible : gagner encore un peu de temps. Le 22 juillet, avec une candeur parfaitement jouée, une note de Molotov demanda au Japonais de "l'éclairer plus complètement sur les objectifs de la mission du prince Konoye" [*Ibid.*, p. 109].

Les jours suivants n'apportèrent rien de nouveau. Les offres de capitulation japonaise ne reçurent aucune réponse.

Le 6 et le 9 août, deux bombes atomiques, qui étaient prêtes depuis la fin juillet, furent larguées sur Hiroshima et sur Nagasaki. Quelques jours plus tard, le 14, l'offre de reddition inconditionnelle de l'empereur Hiro Hito fut, enfin, acceptée par les autorités américaines.

Ces quelques rappels suffisent pour démontrer la fausseté de la thèse selon laquelle l'atomisation du Japon aurait eu pour cause le refus obstiné de ce pays à capituler. En réalité, dès mars 1945, Américains et Russes n'ignoraient plus que l'Empereur Hiro Hito désirait déposer les armes. En juillet 1945, d'ailleurs, ce dernier avait, dans un suprême effort de paix, "jugé acceptable" "l'ultimatum inclus dans la déclaration de Potsdam" (*Ibid.*, p. 110).

Dès lors paraît insoutenable la justification fondée sur le prétendu refus japonais de capituler.

Une question, toutefois, se pose : pourquoi les Américains ont-ils lancé deux bombes atomiques sur un pays qui ne demandait qu'à capituler ? Plusieurs réponses peuvent être apportées qui ne s'excluent nullement. Certains ont invoqué une "volonté de rentabiliser une recherche longue et coûteuse, deux milliards de dollars" (71a). D'autres ont parlé d'"essai comparatif des effets des différents types de bombe (la première était à l'uranium, la seconde au plutonium)" (*Id.*). En 1954, devant une commission réunie pour enquêter sur les liens présumés d'Oppenheimer avec les communistes, un de

ceux qui avaient mis au point cette arme terrifiante, M. Alvarez, déclara laconiquement : "Nous voulions une méthode pour tester l'efficacité de la bombe sur un territoire ennemi" (72). En 1965, enfin, un politicien américain, Gar Alperovitz, accusa Truman d'avoir pratiqué "la diplomatie atomique" :

Une diplomatie que Roosevelt à Yalta aurait refusée, préférant une négociation secrète avec Staline : l'URSS s'engageait à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne, en échange de compensations territoriales en Extrême-Orient. Trois mois après, c'est-à-dire le 8 août 1945, un calendrier que Staline respectera à la lettre.

Truman aurait alors voulu à la fois stopper la progression soviétique et prouver à l'URSS la supériorité américaine en matière nucléaire. Loin d'abattre le Japon qui n'avait plus guère les moyens de résister, la bombe atomique lancée le 6 août aurait bien été le premier acte sanglant de la guerre froide [Voy. *Les Réalités de l'Ecologie*, déjà cité, p. 2, col. B-D].

Les atrocités alliées dont on ne parle pas

Nous terminerons cet exposé en signalant que les bombardements des populations civiles ne furent pas la seule "atrocité" commise par les Américains dans leur guerre contre le Japon. Dans son livre autobiographique, un ancien "chevalier du vent divin" (faussement appelé "kamikaze" par les Occidentaux) raconte deux crimes gratuits dont il a été le témoin : le premier lorsqu'un avion de chasse américain de type Grumman mitrailla à mort un vieux paysan qui travaillait paisiblement dans un champ (72); le second lorsqu'un autre chasseur américain mitrailla dans les airs un pilote japonais qui avait sauté en parachute hors de son engin en feu (72b).

Certains mettront en doute la parole d'un ancien "kamikaze" et soutiendront que deux crimes ne peuvent permettre de juger du comportement de toute une armée sur un champ de bataille. C'est vrai. Toutefois, au sujet des crimes commis par les Américains dans le Pacifique, nous possédons un témoignage capital.

Le grand aviateur américain Charles Lindbergh visita le camp de concentration allemand de Dora en juin 1945. Il écrit :

[...] un trouble subit m'envahit l'esprit. Où donc ai-je tressailli de la sorte ? Dans le Pacifique Sud ! Oui... devant les cadavres de Japonais en train de pourrir dans les grottes de Biak. Oui, devant ce camion d'ordures déchargé sur des soldats morts jetés au bulldozer dans un cratère de bombe. Oui, devant ces crânes verdissants dont les nôtres décorent leurs salles de garde et leurs tentes...

Avant cette guerre, il semblait impossible que des hommes, des hommes civilisés, pussent déchoir, s'abaisser à un tel degré d'ignominie. Mais ils l'ont fait. Ici, en Allemagne, au camp de Dora. Là-bas, dans les coraux de Biak. Mais là-bas, c'est nous qui étions en cause, nous, les Américains, qui prétendions défendre, représenter quelque chose de différent. Nous avons accusé les Allemands de souiller l'humanité par la manière dont ils traitaient les juifs, et nous n'avons pas agi autrement envers les Japonais. "Ils sont plus bas que des bêtes. On devrait tous les exterminer". Combien de fois n'ai-je pas entendu des officiers américains s'exprimer de la sorte ! "Hypocrite, ôte premièrement la poutre de ton

oeil, et alors tu verras comment ôter la paille de l'oeil de ton frère."

Et je revois toute une longue série d'incidents : nos Marines tirant sur des Japonais désarmés qui regagnaient à la nage la plage de Midway ; le meurtre des prisonniers à la mitrailleuse sur le terrain d'aviation de Hollandia ; les tibias prélevés sur les Japonais qui venaient d'être tués à Noemfoor afin de les travailler au couteau et en faire des coupe-papier et des encriers ; le jeune pilote américain qui voulait "écrémer cet hôpital japonais un de ces jours" ; nos soldats défonçant les bouches des cadavres ennemis pour récupérer l'or de leurs dents ("l'occupation favorite de nos fantassins") ; les têtes japonaises enterrées dans des fourmilières "pour servir de souvenirs une fois bien nettoyées" ; leurs corps jetés au bulldozer, d'abord sur les bas-côtés de la route, puis dans les replis de terrain où on les a recouverts de terre, pêle-mêle, sans aucune indication ; et Mussolini et sa maîtresse suspendus aux crochets d'un étal de boucher par les pieds, dans une ville d'Italie ! Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire, on trouve de telles atrocités, et cela non seulement dans l'Allemagne des Dachau, des Buchenwald et des Dora, mais en Russie, dans le Pacifique, dans nos émeutes et nos lynchages aux Etats-Unis, dans les révolutions dont on parle moins -- de l'Amérique du Sud et du Centre, dans les supplices de Chine, dans ce qui s'est passé il y a quelques centaines d'années en Espagne, dans les pogroms de jadis, dans les condamnations au bûcher des sorcières de la Nouvelle-Angleterre, pour la gloire du Christ et de Dieu !

Les yeux bas, je contemple cette fosse de cendres. Non, ce que je voyais là n'est pas le fait exclusif d'un certain pays ou d'un certain peuple. Ce que l'Allemand a fait au juif en Europe, nous le faisons au Japonais dans le Pacifique. Ce déshonneur que les Allemands se sont attiré à jamais en se débarrassant dans ce puits de ces cendres d'êtres humains, nous l'encourons en enfouissant au bulldozer ces cadavres d'autres hommes dans des trous perdus, sans nom, au fond de la jungle tropicale. Car ce qui est barbare pour un camp l'est également pour l'autre. "Ne jugez pas et vous ne serez pas jugé". Ce n'est pas seulement aux Allemands et aux Japonais, mais à tous les peuples que cette guerre a apporté la honte et la dégradation (73).

Lorsqu'on prend conscience de l'ampleur des crimes commis par les vainqueurs de 1945, on ne peut qu'être révolté par l'exploitation actuelle du drame d'Oradour-sur-Glane.

CONCLUSION

Oradour fut-il un massacre voulu et perpétré par une horde de SS? Après avoir étudié les documents publiés, fouillé les archives, rencontré des témoins, examiné les ruines de l'église, interrogé des experts, nous répondons par la négative.

Le 10 juin 1944, les SS étaient à la recherche d'Helmut Kämpfe, officier de la division *Das Reich* enlevé, la veille, par le maquis de Jean Canou. Plusieurs informations concordantes, dont celle fournie par le lieutenant Gerlach, enlevé lui aussi par le maquis mais qui parvint à s'échapper, les convainquirent de se rendre à Oradour. Là, ils découvrirent non pas un village paisible mais une base arrière du maquis qui portait encore les traces de crimes récents commis contre des soldats allemands.

Après que la population eut été rassemblée, les femmes et les enfants furent conduits à l'église pour leur sécurité. Le chef du détachement SS, Diekmann, interrogea les hommes d'Oradour afin de

découvrir le lieu où était séquestré le major H. Kämpfe ainsi que les endroits où étaient cachées des armes. Sans réponse satisfaisante et devant le refus du maire de désigner des otages, il ordonna que les hommes soient séparés en six groupes et parqués, sous bonne garde, dans six granges, garages ou chais. Pendant ce temps, d'autres soldats SS fouillaient les maisons. Il était environ 15 h 30. Ces fouilles permirent la découverte, outre de nombreux dépôts de munitions, de plusieurs cadavres allemands.

Vers 16 h, plusieurs détonations ébranlèrent l'église. Un dépôt de munitions qui se trouvait sous les combles venait d'être mis à feu probablement par des résistants réfugiés dans le clocher. Les gradés SS, croyant à une attaque extérieure du maquis, donnèrent l'ordre d'abattre la population mâle d'Oradour. Dans l'église, des femmes et des enfants périrent, brûlés par les gaz enflammés et déchiquetés par les pierres de l'édifice transformées en projectiles. Les SS s'étant rués vers le sanctuaire, une bataille s'engagea avec les maquisards, dont certains tentaient de fuir par les vitraux de la façade est.

Officiellement, une seule femme, Mme Rouffanche, aurait survécu à la tragédie. Des années après le drame, cependant, un officier allemand déclara sous serment qu'en 1963 deux femmes s'étaient présentées à lui comme des rescapées de l'église sauvées par des Waffen-SS. Aujourd'hui encore, la peur plane sur le village martyr. Certains témoins ne veulent pas parler. L'un d'entre eux affirme avoir été menacé de mort par des habitants d'Oradour au cas où il parlerait.

Dans la nuit qui suivit le drame, des inconnus maquillèrent l'église afin d'accréditer la version du massacre commis par l'occupant. Peu après, les réseaux résistancialistes subornèrent "l'unique" rescapée de l'église afin qu'elle raconte un témoignage en concordance avec la version des faits en cours d'élaboration. Cette subornation fut d'autant plus aisée que la famille Rouffanche était liée, par certains de ses membres, à la Résistance. Plus tard, cependant, le témoin providentiel se contredit lui-même en voulant apporter des précisions à son récit.

Du côté allemand, les autorités promirent immédiatement des sanctions. Ces promesses ne restèrent pas lettre morte puisque Diekmann, le chef de détachement responsable de l'opération, passa devant un Conseil de guerre. Toutefois, l'enquête s'acheva prématurément avec sa mort, quelques jours plus tard, sur le front de Normandie.

En 1953, 21 anciens SS d'Oradour comparurent devant un tribunal français. Mais le procès fut truqué : en échange de leur "collaboration" (c'est-à-dire l'acceptation de la thèse officielle française) et de leur silence, les inculpés furent rapidement relâchés. Quant aux officiers, ils ne furent ni jugés, ni entendus par la justice française.

Aujourd'hui, les anciens condamnés respectent leur promesse de silence et les archives sur l'affaire sont soigneusement tenues secrètes par les gouvernements français et allemand. D'où les difficultés rencontrées par le libre chercheur lorsqu'il choisit d'enquêter sur ce drame et, en conséquence, l'obligation pour lui d'exploiter le moindre indice, le moindre détail, le moindre signe suspect. Nous aurions préféré apporter aux lecteurs des preuves décisives mais les documents restent enfermés sous bonne garde. Parmi ceux-ci, longtemps soustrait à la recherche, citons le fameux rapport rédigé par le juge militaire allemand D. Okrent qui enquêta sur l'affaire immédiatement après le drame. Ce rapport, bien qu'il ait été utilisé par l'accusation à Nuremberg en 1945-46, puis à Berlin-Est en 1983 (procès du SS H. Barth), fut longtemps frappé d'interdit. Nous devons à l'obligeance du professeur Robert Faurisson la copie que l'on trouvera en annexe (dossier Okrent p. 407). A noter l'énorme anomalie qu'il renferme, à savoir qu'il n'y est nulle part question du massacre de l'église. Or, on ne peut admettre

l'ignorance du juge sur ce point capital !

Qu'il nous soit permis d'effectuer quelques remarques.

Bien que nous ayons dégagé la responsabilité des SS dans le drame d'Oradour, il ne saurait être question d'oublier la souffrance de toute cette population, arrachée à la vie dans des conditions terribles. Il ne saurait être question d'oublier ces hommes fauchés par les balles et dont certains durent longtemps agoniser. Il ne saurait être question d'oublier ces femmes et ces enfants dont la mort fut plus atroce encore. Grâce aux photographies, nous savons que certains d'entre eux périrent déchiquetés par les pierres projetées dans la nef et que d'autres furent brûlés par les gaz enflammés. On peut aujourd'hui imaginer les scènes d'enfer qui se déroulèrent dans le sanctuaire immédiatement après la destruction du clocher : baignant dans leur sang, des blessés, gravement mutilés, devaient se contorsionner ; d'autres, transformés en torches vivantes, devaient courir en tout sens. Au milieu des hurlements de terreur et de douleur, alors que crépitaient les armes des SS et des maquisards, une panique générale s'empara des survivants qui, aveuglés par la poussière, asphyxiés par les gaz, trébuchant sur les cadavres, les blessés, les membres épars, tentèrent de sortir. Combien d'enfants et de blessés tombés à terre moururent piétinés dans la bousculade ? Combien de mères durent vainement chercher leurs enfants ? L'issue principale étant obstruée par les décombres du clocher, beaucoup voulurent fuir par la sacristie. Mais déjà la bataille faisait rage entre maquisards et SS. Des femmes et des enfants furent, comme ce fut le cas de la fille de Madame Rouffanche, fauchés par des balles. Et soudain, une explosion se produisit dans le sous-sol, entraînant la chute du plancher et la culbute des rescapés de l'enfer de la nef.

Qui pourrait rester insensible à tant de souffrance ? Aujourd'hui, la simple évocation de ces scènes terribles fait monter en nous compassion et respect.

Mais ce que nous refusons, c'est l'utilisation de ce drame à des fins de propa-gande germanophobe visant à entretenir une haine perpétuelle de conception totalement opposée à l'essence de notre civilisation. A Oradour, seuls les crimes perpétrés (ou prétendument perpétrés) par les Allemands sont rappelés. Or, comme l'a écrit Louis Louvet (qui croyait en la culpabilité allemande à Oradour)

que ce soit le catholique traquant l'Albigeois, le septembriseur égorgeant le prisonnier politique, le Versaillais fusillant le communard, le Russe enfouissant à Katyn l'officier polonais, le nazi (imitant à une plus grande échelle les autres pogromistes) asphyxiant ou brûlant le juif, l'aviateur atomisant le Japonais, le "protecteur" décimant l'indigène colonial, tous, quel que soit le motif invoqué, sont, sur le plan humain, des criminels. Et si je limite cette liste, c'est qu'elle suffit à démontrer que, dans l'horrible art de tuer, les peuples se font une affreuse concurrence (1).

Aujourd'hui, les documents publiés, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis, démontrent qu'entre 1940 et 1945 les Alliés ne furent pas les moins bien pourvus en matière de crimes de guerre.

Alors, à défaut de symboliser la "barbarie nazie", le village d'Oradour-sur-Glane devrait-il incarner la barbarie commune à tous les peuples en guerre ? Malgré les apparences, deux raisons nous amènent à répondre par la négative.

Tout d'abord, remarquons qu'aucun village ne peut prétendre symboliser la barbarie, tant celle-ci a pu prendre des formes diverses au cours de l'Histoire. A Oradour-sur-Glane, il n'y a eu ni bombardements

incendiaires, ni viols.

Mais il existe une deuxième raison, bien plus importante : à Oradour-sur-Glane, les femmes et les enfants furent des victimes indirectes de la "Résistance", et plus particulièrement de la Résistance communiste armée. En effet, sans les bandes de Guingouin, il n'y aurait eu ni enlèvement de Kämpfe, ni incursion des SS à Oradour. Et même, à supposer que les SS soient venus perquisitionner dans le village, il n'y aurait eu ni dépôt de munitions sous les combles de l'église, ni maquisard pour le mettre à feu.

En réalité, l'affaire d'Oradour reste intimement liée non à la guerre, mais aux violations des lois de la guerre. Jusqu'en 1918, en effet, les conflits (européens au moins) étaient régis par des lois très strictes qui, comme le fait remarquer Maurice Bardèche, avaient :

pour objet de créer un champ clos autour des combattants. Elles prot[égeaient] ceux qui regard[aient] parce qu'ils n'[avaient] pas pu être ailleurs, et ceux qui ramass[aient] les blessés (2).

Mais, poursuit l'auteur :

à partir du moment où l'un de ces spectateurs saisit un fusil et tire déloyalement par la fenêtre sur celui qui se bat loyalement sur le terrain, il se met hors de la protection que les lois de la guerre accordent aux combattants et aux non-combattants [Ibid., p. 170].

M. Bardèche était cependant trop optimiste ; dès l'instant où, sur le sol national, des maquisards armés débutèrent une guérilla, les lois de la guerre cessèrent d'exister tant pour les résistants que pour les civils. En effet, il faut se rappeler que les maquisards, une fois leurs actions exécutées, disparaissaient le plus souvent dans les bois ou dans les montagnes, hors de portée de l'occupant q'lui, dès lors, était en droit, d'après les termes mêmes des traités internationaux, d'exercer des représailles sur les civils innocents. Dans l'un de ses derniers éditoriaux, Philippe Henriot avait stigmatisé ceux qui se livraient à des attentats inconsidérés :

Il n'est pas un jour où ils n'annoncent avec ivresse qu'à côté des traîtres qu'ils ont châtiés ils ont fait un carnage d'officiers et de soldats allemands ; qu'ils ont fait dérailler un train de militaires et que des centaines d'entre eux ont été tués...

Seulement, ces messieurs de Londres et d'Alger en parlent à leur aise. Ils n'ont pas à redouter les représailles. Ces représailles, elles sont réservées, non pas même, hélas, aux coupables, qui organisent bien leur affaire et sont parfois loin lorsque l'accident, la catastrophe ou l'attentat à retardement se produit. Elles atteignent une population qui n'a eu aucune part directe à la chose, qui en ignorait tout, mais sur laquelle, parce qu'elle est sur place, s'exercent parfois des vengeances sanglantes et navrantes.

Certaines de ces représailles, certaines de ces violences sont particulièrement tragiques et affreuses. Elles remplissent d'autant d'horreur que de désespoir. Elles sont décidées et exécutées par des hommes qui cèdent à un mouvement de colère et qui, venant de champs de bataille où trois ans de guerre farouche ont endurci leur coeur, appliquent chez nous les méthodes implacables qu'ils ont employées ailleurs et qu'on a employées contre eux. Mais, en vérité, si ces rigueurs sont imméritées, si ces représailles apparaissent révoltantes, qui niera qu'une part très lourde de responsabilité incombe à ceux qui les ont

appelées sur leurs compatriotes, alors qu'ils savaient qu'eux-mêmes ne pouvaient être atteints.

C'est bien joli de déclarer de loin la guerre à l'occupant, d'énumérer complaisamment les Allemands tués dans les attentats et les guet-apens ; c'est bien joli de déclarer qu'on n'accepte pas l'Armistice, que la France est toujours en guerre avec l'Allemagne [...]. C'est bien joli de proclamer par les ondes que toute la France est avec la Résistance, avec les Alliés et avec Staline. Seulement, le revers de la médaille c'est qu'un jour il se trouve des Allemands pour accepter de se considérer comme en guerre avec des Français qui répètent à longueur de journée qu'ils sont en guerre avec eux, et pour répondre aux attentats par des représailles (3).

Quelles que soient ses motivations et quelle que soit sa bravoure, le civil qui prend les armes ou qui appelle au soulèvement doit savoir qu'il met en danger toute la population.

Certes, nous n'ignorons pas que, avec ses bombardements aériens, ses vastes opérations de destruction et ses carnages effroyables, la guerre moderne (avec ou sans Résistance) reste "la criminalité en action" (4). Toutefois, et bien que nous soyons résolument opposés à la guerre, nous pensons que si, par malheur, un conflit éclate, tout doit être mis en oeuvre pour épargner les civils. Aujourd'hui, personne ne peut contester que, sans la Résistance armée, la population d'Oradour et les quatre-vingt-dix-neuf pendus de Tulle auraient survécu à la guerre. Alors que Hiroshima et Auschwitz devraient symboliser les horreurs engendrées par la guerre moderne, Oradour-sur-Glane devrait rappeler les tragédies engendrées lorsque les lois de la guerre sont violées, notamment avec l'apparition de combattants illégaux.

Ces réflexions permettent de comprendre l'une des raisons qui, depuis cinquante ans, poussent les autorités à cacher la vérité sur Oradour.

Depuis la fin de la guerre, en effet, la Résistance s'est installée comme mythe fondateur du régime actuel. Historiens et politiques brevetés "corrects" la présentent comme un bloc de gloire désintéressée et bénéfique pour tous. Nous baignons en pleine imagerie d'Epinal, aujourd'hui encore. La vérité sur Oradour briserait ce mythe.

On répliquera sans doute que la faute première revient à Hitler sans lequel la France n'aurait connu ni guerre, ni occupation et, donc, nulle Résistance. En tant qu'historiens, nous devons rappeler une évidence que nos contemporains ont tendance à occulter, à savoir que l'Angleterre, et la France à sa remorque, déclarèrent bel et bien la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, et non l'inverse. Certes, nous approuvons la démarche intellectuelle qui consiste à rechercher les responsabilités premières. Mais il est alors nécessaire d'aller jusqu'au bout. Hitler est arrivé au pouvoir poussé par un peuple que des traités de paix iniques avaient acculé à la ruine et au désespoir. Et si la seconde guerre mondiale a éclaté, sur le terrain, le 1er septembre 1939 lorsque la Wehrmacht a pénétré en Pologne, elle avait, dans les esprits, débuté vingt ans plus tôt, lorsque les vainqueurs de 1918 imposèrent aux vaincus les scandaleux Traités de Versailles et de Trianon. Rappelons, par exemple, les terribles propos lancés par le Britannique Robert Lansing lorsque, écoeuré par ce qu'il avait vu lors des pourparlers de paix, il quitta la conférence et écrivit : "Les traités de paix seront source d'une nouvelle guerre. C'est là une chose aussi sûre que le retour du jour après la nuit" (5) . La volonté de conduire l'Europe à une nouvelle boucherie était donc dans l'air, dès cette époque.

Naturellement, il ne saurait être question, dans le cadre de cette étude, de porter un jugement sur les

responsabilités des uns et des autres dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Cependant, nous connaissons suffisamment le dossier pour qualifier de déshonnête le raisonnement qui consiste à charger Hitler de tous les drames humains survenus pendant la guerre au motif que lui seul aurait eu la responsabilité du conflit. Ce raisonnement simpliste contribue à l'élaboration d'une version manichéenne de l'Histoire, qui peut servir le politique mais ne satisfait pas l'historien dont la mission reste, avant tout, de donner un éclairage objectif du passé.

Telles sont les raisons qui nous ont convaincus de publier ce livre. Nous savons, par avance, que, s'il franchit le mur du silence il sera condamné. Cependant, nous acceptons les risques que comporte une telle publication car nous croyons encore en l'Histoire, c'est-à-dire en la vérité historique. Et nous estimons que cette vérité doit triompher de la raison d'Etat qui, le plus souvent, impose le mensonge et la haine.

On nous répondra qu'en Histoire, la vérité peut blesser parce qu'elle rouvre des plaies mal cicatrisées. C'est vrai mais a-t-on pensé aux traumatismes engendrés par le Mensonge institutionnalisé chez nos frères européens ? Peut-on construire l'Europe sur une telle iniquité ? Qu'en est-il de la justice ? Peut-on indéfiniment vivre du mensonge, même si le mensonge se fait enjeu économique ? Que deviendrait Oradour sans le massacre ? Non seulement le nouveau village (avec ses hôtels, ses restaurants, ses magasins...) mais aussi la région avoisinante vivent du drame survenu en 1944. Il nous faut bien tenir compte des réalités matérielles.

C'est pourquoi notre objectif n'est pas la dévalorisation du site d'Oradour, la fermeture du musée souterrain et l'annulation du projet de construction d'un mémorial. La tragédie survenue dans ce bourg appartient à l'Histoire de France et même européenne. Il ne saurait être question de l'effacer. Toutefois, nous pensons que la vérité historique donnerait à Oradour un second souffle comme temple de la réconciliation entre les vaincus et les vainqueurs d'hier, dans l'Europe d'aujourd'hui. Que les habitants de la région, devenus nos amis, y songent ! Pour la première fois, en effet, il serait admis que les méthodes employées pour combattre les Allemands n'ont pas toujours été loyales (soldats tués dans le dos par des civils armés) et que, de leur côté, les Alliés ont aussi commis des crimes. Aux jeunes qui viendraient se recueillir à Oradour, on parlerait des hommes fauchés dans les granges par des balles allemandes, mais également des femmes et des enfants brûlés et déchiétés par la faute de quelques maquisards. On parlerait des morts d'Auschwitz et de Dachau mais aussi des morts de Dresde et de Hiroshima. On évoquerait la déportation des juifs d'Europe mais aussi des atrocités commises sur le sol allemand, par les libérateurs.

Débarrassée de son aspect blessant et déstabilisateur, la vérité historique deviendrait alors occasion de réflexion positive. Eteignant les haines et les rancunes accumulées, elle se ferait l'instrument d'un avenir apaisé, d'un avenir où, personne ne pouvant prétendre à l'innocence, le pardon et la compréhension mutuels deviendraient réalités.

Ceux qui ont vécu la dernière guerre mondiale ont le droit de s'enfermer dans leurs chimères, d'imaginer qu'ils ont remporté le bon combat contre le démon menaçant la dignité humaine. Ils ont le droit de contempler le national-socialisme à travers le filtre sélectif de la propagande pour ne voir en lui qu'un régime politique belliqueux et meurtrier par essence. Le même filtre déformant peut à loisir leur rappeler les doux agneaux qu'ils furent, contraints de prendre les armes pour la défense du Bien contre le Mal.

Rien ne pourra nous obliger à tomber dans le même travers manichéen. A Oradour-sur-Glane, les jeunes générations ont le devoir de respecter la mémoire des victimes. Mais ils ont également le devoir

d'ouvrir les yeux et de revendiquer la vérité. Alors, comme l'écrit Saint-Jean rapportant la parole du Maître :

"Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous libérera (6)."

NOTES de la section 7, Oradour lieu de propagande...

1 Voy. *Plus près de la Vérité...*, p. 251.

2 Voy. *Arrêt sur Mémoire...* (Editions Calmann-Lévy, 1994, 283 p.), p. 208.

3 Voy. *Plus près de la Vérité...*, p. 254.

4 *Ibid.*, pp. 105 (n. 1) et 119 (n. 9). D'après H. Rauschning, Hitler lui aurait déclaré : "Ainsi s'impose à nous le devoir de dépeupler, comme nous avons celui de cultiver méthodiquement l'accroissement de la population allemande. Il faudra instituer une technique de dépeuplement. Vous allez me demander ce que signifie "dépeuplement", et si j'ai l'intention de supprimer des nations entières ? Eh bien ! Oui, c'est à peu près cela. La nature est cruelle, nous avons donc le droit de l'être aussi" (voy. *Hitler m'a dit*, Editions Coopération, Paris, 1939, 320 p., p. 159). Rappelons qu'en 1983 l'historien suisse Wolfgang Hänel démontra que les "mémoires" de H. Rauschning n'étaient qu'un faux et que ce dernier n'avait jamais eu le moindre entretien privé avec Hitler (voy. *Nouvelle Vision*, No 27, p. 19, article de Mark Weber : "Les procès de Nuremberg et l'Holocauste").

5 Voy. *Le drame...*, p. 36.

6 Voy. *Elsa*, deuxième trimestre 1974, p. 4, col. A.

7 Voy. *Défense de l'Occident*, No 49-50, mai-juin 1965, "Crimes de guerre des Alliés ?", pp. 76-77.

8 Cité dans le livre de Karl Friedrich Grau, *Schlesisches Inferno* (1966), traduit en anglais sous le titre : *Silesia Inferno* (The Landpost Press, Pennsylvania, 1992, 210 p.), pp. 100-103.

9 Voy. *Défense de l'Occident*, déjà cité, p. 29.

10 Voy. Jürgen Thorwald, *La débâcle allemande. De l'agonie de l'Allemagne à la chute de Berlin* (édition française parue chez "J'ai lu", 501 p.), p. 360.

11 Voy. André Bayle, *De Marseille à Novossibirsk* (Edition particulière, janvier 1992, 270 p.), pp. 170-171.

12 Voy. *Silesian Inferno*, *op. cit.*, p. 149.

13 Voy. A. Harris, *Les bombardiers attaquent...*, p. 78.

14 Voy. A. Harris, *op. cit.*, p. 83.

15 A propos des raids sur l'Italie, A. Harris écrit : "[Les attaques] n'étaient pas comparables en puissance à celles que je lançais sur l'Allemagne: non seulement un plus petit nombre d'avions y

participaient, mais encore, à cause de l'éloignement, les charges emportées étaient bien moindres. Cependant, l'effet sur le moral de la population fut considérable. Trois cent mille personnes, soit la moitié de la population, s'enfuirent de Turin après notre seconde attaque contre cette cité, et il y eut probablement une plus grande panique encore à Milan après notre attaque de jour menée par un plus petit nombre de "Lancaster" (A. Harris, *op. cit.*, p. 108).

16 A Lorient et St-Nazaire, la RAF avait pour objectif (officiel) de détruire les bases de sous-marins que les Allemands avaient construites. "Mais, écrit A. Harris, les Allemands avaient pris leurs précautions et les abris des sous-marins étaient si solidement bétonnés que les plus lourdes bombes ne pouvaient les entamer [...]. Malgré mes protestations, il fallut se soumettre aux ordres" (*Ibid.*, p. 103) "Le seul résultat, conclut-il plus loin, fut de dévaster deux bonnes villes françaises et de retarder de deux mois la bataille de la Ruhr". Les habitants de Lorient et de St-Nazaire apprécieront la légèreté du commandement britannique.

17 A propos de la destruction des villes normandes durant l'été 1944, voy. *Nouvelle Vision*, No 32 (avril-mai-juin 1994), Editions de l'ANEC, pp. 7-58, l'article intitulé : "Les bombardements alliés meurtriers de 1944".

18 Voy. A. Harris, *op. cit.*, pp. 152-153 : "Il n'est pas facile d'évaluer les pertes civiles causées par nos bombardements en Allemagne, parce que les rapports allemands à ce sujet sont incomplets et peu sûrs. Les Américains ont proposé le chiffre de 305 000. Sur ce nombre, il est probable que les femmes et les enfants représentent une minorité car, dès les premiers bombardements, des évacuations massives des villes industrielles furent exécutées". Nous reviendrons plus loin sur ce plaidoyer rédigé après-coup.

18a Voy. F. J. P. Veale, *Advance to Barbarism. The Development of Total Warfare From Sarajevo to Hiroshima* (The Denvin-Adair Company, New York, 1968, 363 p.), p.175.

19 En 1995, la quasi-totalité des médiats ont ramené le nombre des morts à 35.000 environ. Jusqu'à cette date pourtant, les différents chiffres généralement avancés étaient beaucoup plus élevés. 135 000, par exemple, est un total que reprirent David Irving (voy. *La Destruction de Dresde*, J'ai lu, 1964, dernière de couverture ; *La Destruction des Villes Allemandes*, France-Empire, 1965, p. 309), Jacques de Launay (*La Grande Débâcle*, Albin Michel, 1985, p. 65), les auteurs du *Petit Larousse* (édition de 1992) et ceux du *Quid* (édition de 1986, p. 1160, col. A). En 1986, un auteur allemand parla de 480.000 victimes (*Eidgenoss*, livraison du premier trimestre 1986, article intitulé "Der ungesühnte Massenmord von Dresden", pp. 4-5.). Trente-trois ans plus tôt, Roland Delcour, journaliste au *Monde*, avait déclaré que les "évaluations les plus raisonnables se situ[ai]ent entre deux cent cinquante mille et trois cent cinquante mille morts" (*Le Monde*, 13 février 1953, p. 7). 250.000 victimes est un total repris par les auteurs du *Petit Robert* (édition de 1989, p. 544).

Afin, certainement, de donner plus de poids aux estimations avancées en 1995, les médiats déclarent qu'elles émanent d'une "nouvelle étude, réalisée par le musée Matthias Griebel" de Dresde (voy., par exemple, *Ouest-France*, 13 février 1995). Mais en vérité, des chiffres semblables furent avancés dès la fin de la guerre, notamment par ceux qui avaient intérêt à minimiser leurs crimes. En mars 1950, ainsi, la "*Revue mensuelle des questions allemandes*" *Documents* 3 avança le chiffre de 44.000 victimes (29.000 recensées au 1er avril 1945 et 15.000 qui, à cette date, restaient enterrées dans les caves et sous les décombres). Par conséquent, les chiffres de 1995 n'ont rien de nouveau.

Le 13 février 1995, Roman Herzog, actuel président allemand, a déclaré : "Il n'est pas question ici d'accuser qui que ce soit, d'exiger de quiconque un quelconque repentir, de comptabiliser les bombes

lâchées sur Dresde avec les horreurs commises par les Allemands à l'époque nazie" (voy. *Ouest-France*, 14 février 1995, article intitulé : "Dresde, "flambeau contre les atrocités"). Tous les crimes de guerre ne se valent pas...

20 Voy. F. J. P. Veale, *op. cit.*, p. 175.

20a Voy. Martin Caidin, *Objectif Tokyo* (Editions Presses de la Cité, Paris, 1961, 251 p.), p. 100.

21 Les estimations modernes font état de 197 000 morts et disparus (voy. *Quid*, édition de 1986, p. 889, col. A.) : environ 300 Oradours.

21a Voy. *Les Réalités de l'Ecologie*, hors-série, août 1995, p. 2, encadré intitulé : "Combien de morts à Hiroshima et Nagasaki ?".

21b Voy. Tamiki Hara, *Hiroshima/Fleurs d'Eté...*, pp. 70-71.

22 Voy. J. Thorwald, *op. cit.*, p. 217.

23 Voy. Wilhelm Stäglich, *Le Mythe d'Auschwitz* (édition française parue aux Editions La Vieille Taupe, 1986, 518 p.), pp. 80-81.

24 Voy. Grand-Amiral Doenitz, *Dix Ans et Vingt Jours* (Editions Plon, 1959, 388 p.), pp. 343-344.

25 Voy. Serge Bernstein et Pierre Milza, *Histoire du Vingtième Siècle, 1939-1945* (Editions Hatier, 1989), t. II, "La guerre et la reconstruction", p. 28.

26 Voy. F. J. P. Veale, *op. cit.*, p. 30 et p. 15 n.

27 Voy. Paul Rassinier, *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale* (Nouvelles Editions latines, 1967, 286 p.), pp. 85-86.

28 Voy. F. J. P. Veale, *op. cit.*, p. 172.

29 Voy. Sir Arthur Harris, *op. cit.*, p. 63. Dans tout son livre, Sir Harris parle des bombardements par zone comme s'il s'était agi de détruire de "larges centres industriels" ; c'est un grossier mensonge et nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin.

30 Voy. *100 Documents...*, document numéro 91, p. 230.

31 Voy. *Les Relations Polono-allemandes...*, document No 124, p. 161.

32 Voy., par exemple, "Paix entre les nations ou guerre à outrance ? Projet de paix, extrait du discours du Führer au Reichstag du 6 octobre 1939" (tract sans date, Editions Flaken-Verlag [Hambourg], diffusé en France sous l'Occupation par les autorités allemandes), verso, col. A.

33 Voy. A. Harris, *op. cit.*, p. 58.

34 Voy. John Killen, *La Luftwaffe* (Editions Robert Laffont, 1968, 349 p.), p. 125.

35 Voy. David J. Irving, *La Destruction des Villes Allemandes* (Editions France-Empire, Paris, 1965, 314 p.), p. 13.

36 Voy. G.K. Chesterton, *Les Crimes de l'Angleterre* (Editions Georges Crès & Cie, Paris, 1916, 274 p.), p. 111.

37 Voy. Sir Arthur Harris, *op. cit.*, p. 151. Il faut savoir qu'en 1918-1919 le blocus fut maintenu pendant huit mois après l'armistice pour contraindre les Allemands à ratifier le Traité de Versailles, ce qui était une évidente violation des conditions de l'armistice et de tout droit international (information donnée par Carlos Porter, auteur notamment de *Made in Russia : The Holocaust*, disponible chez Ernst Zündel, 206 Carlton St., Toronto, Ontario, Canada M5A 2L1).

38 Voy. "Tout un peuple dans un camp de concentration", tract édité par Heinrich Kessemeier (Falken-Verlag, Hambourg, sans date, recto).

39 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, pp. 168 et suivantes.

40 Voy. J. Killen, *op. cit.*, p. 169.

41 Transcription du discours du 4 septembre 1940, texte du document original en possession de l'ANEC.

42 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, p. 172.

43 Voy. J. Killen, *op. cit.*, p. 169.

44 Cité par D. Irving, in *La Destruction des Villes Allemandes*, *op. cit.*, pp. 17-18.

45 Voy. Sir A. Harris, *op. cit.*, p. 59.

46 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, pp. 22 et 182.

47 Voy. D. Irving, *La Destruction des Villes Allemandes*, p. 22.

48 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, p. 24.

49 Voy. C.P. Snow, *Science and Government* (Oxford University Press, Londres, 1961, 89 p.), p. 48.

50 Voy. D. Irving, *La Destruction des Villes Allemandes*, p. 23.

51 Cité par F. J. P. Veale in *Advance to...*, p. 169.

52 Voy. A. Harris, *op. cit.*, pp. 152-153.

53 Voy. F.J. P. Veale in *Advance to...*, p. 192.

54 Voy. Martin Caidin, *op.cit.*, p. 25.

55 Voy. F.J.P. Veale, *op. cit.*, p. 175.

56 Voy. Sir A. Harris, *op. cit.*, pp. 45 et suivantes.

57 Ces exemples ont été pris parmi beaucoup d'autres. Parfois, l'auteur mentionne rapidement que des quartiers résidentiels ou des faubourgs "avaient été atteints" (voy., par exemple, p. 156) ; mais c'est donner à croire que ces derniers n'étaient pas les objectifs principaux.

58 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, p. 200.

59 Voy. Docteur Jean Gauthier, *Freud a Menti* (Editions Cévic, 1977, 561 p.), p. 158.

60 Voy. F. J. P. Veale, *Advance to...*, p. 62.

61 Voy. Maître Jacques Trémolet de Villers, *Paul Touvier est Innocent* (Editions Dominique Martin Morin, 1990, 127 p.), p. 88.

62 Voy. l'arrêt du 21 octobre 1993 rendu par la Cour de cassation sous la présidence de M. Le Guehrec. Document coté : S 93-83.325 P FLASH.

63 Voy. *Au clocher de leur coeur*, *op. cit.*, p. 8.

64 M. Caidin raconte que, selon les experts américains, il "semblait que chaque maison japonaise était une minuscule usine consacrée à la production de guerre" (p. 126). A Tokyo, par exemple, "dans toutes les petites ruelles régnait, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une activité fébrile. Là s'abritaient les petites fabriques, les tours, les fraiseuses, les perceuses, tout ce qui était nécessaire au fonctionnement d'une industrie étendue et invisible. Après douze heures de travail, les équipes étaient remplacées par d'autres travailleurs" (p. 143). Dès lors : "le bombardement de précision devenait inutile ; il aurait fallu d'abord identifier chaque maison particulière ou immeuble au milieu d'un océan de toits, et une telle précision était impossible" (p. 127).

65 Voy. collectif, *La Vérité sur la Guerre Chimique* (Editions de l'Agence de presse Novosti, Moscou, 1984), pp. 16 et 22.

66 Voy. *Quid*, édition de 1986, p. 889, col. A. Selon F. J. P. Veale, la bombe atomique larguée sur Hiroshima aurait fait 70 000 victimes environ (voy. *Advance to...*, p. 61).

67 Voy. Y. Trotignon, P. Wagret, M. Saliou, H. Neant, *Histoire, terminales* (Editions Scodel, 1983), p. 60.

68 Voy. Georges Ollivier, *Franklin Roosevelt. L'Homme de Yalta* (Auto-édité, 1955, 246 p.), p. 227.

69 Voy. Jacques de Launay, *Secrets Diplomatiques 1939-45* (Editions Brepols, Bruxelles, deuxième édition de 1963, 142 p.), p. 108.

70 Voy. R.E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, vol. II (Bantam Books, New York, 1950, 634 p.), p. 554.

71 Voy. J. de Launay, *op. cit.*, p. 108.

71a Voy. *Les Réalités de l'Ecologie*, hors-série déjà cité, p. 2, col. B.

72 Voy. F. J. P. Veale, p. 353, note.

72a Voy. Ryuji Nagatsuka, *J'étais un kamikaze...*, pp. 255-256 : "Près de nos baraques, un paysan travaillait dans son champ. Nous criâmes : "Attention ! Sauvez-vous !" Trop tard : un Grumann se mit en piqué [...]. Tac, tac, tac... Le vieux paysan s'écroule pour ne plus se relever".

72b *Ibid.*, p. 212 : "Le pilote [de l'avion touché] sauta en parachute [...]. Mais sous ce demi-cercle blanc, un être humain avait le souffle coupé. A cette pensée, mon coeur se serra : un chasseur ennemi tournoyait autour du parachute, lâchant des balles traçantes ! Il mitraillait l'adversaire qui n'avait plus aucun moyen de défense. Quelle lâcheté ! Etait-ce là la conduite chevaleresque des Américains ?"

73 Voy. Charles A. Lindbergh, *Journal du temps de Guerre* (Editions Albin Michel, 1973, 539 p.), pp. 520-521.

NOTES de la Conclusion

1 Voy. *Contre-Courant*, deuxième série, No 12, 27 janvier 1953, p. 1, col. B.

2 Voy. Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la Terre Promise* (Editions des Sept Couleurs, 1948, 270 p.), pp. 169-170.

3 Voy. l'éditorial prononcé à la radio le 8 avril 1944 par Ph. Henriot (*Editoriaux prononcés par Philippe Henriot*, No 8, du 4 avril au 19 avril 1944, brochure consultable à la BDIC sous la cote : O 67962/8).

4 Voy. *Contre-Courant* déjà cité, p. 16, col. B.

5 Voy. Henri Pozzi, *Les Coupables*, Editions européennes..., p. 240.

6 Voy. *La Bible Nouveau Testament*, Bibliothèque de La Pléiade, Gallimard 1971, Jn VIII, 32.

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur <http://www.abdc.com/aaargm/iran/poipen/Oradour/CLCORA14.htm>

28/10/99

AAARGH

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [Oradour](#) |

| [Partie 1](#) | [Partie 14](#) | [Partie 15](#) | [biblio](#) |

LE MASSACRE d'ORADOUR UN DEMI-SIECLE DE MISE EN SCENE

Partie 14

Table des Annexes

(NOTE DE L'AAARGH: Nous nous efforcerons de reproduire, dans un futur proche, les documents iconographiques qui figurent dans la version imprimée et dont voici la liste)

Essai de chronologie des événements du 10 juin 1944..pp.345-347

Calcul du diamètre et de la masse des deux cloches..p. 349

Liste des étrangers.. p. 351

Lettre adressée à l'une de nos correspondantes...p. 353

Télécopie d'Australie .pp. 403-405

Instruction du procès de Bordeaux de1953..pp.355-402

Doc 1.2.1 Mme Rouffanche

Doc 1.2.2 et 3 - id -

Doc 1.2.4 - id -

Doc 1.2.5 - id -

Doc 1.2.6 et 7 - id -

Doc 1.2.8 - id - / SS Pfeufer, Boos

Doc 1.2.9 SS Topfer, Chaike, Pika, Gnug

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/poipen/Oradour/CLCOrad15.html>

28/10/99

Doc 1.2.10 SS Graaf

Doc 1.2.11 Mme Rouffanche

Doc 2.1.1 M. Desourteaux Jean-Hubert

Doc 2.1.2 - id -

Doc 2.1.3 - id -

Doc 2.1.4 - id -

Doc 2.1.5 - id -

Doc 2.1.6 - id -

Doc 2.1.7 - id -

Doc 2.1.8 - id -

Doc 2.1.9 : sergent G. Boos

Doc 2.2.1/ Doc 2.3.9 : SS Graff / Mme Renaud

Doc 2.2.2 Mme Renaud

Doc 2.3.1 M. Renaud

Doc 2.3.2 - id -

Doc 2.3.3 - id -

Doc 2.3.4 - id -

Doc 2.3.5 - id -

Doc 2.3.6 - id -

Doc 2.3.7 - id -

Doc 2.3.8 - id -

Doc 3.1.1 cdt Otto Weidinger

Doc 3.1.2 - id -

Doc 3.1.3 - id -

Doc 3.2.1 capitaine Heinz Werner

Doc 3.2.2 - id -

Doc 3.2.3 - id -

Doc 3.3.1 M. Jean Canou

Doc 3.3.2 - id -

Doc 3.4 sergent Georges Boos

Doc 4.1 SS Meyer, Steger, Kahn, Gnug, Boos

Doc 4.2 SS Weber et Lohner

Doc 5.1 M. Roger Godfrin

Doc 5.2 - id -

Doc 5.3 - id -

Doc 5.4 - id -

Doc 5.5 - id -

Doc 5.6 - id - / M. François Renaud

Doc 6 Mme Rouffanche Dossier Okrent...pp. 407- 415

Présentation

Doc 7.1.1 Rapport du juge D. Okrent du 4 janvier 1945

Doc 7.1.2- id -

Doc 7.2.1 Traduction du précédent rapport

Doc 7.2.2 - id -

Doc 7.3.1 Déposition de D. Okrent du 27 novembre 1952

Doc 7.3.2 - id -

Doc 7.3.3 - id - Le drame d'Oradour replacé dans son contexte....pp. 417- 423

Index des noms cités.....pp. 425- 434

Remerciements. pp. 435- 436

+++++

Liste des étrangers

des conjoints d'étrangers et des enfants ayant au moins un parent étranger, morts le 10 juin 1944 à Oradour-sur-Glane (d'après l'ouvrage de MM. Pauchou et Masfrand : *Vision d'épouvante..* p. 146 et suivantes).

Nota : les étrangers sont notés en caractères gras.

Remarque sur ce tableau: on constate que le mari de Madame Miozzo manque, ainsi que les parents des enfants Masachs. Que sont-ils devenus ? Nous l'ignorons.

Nom...Prénom ...Date de naissance ...Lieu de naissance

Aliotti ...Félix ...1er juillet 1915 ...Le Kef (Tunisie)

Aliotti ...Cléa ...28 oct. 1921 ...Abazzia (Ita)

Aliotti ...Christiane ...21 juillet 1940 ...Toulon (Fra)

Aliotti ...Michèle...14 avril 1944 ...Oradour/Glane

Aliotti ...Marie ...26 sept. 1942 ...Avignon (Fra)

Miozzo ...Lucia...4 juillet 1904 ...Campodesaico (Ita)

Miozzo ...Bruno ...29 oct. 1925 ...San-Georgio (Ita)

Miozzo ...Angèle...10 janvier 1929...Lesterps (Fra)

Miozzo...Armand...8 février 1930...Lesterps (Fra)

Miozzo...Louis...1er février 1932...Lesterps (Fra)

Miozzo...Anna...29 mars 1933...Lesterps (Fra)

Miozzo...Marcel...22 oct. 1934...Excideuil (Fra)

Miozzo... Jean...11 oct. 1940...Saint-Junien (Fra)

Telles...Dominguez...14 janv. 1899...Saragosse (Esp)

Telles...Maria...15 août 1913...Leobregat (Esp)

Telles...Armonia...19 oct. 1926...Barcelone (Esp)

Telles...Miquel...22 janv. 1933...Barcelone (Esp)

Telles...Philibert...24 juillet 1942...Limoges (Fra)

Joachin Gil-Egea...Françoise...16 oct. 1895...Alcaniz (Esp)

Gil-Espinoza...Pilar...5 sept. 1929...Alcaniz (Esp)

Gil-Espinoza...Francisca...5 sept. 1929...Alcaniz (Esp)

Espinoza-Juanos...Carmen...6 sept. 1914...Barcelone (Esp)

Serano-Robles...José...3 mai 1915...Purchera (Esp)

Serrand...Maria...12 déc. 1913...Murcia (Esp)

Serano-Pardo...Armonia...4 juin 1941...Limoges (Fra)

Serano-Pardo...Astor...8 août 1943...Limoges (Fra)

Serani-Pardo...Paquita...8 août 1943...Limoges (Fra)

Lorente-Pardo...Nuria...28 sept. 1935...Barcelone (Esp)

Masachs... Emilia...9 février 1933...Sabadell (Esp)

Masachs...Angéline...22 août 1936...Sabadell (Esp)

Pinède...Carmen...7 août 1904...Bilbao (Esp)

Bergmann...Joseph...6 février 1917...Kokern (All)

Bergmann...Maria...17 mai 1916...Erstein (Fra)

Bergmann...Serge...5 août 1935...Strasbourg (Fra)

Legros...Pierre...13 février 1923...Coblence (All)

Jakobowicz...Sarah...13 février 1929...Kalich (Pol)

Jakow...Jean...15 oct. 1905...Siedliska (Pol)

Kanzler...Joseph...11 oct. 1893...Budapest (Hon)

Kanzler...Maria...16 avril 1899...Marschau (Pol)

Kanzler...Simone...12 juillet 1934...Strasbourg (Fra)

Kanzler...Dora...14 janvier 1930...Strasbourg (Fra)

Mirablon...Albert...1er mars 1909...Paterson (USA)

+++++

PRESENTATION DU DOSSIER OKRENT

Pendant longtemps les libres chercheurs se sont focalisés sur le fameux rapport de 1945 du juge Okrent, censé résoudre les obscurités du drame d'Oradour, ce prestige lui venant, sans doute, de l'interdiction qui le frappait depuis la fin des hostilités.

Grâce à l'obligeance du professeur Robert Faurisson, nous en avons obtenu une copie, quasiment à la veille de publier ce livre. Nous la livrons ci-après en annexe, accompagnée de sa traduction et du texte de la déposition volontaire effectuée sous serment par D. Okrent en 1952.

Et c'est un véritable pavé dans la mare, moins par le fait qu'il omet de citer l'enlèvement, à la veille du drame, de l'officier de blindés Kämpfe, que parce qu'il n'a pas un seul mot du massacre des femmes et des enfants dans l'église, et ceci, pas plus en 1952 qu'en 1945 !

Qu'en penser ? Au minimum, éprouver une légitime défiance. ...Que le juge divisionnaire de la *Das Reich* ait ignoré l'épisode Kämpfe, même en se replaçant dans le contexte troublé de l'époque, est déjà difficilement crédible. Il y a, semble-t-il, une volonté délibérée de conserver à l'opération d'Oradour le caractère gratuit que lui affecte l'Histoire officielle et que la disparition du commandant Diekmann, opportunément tombé sur le front de Normandie, ne risquait plus de remettre en cause.

Quant à l'omission de la tragédie de l'église, beaucoup plus sournoise, l'intention paraît évidente. Le juge Okrent semble avoir voulu signifier que l'armée allemande n'avait aucune responsabilité dans ce crime infâme et qu'en conséquence, il refusait de s'immiscer dans les affaires françaises. Et comment se défendre lorsque, vaincu à la merci des puissances alliées, à la fois juges et parties, on ne peut espérer aucune justice ?

En posant une bombe à retardement dans le jeu truqué du vainqueur. Cette bombe qui, à son heure, viendra rappeler que toute Histoire, officiellement imposée par la force, sera passible de révision.

Note :

Dans une lettre que nous possédons, Herbert Taege raconte ses efforts infructueux pour rencontrer Detlev Okrent à Leverkusen, près de Cologne, où il vivait après la guerre. Par une attitude commune à tous les principaux protagonistes du drame, ce dernier refusait d'aborder le sujet...

Autre bizarrerie : il ne fut pas cité à comparaître au Tribunal de Bordeaux en 1953.

+++++

Le drame d'Oradour replacé dans son contexte.

<http://www.aboc.com/aaargm/fran/poipen/Oradour/CLCORA13.htm>

28/10/99

On ne peut juger le drame d'Oradour-sur-Glane de façon objective sans en connaître les antécédents.

L'Allemand Herbert Taege, auteur de *Wo ist Kain? Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle + Oradour*, et de *Wo ist Abel? Weitere Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle + Oradour* (Askania Verlagsgesellschaft, Lindhorst, 1981 et 1985) a étudié cet aspect des choses très en détail, avec la célèbre "Gründlichkeit" allemande. La lecture de ces deux ouvrages, fruits d'années de recherche, est d'ailleurs indispensable à qui lit l'allemand.

Les données de la présente annexe sont dès lors empruntées à ces ouvrages auxquels nous renvoyons une fois pour toutes, sans accumuler d'indigestes références.

Importantes au premier chef sont les dispositions de la Convention de La Haye de 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, Convention dont la France et l'Allemagne étaient toutes deux signataires. En voici des extraits importants dans le cadre de notre exposé.

Article premier :

Les lois et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

- 1· d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;
- 2· d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;
- 3· de porter les armes ouvertement [...].

Article 2 :

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes [...] sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement [...].

Article 4 :

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des Corps qui les ont capturés. Ils doivent être traités avec humanité.

Article 23 :

[...] il est notamment interdit :

- a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier [...].

Article 40 :

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités. Le haut commandement allemand n'a jamais considéré ou traité les résistants comme "partie belligérante" mais, conformément au traité d'armistice franco-allemand, comme des francs-tireurs.

Même quand le général Eisenhower déclara les groupes de résistance "partie des forces armées intérieures françaises", cette déclaration resta sans effet en droit international, puisqu'elle fut entièrement unilatérale et que les Allemands ne l'acceptèrent jamais.

De toute façon, même si la résistance s'était considérée comme "partie des forces armées intérieures françaises" et avait eu une direction homogène, elle n'a jamais porté un signe distinctif visible de loin. Elle n'a pas mené un "combat ouvert" et dans ses activités, n'a jamais "respecté les lois et coutumes de la guerre". Bien au contraire, comme le montrera ce qui suit, dans la plupart des cas, elle s'est comportée de façon inhumaine, ce que peuvent confirmer par expérience tous ceux qui ont connu cette période. Les soldats allemands qui tombaient aux mains du maquis n'étaient jamais traités comme "prisonniers de guerre" mais subissaient un sort atroce. Contrairement à la Convention de La Haye, ces soldats étaient soumis "à l'arbitraire des individus ou des corps qui les avaient capturés". Contrairement à l'article 23 susmentionné, les communistes ont "tué par trahison des individus appartenant à la nation et à l'armée allemande" (voy. Otto Weidinger, *Tulle et Oradour*).

Le point 10 du traité d'armistice du 22 juin 1940 entre la France et l'Allemagne dispose:

Le gouvernement français s'engage à n'entreprendre à l'avenir aucune action hostile contre le Reich allemand avec aucune partie des forces armées qui lui reste ni d'aucune manière [...].

Le gouvernement français interdira aux ressortissants français de combattre contre l'Allemagne au service d'Etats avec lesquels l'Allemagne se trouve encore en guerre. Les ressortissants français qui ne se conformeraient pas à cette prescription seront traités par les troupes allemandes comme francs-tireurs.

Donc, d'après la Convention de La Haye et le traité d'armistice, les résistants et les partisans étaient des criminels.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que toutes les unités de la Waffen-SS opéraient sous le commandement et dans le cadre de la Wehrmacht. De nombreux historiens ont tendance à faire endosser toutes les fautes à la SS, alors qu'en réalité, celle-ci ne faisait qu'exécuter les ordres de la Wehrmacht.

Le 16 septembre 1941, trois mois après le début de la guerre en Russie, le Feld-maréchal Keitel, commandant suprême de la Wehrmacht, promulgua l'ordre suivant:

<http://www.abbc.com/aaargm/iran/poipen/Oradour/CLCORA15.html>

28/10/99

Là où des groupes communistes opèrent, il faut employer les moyens les plus sévères : pour chaque soldat allemand tué, 50 à 100 communistes doivent en général être exécutés. Le procédé d'exécution doit ajouter à l'effet dissuasif.

Le commandant de la Wehrmacht pour la Belgique et le Nord de la France ordonna le 12 janvier 1943 :

Des personnes trouvées en possession d'explosifs ou d'armes de guerre sans autorisation... peuvent être désormais exécutées sans jugement militaire... Des personnes qui abritent les terroristes ou leur apportent quelque aide que ce soit doivent être traitées de même.

Le 3 février 1944, quatre mois avant le Débarquement, le haut commandement de l'Ouest ordonna:

Il ne faut pas exagérer l'indulgence envers la population civile... Nous ne sommes pas dans les territoires occupés de l'Ouest pour laisser les saboteurs mitrailler ou capturer impunément nos soldats. Les mesures actuelles de représailles, malgré des succès indéniables, n'ont pas amélioré substantiellement la situation... C'est pourquoi j'ordonne :

Si des troupes sont attaquées, de quelque façon que ce soit, le commandant est obligé de prendre de lui-même des contre-mesures, entre autres les suivantes :

- a) Tir de riposte immédiat. Si des innocents en sont victimes, c'est regrettable mais entièrement imputable aux terroristes ;
- b) Les environs doivent être bouclés et tous les habitants, sans distinction de personne, arrêtés ;
- c) Les maisons d'où on a tiré doivent être immédiatement réduites en cendres.

Dès que ces contre-mesures sont exécutées, un rapport est établi. Dans l'appréciation de la conduite du commandant, ce seront la fermeté et la rapidité de son intervention qui seront déterminantes. Seul le commandant faible et indécis sera gravement puni, parce qu'il met en danger la sécurité de ses subordonnés et le respect inspiré par l'armée allemande. Vu la situation actuelle, des mesures trop sévères ne donneront pas lieu à poursuites...

Cet ordre, connu comme le "Sperrle-Befehl", fut transmis le 7 mai 1944 à la deuxième division blindée *Das Reich*. Dieckmann, le chef de bataillon qui arrêta les habitants d'Oradour-sur-Glane, agissait de façon entièrement conforme à cet ordre.

Sur les activités de l'Armée secrète (A.S.), des F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans), de l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée) et du maquis, le général de la Barre de Nanteuil, dans son ouvrage : *Historique des Unités Combattantes de la résistance en 4ème Région Militaire*, écrit que, dans les trois départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, 26.735 officiers et soldats (10.290 en Corrèze, 8.299 en Creuse, 8.146 en Haute-Vienne) accomplirent 4.918 actions, dont 4.023 en 1944, dans le domaine d'opérations de la division *Das Reich*.

Il est clair que les alliés, pendant les préparatifs et le début de leur pénétration, considéraient comme

capital de retarder l'apport de renforts ou de munitions, ne fût-ce que de quelques heures ou de quelques jours.

Sous l'angle logistique, la proximité de la France de Vichy était importante et des villes comme Tulle et Guéret, notamment, tombèrent bientôt aux mains des partisans qui furent ensuite sur le point de prendre Brive et Limoges.

De janvier 1943 à mars 1944, les partisans exécutèrent les actions suivantes :

- 1.159 sabotages de câbles ;
- 4.983 attentats sur des liaisons ferroviaires ;
- 2.966 autres actes divers de sabotage ;
- 1.440 incendies ;
- 1.251 attaques contre des installations allemandes ou des soldats allemands.

Dans les 3 derniers mois de 1943 seulement, les attentats contre des trains et des liaisons ferroviaires causèrent la mort de 525 soldats de la Wehrmacht, 107 ouvriers du rail français et 302 civils français.

Le haut commandement F.T.P. en zone sud donna le 6 juin 1944 l'ordre suivant :

L'heure des combats décisifs est arrivée... L'armée d'Hitler, battue et décimée à l'Est par la glorieuse Armée rouge, n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut en 1940...

C'est l'heure de la France : ... pour l'expulsion de tous les envahisseurs et l'exécution de tous les traîtres ; que tous les hommes valides, jeunes et vieux, prennent les armes ; que les femmes et les enfants se mobilisent pour les aider... Pour une victoire française aux côtés de nos grands alliés, soviétiques, anglais et américains... nous ordonnons... à tous officiers, sous-officiers et soldats des FTPF :

1) Sur chaque territoire, en liaison avec les forces armées intérieures, la mobilisation des hommes valides dans les milices patriotiques ; dans les usines, les villes, les villages...

2) Partout où le rapport des forces le permet -- c'est, depuis ce jour, le cas dans les provinces lointaines de la Savoie, des Alpes, du Massif Central et du Limousin -- de tout entreprendre pour la libération du territoire et faire, de ces actions, les bases de la résistance et de l'attaque.

Dans ces régions :

Destruction de toute garnison allemande et de toutes unités de la Waffen-SS et de la Milice de Darnand ; désarmement et arrestation des policiers, gendarmes et GMR qui refusent de se joindre aux patriotes ; déposition de l'administration vichyssoise et retour de tous les pouvoirs aux comités de libération ; ouverture des prisons et réarmement immédiat des patriotes en état de porter les armes...

3) Partout où, pour le moment, l'équilibre des forces n'est pas en faveur des patriotes armés, utilisation de la tactique de la guérilla et aide à la reconnaissance du renouveau national...

Destruction sans répit des petites garnisons allemandes, des postes de DCA, des unités isolées, tuer sans pitié les assassins et les crapules de la Milice, où qu'ils se trouvent...

4) Ouverture des rangs FTPF à des milliers de Français... En avant... Pas de pitié... Pas de pardon.

Rien d'étonnant, dès lors, si les Allemands donnèrent les directives que voici :

Le Commandement de la Wehrmacht entend que la lutte contre les partisans dans le sud de la France soit menée avec la plus grande sévérité et sans hésitations. L'insécurité persistante dans cette région doit définitivement disparaître. Le résultat de cette action est de la plus grande importance pour l'évolution de la situation à l'ouest. Des demi-mesures sont inutiles. Les nids de résistance doivent être détruits par des opérations rapides et amples. Pour rétablir le calme et la sécurité, il faut prendre des mesures dures, propres à dissuader les habitants de ces régions continuellement infestées, pour leur ôter le goût d'abriter la résistance ou de se laisser intimider par elle. En ces jours critiques, il est nécessaire d'avertir la population par une dureté impitoyable, pour écarter le danger qui menace dans le dos les soldats du front et pour empêcher une hécatombe encore plus grande de nos soldats et de la population civile.

Le haut commandement Ouest de la Wehrmacht ordonna donc à la 2e division blindée SS Das Reich, cantonnée comme réserve dans la région de Montauban et alors sous les ordres du 58e corps blindé de la Wehrmacht, d'engager la lutte contre les partisans.

Il devrait servir de leçon à l'histoire que toutes les actions du maquis n'ont pas retardé d'un jour l'avance de la division *Das Reich*. Elles ont seulement coûté la vie à d'innombrables innocents (allemands et français).

Dans le cadre de ces ordres, la lutte contre les partisans fut considérablement intensifiée dans les régions montagneuses de Corrèze et de Dordogne, entre le 30 mars et le 1er avril 1944, 53 camps de maquisards furent bouclés, 62 maisons incendiées, 55 terroristes exécutés et 388 personnes arrêtées.

Citons cet extrait du journal de guerre du 58e corps blindé allemand, dont la division Das Reich releva jusqu'au 11 juin :

Le développement des activités de partisans dans le Massif Central exige l'engagement immédiat et énergique de forces supplémentaire... La 2e division blindée doit se rendre immédiatement dans la région de Tulle-Limoges, où se sont formés de forts groupes de partisans. Des instructions plus précises seront données par les commandements locaux...

Le commandant de la division Lammerding a écrit sur la situation dans cette région:

Le secteur Figeac-Clermont-Ferrand-Limoges-Courdonis [*sic*] solidement aux mains des partisans. Les troupes et services allemands sont encerclés, le plus souvent assiégés et,

parfois, toute une compagnie est détruite. Les autorités françaises sont paralysées par les terroristes. L'impuissance des Allemands est vraiment honteuse. Sans une intervention décidée et impitoyable, le danger représenté par cette région va prendre une ampleur actuellement imprévisible. Il se constitue là une nouvelle république communiste, qui gouverne sans opposition et mène des actions planifiées. La neutralisation de ce danger est la tâche des divisions locales. En charger les divisions blindées pendant la cinquième année de guerre est une erreur.

Sur les événements survenus à Tulle le 7 juin 1944, quelques jours avant ceux d'Oradour, le juriste Hans Luther écrit dans *Der französische Widerstand gegen die deutsche Besatzungsmacht und seine Bekämpfung* (Tübingen, 1957):

Quand, le 7 juin 1944 au matin, des sections des FTP attaquèrent la garnison allemande de Tulle (après que la forte police locale fut passée dans le camp des résistants et que le reste eut été désarmé), il y avait parmi les terroristes des étrangers comme des Polonais, des Espagnols et quatre Russes en uniforme, qui semblaient avoir le commandement ; la garnison allemande fut attaquée à la mitrailleuse et au lance-grenades. Quand la ville fut reprise par les troupes allemandes, on trouva des corps de soldats allemands auxquels on avait défoncé le crâne et arraché les yeux ; les terroristes avaient fait rouler de lourds camions sur les soldats allemands encore vivants et les avaient mutilés de façon à les rendre méconnaissables. Selon certains témoins oculaires, quelques femmes, surtout, qui accompagnaient les partisans, avaient eu un comportement repoussant envers les corps des soldats allemands.

Quelques morts furent enterrés sans être identifiés parce que d'inimaginables mutilations au visage empêchaient de les reconnaître. J'ai trouvé un mort à qui on avait percé dans les chevilles des trous par lesquels on avait passé une corde ; manifestement, on l'avait ainsi traîné en rond ; sur de nombreux cadavres, je pus compter jusqu'à 6 blessures de balles à la plante des pieds.

L'alsacien S. a raconté sous le pseudonyme de Sadi Schneid (voy. *SS-Beutedeutscher-Weg und Wandlung eines Elsässer*, Askania Verlag, Lindhorst, 1979) :

Très tôt le matin, l'officier de santé cherchait des volontaires pour enterrer le pauvre Marcel M. Il nous dit que quelques-uns des quarante soldats allemands étaient horriblement mutilés. Les volontaires ne manquèrent pas et nous arrivâmes ensemble à un certain endroit.

Le sol était imbibé de sang. Je ne sais plus si c'était devant la fabrique d'armes ou ailleurs, mais les corps sans vie et disloqués de soldats allemands gisaient à gauche et à droite. L'officier de santé nous dit que c'étaient les quarante, tous affreusement mutilés. Nous n'osions pas approcher, car la vue des cadavres nous inspirait encore de la crainte. L'officier de santé n'arrêtait pas de jurer à propos de "Scheinehunden", de communistes et de parties sexuelles qu'on avait coupées et mises dans la bouche des morts.

Schneid, qui était auparavant novice dans un internat catholique, poursuit ainsi :

En soulevant nos camarades morts... nous nous interdisions de regarder de près ces cadavres couverts de croûte de sang. Était-ce seulement le recul devant la mort, ou

refusions-nous intérieurement d'admettre que des Français fussent capables d'une telle boucherie ?... Avant de faire emporter ces corps, l'officier de santé prit encore la peine de fermer ici une veste, là un pantalon, ou encore, avec notre aide, de remettre leur pantalon à certains à qui on l'avait ôté.

Plus d'une fois, il dit que ces "Schweinehunde" de partisans leur avait coupé les parties sexuelles et leur avaient mises dans la bouche, leur avaient défoncé le crâne avec des crosses de fusils et avaient même coupé les doigts de quelques-uns de ces pauvres vieux soldats de la Wehrmacht, des hommes de cinquante ans qui devaient garder la fabrique d'armes de Tulle.

Seul parmi eux un officier du SD semblait plus jeune ; mais son corps était littéralement coupé en deux à hauteur du ventre; la partie inférieure de son corps était dénudée...

Selon un rapport allemand :

Tous les morts avaient plusieurs blessures de balles, la plupart dans le dos ou dans la nuque. Il est donc clair qu'on a tiré sur eux alors qu'ils étaient déjà tombés. Ici et là, on a encore trouvé sur eux des objets de valeur, dans certains cas les uniformes étaient déchirés. Un sous-officier n'avait plus de bottes. Quelques soldats portaient leur masque à gaz.

Il semble que ces soldats aient été encerclés dans la caserne, puis enfumés à l'aide de bazookas et de grenades lacrymogènes, et qu'en quittant le bâtiment en feu, ils aient été abattus. Il ne peut être question d'un "combat", car les cadavres gisaient au même endroit et les uns sur les autres. Il est clair que les maquisards ne voulaient pas faire de prisonniers...

Selon le préfet Trouillé (à qui plus tard 25 Allemands blessés durent la vie alors que les partisans voulaient les achever) et le maire de Tulle, Bouty :

A 30 mètres de distance, nous vîmes un chaos de cadavres gisant les uns sur les autres dans les positions les plus baroques. Beaucoup n'avaient plus leurs bottes, qui avaient été prises par les FTP ; un peu partout, il y avait des portefeuilles dont étaient tombés les billets de banque, des photos et des lettres. Un lourd camion était venu s'arrêter en plein sur le monceau de cadavres. Un ancien combattant de la Première Guerre mondiale dit que même à Verdun, il n'a jamais vu une telle montagne de cadavres sur un si petit espace. J'appelle quelques infirmiers et j'essaie de faire emporter les cadavres le plus vite possible...

Légalement, ces soldats étaient sous la protection de la Convention de La Haye et ce bain de sang est une infraction aux articles 2, 4 et 23 de cette Convention.

En vue de représailles contre ce crime, les environs furent passés au peigne fin et tous les hommes furent amenés dans la fabrique de munitions. Dans le courant de la matinée, environ 1.200 hommes furent hors de soupçons et libérés. La sélection fut faite avec la collaboration des autorités françaises (notamment du maire et du directeur de la fabrique) ; il fut convenu que la ville serait épargnée et que seules seraient exécutées 120 personnes contre lesquelles il existait de fortes présomptions (essentiellement des suspects et des gens étrangers à la ville). Cette indulgence allemande provenait de

ce que les habitants de Tulle s'étaient opposés énergiquement et efficacement aux partisans quand ceux-ci avaient voulu achever des soldats allemands blessés qui avaient été mis dans un hôpital français à Tulle (voyez à ce sujet le message de l'officier allemand Stücker au préfet français de Tulle, Trouillé : "...le commandement allemand tiendra compte de votre intervention. dans les représailles inéluctables pour les crimes commis contre nos camarades de la garnison allemande de Tulle, ceci sera compté à l'avantage de la population de Tulle...").

Finalement, de ces 120 personnes (pour la plupart suspectes et n'habitant pas Tulle), 99 seulement furent exécutées.

Elles ne furent pas fusillées mais pendues ; c'était une décision du commandant de division Lammerding, qui estimait que les maquisards avaient agi contrairement à la Convention de La Haye, qu'ils ne pouvaient pas être considérés comme des soldats et que les fusiller aurait été les reconnaître indirectement comme tels.

Lorsque, le 10 juin, les Waffen-SS partirent pour Oradour, les événements de Tulle étaient connus de tous. Ceux-ci savaient qu'ils évoluaient au sein d'une région où, depuis des mois, des tueurs impitoyables massacraient sans pitié tous ceux qui n'étaient pas du côté des Alliés.

Dès lors, on ne peut plus être surpris par la fermeté avec laquelle Diekmann a agi dans le village.

En réactions aux protestations françaises après les événements de Tulle et d'Oradour, Blaskowitz, le commandant du corps d'armée G, répondit au préfet de Toulouse dès le 17 juin 1944 :

Le combat des terroristes contre l'armée allemande ... est un combat de francs-tireurs ; le gouvernement français l'a constaté et publié ... il est inacceptable que, dans un village apparemment paisible, des troupes allemandes soient prises sous le feu... le terroriste combat à l'aide d'embuscades et de sabotages sous le masque du citoyen paisible. Contre de telles méthodes, l'armée allemande doit se défendre et se défendra. Si dans cette lutte sont utilisées des méthodes qui sont quelque chose de nouveau en Europe de l'Ouest, il faut noter que le combat déloyal des partisans est lui aussi une donnée nouvelle selon les critères ouest-européens.

Le manuel de l'US Army dit à ce sujet :

Si la population d'un pays ou d'une région déjà occupés par l'armée se révolte, elle enfreint les lois de la guerre et se trouve dès lors hors de leur protection.

Citons également cet extrait du rapport du Haut Commandement de l'Ouest :

Lutte menée par la 2e division blindée SS, la 189e division de réserve, une unité de la 9e division blindée et les troupes de sécurité sous la direction du commandement du 66e corps de réserve. La 2e division blindée SS a libéré le secteur de Tulle et de Limoges par une action rapide et impitoyable... Entre le 6 et le 30 juin, les bandes de partisans ont perdu plus de 6.000 hommes... Cette intervention rapide et impitoyable d'unités allemandes a pacifié la région en profondeur. Par diverses sources se confirmant l'une l'autre, nous avons appris que la guérilla "avait démarré trop tôt" et avait été durement frappée par la riposte allemande. Dans les plus importants quartiers généraux des partisans, les hommes ont été renvoyés chez eux. Les unités restées actives ont plongé

dans la clandestinité pour commettre des sabotages et des attentats... [Bundesarchiv-Militärarchiv, annexes 150-163 sur la lutte contre les partisans dans le midi de la France en 1944].

Tous les auteurs français décrivent avec fierté la révolte dans la région du Massif Central et de Limoges. Poitevin l'appelle même l'"Insurrection Nationale". Pourquoi deux poids et deux mesures ? Comment les troupes françaises agissaient-elles contre la guérilla en Algérie ?

+++++

INDEX DES NOMS CITES

Abetz (Otto) : 238.

Albis (Jean d') : 62, 64, 71, 107, 112, 233, 236.

Alperovitz (Gar) : 322.

Alvarez (Professeur) : 322.

Arnet (Commissaire) : 104, 105, 136, 141, 254.

Arthur (Général Mac) : 320, 321.

Assurbanipal (Roi d'Assyrie) : 319

Baier (Sergent) : 191.

Balfour (Capitaine) : 316.

Bapt (Docteur) : 33, 157, 158, 161, 186, 208, 218, 233, 224, 244, 248, 275.

Barbie (Klaus) : 255.

Bardèche (Maurice) : 331, 334.

Bardet (Jean) : 212.

Bareiss (Charles) : 237.

Barth (Heinz) : 27, 110, 113, 136, 141, 144, 146, 166, 173, 243, 278, 291, 330.

Bauer (Sergent) : 104.

Bayle (André) : 324.

Beaubreuil (Maurice) : 32, 166, 178, 179, 180, 186, 193, 194, 199.

Beaulieu (Nom du propriétaire de la remise) : 163, 218, 257.

<http://www.abbc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORA15.htm>

28/10/99

Bélivier (Marcel) : 154.

Bell (Monseigneur) : 317.

Benech (Docteur) : 161.

Bérard (Général) : 229.

Bernard ("Colonel") : 105.

Bernard (Marc) : 211.

Berstein (Serge) : 309, 325.

Besson (Robert) : 71, 198, 285.

Binder (SS) : 164.

Blackett (Professeur) : 314.

Blaeschke (Wilhelm) : 130, 191, 198, 245, 247, 256, 259.

Blois (Pierre) : 134.

Boehme (Wilhelm) : 222, 224, 245, 246, 247, 255, 259.

Bois (Ancien attaché aux Archives départementales de HauteVienne) : 198.

Boissou (Jacques) : 89.

Boos (GeorgesRené) : 76, 77, 92, 93, 98, 130, 131, 137, 144 à 146, 157, 165, 172, 190, 191, 193, 198, 220 à 224, 247, 257, 259, 260, 266, 270, 271, 273, 275.

Bord (Henri) : 64, 173, 223.

Borie (Mathieu) : 117, 133, 144, 179 à 181, 186, 188, 190, 192, 199, 280, 284, 288.

Bouby : 211, 213.

Bouchoule (Léopold) : 157 à 159, 162, 163, 171, 218.

Bourbon-Parme (Prince François-Xavier de) : 231, 237.

Brabner (Commandant) : 317, 318.

Brandy (Madame) : 181, 186.

Briand (Commandant G.) : 82, 85.

Bridoux (Général) : 204, 229.

Brinon (Fernand de) : 237.

Brissaud (Martial) : 164 à 166, 210, 283.

Brodowsky (Général von) : 75, 83, 109, 123, 124, 134, 156, 162.

Brouillaud (Ancien Président de l'Association nationale des Victimes d'Oradour-sur-Glane): 247.

Brouillet (Charles) : 201, 210.

Broussaudier (Clément) : 144, 162, 172, 188, 192, 197, 279.

Brown (Charles E.) : 228.

Burgardt (SS jugé par contumace à Bordeaux) : 104.

Busch (Joseph) : 78, 131, 165, 173, 191, 198, 221, 223, 245, 257, 258, 259, 270 à 272, 275. Cabanne (Commissaire) : 133.

Caidin (Martin): 304, 306, 316, 319, 320, 325, 327.

Canou (Jean) : 122, 125, 126, 127, 132, 135, 155, 329.

Chalard (Membre de l'équipe conduisant le tramway d'essai) : 273 à 275.

Chapelle (Abbé) : 238.

Chataignier (Robert): 182, 184.

Chem (A.) : 177.

Chesterton (G.K.) : 326.

Chorques-Navalon (Félix) : 177.

Churchill (Winston) : 311 à 314.

Claverie (née Pinède) : 150.

Clément (Georges) : 245, 246.

Coatparquet (Madame de) : 108, 109.

Compain (Louise) : 167.

Condamine (Colonel de la) : 108, 109.

Cooke (Graham) : 186.

Cotton (Len) : 182 à 184.

Courivaud (Jean) : 167.

Cranbourne (Vicomte) : 317.

Crémer (Emile) : 245. Daab (Herbert) : 189, 190; 198, 255, 259.

Dagenhardt (Erwin) : 256, 259, 264.

Dalstein (Octavie) : 252, 269, 274.

"Danielle" (Fille de Marguerite Rouffanche alias) : 182, 184.

Darnand (Joseph) : 230, 232, 233.

Darthout (Jean) : 133, 136, 151, 146, 152, 153, 162, 169, 172, 188, 189, 192, 196, 275, 283, 288.

Daul (Albert) : 97, 130, 136, 145, 147, 245, 246, 253, 257, 258, 259, 264, 266.

Dauriat (Martial) : 273, 274.

De Gaulle (Général) : 230, 232, 296.

Déat (Marcel) : 232.

Degliame-Fouché: 177.

Delage (Franck): 40, 45, 47, 59, 60, 78, 81, 85, 106, 108, 117, 120, 134, 157, 158, 217, 282.

Delarue (Jacques) : 64, 72, 132, 157, 162, 169, 172, 190, 279.

Delcour (Roland) : 325.

Delestrée (Commandant) : 109, 225, 227.

Denis (Nom du propriétaire du chai): 163, 218, 222, 224, 257.

Desourteaux (Habitant d'Oradour rencontré par V. Reynouard en 1990) : 122.

Desourteaux (Jacques) : 163, 190.

Desourteaux (Jean-Hubert) : 34, 47, 75, 79, 92, 93, 98, 218, 220, 222, 223, 256, 257, 270, 271, 272, 275, 283.

Desourteaux (Paul ancien maire d'Oradour) : 80, 153, 154, 162.
<http://www.abbc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCOrad13.nmm>

Dickmann (Otto) : 64, 785, 77, 90, 92, 103, 104, 117, 118, 125, 126, 128 à 131, 133, 136, 153, 154, 159, 161 à 163, 167, 173, 188, 201, 219, 222, 224, 226, 227, 229, 235, 236, 256, 262, 264, 265, 268, 277, 280, 286, 329.

Dintras (Pierre) : 123, 134.

Doenitz (Grand-Amiral) : 325.

Doire (Paul) : 179.

Dominguez (Maria) : 185.

Doriot (Jacques) : 105.

Doutre (Paul) : 81, 169.

Dowding (Hughes, Maréchal de l'Air) : 312.

Dubuisson (Bernard) : 55.

Dupic (Négociant en tissus d'Oradour-sur-Glane) : 164, 179, 217, 219, 220.

Dupic (Jeanne) : 68.

Duron (Chanoine) : 238. Ehrenbourg (Ilya) : 308.

Ehrlich (Peter) : 173.

Elsaesser (Jean-Pierre) : 32, 44, 64, 72, 84, 88, 92, 93, 97, 98, 130, 137, 145, 146, 165, 173, 257, 259, 266, 289.

Enrico (Robert) : 89

Farmer (Sarah) : 249, 295.

Faucher (Jean-André) : 195.

Faurisson (Robert) : 44, 121, 134, 173, 255, 264, 330.

Ferro (Marc) : 236, 238.

Figuéras (André) : 85, 108, 109, 149.

Fischbach (Bernard) : 27.

Freund-Valade (Marc) : 44, 45, 59 à 61, 64, 70, 71, 108, 109, 113, 117, 128, 152, 181, 206, 227, 229, 230, 235, 236.

Franco (Général) : 175 à 177.

Frenzel (Hermann) : 191, 198, 256, 259, 265;

Garraud (Jacques) : 71, 198, 285.

Gardon (Lieutenant-colonel) : 76, 243.

Gauthier (Maria) : 195.

Gautier (Jean) : 327.

Gay-Lussac (Louis-Joseph) : 32.

Gelech (SS cité par Paul Lutz) : 104 .

Gély (Abbé) : 149.

Genari (Sergent) : 145, 270, 274.

Genesch (correspondant de H. Barth) : 173.

Gerlach (Lieutenant) : 119 à 124, 129, 133, 134, 155, 156, 291, 329.

Giedinger (Fernand) : 75, 256, 265.

Gil-Espinoza (Famille de réfugiés espagnols à Oradour) : 176.

Gleiniger (Général) : 104, 105, 108, 109, 113, 162, 225, 227, 228, 233, 235, 236, 238, 278, 286.

Gliewe (Ramon) : 308.

Gnug (SS blessé à Oradour-sur-Glane lors de l'explosion du clocher) : 78, 256, 265, 272, 275.

Godfrin (Roger) : 251, 252, 269, 279.

Goering (Maréchal de l'Air): 309.

Goerke (Caporal SS) : 253.

Goujon (Instituteur à l'école des réfugiés lorrains d'Oradour-sur-Glane) : 279.

Graff (Paul) : 32, 44, 77, 84, 90, 97, 141, 144, 145, 147, 165, 173, 208, 210, 245, 252, 256 à 259, 266, 269, 270, 274, 283, 284.

Grapin (Pierre) : 32, 33, 44, 52, 55.

Grau (Karl-Friedrich) : 300, 324.

Grienenberger (Camille) : 256, 264.

Guichonnet (Paul) : 185.

Guingouin (Georges) : 128, 143, 228, 331.

Guiton (Jean, pseudonyme de P.Poitevin) : 63.

Gunder (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Gunhech (Le, magistrat aynant jugé P. Touvier) : 327.

Hänel (Wolfgang) : 323.

Hara (Tamiki) : 307.

Harriman (Averell) : 321.

Harris (Maréchal de l'Air surnommé "Bomber Harris") : 301, 310, 311, 314 à 316, 318, 324 à 327.

Hébras (Robert) : 81, 88, 97, 105, 132, 133, 141, 153, 163, 166, 168, 169, 172, 188, 189, 192, 195, 197, 198, 217, 218, 236, 238, 271, 272, 277, 284, 285, 289, 296.

Henriot (Philippe) : 45, 231, 232, 319, 331, 334.

Héring (Général) : 248.

Herzog (Roman, maire de Dresde en 1995) : 325.

Heumeyer (Emile François-Xavier, séminariste présent à Oradour le 10 juin) : 233.

Hillgruber (Andreas) : 27.

Hiro-Hito (Empereur du Japon) : 321, 322.

Hirota (Ministre des Affaires étrangères du Japon en 1945) : 321.

Hitler (Adolf) : 107, 229, 255, 296, 310, 311, 313, 314, 317, 319, 323, 332, 333.

Hoelinger (Louis) : 32, 44, 118, 125, 130, 132, 133, 135 à 137, 141, 145 à 147, 165, 172, 245, 254, 256, 259, 264, 278.

Hoffmann (officier SS) : 282.

Honecker (Erich) : 166.

Hoover (Herbert) : 321.

Hopkins (Richard, conseiller du président F.D. Roosevelt) : 321.

Hugomaud (Commissaire) : 126, 127, 135.

Hyllaire (Gaston) : 106, 107.

Hyvernaud (Albert) : 40, 73, 77 à 79, 120, 123, 144, 152, 153, 166, 168, 175, 188, 190, 260.

Hyvernaud (Henriette) : voir Joyeux (Henriette).

Hyvernaud (Yvonne) : 150, 151.

Iffrig (Marcel) : 27, 296.

Ingénieur de la SNCF : voir Pallier.

Irving (David) : 50, 302, 312, 325, 326, 327.

Jakobowicz (Jankel) : 178, 185.

Jakobowicz (Sarah) : 178.

Jodl (Alfred Général) : 236, 286.

Joyeux (Henriette née Hyvernaud) : 206 à 209.

Joyeux (Pierre) : 31, 152, 280. È

Just (Paysan français tué par les SS) : 126.

Kahn (Otto, Capitaine) : 77, 90, 92, 131, 136, 137, 144, 165, 188 à 193, 196, 198, 243.

Kaltenbrunner (Ernst) : 261.

Kämpfe (Helmut) : 115 à 118, 125 à 132, 135 à 137, 154, 155, 159, 163, 171, 201, 213, 254, 329, 331.

Kaplan (Socialiste russe) : 110.

Keitel (Wilhelm, Maréchal) : 237.

Killen (John) : 326.

Klar (Sous-lieutenant) : 141.

Kluge (Général von) : 229, 236.

Knug : voir Gnug.

Konoye (Prince) : 321.

Kretschmer (Saddler) : 298.

Kruuse (Jens): 248, 279, 287.

Kurowsli (auteur d'un ouvrage sur les bombardements alliés) : 316.

Kuschke (Siegfried) : 156.

Lämbrecht (SS cité par Paul Lutz) : 104.

La Barre de Nanteuil (Général de) : 142.

Lacoste (Suzanne) : voir Vignerie (Suzanne).

Lagorce (Gendarme) : 105.

Lahoz-Latorre (Gregorio) : 177.

Lamaud (Jean) : 181.

Lamaud (Guide à Oradour) : 73, 172, 175, 190, 295.

Lammerding (Général) : 107, 108, 123, 226, 243, 261, 262, 267, 268, 291.

Lang (Mme) : 75, 79, 193, 194.

Langer (William L.) : 248.

Lannurien (Général de) : 237.

Lansing (Robert) : 332.

Laspa (Fernand) : 186.

Laubert (Sergent SS) : 92, 130, 146, 165.

Laudy (Nom du propriétaire de la grange) : 163, 189, 192, 218, 271, 272.

Launay (Jacques de) : 321, 325, 328.

Lavagne (André) : 230.

Laval (Pierre) : 232, 238.

Lecler (Chanoine) : 46.

Léger (Lucien) : 121.

Lénine : 110, 111.

Lenoir ("Capitaine") : voir Dintras (Pierre).

Lenz (Karl) : 145, 146, 150, 192, 193, 245 à 247, 253, 255, 256, 259.

"Léoni" : voir Hyllaire (Gaston).

Lesieur (Capitaine) : 133.

Lévignac (Alphonse) : 89.

Lewkowicz (Henri) : 44, 175, 178, 212.

Lhommede (Gustave): 113.

Libertho (Philibert) : 178.

Linbergh (Charles A.): 322, 328.

Lindemann (Frederick, Professeur) : 314, 316, 318.

Litaud (Retraité rescapé du drame) : 150, 285.

Lohner (Auguste) : 78, 84, 93, 97, 98, 145, 147, 152, 164, 165, 169, 172, 173, 190, 209, 210, 221, 222, 233, 238, 253, 255, 257, 259, 264, 266, 272, 273, 275, 289.

Longueau (Colonel de) : 229.

Lorente (Antonia) : 178.

Lorente (François) : 185.

Lorente-Pardo (Famille de réfugiés politiques vivant à Oradour avant le drame) : 176, 178, 185.

Lorente-Prior (Francisco): 178, 185.

Lorich (Abbé): 233, 238.

Louvet (Louis) : 331.

Luppich (Colonel von) : 109, 227.

Luthringer (Marcel) : 263.

Lutz (Paul) : 103, 104.

Lzipke (SS) : 156.

Lzupke : voir Lzipke.

Machefer (Martial) : 208, 283.

Malaguise (Paysan français tué par les SS) : 126.

Maledent (Mme, témoin au procès de Bordeaux) : 279.

Malik (Ambassadeur d'URSS au Japon en 1945) : 321.

Manstein (Général von) : 302.

Martin (Richart et Albert) : 245, 246.

Masfrand (Pierre): 31, 33, 41, 52, 59, 60, 71, 80, 84, 109, 124, 154 à 158, 160, 165, 171, 177, 181, 185, 205, 217 à 219, 223, 234, 251.

Massachs (Angéline) : 178

Massaloux-Dumay (Henriette) : 45, 157, 161.

Massiera (Commissaire) : 105, 112.

Masson (Philippe) : 132.

Matthes (Eberhard) : 211, 212.

Mauloy (Auteur d'un livre sur l'Epuration sauvage) : 287.

Maurer (Sergent SS) : 92.

Mayran (Camille) : 206, 207, 210.

Maysounave (Pascal) : 70, 72, 73, 91 à 96, 98, 127 à 129, 135, 141 à 143, 172, 178, 179, 193, 194, 198, 199, 249, 273 à 275, 295, 296.

Mazachs (Famille de réfugiés politiques habitant Oradour avant le drame) : 178.

Mazachs-Prat (Juan): 178, 188.

Méchéri (Préfet) : 109.

Meierdres (Juge allemand): 120.

Meihoffer (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Melgounov (S.P.): 113.

Mercier (Jeanine) : 117.

Michot (Paul): 164.

Milord (Nom du propriétaire de la grange) : 163, 218, 271.

Milord (François): 157, 272.

Milza (Pierre): 309, 325.

Mingès (Maître): 263, 286.

Miozzo (Réfugiés politiques habitant Oradour avant le drame) : 176.

Mitterrand (François) : 44.

Molotov (V.M. Scriabine, dit) : 321.

Montague (Membre du Part travailliste anglais en 1944) : 316.

Moreau (ancien maire d'Oradour) : 71, 217.

Moreau (Pierre) : 27, 71, 91, 92, 238.

Moser (Maître) : 230, 237, 267.

Müller (Médecin lieutenant) : 116.

Münchhausen (Baron von) : 278, 286.

Mussolini (Benito) : 176, 177.

Nagatsuka (Ryuji) : 328.

Nakazawa (Keiji) : 307.

Nans (FrançoisRené) : 239.

Naud (Maître Albert) : 121.

Naux (Jean-Roger) : 85, 144, 199, 320.

Neubronn (Général von) : 229, 236.

Niess (Jean) : 145, 256, 259, 265.

Nobbe (Waffen-SS jugé à Bordeaux) : 259.

Nussy-Saint-Saëns (Président du tribunal militaire de Bordeaux) : 193, 221, 244, 245, 247, 253, 258, 261, 264, 274. Ochs (Albert) : 256, 259, 285, 286.

Octavie (Mme) : voir Dalstein (Octavie).

Okrent (Detlev) : 27, 167, 173, 226, 277, 280, 330.

Ollivier (Georges) : 327.

Oppenheimer (Jacob-Robert) : 322.

Ouritki (Commissaire du Peuple) : 111.

Pakowski (Waffen-SS accusé du meurtre de Mme Joyeux et de son fils) : 208, 210.

Palan (MarieThérèse) : 121 à 123, 134.

Pallier (Ingénieur à la SNCF) : 82, 85, 150.

Paroutaud : voir Poutaraud (Pierre-Henri).

Pasquet (André) : 107, 112, 122.

Pauchou (Guy) : 31, 33, 41, 52, 59, 60, 71, 80, 124, 146, 154 à 158, 160, 165, 171, 177, 181, 185, 217 à 219, 223, 234, 251, 288.

Penaud (Guy) : 201.

Péri (Gabriel) : 231.

Pétain (Philippe) : 229 à 233, 236, _237, 248.

Petit (Commissaire) : 84, 87, 88, 158.

Peyrouthon (Marcel) : 268.

Pfeufer (Fritz) : 120, 130, 136, 190, 191, 198, 243, 246, 256, 259.

Picapier (Jean-Paul) : 28.

PierreBloch (Jean) : 268.

Pignol (Ancien attaché aux Archives départementales de Haute-Vienne) : 198.

Pinède (Famille de réfugiés juifs qui vivait à Oradour avant le drame) : 285.

Pitamitz (Antonio) : 134.

Pitt (William) : 311.

Plewhe (Officier payeur) : 162, 171, 227, 278, 279, 286.

Pleven (René) : 262, 267.

Poitevin (Pierre) : 34, 35, 37, 38, 40, 45, 53, 62 à 64, 66, 68, 70, 71 à 73, 84, 85, 96, 103 à 105, 107, 112, 131, 154, 157, 158, 160, 162, 163, 167, 169, 170, 175, 188, 198, 207, 208, 218, 225, 230, 233, 237, 238, 251, 267, 281 à 284.

Portal (Sir Charles) : 316.

Porter (Carlos) : 326.

Pozzi (Henri) : 334.

Poutaraud (Pierre-Henri) : 181, 256.

Pradaud (Mme) : voir Palan (Marie-Thérèse).

Président du tribunal militaire de Bordeaux : voir Nussy-Saint-Saëns.

Prestel (Louis) : 130, 145, 246, 256, 259.

Procureur général à Bordeaux: voir Gardon (Lieutenant-colonel).

Rageau (Raymond) : 295.

Rassinier (Paul) : 325.

Rastouil (Monseigneur) : 84, 91, 225, 227, 233, 234, 238.

Rauschning (Hermann) : 295, 323.

Ray (Joseph) : 245.

Recht (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Redon (Hippolyte) : 283.

Rémy : 238.

Renaud (Aimé) : 34, 76, 79, 84, 88, 92, 93, 98, 144, 173, 175, 179, 180, 182, 186, 204, 220, 280, 283, 285, 286 à 288.

Renaud (Madame Aimé) : 76, 79.

RentheFink (Cecil von) : 229, 230, 236.

Reynouard (Vincent) : 32, 39, 45, 47, 50, 77, 81, 88, 95, 97, 98, 117, 118, 122, 123, 150, 157, 161, 165 à 168, 171, 174, 175, 178, 179, 182, 184, 186, 189, 194, 204, 210, 212, 213, 263, 277, 283, 286 à 288.

Ribbentrop (Joachim von) : 237.

Richter (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Rigout (Marcel) : 27.

Roby (Yvon) : 172, 188, 189, 192, 197.

Roosevelt (Franklin D.) : 320 à 322.

Rouffanche (Marguerite) : 31 44, 59 à 70, 72, 73, 75, 79, 83, 84, 87, 95, 96, 98, 194 à 196, 199, 204 à 208, 211, 212, 243, 247, 329, 330.

Rougi  r (Louis) : 232, 238.

Rumpf (Hans) : 302.

Rundstedt (Gerd von Maréchal) : 236.

Sahm (officier) : 117, 225, 228, 230.

Saint-Paulien : voir Sicard (Maurice-Yvan).

Sampson (Francis): 299.

Sato (Ambassadeur du Japon    Moscou en 1945) : 321.

Schleining (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Schmidt (Résistant lyonnais) : 179.

Schmitt (Capitaine) : 227.

Schneider (Abbé) : 45, 157, 161.

Schramb (SS cité par Paul Lutz) : 104.

Schrekenberg (Maître) : 261, 267.

Sénamaud (Jean) : 110, 127, 151, 277, 282.

Senon (Armand) : 219, 220, 223, 279, 285.

Senon (Mlle) : 167.

Serrano-Robles-Pardo (Famille de réfugiés politiques vivant à Oradour avant le drame) : 176.

Sherwood (R.E.) : 328.

Sicard (Maurice-Yvan) : 105, 106, 134, 236.

Sinclair (Sir Archibald) : 316, 317.

Snow (C.P.) : 316, 318.

Spaeth (Alfred) : 246, 256, 259, 265.

Spaith (J.M.) : 310, 313 à 315.

Sperrle (Militaire allemand ayant donné des consignes pour la lutte en France contre les partisans) : 106.

Stadler (Colonel) : 119, 125, 127, 163, 226, 227, 235, 243, 261, 267, 291.

Stäglich (Wilhelm) : 255, 325.

Staline : 312, 321, 322.

Staunton (Major G.M.) : 228.

Steger (Sergent) : 198, 257, 285, 286.

Stokes (Richard) : 317, 318.

Stucki (Walter) : 62, 71, 107, 112.

Stückler : 285.

Sueter (Sir Murray) : 317.

Suzuki (Amiral) : 321.

Tabaraud (Membre de l'équipe qui conduisait le tramway d'essai) : 273, 274.

Taege (Herbert) : 27, 127, 134, 135, 159, 166, 173, 175, 180, 280, 285, 286.

Taillandier (Parisienne qui habitait Oradour le jour du drame) : 150, 151.

Tarnaud (Pierre) : 85, 283 à 284, 288.

Tavernier (Paul) : 72.

Tchang-Kaï-Chek : 321.

Tejedor-Della (Manuel) : 177.

Tellez (Famille de réfugiés politiques qui vivait à Oradour avant le drame) : 176.

Tellez (Maria) : 178.

Tellez-Dominguez (Juan) : 178, 185.

Thomas (Mme témoin au procès de Bordeaux) : 284.

Thomas (Marcelin) : 252, 269, 274.

Thorez (Maurice) : 232.

Thorwald (Jürgen) : 324, 325.

Tizard (Professeur) : 314.

Toepfer (Adjudant SS) : 193, 220.

Touvier (Paul) : 319.

Tracou (Jean) : 229, 231, 236, 237.

Trémollet de Villers (Maître) : 327.

Trenchard (Maréchal de l'Air) : 309.

Trochu (Charles) : 231, 237.

Truman (Harry S.) : 321, 322.

Vallée (Abbé) : 106.

Veale (J.F.P.) : 302, 315, 318, 324 à 328 .

Vergès (Maître) : 255.

Vignerie (Suzanne, née Lacoste) : 157, 158, 161, 170.

Villoutreix (Jean) : 154, 155.

Vogl (Général) : 229.

Wagner (Gauleiter d'Alsace-Lorraine) : 246.

Walters (Maître) : 120, 121.

Weber (Henri) : 75, 83, 145, 199, 208, 210, 256, 259, 264, 265, 267.

Weber (Mark) : 323.

Weidinger (Otto) : 27, 109, 112, 115, 116, 118, 120, 125 à 129, 132 à 137, 226, 235, 262, 263, 277, 279, 291.

Werner (Heinz) : 116, 117, 125, 128, 129, 132, 133, 135, 137, 173, 226, 235, 280, 287, 291.

Weyrauch (Lieutenant) : 116.

Wiess (Commandant) : 182.

Witte (Carl-Georg) : 260, 263.

Woltmann (WaffenSS jugé par contumace à Bordeaux) : 247.

Yrissou (Henri): 108, 109.

Zind (Pierri) : 42, 47, 126, 153, 154, 162, 280, 285.

Zundel (Ernst) : 326.

+++++

Remerciements

Les personnes qui ont permis la réalisation de ce travail peuvent se classer en deux catégories.1-)
Celles qui ont collaboré à la rédaction de ce livre sachant qu'il était l'oeuvre d'un auteur non
conformiste en désaccord avec la thèse officielle.

Je suis particulièrement reconnaissant aux personnes suivantes :

- Monsieur J.J. Richard, qui a bénévolement corrigé, mis en pages et assuré le contrôle final ;
- Maître Mingès, qui m'a permis de consulter le dossier d'instruction du procès de Bordeaux ;
- Monsieur G. D., qui m'a fourni de précieux documents et renseignements inédits sur l'affaire d'Oradour ;
- Messieurs Herbert Taege et Pierre Moreau, qui m'ont fait profiter de leurs travaux sur l'affaire d'Oradour ;
- Monsieur Henri Lewkowicz, qui m'a fourni de nombreux documents et qui m'a constamment aidé dans mon travail ;

- Monsieur Robert Faurisson, qui m'a ouvert ses archives ;
- Monsieur Thierry B., qui m'a fait profiter de ses recherches et réflexions ;
- Madame J. G., qui m'a fourni de précieux documents et d'importantes traductions ;
- Madame M., qui a bénévolement traduit des dizaines de documents de langue allemande ;
- Monsieur S. Verbeke et son fils Arne, qui m'ont permis de reproduire leurs clichés du village martyr ;
- Monsieur J. B., qui m'a constamment aidé à entrer en relations avec certains protagonistes de l'affaire ;
- Monsieur et Madame Schleiter ainsi que Monsieur Fernand B., qui m'ont fourni d'importantes coupures de presse ;
- Monsieur Emmanuel Siméon, qui m'a accompagné et secondé dans mes nombreux déplacements ;
- Monsieur J. Boelaert, qui m'a fourni d'appréciables renseignements à propos des "bombardements de terreur" sur l'Allemagne.

2.) Les personnes interrogées qui m'ont donné des renseignements, ignorant ma qualité d'auteur non conformiste et, a fortiori, que notre enquête donnerait lieu à publication.

Je suis particulièrement reconnaissant aux personnes suivantes :

- les rescapés d'Oradour qui ont accepté de répondre à mes questions. Notamment Aimé Renaud, Pierre T., Maurice Beaubreuil, Paul D., Martial Brissaud, Robert Hébras, Madame Yvernaud (née Borie) ;
 - les guides d'Oradour, notamment Monsieur Lamaud qui a accepté que je pénètre dans certaines parties du village interdites au public afin de prendre des photographies ;
 - les anciens membres des équipes de secours qui sont venus à Oradour après la tragédie et qui ont accepté de répondre à mes questions : Abbé Schneider, Madame Henriette Massaloux Dumay, Madame Suzanne Vignerie (née Lacoste), Abbé Schmisser, Colonel (H) g. Poupard, Monsieur l'Abbé ;
 - Monsieur le capitaine des pompiers de la ville de Honfleur ; les pompiers et les artificiers de la ville de Caen qui ont accepté de répondre à mes questions techniques sur le feu et les explosifs ;
 - le personnel de la fonderie de cloches Cornille-Havard (Villedieu-les-Poêles) qui a accepté de répondre à mes questions concernant la fusion des cloches ;
 - Monsieur Len Cotton, qui a accepté de me raconter son séjour, en 1942, à Oradour, ainsi que : M. Christian Laloz qui a été mon interprète auprès de M. Cotton et M. Robert Chataignier qui nous a
- <http://www.abbc.com/aaargn/iran/poipen/Oradour/CLCORA13.htm>

aimablement reçus et fourni l'adresse de M. Cotton ;

-- Monsieur le colonel B. Van der Meer, attaché de Défense à l'ambassade royale des Pays-Bas, qui m'a fourni la documentation sur la retraite allemande à travers son pays ;

-- Monsieur et Madame Biras, qui m'ont aimablement reçu et m'ont transmis d'intéressantes informations.

+++++

ERRATA

p. 33, supprimer : "Comme nous l'avons dit" et lire : "Il ne sera consultable ".

p. 70, lire " discrétion " .

p. 80, lire " combustion qui les aurait réduits en cendres³¹ " .

p. 94, lire " on n'en distingue " .

p. 118, lire " traîné " .

p. 119, lire " nous avaient faits prisonniers " .

p. 126, lire " le commissaire Hugomaud " .

p. 131, lire partout " Busch " .

p. 144, lire " L'historien digne de ce nom " .

p. 145, lire " Hoehlinger " .

p. 150, lire "La vérité est tout autre " .

p. 156, lire " fût " .

p. 165, lire " A quoi auraient pu nous servir " .

p. 172, note 47 : lire " Plus près de la vérité " .

p. 176, lire . Or, Franco prit le pouvoir en 1939 »

p. 180, lire " ne fût-ce " .

p. 182 , lire " entreprit " .

p. 193 , lire " séries d'événements " .

p. 195, lire " signal de l'exécution " .

p. 196, lire " des blockhaus avaient été ".

lire " l'occupant eut été ".

p. 226, supprimer " même " dans : " jamais l'occupant ne tenta même ".

p. 231, lire " Ph. Pétain ne désirait ".

lire " s_e produisît ".

p. 232, lire " antiallemand ".

p. 243, lire " Alsaciens ".

p. 245, lire " événements ".

p. 261, lire " Düsseldorf ".

lire Le 12 février 1953, » au lieu de 1945".

p. 278, lire " prétendument ".

p. 280, lire " Allemande ".

p. 284, lire " événements ".

p. 286, lire " L'Isle-Jourdain ".

p. 287, note 12b : lire " Allemand ".

p. 307, lire " leurs corps criblés ".

lire " emmêlés ".

lire " la tête horriblement enflée ".

p. 322, lire " le Pacifique ".

p. 326, lire " chez Ernst Zündel ".

p. 334, lire " par Ph. Henriot ".

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is [<aaargh@abbc.com>](mailto:aaargh@abbc.com)

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

- (1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for nonprofit educational purposes;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;
- (4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.>
Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>
Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>
Declaración universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París

| [Partie 1](#) | [Partie 14](#) | [Partie 15](#) | [biblio](#) |

L'adresse électronique de ce document est:

<http://www.abbc.com/aaargh/fran/polpen/Oradour/CLCora15.html>

| [Accueil général](#) | [Accueil français](#) | [CHERCHER DANS LE SITE](#) | [Police de la pensée](#) | [Affaire Reynouard](#) | [A propos d'Oradour](#) |

<aaargh@abbc.com

Extrait de *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*, par un Collectif de libres chercheurs animé par Vincent Reynouard, VHO-ANEC, Anvers, 1997, 446 p., ISBN 90-73111-21-08, © Vincent Reynouard. Distribution: VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique. Nous conseillons très vivement à nos lecteurs de se procurer le livre auprès de l'éditeur. Pour que les livres existent, il faut que les éditeurs puissent les vendre.

Cet ouvrage traite des circonstances dans lesquelles un massacre s'est produit dans un village non loin de Limoges en juillet 1944, alors occupé par une division de l'armée allemande en retraite. Il a été édité en 1997 par un éditeur d'Anvers. Or Anvers a la tort de se trouver en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger, pour ne pas dire en Anti-France. Le ministre (français) de l'Intérieur (français) a donc pu INTERDIRE CE LIVRE. C'est la principale raison pour laquelle nous le publions aujourd'hui sur Internet. Quant au citoyen-ministre, il ne reste qu'à le couvrir de ce qu'il mérite.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste, en 1998. L'adresse du Secrétariat est aaargh@abbc.com <<mailto:aaargh@abbc.com>>>

Nous envisageons l'affichage d'un texte sur le Web comme équivalent à celui de mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et pas mal de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur le site.

This text has been displayed on the Net, and forwarded to you as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 1998. The E-mail of the Secretariat is aaargh@abbc.com <<mailto:aaargh@abbc.com>>>

Interested readers are kindly requested to consider buying the original document from the publisher, which is handier to read as a book on paper. In order to survive, books must be produced and sold by publishers.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. A reader looks for a document on the Web at his or her own risks. As for the author, there is no reason to suppose that he or she shares any responsibility for other writings displayed on this Site.

Be reminded of the US copyright law, Section 107:

Section 107. Limitations on exclusive rights: Fair use

... the fair use of copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified in above sections, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching (including multiple copies for classroom use), scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is fair use the factors to be considered include ---

(1) the purpose and character of the use, including whether the use is of a commercial nature or is for

nonprofit educational purposes;

(2) the nature of the copyrighted work;

(3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole, and;

(4) the effect of the use upon the potential market value of the copyrighted work.

+++++

ARTICLE 19. <Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.>

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948,

ARTIKEL 19 der Menschenrechte: <Jederman hat das Recht auf Freiheit der Meinung und der Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die unbehinderte Meinungsfreiheit und die Freiheit, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut durch Mittel jeder Art sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.>

Vereinigten Nationen, 10 Dezember 1948.

ARTICLE 19 <Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit>

Déclaration internationale des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948

ARTICULO 19 <Todo individuo tiene derecho a la libertad de opinión y de expresión; este derecho incluye el de no ser molestado a causa de sus opiniones, el de investigar y recibir informaciones y opiniones, y el de difundirlas, sin limitación de fronteras, por cualquier medio de expresión.>

Declaracion universal de los derechos humanos, adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948 en París